Quatre-vingt-deuxième année. — N° 235. Le Numéro : 10 francs. Mercredi 4 Octobre 1950.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Débats de l'Assemblée nationale	Débats du Conseil de la République	Débats de l'Assemblée de l'Union française	Avis et Rapports du Conseil économique	ÉDITION COMPLÈTE		
Compte Chèque postal : 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et France d'outre-mer .	3.000	1.650	900	700	500	300	200	4.500	2.500	1.350
Etranger	5.500	2.900	1.600	2.550	1.400	850	350	11.300	5.900	2.600

L'Edition des **LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Edition des **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des **DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Edition des **AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE** comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle

L'Edition **COMPLÈTE** comprend : outre l'Edition des Lois et Décrets et les Editions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 15 FRANCS

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Ministère de la défense nationale.

Citations à l'ordre de l'armée de mer (rectificatifs) (p. 10294).

Décret n° 50-1215 relatif au recrutement du corps de contrôle de l'administration de l'aéronautique (rectificatif) (p. 10294).

Arrêtés du 27 septembre 1950 modifiant les arrêtés des 5 septembre 1947 et 10 mars 1948 portant création de régies d'avances (p. 10295).

Arrêté du 28 septembre 1950 modifiant l'arrêté du 31 juillet 1950 fixant les conditions de délégation de signature du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine) (p. 10295).

Arrêté portant mise hors cadres d'officiers (armée de terre, active) (p. 10295).

Arrêté portant nomination d'un régisseur d'avances (p. 10295).

Arrêtés portant promotions et rectificatif (administration centrale et agents techniques du secrétariat d'Etat aux forces armées [air]) (p. 10295).

Décision portant promotion de sous-officiers (armée de terre, active) (p. 10295).

Décision portant nominations d'assistants des hôpitaux coloniaux (p. 10296).

Décisions portant attribution du titre de médecin biologiste et admission à un stage (service de santé de l'armée de l'air, active) (p. 10296).

Tableau d'avancement, pour l'année 1950, des secrétaires d'administration de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux forces armées (air) et *arrêté* portant promotions (rectificatifs) (p. 10296).

Liste d'admission en qualité d'auditeurs à l'institut des hautes études de défense nationale (p. 10296).

(2 f.)

Ministères des finances et des affaires économiques et du budget.

Décret n° 50-1221 du 3 octobre 1950 portant application au ministère de l'industrie et du commerce du plan d'économies prévu par l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 (p. 10297).

Décret n° 50-1222 du 3 octobre 1950 portant application au ministère de l'agriculture du plan d'économies prévu par l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 (p. 10298).

Décret n° 50-1223 du 3 octobre 1950 portant application au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre du plan d'économies prévu par l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 (p. 10299).

Arrêté du 19 septembre 1950 fixant les nouvelles rémunérations applicables, à compter des 1er janvier 1948 et 1er janvier 1949, au personnel temporaire d'administration du musée de l'armée (p. 10299).

Arrêtés relatifs aux versements compensatoires sur les prix des stocks de lubrifiants détenus aux dates des 1er novembre 1948, 15 mars 1949 et 1er février 1950 (rectificatifs) (p. 10300).

Arrêté relatif aux versements compensatoires sur les prix des stocks de paraffine et de bitumes et brais de pétrole détenus à la date du 1er juillet 1949 (rectificatif) (p. 10300).

Circulaire du 29 septembre 1950 relative à l'application des articles 25 à 28 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires (p. 10300).

Ministère de l'éducation nationale.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

Arrêté du 14 septembre 1950 portant création sur le plan national des certificats d'aptitude professionnelle de mécanicien-réparateur d'automobiles et de menuisier en voitures (p. 10312).

Arrêté du 14 septembre 1950 modifiant et complétant l'arrêté du 25 août 1948 instituant sur le plan national un certificat d'aptitude professionnelle de chaudronnier (p. 10312).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Décret du 30 septembre 1950 autorisant la chambre de commerce d'Arles à contracter un emprunt complémentaire (p. 10312).

Décret du 30 septembre 1950 modifiant l'article 6 du décret du 4 mars 1935 modifié portant règlement d'administration publique relatif aux voies ferrées des quais, des ports maritimes ou des ports de navigation intérieure (p. 10312).

Décret du 30 septembre 1950 portant nomination d'ingénieurs élèves géographes (p. 10312).

Arrêtés du 11 septembre 1950 concernant l'ouverture à la circulation aérienne publique des aérodromes de Salon-la-Passe (Bouches-du-Rhône), Saint-Nazaire-Montoir (Loire-Inférieure) et du Mans-Arnage (Sarthe) (p. 10313).

Arrêtés du 20 septembre 1950 portant ouverture de crédits (fonds de concours) (p. 10313).

Arrêté du 26 septembre 1950 fixant les conditions suivant lesquelles la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à apporter une aide financière aux entreprises routières de zone longue acceptant d'effectuer des transports combinés par remorques rail-route (p. 10314).

Ministère de l'agriculture.

Arrêtés du 3 octobre 1950 portant nomination des membres du cabinet du secrétaire d'Etat à l'agriculture et délégation de signature (p. 10314).

Décret n° 50-1224 du 18 septembre 1950 modifiant le décret n° 50-441 du 20 avril 1950 relatif au financement des assurances sociales agricoles (p. 10315).

Décret n° 50-1225 du 21 septembre 1950 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les assurances sociales agricoles et notamment l'application des décrets modifiés des 30 octobre 1935 et 20 avril 1950 (p. 10316).

Décret n° 50-1226 du 21 septembre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 18 du décret n° 50-441 du 20 avril 1950 relatif au financement des assurances sociales agricoles et instituant une commission consultative des assurances sociales agricoles (p. 10327).

Décret n° 50-1227 du 21 septembre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret du 20 avril 1950 relatif au financement des assurances sociales agricoles en ce qui concerne les ouvriers forestiers et betteraviers (p. 10328).

Tableau d'avancement, pour 1950, du personnel de l'enseignement agricole du deuxième degré (p. 10328).

Liste complémentaire d'admission en qualité d'élèves réguliers à l'institut national agronomique (p. 10329).

Ministère de la France d'outre-mer.

Décret n° 50-1228 du 30 septembre 1950 modifiant l'article 15 du décret n° 46-2356 du 24 octobre 1946 déterminant les conditions dans lesquelles la caisse centrale de la France d'outre-mer effectue les opérations autorisées par la loi du 30 avril 1946 (p. 10329).

Décret du 30 septembre 1950 portant dérogation temporaire aux règles de recrutement dans le cadre d'administration générale d'outre-mer (p. 10329).

Décret du 30 septembre 1950 modifiant le décret du 31 décembre 1919 relatif aux emplois réservés à Madagascar aux militaires autochtones réformés ou libérés du service actif (p. 10330).

Décrets des 29 et 30 septembre 1950 portant nominations, titularisations, reclassement, dégagement des cadres, admission à la retraite, conférant l'honorariat, modifiant et rapportant les dispositions de précédents décrets (administrateurs des colonies) (p. 10330).

Ministère du travail et de la sécurité sociale.

Arrêtés des 28 et 30 septembre 1950 approuvant les statuts, la scission et la fusion de sociétés mutualistes (p. 10331).

Arrêté du 30 septembre 1950 portant fixation du nombre maximum des voitures de place parisiennes de 2e classe autorisées à circuler et à stationner à Paris et dans le département de la Seine (p. 10332).

Ministère des anciens combattants et victimes de la guerre.

Décret du 21 septembre 1950 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 10332).

Décret n° 50-1070 portant fixation, pour l'application de la loi n° 50-956 du 8 août 1950, du nouveau taux des pensions allouées par les lois des 31 mars 1919 et 24 juin 1919 aux invalides, aux veuves non remariées, aux ascendants, ainsi que celui des majorations et allocations pour enfants (rectificatif) (p. 10332).

Instruction relative à l'application de la loi n° 50-956 du 8 août 1950 et des décrets n°s 50-1069 et 50-1070 du 30 août 1950 majorant les pensions des anciens combattants et victimes de guerre à compter des 1er janvier, 1er juillet et 25 décembre 1950 (rectificatif) (p. 10332).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

Annonces (p. 10332).

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Citations à l'ordre de l'armée de mer (troupes d'occupation extérieure).

Rectificatif au *Journal officiel* du 17 août 1950: page 8718, 2e colonne, 2e ligne, au lieu de: « Citations à l'ordre de l'armée de mer (troupes d'occupation extérieure) », lire: « Citations à l'ordre de l'armée de mer (théâtres d'opérations extérieurs) »; 8e et 12e ligne, au lieu de: « troupes d'occupation extérieure », lire: « théâtres d'opérations extérieurs »; 32e ligne, après: « Larmet (Emile), maître armurier aéro volant, mle 4062 B 35, de la B. A. N. CAT LAI (escadrille 8 S) », ajouter: « Cette citation annule la citation à l'ordre de la division décernée le 22 novembre 1949 par M. le contre-amiral commandant la marine en Indochine (391 EMI/Rec) »; 42e ligne, au lieu de: « Simon (Bizien), premier maître radiotélégraphiste volant mle 3052 C 134 de la B. A. N. CAT LAI », lire: « Simon (Bizien), premier maître radiotélégraphiste volant, mle 3052 C 34 de la B. A. N. CAT LAI »; 66e ligne, au lieu de: « troupes d'occupation extérieure », lire: « théâtres d'opérations extérieurs ».

Citations à l'ordre de l'armée de mer.

Rectificatif au *Journal officiel* du 30 septembre 1950: page 9894, 2e colonne, 52e ligne, au lieu de: « M. le lieutenant de vaisseau de Lacroix de Lavalette (Alexis-Robert), de marine Odyssée », lire: « M. le lieutenant de vaisseau de Lacroix de Lavalette (Alexis-André), de marine Odyssée ».

Décret n° 50-1215 relatif au recrutement du corps de contrôle de l'administration de l'aéronautique.

Rectificatif au *Journal officiel* du 3 octobre 1950: page 10265, 1re colonne, à l'avant-dernière ligne de l'article 1er, supprimer le mot: « consécutives ».

Régies d'avances.

Le ministre de la défense nationale,

Vu l'article 94 du décret du 31 mai 1862 portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'article 169 du règlement du 3 avril 1869 sur la comptabilité des dépenses du ministère de la guerre, rendu applicable au département de l'air par le décret du 15 janvier 1929;

Vu l'arrêté du 5 septembre 1947 portant création d'une régie d'avances auprès de l'atelier de réparations automobiles de Mossingen;

Vu l'arrêté interministériel du 25 mai 1950 fixant à 5 millions de francs pour les dépenses de personnel et à 2 millions de francs pour les dépenses de matériel le montant maximum des avances susceptibles d'être consenties aux agents spéciaux des établissements militaires de l'air et de la guerre régis par économie,

Arrête:

Art. 1er. — L'article 1er de l'arrêté du 5 septembre 1947 est modifié comme suit:

« Il est institué auprès de l'atelier de stockage et de réparations de matériel automobile de Mossingen (Allemagne) une régie d'avances pour le payement des menues dépenses de cet établissement et des dépenses urgentes effectués en francs dans la limite fixée pour les achats, sur simples factures, dans les conditions prévues par l'article 169/1 du règlement du 3 avril 1869 ».

(Le reste sans changement.)

Art. 2. — Le directeur du contrôle, du budget et de la comptabilité générale du secrétariat d'Etat aux forces armées (air) est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 septembre 1950.

JULES MOCH.

Le ministre de la défense nationale,

Vu l'article 94 du décret du 31 mai 1862 portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'article 169 du règlement du 3 avril 1869 sur la comptabilité des dépenses du ministère de la guerre, rendu applicable au département de l'air par le décret du 15 janvier 1929;

Vu l'arrêté du 10 mars 1948 instituant des régies d'avances auprès des compagnies territoriales de ravitaillement et de réparations techniques de l'armée de l'air;

Vu l'arrêté du 3 janvier 1949 fixant le montant maximum des avances à consentir au régisseur du parc colonial n° 478, à Dakar-Ouakam, modifié par l'arrêté du 8 juin 1949;

Vu l'arrêté du 25 mai 1950 fixant à 5 millions de francs pour les dépenses de personnel et à 2 millions de francs pour les dépenses de matériel, le montant maximum des avances susceptibles d'être consenties aux agents spéciaux des établissements militaires de l'air et de la guerre régis par économie,

Arrête:

Art. 1er. — L'article 2 de l'arrêté du 10 mars 1948, modifié par les arrêtés des 3 janvier et 8 juin 1949, est à nouveau modifié de la façon suivante:

« *Art.* 2. — Le montant maximum des avances à consentir à chacun des régisseurs est fixé comme suit en francs métropolitains:

FORMATIONS	AVANCES au titre des dépenses de personnel.	AVANCES au titre des dépenses de matériel.	MAXIMUM de l'ensemble des avances.
. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Parc d'aviation n° 2/160, à Dakar-Ouakam (A. O. F.).	Sans changement.		

Art. 2. — Le directeur du contrôle, du budget et de la comptabilité générale du secrétariat d'Etat aux forces armées (air) est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 septembre 1950.

JULES MOCH.

Modification à l'arrêté du 31 juillet 1950 fixant les conditions de délégation de signature du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine).

Le secrétaire d'Etat aux forces armées (marine),

Vu le décret du 22 avril 1927 portant organisation de la marine militaire;

Vu le décret n° 50-853 du 20 juillet 1950 fixant les attributions des secrétaires d'Etat aux forces armées et les autorisant à déléguer leur signature;

Vu l'arrêté du 31 juillet 1950, modifié les 25 août 1950 et 12 septembre 1950, fixant les conditions de délégation de signature du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine);

Vu le décret du 20 septembre 1950 portant nomination du directeur central des constructions et armes navales,

Arrête:

Art. 1er. — L'arrêté du 31 juillet 1950 fixant les conditions de délégation de signature du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine) est à nouveau modifié comme suit:

Article 6, 2e colonne, titulaires, remplacer: « M. l'ingénieur général de 1re classe du génie maritime Kahn », par: « M. l'ingénieur général de 1re classe du génie maritime Lambotin ».

Article 7, 2e colonne, directeurs ou chefs de services centraux, remplacer: « M. l'ingénieur général de 1re classe du génie maritime Kahn », par: « M. l'ingénieur général de 1re classe du génie maritime Lambotin ».

Art. 2. — Le présent arrêté, qui prend effet à compter du 20 septembre 1950, sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 septembre 1950.

ANDRÉ-FRANÇOIS MONTEIL.

Mise hors cadres d'officiers de l'armée de terre.

Par arrêté du 26 septembre 1950, les officiers d'infanterie dont les noms suivent sont placés hors cadres, au titre du ministère des affaires étrangères (à la disposition du commissaire résident général de la République française au Maroc), à compter des dates ci-après:

M. le lieutenant-colonel Tuder (Jean-Etienne), 1er juin 1950.

M. le chef de bataillon diplômé d'état-major Devillars (Marie-Marcel), 1er juillet 1950.

Régisseurs d'avances.

Par arrêté en date du 22 septembre 1950, M. le capitaine Renaudeau (Abel-Joseph-Claude) est nommé régisseur d'avances du magasin général d'habillement de l'armée de l'air, à Chamalières, à compter du 1er octobre 1950, en remplacement de M. le commandant Pontoizeau, appelé à d'autres fonctions.

Agents techniques du secrétariat d'Etat aux forces armées (air).

Par arrêté en date du 26 septembre 1950, les agents techniques de 2e classe de l'aéronautique dont les noms suivent ont été promus à la 1re classe à compter du 1er octobre 1950:

MM. Auzou (C.), Lebel (M.-A.), Manot (J.).

Administration centrale du secrétariat d'Etat aux forces armées (air).

Rectificatif au *Journal officiel* du 26 septembre 1950: page 10044, 1re colonne, 25e ligne, au lieu de: « M. Hubert (Charles), à compter du 26 août 1950 », lire: « M. Hubert (Charles), à compter du 21 août 1950 ».

Promotions (sous-officiers servant après la durée légale) (armée de terre, active).

Par décision en date du 28 septembre 1950, sont promus pour prendre rang du 1er octobre 1950, les sous-officiers servant après la durée légale, dont les noms suivent:

TROUPES METROPOLITAINES

INTENDANCE

Au grade d'adjudant-chef.

Les adjudants:

David (Jean), bureaux, 3e section de C. O. M. A.
Oudot (Jean), bureaux, 4e section de C. O. M. A.
Curty (Auguste), bureaux, 9e section de C. O. M. A.
Arzial (Léon), bureaux, 9e section de C. O. M. A.
Parisot (Gilbert), bureaux, 10e section de C. O. M. A.
Mathieux (Jules), bureaux, 1re section de C. O. M. A.
Dupoisson (Léon), bureaux, 2e section de C. O. M. A.
Bezely (Francis), bureaux, 1re section de C. O. M. A.
Vidal (Henri), bureaux, T. O. Allemagne.

Au grade d'adjudant.

Les sergents-majors:

1er tour (choix). Gœury (Henri), bureaux, troupes du Maroc.
2e tour (choix). Duchemin (Pierre), bureaux, 9e section de C. O. M. A.
3e tour (choix). Gustin (Fernand), bureaux, T. O. Allemagne.
4e tour (ancienneté). Lach (Joseph), exploitation, 7e section de C. O. M. A.
1er tour (choix). Chaigneau (Roger), bureaux, 1re section de C. O. M. A.
2e tour (choix). Morvan (Louis), bureaux, 1re section de C. O. M. A.
3e tour (choix). Laporte (Maurice), exploitation, 10e section de C. O. M. A.
4e tour (ancienneté). Mordiconi (Dominique), bureaux, 9e section de C. O. M. A.
1er tour (choix). Zemour (Albert), bureaux, 5e section de C. O. M. A.
2e tour (choix). Choiseau (André), bureaux, T. O. Allemagne.

Au grade de sergent-major.

Les sergents-chefs:

2e tour (choix). Delhommais (André), exploitation, 6e section de C. O. M. A.
3e tour (choix). Danger (André), bureaux, 1re section de C. O. M. A.
4e tour (ancienneté). Houtmann (Georges), bureaux, 6e section de C. O. M. A.
1er tour (choix). Hugues (Henri), exploitation, troupes du Maroc.
2e tour (choix). Minart (Jules), bureaux, 10e section de C. O. M. A.
3e tour (choix). Audo (Georges), exploitation, 3e section de C. O. M. A.
4e tour (ancienneté). Leclech (Gilbert), bureaux, T. O. Allemagne.
1er tour (choix). Grange (Albert), bureaux, 6e C. O. M. A.
2e tour (choix). Perruche (Robert), bureaux, 1re section de C. O. M. A.
3e tour (choix). Bruneau (André), exploitation, 9e section de C. C. M. A.
4e tour (ancienneté). Desroches (Henri), exploitation, T. O. Allemagne.
1er tour (choix). Renson (Paul), bureaux, C. E. F. E. O.
2e tour (choix). Beziat (Léon), exploitation, 10e section de C. O. M. A.
3e tour (choix). Goulet (Paul), bureaux, 10e section de C. O. M. A.
4e tour (ancienneté). Legras (Jean), exploitation, 9e section de C. O. M. A.
1er tour (choix). Prat Sainte-Marie (André), bureaux, 5e section de C. O. M. A.
2e tour (choix). Giffe (René), bureaux, 1re section de C. O. M. A.

Au grade de sergent-chef.

Les sergents:

1er tour (choix). Faillères (Edmond), bureaux, 1re section de C. O. M. A.
2e tour (choix). Eyraud (Joseph), bureaux, 8e section de C. O. M. A.
3e tour (choix). Ortulon (Georges), exploitation, 2e section de C. O. M. A.
4e tour (ancienneté). Jacob (Pierre), exploitation, 10e section de C. O. M. A.
1er tour (choix). Profichet (Pierre), bureaux, troupes du Maroc.
2e tour (choix). Noulette (Olivier), bureaux, 10e section de C. O. M. A.
3e tour (choix). La Poussière (Jean), bureaux, T. O. Allemagne.
4e tour (ancienneté). Dupont (Jean), bureaux, 10e section de C. O. M. A.
1er tour (choix). Patros (Saint-Claire), bureaux, C. E. F. E. O.
2e tour (choix). Schenck (Georges), exploitation, 7e section de C. O. M. A.
3e tour (choix). Besati (Ugo), exploitation, base 901.
4e tour (ancienneté). Trapinaud (Pierre), exploitation, T. O. Allemagne.
1er tour (choix). Mallinger (Arsène), bureaux, 6e section de C. O. M. A.
2e tour (choix). Belda (Marcel), exploitation, C. E. F. E. O.
3e tour (choix). Loiseleux (René), bureaux, T. O. Allemagne.
4e tour (ancienneté). Ouvrard (Marcel), exploitation, troupes du Maroc.
1er tour (choix). Lisabaut (Maurice), exploitation, troupes du Maroc.
2e tour (choix). Collet (Pierre), bureaux, troupes du Maroc.
3e tour (choix). Bertrand (Marc), bureaux, 6e section de C. O. M. A.
4e tour (ancienneté). Leupard (Charles), exploitation, T. O. Allemagne.

Nominations d'assistants des hôpitaux coloniaux.

Par décision du 12 septembre 1950, sont nommés:

Assistants des hôpitaux coloniaux.

a) Section médecine.

M. le médecin commandant Finance (Louis).
M. le médecin capitaine Pontich (Guy).
M. le médecin capitaine Rual (Pierre).

b) Section microbiologie.

M le médecin capitaine Saugrain (Jacques).

c) Section chirurgie.

M. le médecin capitaine Cazenave (Jean).
M. le médecin capitaine Dutour (Albert).
M le médecin capitaine Lahitte (Firmin).
M. le médecin capitaine Sine (Henri).

d) Section électroradiologie.

M. le médecin commandant Dias-Cavaroni (Joseph-François).

Les titres sont acquis à compter du 1er août 1950.

Service de santé (armée de l'air, active).

Par décision ministérielle du 8 août 1950, et par application des dispositions du décret du 19 juillet 1948, est attribué le titre de médecin biologiste du service de santé de l'air à M. le médecin capitaine Missenard (André), du service de sélection et d'orientation du personnel de l'armée de l'air.

Par décision ministérielle du 12 août 1950 et par application des décrets du 16 novembre 1942 et n° 48-1274 du 14 août 1948, est admis au stage d'oto-rhino-laryngologie « section air », M. le médecin capitaine Camou (Roger), de la 4e région aérienne.

Tableau d'avancement, pour l'année 1950, des secrétaires d'administration de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux forces armée (air).

Rectificatif au *Journal officiel* du 26 septembre 1950, page 10044, 1re colonne, 48e ligne, au lieu de: « Les secrétaires d'administration de 2e classe, 4e échelon, désignés », lire: « Les secrétaires d'administration de 2e classe, 3e échelon, désignés »; 57e et 58e ligne, au lieu de: « Secrétaires d'administration de 2e classe du 3e échelon proposés pour le 4e échelon », lire: « Secrétaires d'administration de 2e classe, du 2e échelon proposés pour le 3e échelon ».

Page 10044, 2e colonne, 14e ligne, au lieu de: « du 3e échelon au 4e échelon », lire: « du 2e échelon au 3e échelon ».

Liste d'admission en qualité d'auditeurs à l'institut des hautes études de défense nationale.

Le ministre de la défense nationale,

Vu le décret du 20 juillet 1950 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la défense nationale;

Vu le décret du 30 janvier 1949 portant création d'un institut des hautes études de défense nationale, et notamment ses articles 2 et 5;

Vu le décret du 1er avril 1950 modifié par le décret du 5 juin 1950, relatif à la réorganisation de la défense nationale;

Sur proposition du secrétaire général permanent de la défense nationale;

Vu l'avis du vice-amiral d'escadre, directeur de l'institut des hautes études de défense nationale,

Arrête:

Art. 1er. — La liste des auditeurs de la troisième session (1950-1951) de l'institut des hautes études de défense nationale est fixée comme suit:

MM.

Abeles (Lucien), ingénieur en chef de 2e classe de l'air de la direction technique et industrielle.
Bardon (Jacques), inspecteur général des services administratifs au ministère de l'intérieur.
Bernier (Serge), sous-directeur à l'administration centrale des finances, en fonction à l'organisation européenne de coopération économique.

Bloch (Pierre), ancien ministre, président de la société nationale des entreprises de presse.
Bourdat (Georges), administrateur civil de 2e classe du ministère de l'intérieur, gouvernement général de l'Algérie.
Bouvet (Georges-Régis-Joseph), colonel d'infanterie.
Bredin (Louis-Paul-Jean), contrôleur général de 2e classe de la marine.
Brinfet (Paul), secrétaire général de la Compagnie française de matériel de chemins de fer.
Brunet (Paul), administrateur de 2e classe du ministère de l'éducation nationale.
Cangardel (Pierre-Edouard), gérant de l'Union industrielle et maritime.
Cayla (Jean-Simon), inspecteur général de la santé.
Chappuis (Abel-Félix), colonel du matériel.
Chapron (Marcel), sous-préfet hors-classe, chef du cabinet du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre.
Charrilat (Daniel), ingénieur principal de l'artillerie navale à la direction des industries mécaniques et électriques (ministère de l'industrie et du commerce).
Christa (Roger), adjoint au vice-président délégué du syndicat général des fondeurs de France.
Colonna d'Istria (Paulin), colonel de gendarmerie.
Culot (Roger-Georges), directeur adjoint à la Régie autonome des transports parisiens.
Detang (Jacques), attaché à la direction des Etablissements Gillet-Thaon.
Dillemann (André-Joseph), colonel d'infanterie.
Duvinage (Henri-Joseph), inspecteur du travail et de la main-d'œuvre.
Echard (Jean), ingénieur en chef des mines, chef du service du gaz au ministère de l'industrie et du commerce.
Edon (Félix-Jean), colonel de cavalerie.
D'Esneval (Roger), propriétaire agriculteur à Acquigny (Eure).
Des Essars (Robert-Léonce), général de brigade.
Fanneau de La Horie (Pierre), ingénieur en chef des manufactures de l'Etat en fonctions à la manufacture des tabacs de Châteauroux.
De Folin (Jacques), attaché au cabinet de l'ambassadeur de France, secrétaire général du ministère des affaires étrangères.
Frezouls (Léon-Marie-Jacques), sous-directeur de la formation professionnelle à l'administration centrale du ministère du travail et de la sécurité sociale.
Froment-Meurice (Henri), attaché d'ambassade.
Gardet (Roger-Charles), colonel d'infanterie coloniale.
Grégoire (Roger), maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur de la fonction publique.
Hermet (Louis), contrôleur civil de 3e classe.
Houssay (Jean-Jules), colonel du génie.
Hubert (Henri), ingénieur général du génie maritime, inspecteur général au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.
Kaplan (Léon), directeur général adjoint de la Shell française.
Kreitmann (Jean-André), chargé d'études au secrétariat général du Crédit foncier de France.
Labe (Camille-Charles), contrôleur général de 1re classe de l'administration de l'armée.
Labry (Yvan-Mathieu), inspecteur général de l'économie nationale.
Lauzin (Henri-Emmanuel-Charles), général de brigade aérienne.
Lavaill (Henri), maître des requêtes au conseil d'Etat.
Leca (Xavier), commissaire ordonnateur de 1re classe.
De Lecluse de Longraye (Guy-Louis), ingénieur en chef de 1re classe de l'artillerie navale.
Leroux (Jack), président directeur général de la Société Nobel française.
Levaillant (Jacques), directeur des services techniques au ministère de l'intérieur.
Lorain-Broca (Jacques), ingénieur ordinaire de 1re classe des ponts et chaussées affecté au secrétariat général à l'aviation civile et commerciale.
Lucien (René), vice-président de la chambre syndicale des équipements aéronautiques.
Macaux (Marcel), directeur général des Aciéries et forges de Firminy.
Maggiar (Raymond-Emile), capitaine de vaisseau.
Maigret (Maurice), agrégé de l'Université.
Marette (Pierre), colonel d'aviation.
Mérimée (Jacques), magistrat, détaché à la chancellerie.
Mesnet (Henri-Marie), colonel d'artillerie.
Morel (Léon-Jean), général de brigade.
Morelle (René-Ludovic), colonel d'infanterie.
Nerot (Georges), chef des services techniques de la direction de l'exploitation de Gaz de France.
Pelissie (Pierre), général de brigade aérienne.
Pernot du Breuil (Pierre-Fourrier-Henry), colonel de cavalerie.
Playe (Roger), colonel du génie.
Rouvillois (Marc-Eugène), colonel de cavalerie.
Sacaze (René-Louis-Benjamin), capitaine de vaisseau.
Sire (Jacques), contrôleur civil, chef du service social de l'office du Maroc.
Sizaire (Robert-Emile), colonel d'infanterie coloniale.
Sudreau (Pierre-Robert), directeur des services financiers au ministère de l'intérieur.
Terrac (Edouard-Louis), administrateur de 1re classe des colonies.
De Thomasson (Paul), ancien inspecteur des finances, ancien directeur à la Banque de Paris et des Pays-Bas.
Vallery-Radot (Maurice), sous-directeur à l'agence économique de la France d'outre-mer.
De Veyrac (Henri-Louis-Raymond), inspecteur général des finances.
Yence (Charles-Léopold-Armand), administrateur en chef de 2e classe de l'inscription maritime.
Weuleresse (Jean), ingénieur en chef de la section technique du ministère des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 2. — Le directeur de l'institut des hautes études de défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 septembre 1950.

JULES MOCH.

MINISTERES DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU BUDGET

Décret n° 50-1221 du 3 octobre 1950 portant application au ministère de l'industrie et du commerce du plan d'économies prévu par l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950.

Le président du conseil des ministres, ministre de l'intérieur par intérim,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget, du garde des sceaux, ministre de la justice, du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950;

Vu le décret n° 50-1118 du 13 septembre 1950 portant homologation du plan d'économies prévu à l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950;

Le comité interministériel entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Sont supprimés au ministère de l'industrie et du commerce, les emplois ci-après:

1° *Au 1er novembre 1950.*

a) Personnel chargé de la répartition des produits industriels:
Deux agents contractuels hors barème.
Trente-huit agents contractuels hors catégorie et 1re catégorie.
Vingt-trois agents contractuels de 2e catégorie.
Vingt-deux agents contractuels de 3e catégorie.
Sept auxiliaires de bureau.

b) Agents contractuels:
Un agent contractuel hors barème.
Onze agents contractuels hors catégorie et 1re catégorie.
Onze agents contractuels de 2e catégorie.
Onze agents contractuels de 3e catégorie.

2° *Au 1er décembre 1950.*

Quarante auxiliaires de bureau.

3° *Au 1er janvier 1951.*

a) Personnel chargé de la répartition des produits industriels:
Un agent contractuel hors barème.
Vingt agents contractuels hors catégorie et 1re catégorie.
Onze agents contractuels de 2e catégorie.
Onze agents contractuels de 3e catégorie.

b) Vingt ouvriers.

4° *Au 1er mars 1951.*

Sept agents contractuels hors catégorie et 1re catégorie.
Sept agents contractuels de 2e catégorie.
Six agents contractuels de 3e catégorie.

5° *Au 1er mai 1951.*

Huit agents contractuels hors catégorie et 1re catégorie.
Sept agents contractuels de 2e catégorie.
Sept agents contractuels de 3e catégorie.

6° *Au 1er juin 1951.*

Un agent contractuel hors barème.
Dix agents contractuels hors catégorie et 1re catégorie.
Dix agents contractuels de 2e catégorie.
Neuf agents contractuels de 3e catégorie.

7° *Au 1er septembre 1951.*

Quinze auxiliaires de bureau.
Trois auxiliaires de service.

8° *Au 1er octobre 1951.*

Vingt-cinq employés de bureau sur contrat.
Vingt auxiliaires de service.

9° *Au 1er décembre 1951.*

Dix ouvriers.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 octobre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres, ministre de l'intérieur par intérim:

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones, garde des sceaux, ministre de la justice par intérim,
CHARLES BRUNE.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,
PIERRE MÉTAYER.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Décret n° 50-1222 du 3 octobre 1950 portant application, au ministère de l'agriculture, du plan d'économies prévu par l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950.

Le président du conseil des ministres, ministre de l'intérieur par intérim,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget, du garde des sceaux, ministre de la justice, du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950;

Vu le décret n° 50-1118 du 13 septembre 1950 portant homologation du plan d'économies prévu à l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950;

Le comité interministériel entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Sont supprimés au ministère de l'agriculture les emplois ci-après:

I. — *Administration centrale.*

Neuf emplois de commis, à compter du 1er janvier 1950.

Cinquante emplois transférés du ministère du ravitaillement, soit:

A compter du 1er juillet 1950:
Deux emplois de chef de bureau.
Un emploi de rédacteur.
Un emploi de commis.
Un emploi d'agent technique de la production laitière.

A compter du 1er octobre 1950:
Quinze emplois de dame sténodactylographe.

A compter du 1er juillet 1951:
Treize emplois d'agent technique de la production laitière.
Deux emplois de rédacteur.
Trois emplois de chef de groupe.
Deux emplois de commis.

A compter du 31 décembre 1951:
Deux emplois de chef de bureau.
Cinq emplois de sous-chef de bureau.
Trois emplois de rédacteur.

II. — *Eaux et forêts.*

Un emploi d'inspecteur général, à compter du 1er octobre 1950.

Quatre emplois de conservateur:
Deux à compter du 1er janvier 1950;
Deux à compter du 1er octobre 1950.

Vingt emplois d'agent contractuel au fonds forestier national, à compter du 1er janvier 1950, soit : dix secrétaires administratifs et dix sténodactylographes.

Trente emplois d'auxiliaire de bureau au fonds forestier national, à compter du 1er janvier 1950.

Soixante-sept emplois d'auxiliaire de bureau, à compter du 1er janvier 1950.

Trois emplois d'auxiliaire de bureau, à compter du 1er octobre 1950.

III. — *Génie rural.*

Dix emplois d'ingénieur des travaux ruraux, à compter du 1er janvier 1950.

Dix emplois d'adjoint technique: cinq à compter du 1er janvier 1950 et cinq à compter du 1er juillet 1951.

Dix emplois de commis, à compter du 1er janvier 1950.

Un emploi d'agent contractuel de 1re classe, à compter du 1er janvier 1950.

Deux emplois d'agent de bureau sur contrat, à compter du 1er janvier 1950.

Dix-sept emplois d'auxiliaire de bureau: sept à compter du 1er janvier 1950, dix à compter du 1er janvier 1951.

IV. — *Production agricole.*

Neuf emplois d'auxiliaire de bureau du service de la protection des végétaux: quatre emplois à compter du 1er novembre 1950, cinq emplois à compter du 1er janvier 1951.

Vingt-sept emplois au service des haras, soit:
Un emploi de brigadier chef, à compter du 1er janvier 1950;
Un emploi de brigadier, à compter du 1er janvier 1950;
Deux emplois de brigadier, à compter du 1er octobre 1950;
Deux emplois de maréchal, à compter du 1er octobre 1950;
Dix emplois de garde, à compter du 1er janvier 1950;
Huit emplois de garde, à compter du 1er octobre 1950;
Un emploi de concierge, à compter du 1er octobre 1950;
Deux emplois d'auxiliaire de bureau, à compter du 1er octobre 1950.

Dix emplois au service du contrôle des lois sociales en agriculture, soit:

Deux emplois de contrôleur divisionnaire: un à compter du 1er janvier 1950, un à compter du 1er juillet 1951.

Huit emplois de contrôleur: deux à compter du 1er janvier 1950, un à compter du 1er janvier 1951, cinq à compter du 1er avril 1951.

V. — *Institut national de la recherche agronomique.*

Un emploi de chef de bureau, à compter du 1er octobre 1950.
Deux emplois de rédacteur, à compter du 1er janvier 1950.

VI. — *Inspections générales.*

Un emploi d'inspecteur général des services vétérinaires, à compter du 1er janvier 1950.

Un emploi d'inspecteur général du service des haras, à compter du 1er janvier 1951.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 octobre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres, ministre de l'intérieur par intérim:

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones, garde des sceaux, ministre de la justice par intérim,
CHARLES BRUNE.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,
PIERRE MÉTAYER.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Décret n° 50-1223 du 3 octobre 1950 portant application au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre du plan d'économies prévu par l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950.

Le président du conseil, ministre de l'intérieur par intérim,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget, du garde des sceaux, ministre de la justice, du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950;

Vu le décret n° 50-1118 du 13 septembre 1950 portant homologation du plan d'économies prévu à l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950;

Le comité interministériel entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Sont supprimés au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre (service des transferts et restitutions des corps) les emplois suivants:

A compter du 1er janvier 1951.

1° Personnels d'exécution.

Cent quatre-vingt-dix-sept emplois de contrôleur de voitures automobiles.
Treize emplois de chef de dépôt mortuaire.
Dix-sept emplois d'employé de bureau.
Cinq emplois de gardien de dépôt mortuaire.
Quarante-cinq emplois de manutentionnaire et convoyeur.
Quarante-huit emplois d'agent auxiliaire.

2° Personnels de contrôle.

Trois emplois de contrôleur départemental.
Quatorze emplois de contrôleur adjoint.
Un emploi de régisseur d'avances.
Neuf emplois de vérificateur plaqueur.
Deux emplois de chef de service des sépultures.
Quatre emplois de contrôleur identificateur.
Dix-huit emplois de contrôleur et chef d'équipe.

A compter du 1er octobre 1951.

Six emplois d'agent auxiliaire.
Quatre emplois de chef de service des sépultures.
Cinq emplois de contrôleur identificateur.
Huit emplois de contrôleur et chef d'équipe.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 octobre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres, ministre de l'intérieur par intérim:

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones, garde des sceaux, ministre de la justice par intérim,
CHARLES BRUNE.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,
PIERRE MÉTAYER.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Nouvelles rémunérations applicables à compter des 1er janvier 1948 et 1er janvier 1949 au personnel temporaire d'administration du musée de l'armée.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative, le secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre) et le ministre du budget,

Vu la loi n° 48-337 du 27 février 1948 portant ouverture de crédits en vue de la réalisation d'une première tranche de reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 48-355 du 29 février 1948 portant attribution d'un complément provisoire de traitement ou de solde aux fonctionnaires ou agents de l'Etat;

Vu le décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 instituant une majoration de reclassement en faveur des personnels de l'Etat au titre de la première tranche de reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 49-42 du 12 janvier 1949 instituant une nouvelle majoration en faveur des personnels de l'Etat au titre de la deuxième tranche de reclassement de la fonction publique;

Vu le décret du 2 février 1929 fixant les cadres et le statut du personnel d'administration du musée de l'armée;

Vu le décret n° 45-2503 du 24 octobre 1945 fixant la rémunération du personnel d'administration du musée de l'armée,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les nouvelles rémunérations résultant, pour les personnels civils temporaires du musée de l'armée, de l'application de l'article 5 du décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 et de l'article 3 du décret n° 49-42 du 12 janvier 1949 susvisés, sont fixées ainsi qu'il suit, à compter respectivement du 1er janvier 1948 et du 1er janvier 1949:

EMPLOIS	ECHELONNEMENT	RÉMUNÉRATION de base 1943.	NOUVELLES rémunérations.	
			A compter du 1er janvier 1948.	A compter du 1er janvier 1949.
		francs.	francs.	francs.
Sous-directeur	1re classe:			
	Après 4 ans...	90.000	274.000	333.000
	Après 2 ans...	90.000	266.000	315.000
	Avant 2 ans...	90.000	257.000	298.000
	2e classe.....	79.500	231.000	269.000
	3e classe.....	69.000	210.000	243.000
	4e classe.....	58.500	187.000	215.000
	5e classe.....	48.000	167.000	191.000
Conservateur technique et agent comptable chef des services administratifs.	1re classe:			
	Après 8 ans...	78.000	240.000	288.000
	Après 6 ans...	78.000	232.000	271.000
	Après 4 ans...	78.000	225.000	259.000
	Après 2 ans...	78.000	219.000	247.000
	Avant 2 ans...	78.000	213.000	234.000
	2e classe.....	69.000	196.000	215.000
	3e classe.....	60.000	180.000	197.000
	4e classe.....	51.000	163.000	179.000
	5e classe.....	42.000	143.000	158.000
Conservateur adjoint...	1re classe:			
	Après 8 ans...	66.000	206.000	240.000
	Après 6 ans...	66.000	201.000	230.000
	Après 4 ans...	66.000	196.000	221.000
	Après 2 ans...	66.000	191.000	212.000
	Avant 2 ans...	66.000	187.000	203.000
	2e classe	59.250	173.000	188.000
	3e classe.....	52.500	160.500	172.000
	4e classe.....	45.750	147.000	157.000
	5e classe.....	39.000	127.500	138.000

Art. 2. — Les nouvelles rémunérations fixées à l'article 1er sont exclusives de toute gratification.

Aucune indemnité ou avantage accessoire, de quelque nature que ce soit, ne peut être accordé aux agents énumérés au présent arrêté que dans les conditions fixées par les articles 5 et 7 de l'ordonnance du 6 janvier 1945.

Art. 3. — Les nouvelles rémunérations seront attribuées aux agents selon la classe dans laquelle ils seront placés à la suite de ce reclassement. L'attribution des nouvelles rémunérations ne sera pas considérée comme un avancement et l'ancienneté des intéressés dans leur classe comptera du jour de leur dernière promotion.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 septembre 1950.

Pour le secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre) et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ANDRÉ CHAGNEAU.

Le ministre du budget,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ROBERT BLOT.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur du cabinet,
PIERRE CHAMPION.

Versements compensatoires sur les prix des stocks de lubrifiants détenus à la date du 1er novembre 1948.

Rectificatif au *Journal officiel* du 11 août 1950:

Page 8415, 28 *bis* Vaselines techniques, au lieu de: « 4.159 », lire: « 10.137 »; 29 Vaselines industrielles, au lieu de: « 10.137 », lire: « 4.159 ».

Versements compensatoires sur les prix des stocks de lubrifiants détenus à la date du 15 mars 1949.

Rectificatif au *Journal officiel* du 11 août 1950:

Page 8416, 100 Pale Solvent, au lieu de: « 6.189 », lire: « 8.189 »; 27 Codex, au lieu de: « 6.933 », lire: « 6.939 ».

	Au lieu de: A recevoir du G. A. C.	Lire: A verser au G. A. C.
32 Huiles solubles:		
a) Concentrées (moins de 5 p. 100 d'eau)	6.140	6.140
b) Diluées contenant:		
5 à 20 p. 100 d'eau	6.960	5.960
20 à 40 p. 100 d'eau	5.540	5.540
40 à 60 p. 100 d'eau	5.090	5.090
60 à 80 p. 100 d'eau	4.620	4.620
Plus de 80 p. 100 d'eau	4.280	4.280

Versements compensatoires sur les prix des stocks de lubrifiants détenus à la date du 1er février 1950.

Rectificatif au *Journal officiel* du 11 août 1950:

Pages 8417 et 8418: 1re colonne, tous les nombres autres que 2.538 sont remplacés par le nombre 2.538; 2e colonne, tous les nombres figurant dans cette colonne sont remplacés par le nombre 500; 3e colonne, tous les nombres autres que 500 sont remplacés par le nombre 500.

Versements compensatoires sur les prix des stocks de paraffine et de bitumes et brais de pétrole détenus à la date du 1er juillet 1949.

Rectificatif au *Journal officiel* du 11 août 1950:

Page 8419, Paraffine (stocks sous douane): 60/62, au lieu de: « 3.350 », lire: « 3.530 ».

Circulaire du 29 septembre 1950 relative à l'application des articles 25 à 28 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires.

Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget à Messieurs les ministres et secrétaires d'Etat,

La loi du 20 septembre 1948 a profondément modifié, en ce qui concerne les fonctionnaires civils de l'Etat, les modalités d'indemnisation de l'invalidité contractée ou aggravée en service. Sommairement commentée par la circulaire n° 85-3-B/6 du 26 juillet 1949, les articles 25 à 28 de la loi susvisée — qui sont les texles de base en la matière — ont fait l'objet de développements plus étendus dans le chapitre préliminaire du barème indicatif d'invalidité annexé au décret du 27 juillet 1949. Ce chapitre préliminaire va d'ailleurs faire incessamment l'objet de dispositions rectificatives.

La présente circulaire a pour objet, tant de préciser les modalités pratiques d'application de cette réglementation nouvelle, que de communiquer aux différents départements ministériels les modèles du procès-verbal de la commission de réforme et des bordereaux de liquidation et de donner toutes les précisions nécessaires sur l'ensemble des imprimés à utiliser dans ce domaine.

I. — MODALITÉS PRATIQUES D'APPLICATION DU NOUVEAU RÉGIME

A. — *Calcul du taux d'invalidité*

Diverses hypothèses doivent être envisagées dont seule la 3e nécessite des explications détaillées.

1re *hypothèse:* lorsque l'invalidité déterminant la mise à la retraite de l'agent est le résultat d'une *infirmité unique* affectant un agent qui était entièrement valide avant sa manifestation, l'application du nouveau régime est extrêmement simple et consiste uniquement à fixer le taux d'invalidité que comporte cette infirmité, compte tenu des indications du barème.

2e *hypothèse:* lorsque l'invalidité est le résultat *d'infirmités multiples simultanées* affectant un agent entièrement valide avant leur manifestation, il ne saurait être question, pour obtenir le taux d'invalidité indemnisable au titre de l'article 25 de la loi ou ouvrant droit à la garantie de l'article 27, d'additionner arithmétiquement les pourcentages d'invalidité partiels: cette manière de procéder aboutirait en effet le plus souvent à des résultats en contradiction avec les données de l'examen clinique. Il convient, dans ce cas, d'appliquer la méthode de calcul exposée dans le chapitre préliminaire du barème II, A alinéas 5 et suivants.

3e *hypothèse:* lorsque l'invalidité est le résultat d'infirmités successives, indépendantes les unes des autres, le degré réel d'invalidité de l'agent, par suite de la coexistence de ces infirmités au moment de sa mise à la retraite, n'est pas différent de celui dont il serait affecté si cette invalidité était comme ci-dessus le fait des mêmes infirmités apparues simultanément. Il convient donc d'appliquer pour les mêmes raisons, les règles de calcul prévues au cas d'infirmités multiples simultanées.

Des précisions doivent cependant être apportées concernant le mode de calcul, soit du pourcentage indemnisable au titre de l'article 25, soit du pourcentage ouvrant éventuellement droit à la garantie prévue à l'article 27, lorsque l'une ou plusieurs de ces infirmités successives constituent une aggravation d'infirmités préexistantes.

En effet, si la détermination du pourcentage d'invalidité dans le cas d'infirmités multiples simultanées ou d'infirmités successives indépendantes n'est pas réalisée par addition arithmétique des taux partiels d'invalidité, chaque infirmité constitutive est néanmoins prise en compte conformément aux règles prévues au chapitre préliminaire du barème II, A alinéas 5 et suivants.

Par contre, dans le cas « d'aggravation d'infirmités préexistantes », la loi du 20 septembre 1948 dispose, d'une part à l'article 25 (rente d'invalidité) que « le taux d'invalidité *à prendre en considération* (pour le calcul du montant de la rente) doit être apprécié par rapport à la validité restante du fonctionnaire », d'autre part à l'article 27 (garantie du régime général des assurances sociales) que « pour l'application en l'espèce, du taux d'invalidité (ouvrant éventuellement droit à la garantie), il sera fait état... de celui apprécié par rapport à la validité restante du fonctionnaire ». Ces dispositions font donc l'obligation:

D'une part, d'appliquer les règles exposées à propos des infirmités multiples simultanées ou des infirmités successives (combinaison des taux partiels selon certaines normes, et non point addition arithmétique);

D'autre part, de ne retenir le taux d'invalidité que comportent les infirmités préexistantes aggravées — dont la définition est donnée ci-dessous — ni pour le calcul du taux indemnisable au titre de l'article 25, ni pour celui du taux ouvrant éventuellement droit à la garantie prévue à l'article 27.

Il importe, dans ces conditions, de définir avec précision d'une part, la notion d'aggravation, d'autre part, celle « d'infirmité préexistante » au sens des articles 25 et 27, les règles exposées au précédent alinéa ne devant jouer effectivement que dans le cas où ces deux notions se retrouvent dans les dossiers examinés.

a) Définition de l'aggravation.

Pour déceler une aggravation au sens de la loi, les praticiens de médecine générale et, éventuellement, les médecins spécialistes appelés à siéger dans les commissions de réforme devront tenir compte, non seulement de l'existence d'une relation médicale directe entre deux ou plusieurs infirmités, mais aussi du lien « fonctionnel » pouvant exister entre elles dans une mesure que seule leur expérience professionnelle peut valablement déterminer.

Ces experts devront se prononcer explicitement sur l'existence ou la non-existence de l'aggravation. Leur jugement devra d'ailleurs être motivé.

b) Définition des infirmités préexistantes.

Au sens de l'article 25:

L'article 25 permet la rémunération par une rente de toutes les infirmités, mais uniquement de celles-là, qui ont été reconnues imputables au service ou à un des faits envisagés audit article 25 (fait de service proprement dit, acte de dévouement dans un intérêt public, etc...).

Pour l'application dudit article, doivent être considérées comme infirmités préexistantes celles:

Qui ne sont pas imputables au service au sens susdéfini;

Ou bien se situent à une époque où l'agent n'avait pas la qualité de fonctionnaire titulaire ou n'était pas dans une position valable pour la retraite;

Ou, enfin ont déjà été rémunérées (infirmités de guerre, infirmités ayant été rémunérées par une rente au titre de l'article 25 de la loi du 20 septembre 1948, infirmités déjà indemnisées au titre de l'article 1382 du code civil, etc...);

Au sens de l'article 27:

Toutes les infirmités survenues ou aggravées pendant la carrière, mais uniquement celles-là, sont susceptibles d'ouvrir droit à la garantie du régime général des assurances sociales, prévue à l'article 27.

Pour l'application dudit article, doivent être considérées comme infirmités préexistantes:

Celles qui se situent à une époque où l'agent n'avait pas la qualité de fonctionnaire titulaire ou n'était pas dans une position valable pour la retraite;

Ou qui ont déjà été rémunérées.

B. — *Maximum du taux d'invalidité indemnisable.*

L'article 25 (§ II), de la loi du 20 septembre 1948 prévoit que « le montant de la rente d'invalidité est fixé à la « *fraction du minimum vital* égale au pourcentage de l'invalidité ». Il s'ensuit que la rente attribuée à un agent ne pourra en aucun cas être d'un montant supérieur audit minimum.

C'est ainsi qu'un agent déjà atteint en dehors du service d'une affection à un œil comportant un degré d'invalidité de 20 p. 100 et qui subit, par suite d'un accident de service, une énucléation des deux yeux sans prothèse possible (pourcentage d'invalidité évalué par exemple à 140 p. 100 ainsi que le permet en cette circonstance le barème) aura, par le jeu des règles indiquées ci-dessus, droit à une rente égale à:

(100 p. 100 — 20 p. 100) = 80 p. 100 (capacité restante) × 140 pour 100 = 112 p. 100 ramené à 100 p. 100 du minimum vital.

C. — *Taux d'invalidité à retenir en cas de décès en service.*

Dans l'hypothèse où l'affection dont est décédé le fonctionnaire résulte de l'aggravation par le service d'une infirmité préexistante, on aurait pu songer à déterminer le taux d'invalidité à prendre en considération par référence à la validité restante puisque, en règle générale, les droits de la veuve sont fixés à la moitié de ceux que le mari détenait au moment de son décès. Mais, la considération essentielle à retenir en l'espèce étant que le fonctionnaire a trouvé la mort alors qu'il était au service de l'administration, il a été décidé que, dans les situations de cet ordre, le taux d'invalidité à retenir serait celui de 100 p. 100, les intéressés jouissant dès lors des mêmes droits que les veuves dont le mari est décédé d'une maladie contractée en service.

De même, en cas de décès du fonctionnaire survenu en activité de service sans être toutefois imputable à celui-ci, le taux d'invalidité à retenir pour l'application de l'article 27 de la loi du 20 septembre 1948 sera également dans tous les cas celui de 100 p. 100.

D. — *Observations concernant le barème indicatif.*

Ce barème, qui s'inspire du guide-barème de la loi du 31 mars 1919, a pu paraître incomplet et mal adapté à un régime de réparation applicable à des fonctionnaires civils. Mais, il ne constitue qu'un document provisoire qui a été publié avant de recevoir sa forme définitive afin de permettre aux commissions de réforme d'entreprendre l'examen des dossiers déjà en instance. Depuis un certain temps déjà nos services ont pris l'attache du ministère de la santé publique et de la population en vue de l'établissement d'un nouveau barème indicatif correspondant mieux au régime de réparation institué par la loi du 20 septembre 1948. Une part plus importante y sera notamment réservée aux affections le plus communément constatées chez les fonctionnaires civils (affections pulmonaires par exemple).

Bien entendu, dans l'hypothèse de manifestations pathologiques non prévues par le barème, celui-ci servira de guide pour la fixation du taux d'invalidité. En tout état de cause, les commissions de réforme ne pourront alléguer l'insuffisance ou les lacunes du barème actuel ou, ultérieurement, du barème complémentaire actuellement à l'étude pour refuser de proposer un taux d'invalidité.

Il est précisé, enfin, qu'en ce qui concerne les infirmités principales accompagnées soit de différentes séquelles dotées par le barème de taux distincts, soit de manifestations accessoires telles que celles énumérées au chapitre neuro-psychiatrie (réactions causalgiques, névritiques, etc.), il convient d'appliquer — sauf dans les hypothèses expressément prévues par le barème: chapitre ophtalmologie — les règles concernant le calcul des infirmités simultanées. Le terme de « majoration » utilisé par le barème à l'occasion de certaines infirmités connexes à d'autres lésions ne s'attache pas en effet à la méthode de calcul du taux d'invalidité indemnisable, mais au lien causal particulièrement étroit constaté entre certaines infirmités (par exemple, amputation d'un membre) et des manifestations pathologiques accessoires (par exemple, ulcérations persistantes, troubles trophiques cutanés, réactions névritiques ou causalgiques).

E. — *Précisions sur le rôle imparti aux commissions de réforme sous l'empire de la nouvelle législation.*

a) Il est précisé, pour répondre à une question posée par diverses administrations et par certains préfets, que l'évaluation du taux d'invalidité doit être également effectuée à l'égard des agents mis à la retraite au titre de l'article 26 de la loi du 20 septembre 1948. Il est en effet nécessaire de savoir si cette invalidité est au moins égale à 66 p. 100 pour que les intéressés bénéficient éventuellement de la garantie prévue par l'article 27, texte qui précise en outre qu'en cas d'aggravation d'infirmités préexistantes le taux d'invalidité à retenir doit être apprécié par rapport à la validité restante.

b) La nouvelle législation n'élargit en rien les pouvoirs d'investigation reconnus aux commissions de réforme sous l'empire de la loi du 14 avril 1924. Ces commissions ne peuvent donc, notamment, recourir à des mesures telles qu'expertises médicales ou hospitalisations. Elles comprennent obligatoirement en effet des praticiens de médecine générale et éventuellement des spécialistes en rapport avec les affections préalablement constatées. Elles doivent donc se prononcer dans chaque cas soit au vu des pièces médicales contenues dans les dossiers ou de toutes nouvelles attestations médicales qui pourraient être demandées aux intéressés, soit enfin en faisant comparaître devant elles le fonctionnaire lui-même.

II. — IMPRIMÉS NÉCESSAIRES A L'APPLICATION DE LA NOUVELLE RÉPARTITION

Les modèles de ces imprimés ont été transmis à l'Imprimerie nationale et il appartient aux diverses administrations en ce qui concerne les bordereaux de liquidation de passer directement à cet établissement les commandes correspondant à leurs besoins. En revanche, leur approvisionnement en intercalaires, brevets et fiches comptables sera assuré par les soins du département des finances, sur la base d'états semestriels de prévisions établis dans les conditions prévues par la lettre commune n° 837 DP/79 DV du 23 décembre 1949.

Les indications suivantes ont trait à la contexture et aux conditions d'utilisation de ces imprimés.

A. — *Procès-verbal de la commission de réforme.*

Ce document dont un modèle, différent pour les départements de Seine et Seine-et-Oise et pour les autres départements, est annexé à la présente circulaire a été conçu en fonction des obligations nouvelles qui incombent à la commission de réforme. Il appartient en effet à cet organisme de se prononcer expressément sur l'existence ou la non-existence de l'aggravation d'infirmités préexistantes dans les conditions prévues au paragraphe I, A ci-dessus. Cet avis doit être motivé.

D'autre part, la commission doit également procéder à l'évaluation des infirmités présentées par l'agent dont la situation est examinée. Ainsi que l'indique le chapitre préliminaire du barème I, cette évaluation doit être opérée strictement dans la marge résultant de la fixation pour chaque infirmité d'un taux minimum et d'un taux maximum d'invalidité. En cas de violation de cette règle, les services liquidateurs devront corriger l'évaluation de la commission.

En ce qui concerne les infirmités déjà rémunérées au titre d'un régime de réparation particulier (pensions militaires d'invalidité, rentes accidents du travail, etc.), il y aura lieu de retenir le dernier taux constaté pour cette rémunération à l'époque de l'admission du fonctionnaire dans les cadres. Par contre, la commission de réforme procèdera à l'évaluation directe des infirmités non déjà rémunérées conformément au barème.

Dans l'hypothèse où l'agent examiné par la commission présenterait des infirmités contractées après l'entrée dans les cadres et déjà rémunérées (pensions militaires d'invalidité, etc.), ces infirmités ne pourront bien entendu être prises en compte dans leur consistance initiale ni pour l'application de l'article 25, ni pour le calcul de la garantie de l'article 27. Cependant, toute aggravation ultérieure de ces affections sera retenue pour l'application des deux articles susvisés.

Il est essentiel que les membres experts de la commission se conforment strictement à ces indications qui constitueront la base même de la liquidation des droits du fonctionnaire.

Remarque. — Dans la mesure où les procès-verbaux des commissions de réforme qui ont déjà examiné la situation de fonctionnaires visés par les articles 25 et 26 ne comporteraient pas d'indications suffisantes pour régler les droits des intéressés conformément aux prescriptions de la présente circulaire, ces commissions devront être appelées à procéder à un nouvel examen des situations individuelles considérées.

B. — *Bordereau de liquidation*

Fonctionnaires.

Ce bordereau dont un modèle est également ci-annexé se présentera sous la forme d'une quatrième et cinquième page du bordereau actuellement utilisé pour la liquidation de la pension du fonctionnaire, la quatrième page servant au calcul du pourcentage d'invalidité et la cinquième à la liquidation des droits résultant de l'invalidité.

Tableaux de la quatrième page: fixation du pourcentage d'invalidité.

TABLEAU I

Ce tableau constitue la base des opérations qui permettent de dégager:

D'une part, le pourcentage d'invalidité indemnisable au titre de l'article 25 de la loi:.

D'autre part, le pourcentage d'invalidité ouvrant droit éventuellement à la garantie prévue à l'article 27.

Il comporte quatre colonnes et doit être utilisé conformément aux indications suivantes:

Dans les colonnes nos 1 (numéro d'ordre) et 2 (désignation des infirmités), doivent être inscrites, *par ordre chronologique*, les diverses infirmités dont l'agent a été atteint soit avant, soit après son entrée dans les cadres, à l'exclusion de celles qui, antérieures à l'entrée dans les cadres, ou se situant à une époque où l'intéressé n'était pas en position valable pour la retraite, ou encore, ayant été rémunérées, n'ont pas été aggravées par une infirmité survenue pendant la carrière;

Dans la colonne n° 3 (pourcentage intrinsèque), doit être reproduit le pourcentage figurant, pour chaque infirmité considérée, dans le procès-verbal établi par la commission de réforme. Ce pourcentage ne constitue, d'ailleurs, eu égard aux pouvoirs respectifs de la commission et du ministère liquidateur, qu'une simple indication pour celui-ci;

Dans la colonne n° 4 (observations), doivent essentiellement être portées, compte tenu des éléments d'information que donne à cet égard le procès-verbal établi par la commission de réforme, les mentions suivantes: imputable au service, non imputable au service, antérieure à l'entrée dans les cadres, période non valable pour la retraite, aggravée par l'infirmité n° ..., indemnisée par une pension de guerre, indemnisée par une rente accident du travail, etc.

TABLEAU II

Ce tableau, devant permettre de dégager le pourcentage d'invalidité indemnisable au titre de l'article 25, doit reproduire, parmi celles inscrites dans le tableau Ier et dans l'ordre où elles y figurent:

D'une part, les infirmités contractées en service, au sens dudit article;

D'autre part, toutes celles qui ont été aggravées par l'une ou plusieurs des infirmités contractées en service.

Il comporte cinq colonnes et doit être utilisé selon les indications suivantes:

Dans les colonnes nos 1 (numéro d'ordre) et 2 (pourcentage intrinsèque) doivent figurer les numéros d'ordre et le pourcentage intrinsèque des infirmités classées dans le tableau Ier et qui répondent à la définition donnée ci-dessus;

Dans la colonne n° 3 (validité restante) doit être inscrite la validité restante de l'agent, avant que se manifeste chaque infirmité. Après avoir inscrit dans la colonne 2 le pourcentage intrinsèque d'invalidité que comporte la première infirmité, il convient évidemment de porter dans la colonne n° 3 le chiffre 100; en regard de l'infirmité classée en deuxième rang, il y a lieu de porter dans la colonne n° 3 le résultat de la soustraction entre 100 et le chiffre obtenu dans les colonnes nos 4 ou 5 (pourcentage rectifié), et ainsi de suite à chaque étape de calcul du pourcentage d'invalidité indemnisable, la validité restante de l'agent diminuant au fur et à mesure que le tableau fait état de nouvelles infirmités;

Dans la colonne n° 4 (pourcentage rectifié) doit être inscrit, pour chaque infirmité (cf. 1er, deuxième et troisième alinéa du présent paragraphe), à l'exclusion des infirmités définies à l'alinéa ci-dessous, le produit du pourcentage inscrit dans la colonne n° 2 (pourcentage intrinsèque) par celui figurant à la colonne n° 3 (validité restante);

Dans la colonne n° 5 (pourcentage rectifié non indemnisable) doivent être inscrits les pourcentages rectifiés (produit des pourcentages inscrits dans la colonne n° 2 par ceux figurant dans la colonne n° 3) exprimant l'invalidité que comportent les infirmités non imputables au service, ou antérieures à l'entrée dans les cadres, ou se situant à une époque où l'intéressé n'était pas dans une position valable pour la retraite, ou déjà rémunérées, et qui, par ailleurs, ont été aggravées par une ou plusieurs infirmités contractées en service.

TABLEAU III

Ce tableau devant permettre de dégager le degré d'invalidité que comportent les infirmités contractées, ou les aggravations survenues, au cours de la carrière (application éventuelle de l'article 27), doit reproduire toutes les infirmités figurant au tableau Ier.

Il comporte cinq colonnes et doit être utilisé selon les indications suivantes:

Colonnes nos 1 (numéro d'ordre) et 2 (pourcentage intrinsèque): doivent y figurer les numéros d'ordre et les pourcentages intrinsèques des infirmités classées dans le tableau Ier;

Colonne n° 3 (validité restante): se reporter aux explications données ci-dessus dans le commentaire de la colonne n° 3 du tableau II;

Colonne n° 4 (taux rectifié): inscrire dans cette colonne, pour chaque infirmité figurant au tableau, à l'exclusion des infirmités définies à l'alinéa ci-dessous, le produit du pourcentage inscrit dans la colonne n° 2 (pourcentage intrinsèque) par celui figurant à la colonne n° 3 (validité restante);

Colonne n° 5 (pourcentage rectifié non garanti): doivent y figurer les pourcentages d'invalidité que comportent les infirmités n'ouvrant pas droit à la garantie prévue à l'article 27 de la loi, c'est-à-dire celles qui:

D'une part, se sont manifestées alors que l'intéressé n'avait pas la qualité de fonctionnaire titulaire ou n'était pas dans une position valable pour la retraite, ou encore, ont déjà été rémunérées;

Et, d'autre part, ont été aggravées par une infirmité ouvrant éventuellement droit à la garantie prévue à l'article 27.

Remarque concernant les tableaux Ier, II et III.

1° Dans la majorité des cas, la somme des taux rectifiés (colonne n° 4) inscrits au tableau n° III est supérieure à celle des taux rectifiés (colonne n° 4) figurant au tableau II. Il peut, cependant, arriver que le pourcentage d'invalidité indemnisable au titre de l'article 25 (tableau II) soit supérieur à celui déterminé au tableau III (garantie éventuelle des prestations qui seraient servies dans le régime général des assurances sociales). Dans cette hypothèse, il convient, évidemment, de retenir, pour l'application éventuelle de l'article 27, le taux indemnisable au titre de l'article 25. Pratiquement, lorsque la somme des taux rectifiés indemnisables au titre de l'article 25 est supérieure à 66 p. 100, l'agent peut prétendre automatiquement à la garantie de l'article 27 et il est inutile d'effectuer les calculs du tableau III;

2° Lorsque des infirmités multiples simultanées doivent être inscrites dans le tableau Ier, il convient de ranger les infirmités constitutives par ordre décroissant des taux d'invalidité intrinsèque que comporte chacune d'elles

Tableaux de la cinquième page.

LIQUIDATION DES DROITS RÉSULTANT DE L'INVALIDITÉ

Ces tableaux de la cinquième page du bordereau sont destinés au calcul de la rente d'invalidité et des garanties assurées par les articles 25 (§ V) et 27 de la loi du 20 septembre 1948. A la fin de chacun des tableaux correspondant à l'application des articles 25 et 26, seront indiqués les montants définitifs de la pension à attribuer compte tenu de cette rente et de ces garanties. Il y a lieu de souligner que, pour ne pas compliquer la tâche des comptables du Trésor et à la différence de ce qui est pratiqué pour les pensions de retraite ordinaires, ces taux définitifs doivent représenter l'intégralité des droits des intéressés et, par suite, comprendre le montant de l'indemnité temporaire de cherté de vie (I. T. C. V.) instituée par le décret du 9 octobre 1948. Aussi bien, pour l'application de l'article 18 de la loi du 20 septembre 1948, il conviendra d'ajouter au produit de la liquidation des services l'indemnité de cherté de vie, et de comparer ce total au minimum garanti par ledit article, le taux de la pension étant fixé au chiffre le plus élevé. La deuxième page du bordereau de liquidation a été dûment modifiée dans ce but.

Les opérations à effectuer sont, dans l'ordre, les suivantes:

1° *Calcul de la rente d'invalidité.* — Elle est égale au produit du minimum vital par le taux d'invalidité indemnisable. Toutefois, le paragraphe III de l'article 25 prévoit que la rente d'invalidité ajoutée à la pension ne peut faire bénéficier le titulaire d'émoluments totaux supérieurs aux émoluments de base visés à l'article 17 éventuellement abattus conformément au paragraphe II dudit article. Dès lors, si le montant de la pension et, s'il y a lieu, de la majoration pour enfants, accru du montant de la rente calculée comme indiqué ci-dessus excède les émoluments de base, le montant de la rente devra être ramené dans la limite de ces émoluments.

2° *Calcul des émoluments*, à servir éventuellement en vertu des articles 25 (§ V) et 27 de la loi du 20 septembre 1948.

a) L'article 25 (§ V) prévoit que lorsque le fonctionnaire est mis à la retraite à la suite d'un attentat ou d'une lutte dans l'exercice des fonctions et qu'il est atteint d'un taux d'invalidité au moins égal à 66 p. 100, le total de la pension et de la rente d'invalidité est élevé au montant de la pension basée sur 37 annuités et demie liquidables, c'est-à-dire aux trois quarts des émoluments de base définis plus haut; ce minimum garanti est identique à celui prévu autrefois par l'article 19 de la loi du 14 avril 1924

Il convient donc de comparer le montant de la pension et, s'il y a lieu, de la majoration pour enfants accru du montant de la rente et les trois quarts des émoluments de base.

b) L'article 27 prévoit que le total des prestations prévues à l'article 25 peut être porté, le cas échéant, au montant de la pension d'invalidité attribué au titre du régime général des assurances sociales. Les conditions d'admission au bénéfice de ce texte ainsi que les avantages qu'il permet d'accorder sont exposés d'une manière détaillée à l'article 27 de l'instruction du 26 juillet 1949.

Il convient donc de comparer le montant total des sommes acquises par le retraité au titre de sa pension (pension + indemnité temporaire de cherté de vie + majoration pour enfants s'il y a lieu + rente d'invalidité) à l'un des avantages du régime général de sécurité sociale:

Soit 30 ou 40 p. 100 des émoluments de base dans la limite du plafond de cotisation de la sécurité sociale, ce chiffre étant majoré s'il y a lieu (incapacité d'exercer une profession quelconque et obligation de recourir à l'assistance d'une tierce personne) de 40

pour 100 de son montant avec minimum de 120.000 francs (art. 13 de la loi n° 49-111 du 2 août 1949, prenant effet du 1er septembre 1948);

Soit l'allocation aux vieux travailleurs salariés prévue pour les bénéficiaires des villes de plus de 5.000 habitants. Le taux de cette allocation a été porté à 45.000 francs à compter du 1er janvier 1950 par l'article 1er de la loi n° 50-147 du 3 février 1950.

3° *Montant définitif de la pension civile d'invalidité.* — A la suite des comparaisons avec les taux garantis définis ci-dessus, le montant de la pension civile d'invalidité sera fixé:

Soit au total de la pension accrue de l'I. T. C. V., de la rente d'invalidité et de la majoration pour enfants. Toutefois, celle-ci faisant l'objet d'un titre de payement distinct, son montant sera distrait de ce total qui sera suivi de la mention « plus majoration pour enfants »;

Soit au taux garanti par l'article 25 (§ V) ou par l'article 27 selon que l'un ou l'autre est plus avantageux pour le retraité.

Si le taux garanti par l'article 25 (§ V) est retenu, il doit être accru de l'I. T. C. V. calculée d'après le pourcentage de la pension. Dans la même hypothèse, aucun titre de majoration pour enfants ne sera délivré, même si la pension est une pension d'ancienneté, le taux retenu étant exclusif de cet avantage.

Si le taux garanti par l'article 27 est retenu, un titre de majoration pour enfants sera délivré pour que le comptable puisse éventuellement déterminer les droits nouveaux du retraité à la suite d'une modification survenue dans l'un ou l'autre des régimes comparés au moment de la concession, mais la majoration ne devant pas être servie, la fiche de payement correspondante sera revêtue de la mention suivante:

« La présente majoration pour enfants ne doit être mise en payement que lorsque la pension civile d'invalidité n'est pas portée au taux garanti par le régime de sécurité sociale ».

Pour l'application de l'article 26 de la loi du 20 septembre 1948, il y a lieu simplement de comparer la pension accrue de l'I. T. C. V., aux deux avantages prévus par le régime de sécurité sociale indiqués ci-dessus, le montant définitif de la pension civile d'invalidité étant fixé au taux le plus avantageux résultant de cette comparaison.

Dans tous les cas, l'élévation au multiple de 4 immédiatement supérieur sera uniquement opéré sur le montant définitif de la pension civile d'invalidité à l'exclusion des stades de calcul intermédiaires.

VEUVES ET ORPHELINS

Etant donné que lorsque le fonctionnaire décède en position de retraite, l'évaluation de l'invalidité a déjà été opérée et que, lorsque le fonctionnaire décède en activité de service, l'invalidité à retenir est toujours de 100 p. 100 (Cf parag. I, C), le bordereau concernant les veuves et les orphelins dont un modèle est également annexé comporte seulement une quatrième page destinée à la liquidation des droits résultant de l'invalidité. On remarquera que, dans le régime de la sécurité sociale, il n'est plus tenu compte ici de l'assistance à la tierce personne dont le bénéfice ne peut bien entendu être attribué qu'au retraité lui-même.

C. — *Arrêtés intercalaires de concession.*

Fonctionnaires. — Cet imprimé comporte une feuille supplémentaire reproduisant les indications du bordereau de liquidation relatives à la fixation du pourcentage d'invalidité et à la liquidation des droits résultant de l'invalidité.

Veuves et orphelins. — L'arrêté comporte une page supplémentaire à utiliser pour la liquidation des droits résultant de l'invalidité. En outre, la rubrique « Pensions temporaires d'orphelins » est conçue pour tenir compte du fait que les orphelins peuvent prétendre à une fraction de la rente d'invalidité obtenue ou qui aurait été obtenue par le père.

D. — *Brevets d'inscription.*

Fonctionnaires. — Le brevet comporte deux feuilles supplémentaires. L'une reproduit les indications du bordereau de liquidation relatives à la fixation du pourcentage d'invalidité et tiendra lieu de la notification prévue à l'article 51 de la loi du 20 septembre 1948. Cette feuille qui comporte le diagnostic de l'invalidité pourra être détachée par le retraité et conservée par lui. La deuxième feuille reproduit les indications du bordereau de liquidation relatives à la liquidation des droits résultant de l'invalidité.

Veuves et orphelins. — Le brevet comporte une feuille supplémentaire concernant les droits résultant de l'invalidité et la rubrique « pensions temporaires d'orphelins » est également conçue pour tenir compte des droits des orphelins à une fraction de la rente d'invalidité.

E. — *Fiches de payement.*

La contexture de ces fiches a été étudiée pour permettre aux comptables du Trésor de procéder dans les meilleures conditions possibles au payement des pensions civiles d'invalidité.

NOTA. — Compte tenu du nombre de feuilles que comportent les arrêtés intercalaires, les brevets d'inscription et les fiches de payement, et de la complexité des rubriques à remplir, ces documents seront toujours établis à l'aide d'une machine à écrire et non par duplication.

Les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente circulaire devront être soumises sous le timbre de la direction de la dette publique, service de la dette viagère, 1er bureau.

Fait à Paris, le 29 septembre 1950.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE PETSCHE.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

EXEMPLE N° 1

Fixation du pourcentage d'invalidité.

TABLEAU I. — *Enumération des infirmités.*

NUMÉROS d'ordre. 1	DÉSIGNATION DES INFIRMITÉS 2	POURCENTAGE intrinsèque. 3	OBSERVATIONS 4
1	Paludisme chronique sans lésions viscérales	12	Imputable au service.
2	Désarticulation sous-astragalienne (pied gauche)	40	Non imputable au service.
3	Anévrisme de l'aorte	70	Non imputable au service.
4	Radiumdermite chronique	30	Imputable au service.

TABLEAU II. — *Taux indemnisable* (art. 25).

NUMÉROS d'ordre. 1	TAUX intrinsèque. 2	VALIDITÉ restante. 3	TAUX rectifié. 4	TAUX rectifié non indemnisable. 5
1	12	100	12	
4	30	88	26,40	

Total..... 38,40 p. 100.
Arrondi à..... 39 p. 100.

TABLEAU III. — *Taux ouvrant droit à l'application de l'article 27.*

NUMÉROS d'ordre. 1	TAUX intrinsèque. 2	VALIDITÉ restante. 3	TAUX rectifié. 4	TAUX rectifié non garanti. 5
1	12	100	12	
2	40	88	35,2	
3	70	52,8	36,96	
4	30	15,84	4,75	

Total..... 88,91 p. 100.
Arrondi à..... 89 p. 100.

EXEMPLE N° 2

Fixation du pourcentage d'invalidité.

TABLEAU I. — *Enumération des infirmités.*

NUMÉROS d'ordre. 1	DÉSIGNATION DES INFIRMITÉS 2	POURCENTAGE intrinsèque. 3	OBSERVATIONS 4
1	Paludisme chronique sans lésions viscérales	12	Imputable au service.
2	Paralysie du nerf musculo-cutané	20	Simultanées. — Non imputables au service.
3	et Réaction névritique	8	
4	Surdité totale	70	Simultanées. — Imputables au service.
5	Amputation de la jambe gauche au tiers supérieur	65	

TABLEAU II. — *Taux indemnisable* (art. 25).

NUMÉROS d'ordre. 1	TAUX intrinsèque. 2	VALIDITÉ restante. 3	TAUX rectifié. 4	TAUX rectifié non indemnisable. 5
1	12	100	12	
4	70	88	61,6	
5	65	26,4	17,16	

Total..... 90,76 p. 100.

Arrondi à..... 91 p. 100.

TABLEAU III. — *Taux ouvrant droit à l'application de l'article 27.*

NUMÉROS d'ordre. 1	TAUX intrinsèque. 2	VALIDITÉ restante. 3	TAUX rectifié. 4	TAUX rectifié non garanti 5
1	12	100	12	
2	20	88	17,6	
3	8	70,4	5,63	
4	70	64,77	45,33	
5	65	19,44	12,63	

Total..... 93,19 p. 100.

Arrondi à..... 94 p. 100.

EXEMPLE N° 3

Fixation du pourcentage d'invalidité.

TABLEAU I. — *Enumération des infirmités.*

NUMÉROS d'ordre. 1	DÉSIGNATION DES INFIRMITÉS 2	POURCENTAGE intrinsèque. 3	OBSERVATIONS 4
1	Hernie inguinale irréductible	20	Non imputable au service.
2	Fracture du fémur	30	Non imputable au service.
3	Tuberculose	90	Imputable au service.

TABLEAU II. — *Taux indemnisable* (art. 25).

NUMÉROS d'ordre. 1	TAUX intrinsèque. 2	VALIDITÉ restante. 3	TAUX rectifié. 4	TAUX rectifié non indemnisable. 5
3	90	100	90	

Total..... 90 p. 100.

TABLEAU III. — *Taux ouvrant droit à l'application de l'article 27.*

NUMÉROS d'ordre. 1	TAUX intrinsèque. 2	VALIDITÉ restante. 3	TAUX rectifié. 4	TAUX rectifié non garanti. 5
1	20	100	20	
2	30	80	24	
3	90	56	50,4	

Total..... 94,4 p. 100.

Arrondi à..... 95 p. 100.

MINISTÈRE .....

PROCES-VERBAL

de la séance de la commission de réforme des départements de Seine et Seine-et-Oise tenue le .....

M ..... (qualité), président.

M ..... (qualité), contrôleur des dépenses engagées (ou son représentant).

M ..... (grade)
M ..... (grade) } représentants du personnel.

M. le docteur .....
M. le docteur ..... } membres du comité médical central.

M. le docteur ....., spécialiste ..... (spécialité)

En exécution de l'article 28 de la loi du 20 septembre 1948, la commission de réforme a procédé à l'examen de la situation de

M ..... (nom, prénoms).

..... (grade)

Il ressort du dépouillement du dossier médical que l'intéressé présenterait / aurait présenté les infirmités suivantes, dans leur ordre d'apparition::

1° .....
2° .....
3° .....
4° .....
5° .....
6° .....

Les ayants cause de l'intéressé / L'intéressé régulièrement convoqué (s) et ayant pris connaissance de son dossier a — ont / n'a — n'ont pas présenté des observations écrites et fourni des certificats médicaux. a / n'a pas comparu, a — ont / n'a pas — n'ont pas été assisté (s) d'un médecin de son / leur choix.

Délibération.

Infirmités multiples.
(Répondre par OUI ou par NON.)

I. — *Mise à la retraite pour invalidité* (art. 25 et 26).	1re	2e	3e	4e	5e	6e
L'agent présente-t-il (l' ou les) infirmité (s) invoquée (s) ?.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Le placent-elles dans l'impossibilité définitive et absolue de continuer ses fonctions ?...	.....					
L'agent est-il devenu invalide:						
Du fait du service:						
Par origine.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Par aggravation.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
En accomplissant un acte de dévouement dans un intérêt public ou en exposant ses jours pour sauver la vie d'une ou plusieurs personnes:						
Par origine.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Par aggravation.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
A la suite d'un attentat ou d'une lutte subie dans l'exercice de ses fonctions:						
Par origine.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Par aggravation.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....

Avis de la commission sur l'existence ou la non-existence de l'aggravation des infirmités préexistantes.

(Répondre par OUI ou par NON.)

Les infirmités placent-elles l'intéressé dans l'incapacité d'exercer une profession quelconque? ....

Nécessitent-elles l'assistance constante d'une tierce personne ?..... .....

L'origine de l'infirmité ou de la maladie qui rend l'agent définitivement inapte remonte-t-elle à une époque où l'intéressé était dans une position valable pour la retraite ?... .....

Evaluation des infirmités.

RANG (1)	DÉSIGNATION	INFIRMITÉS DÉJA RÉMUNÉRÉES			AUTRES INFIRMITÉS	OBSERVATIONS
		Date de constatation.	Dernier taux constaté.	Régime de réparation	Pourcentage intrinsèque.	

(1) Réunir par une accolade les infirmités multiples simultanées classées dans l'ordre décroissant des taux d'invalidité.

	Répondre par OUI ou NON.
II. — *Mise à la retraite avec dispense de la condition d'âge* (article 6, I, 3e alinéa) :	
L'agent est-il hors d'état de continuer ses fonctions ?...	.....
III. — *Mise à la retraite d'office pour ancienneté avant la limite d'âge* (article 2, I, 3e alinéa) :	
L'agent présente-t-il un état d'invalidité le rendant incapable d'assurer l'exercice normal de ses fonctions ?...	.....
IV. — *Entrée en jouissance immédiate de la pension proportionnelle concédée à la femme fonctionnaire* (article 6, III, 4e, et 24, I, 2e alinéa) :	
L'agent est-il définitivement hors d'état de continuer ses fonctions ?...	.....
Le conjoint de l'agent se trouve-t-il atteint d'une infirmité ou d'une maladie incurable le plaçant dans l'impossibilité d'exercer sa profession ?...	.....
V. — *Attribution d'une pension au conjoint survivant d'une femme fonctionnaire* (article 36, III) :	
Le conjoint de l'agent se trouvait-il, au décès de son épouse, atteint d'une infirmité ou maladie incurable le rendant définitivement incapable de travailler ?...	.....

Observations.

Fait à ..... le .....

Le président,
(Signature.)

Le contrôleur des dépenses engagées,
(Signature.)

Les représentants du personnel,
(Signatures.)

Les membres du comité médical central,
(Signatures.)

Le spécialiste .....,
(Signature.)

MINISTÈRE .....

PROCES-VERBAL

de la séance de la commission de réforme du département d .....

tenue le .....

M ..... (qualité), préfet (ou son représentant), président.

M ..... (qualité), chef de service dont dépend l'intéressé (ou son représentant).

M ..... (qualité), trésorier-payeur général (ou son représentant).

M ..... (grade)
M ..... (grade) } représentants du personnel.

M. le docteur .....
M. le docteur ..... } membres du comité médical du département.

M. le docteur ....., spécialiste ..... (spécialité)

En exécution de l'article 28 de la loi du 26 septembre 1948, la commission de réforme a procédé à l'examen de la situation de M ..... (nom, prénoms)
..... (grade)

Il ressort du dépouillement du dossier médical que l'intéressé présenterait / aurait présenté les infirmités suivantes, dans leur ordre d'apparition::

1° .....
2° .....
3° .....
4° .....
5° .....
6° .....

Les ayants cause de l'intéressé / L'intéressé régulièrement convoqué (s) et ayant pris connaissance de son dossier a — ont / n'a — n'ont pas présenté des observations écrites et fourni des certificats médicaux. a / n'a pas comparu, a — ont / n'a pas — n'ont pas été assisté (s) d'un médecin de son / leur choix.

Délibération.

Infirmités multiples.
(Répondre par OUI ou par NON.)

I. — *Mise à la retraite pour invalidité* (art. 25 et 26).	1re	2e	3e	4e	5e	6e
L'agent présente-t-il (l' ou les) infirmité (s) invoquée (s) ?	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Le placent-elles dans l'impossibilité définitive et absolue de continuer ses fonctions ?	.....					
L'agent est-il devenu invalide:						
Du fait du service:						
Par origine	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Par aggravation	.....	.....	.....	.....	.....	.....
En accomplissant un acte de dévouement dans un intérêt public ou en exposant ses jours pour sauver la vie d'une ou plusieurs personnes:						
Par origine	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Par aggravation	.....	.....	.....	.....	.....	.....
A la suite d'un attentat ou d'une lutte subie dans l'exercice de ses fonctions:						
Par origine	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Par aggravation	.....	.....	.....	.....	.....	.....

Avis de la commission sur l'existence ou la non-existence de l'aggravation des infirmités préexistantes.

	(Répondre par OUI ou par NON.)
Les infirmités placent-elles l'intéressé dans l'incapacité d'exercer une profession quelconque?	.....
Nécessitent-elles l'assistance constante d'une tierce personne ?	.....
L'origine de l'infirmité ou de la maladie qui rend l'agent définitivement inapte remonte-t-elle à une époque où l'intéressé était dans une position valable pour la retraite ?	.....

Evaluation des infirmités.

RANG (1)	DÉSIGNATION	INFIRMITÉS DÉJA RÉMUNÉRÉES			AUTRES INFIRMITÉS	OBSERVATIONS
		Date de constatation.	Dernier taux constaté.	Régime de réparation.	Pourcentage intrinsèque.	

(1) Réunir par une accolade les infirmités multiples simultanées classées dans l'ordre décroissant des taux d'invalidité.

	Répondre par OUI ou NON.
II. — *Mise à la retraite avec dispense de la condition d'âge* (article 6, I, 3e alinéa) :	
L'agent est-il hors d'état de continuer ses fonctions ?	.....
III. — *Mise à la retraite d'office pour ancienneté avant la limite d'âge* (article 2, I, 3e alinéa) :	
L'agent présente-t-il un état d'invalidité le rendant incapable d'assurer l'exercice normal de ses fonctions ?	.....
IV. — *Entrée en jouissance immédiate de la pension proportionnelle concédée à la femme fonctionnaire* (article 6, III, 4, et 24, I, 2e alinéa) :	
L'agent est-il définitivement hors d'état de continuer ses fonctions ?	.....
Le conjoint de l'agent se trouve-t-il atteint d'une infirmité ou d'une maladie incurable le plaçant dans l'impossibilité d'exercer sa profession ?	.....
V. — *Attribution d'une pension au conjoint survivant d'une femme fonctionnaire* (article 36, III) :	
Le conjoint de l'agent se trouvait-il, au décès de son épouse, atteint d'une infirmité ou maladie incurable le rendant définitivement incapable de travailler ?	.....

Observations.

Fait à ..... le .....

Le président,
(Signature.)

Le chef de service,
(Signature.)

Le trésorier-payeur général,
(Signature.)

Les représentants du personnel,
(Signatures.)

Les membres du comité médical,
(Signatures.)

Le spécialiste .....,
(Signature.)

Liquidation des droits résultant de l'invalidité.

Article 25 de la loi du 20 septembre 1948.

Invalidité indemnisable: ..... p. 100. Invalidité à retenir pour l'application de l'article 27: ..... p. 100.

I. — *Calcul de la rente d'invalidité.*

	Du..... au.....	Du..... au.....	Du..... au.....	Du..... au.....
Rente d'invalidité (A): ..... × ..... p. 100.....	.....	.....	.....	.....
Emoluments de base (T).....	.....	.....	.....	.....
Pension (en principal)..... } (P).....	.....	.....	.....	.....
Majoration pour enfants.....	.....	.....	.....	.....
Différence (B) = T — P.....	.....	.....	.....	.....
Montant net de la rente (C) (moins élevé des chiffres A et B).....	.....	.....	.....	.....

II. — *Calcul des émoluments à servir éventuellement en vertu des articles 25 (§ V) et 27.*

Attentat ou lutte dans l'exercice des fonctions.				
Pension (en principal) + majoration pour enfants + rente (C).....	.....	.....	.....	.....
Trois quarts des émoluments de base (D)...	.....	.....	.....	.....
Prestation à servir (plus élevé des chiffres C et D).....	..... (1)	..... (1)	..... (1)	..... (1)
Garantie du régime de la sécurité sociale.				
..... p. 100 des émoluments de base dans la limite du plafond de cotisation de la sécurité sociale ..... } (E).....	.....	.....	.....	.....
Assistance de la tierce personne.	.....	.....	.....	.....
Allocation aux vieux travailleurs (F).....	.....	.....	.....	.....
Pension + I. T. C. V. + majoration pour enfants + rente (G).....	.....	.....	.....	.....
Prestation à servir (plus élevé des chiffres E, F, G).....	.....	.....	.....	.....

Montant définitif de la pension civile d'invalidité.

Pension + I. T. C. V. + rente.....	..... + majoration pour enfants.	..... + majoration pour enfants.	..... + majoration pour enfants.	..... + majoration pour enfants.
Eventuellement portées à.....	.....	.....	.....	.....

(1) Si ce montant s'avérait le plus avantageux, il devrait être accru de l'I. T. C. V.

Article 26 de la loi du 20 septembre 1948.

Calcul des émoluments à servir éventuellement en vertu de l'article 27.

Invalidité à retenir pour l'application de l'article 27. ..... p. 100.

	Du..... au.....	Du..... au.....	Du..... au.....	Du..... au.....
Pension + I. T. C. V. (A).....	.....	.....	.....	.....
..... p. 100 des émoluments de base dans la limite du plafond de cotisation de la sécurité sociale ..... } (B).....	.....	.....	.....	.....
Assistance de la tierce personne.	.....	.....	.....	.....
Allocation aux vieux travailleurs (C).....	.....	.....	.....	.....
Montant de la pension civile d'invalidité (plus élevé des chiffres A, B, C).....	.....	.....	.....	.....

Fixation du pourcentage d'invalidité.

Proposition présentée en application de l'article .... de la loi du 20 septembre 1948.

TABLEAU I. — *Enumération des infirmités.*

NUMÉRO d'ordre. 1	DÉSIGNATION DES INFIRMITÉS 2	POURCENTAGE intrinsèque. 3	OBSERVATIONS 4

TABLEAU II. — *Calcul du pourcentage d'invalidité indemnisable au titre de l'article 25.*

NUMÉRO d'ordre. 1	POURCENTAGE intrinsèque. 2	VALIDITÉ restante. 3	POURCENTAGE rectifié. 4	POURCENTAGE rectifié non indemnisable. 5

Total .... p. 100.

Arrondi à .... p. 100.

Pourcentage d'invalidité indemnisable ramené à 100 p. 100 s'il y a lieu..... ..... p. 100.

TABLEAU III. — *Calcul du pourcentage d'invalidité à retenir pour l'application du taux garanti par l'article 27.*

NUMÉRO d'ordre. 1	POURCENTAGE intrinsèque. 2	VALIDITÉ restante. 3	POURCENTAGE rectifié. 4	POURCENTAGE rectifié non garanti. 5

Total .... p. 100.

Arrondi à .... p. 100.

Pourcentage d'invalidité à retenir pour l'application du taux garanti par l'article 27, ramené à 100 pour 100 s'il y a lieu..... ..... p. 100.

Liquidation des droits résultant de l'invalidité du mari — de l'auteur.

Article 25 de la loi du 20 septembre 1948.

Invalidité indemnisable: ..... p. 100. Invalidité à retenir pour l'application de l'article 27: ..... p. 100.

I. — *Calcul de la rente d'invalidité.*

	Du..... au.....	Du..... au.....	Du..... au.....	Du..... au.....
Rente d'invalidité (A): ..... × ..... p. 100.....	.....	.....	.....	.....
Émoluments de base (T).....	.....	.....	.....	.....
Pension (en principal)..... } (P).....	..... }	..... }	..... }	..... } .....
Majoration pour enfants.....	.....	.....	.....	.....
Différence (B) = T — P.....	.....	.....	.....	.....
Montant net de la rente (C) (moins élevé des chiffres A et B).....	.....	.....	.....	.....

II. — *Calcul des émoluments à servir éventuellement en vertu des articles 25 (§ V) et 27.*

Attentat ou lutte dans l'exercice des fonctions.				
Pension (en principal) + majoration pour enfants + rente (C).....	.....	.....	.....	.....
Trois quarts des émoluments de base (D)...	.....	.....	.....	.....
Prestations à servir (plus élevé des chiffres C et D).....	..... (1)	..... (1)	..... (1)	..... (1)
Garantie du régime de la sécurité sociale.				
..... p. 100 des émoluments de base (E) dans la limite du plafond de cotisation de la sécurité sociale.....	.....	.....	.....	.....
Allocation aux vieux travailleurs (F).....	.....	.....	.....	.....
Pension + I. T. C. V. + majoration pour enfants + rente (G).....	.....	.....	.....	.....
Prestation à servir (plus élevé des chiffres E, F, G).....	.....	.....	.....	.....

Montant définitif de la pension civile d'invalidité du mari — de l'auteur.

Pension + I. T. C. V. + rente.....	..... + majoration pour enfants.	..... + majoration pour enfants.	..... + majoration pour enfants.	..... + majoration pour enfants.
Éventuellement portées à.....	.....	.....	.....	.....

Proportion réversible au profit de: ..... p. 100.

Taux successifs de la pension de.....	.....	.....	.....	.....

(1) Si ce montant s'avérait le plus avantageux, il devrait être accru de l'I. T. C. V.

Article 26 de la loi du 20 septembre 1948.

Calcul des émoluments à servir éventuellement en vertu de l'article 27.

Invalidité à retenir pour l'application de l'article 27: ..... p. 100.

	Du..... au.....	Du..... au.....	Du..... au.....	Du..... au.....
Pension + I. T. C. V. (A).....	.....	.....	.....	.....
..... p. 100 des émoluments de base (B) dans la limite du plafond de cotisation de la sécurité sociale.....	.....	.....	.....	.....
Allocation aux vieux travailleurs (C).....	.....	.....	.....	.....
Montant définitif de la pension civile d'invalidité (plus élevé des chiffres A, B, C).....	.....	.....	.....	.....

Proportion réversible au profit de: ..... p. 100.

Taux successifs de la pension de.....	.....	.....	.....	.....

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

Création, sur le plan national, des certificats d'aptitude professionnelle de mécanicien réparateur d'automobiles et de menuisier en voitures.

Par deux arrêtés en date du 14 septembre 1950, ont été créés, sur le plan national:

1° Un certificat d'aptitude professionnelle de mécanicien réparateur d'automobiles, comportant la mention facultative de spécialisation « réparateur de moteurs à injection », qui se substituera, à dater de la session de 1953, au certificat d'aptitude professionnelle national institué pour la même profession par arrêté du 18 avril 1947;

2° Un certificat d'aptitude professionnelle de menuisier en voitures.

Les règlements et programmes relatifs à ces deux certificats d'aptitude professionnelle seront publiés par les soins du *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

Modification et complément à l'arrêté du 25 août 1948 instituant, sur le plan national, un certificat d'aptitude professionnelle de chaudronnier.

Par arrêté du 14 septembre 1950, le certificat d'aptitude professionnelle de chaudronnier institué, sur le plan national, par arrêté du 25 août 1948, a fait l'objet de compléments et de modifications dont le texte sera publié au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

A partir de la session de 1951, ce certificat d'aptitude professionnelle sera délivré, suivant la spécialité choisie par les candidats, avec l'une des trois mentions suivantes:

« Chaudronnier fer ».
« Chaudronnier cuivre ».
« Chaudronnier alliages légers ».

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Décret du 30 septembre 1950 autorisant la chambre de commerce d'Arles à contracter un emprunt complémentaire de 15 millions de francs en vue de l'acquisition et de l'installation de trois grues dans le port de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget, du ministre de l'industrie et du commerce, du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu la loi du 9 avril 1898 sur l'organisation des chambres de commerce;

Vu la loi du 23 février 1941 concernant la perception des péages dans les ports maritimes de commerce et le décret du 26 avril 1941 portant application de cette loi;

Vu le décret du 28 mars 1923 instituant au port de Port-Saint-Louis-du-Rhône, au profit de la chambre de commerce d'Arles, des péages sur les navires et sur les marchandises;

Vu le décret du 1er août 1931 et les arrêtés des 31 mars 1942, 5 février 1943 et 14 novembre 1947 qui ont relevé le taux desdits péages;

Vu le décret du 26 septembre 1939 affectant notamment le produit des péages susvisés aux obligations contractées par la chambre de commerce d'Arles pour l'amélioration de l'outillage qui lui a été concédé audit port;

Vu la décision du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme du 7 février 1947 autorisant la chambre de commerce d'Arles à acquérir trois grues de trois tonnes au titre de la première tranche d'un programme de renouvellement de l'outillage dont il s'agit.

Décrète:

Art. 1er. — La chambre de commerce d'Arles est autorisée à contracter un emprunt complémentaire de 15 millions de francs en vue d'assurer la réalisation de la première tranche du programme de renouvellement de l'outillage public qui lui a été concédé au port de Port-Saint-Louis-du-Rhône (acquisition de trois grues) autorisée par décision du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme du 7 février 1947;

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, du crédit foncier de France ou de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Si l'emprunt est réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, le taux réel de l'intérêt — compte tenu du prix d'émission — ne pourra en aucun cas, être supérieur à celui qui résulte du taux nominal d'intérêt pratiqué par la caisse des dépôts et consignations, au moment de la réalisation du contrat et d'une anticipation de trois mois des versements contractuels appliquée à un emprunt remboursable par semestrialités.

Si l'emprunt est réalisé par voie de souscription publique les conditions de l'émission devront être soumises au ministre des finances.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans un délai maximum de trente ans.

Il sera fait face au service d'intérêt et d'amortissement dudit emprunt au moyen du produit des péages perçus au port de Port-Saint-Louis-du-Rhône au profit de la chambre de commerce d'Arles.

Art. 2. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le ministre de l'industrie et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 septembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
ANTOINE PINAY.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
JEAN-MARIE LOUVEL.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
ROBERT BURON.

Décret du 30 septembre 1950 modifiant le troisième alinéa de l'article 6 du décret du 4 mars 1935, modifié par le décret du 11 novembre 1937, portant règlement d'administration publique relatif aux voies ferrées des quais des ports maritimes ou des ports de navigation intérieure.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu le décret du 4 mars 1935, modifié par le décret du 11 novembre 1937, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 juillet 1913 relative aux voies ferrées établies sur les quais des ports maritimes ou des ports de navigation intérieure;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le troisième alinéa de l'article 6 du décret susvisé du 4 mars 1935, modifié par le décret du 11 novembre 1937, est remplacé par les dispositions ci-après:

« La largeur des vides ou ornières des contre-rails ne peut excéder, pour des voies à écartement normal, 50 mm dans les parties étroites et 60 mm dans les parties en courbe.

« La largeur des ornières des rails à gorge ne peut excéder, pour des voies à écartement normal, 50 mm dans les parties droites, 60 mm dans les parties en courbe de rayon égal ou supérieur à 200 mètres, 70 mm dans les parties en courbe de rayon inférieur à 200 mètres. Toutefois, il sera toléré un supplément de largeur de 4 mm du fait de l'usure des ornières.

« Pour les voies étroites, la largeur des vides ou ornières des contre-rails et rails à gorge ne peut excéder 35 mm dans les parties droites et 41 mm dans les parties en courbe ».

Art. 2. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 septembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
ANTOINE PINAY.

Décret du 30 septembre 1950 portant nominations d'ingénieurs élèves géographes.

Par décret en date du 30 septembre 1950, sont nommés ingénieurs élèves géographes pour prendre rang du 1er octobre 1950, les élèves de l'école polytechnique de la promotion 1947, dont les noms suivent:

MM. Deck (Michel-Eugène-Joseph),
Ducher (Guy-Marcel-Yves),
Thiard (Antoine-Marie-Pierre),
Dejeumont (Jacques-Lucien-Julien).

Ouverture à la circulation aérienne publique de l'aérodrome de Salon-la-Jasse (Bouches-du-Rhône).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu la loi du 31 mai 1924, relative à la navigation aérienne;

Vu l'arrêté du 6 février 1947, modifié par l'arrêté du 28 février 1948, relatif à l'ouverture des aérodromes publics et à l'agrément des aérodromes privés;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur en date du 21 août 1950,

Arrête:

Art. 1er. — A dater de la publication du présent arrêté les dispositions de l'arrêté du 6 février 1947, relatif à l'ouverture des aérodromes publics et à l'agrément des aérodromes privés, sont, en ce qui concerne l'aérodrome public de Salon-la-Jasse (Bouches-du-Rhône) modifiées comme suit:

« Cet aérodrome, défini par la notice technique ci-annexée est rayé de la liste n° 3 a et inscrit sur la liste n° 2 b comme étant ouvert à la circulation aérienne publique pour avions légers. (Aérodrome non doté en personnel de gardiennage et d'exploitation) ».

Art. 2. — Le secrétaire général à l'aviation civile et commerciale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 septembre 1950.

Pour le ministre et par autorisation:
Le directeur du cabinet,
ANTOINE PARTRAT.

Ouverture à la circulation aérienne publique de l'aérodrome de Saint-Nazaire-Montoire (Loire-Inférieure).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu la loi du 31 mai 1924, relative à la navigation aérienne;

Vu l'arrêté du 6 février 1947, modifié par l'arrêté du 28 février 1948 relatif à l'ouverture des aérodromes publics et à l'agrément des aérodromes privés;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur en date du 19 août 1950,

Arrête:

Art. 1er. — A dater de la publication du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté du 6 février 1947 relatif à l'ouverture des aérodromes publics et à l'agrément des aérodromes privés, sont, en ce qui concerne l'aérodrome public de Saint-Nazaire-Montoire (Loire-Inférieure), modifiées comme suit:

« Cet aérodrome, défini par la notice technique ci-annexée, est rayé de la liste n° 3 B et inscrit sur la liste n° 1 comme étant ouvert à la circulation aérienne publique sans restriction. »

Art. 2. — Le secrétaire général à l'aviation civile et commerciale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 septembre 1950.

Pour le ministre et par autorisation.
Le directeur du cabinet,
ANTOINE PARTRAT.

Ouverture à la circulation aérienne publique de l'aérodrome du Mans-Arnage (Sarthe).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu la loi du 31 mai 1924, relative à la navigation aérienne;

Vu l'arrêté du 6 février 1947, relatif à l'ouverture des aérodromes publics et à l'agrément des aérodromes privés, modifié par l'arrêté du 28 février 1948;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur en date du 19 août 1950.

Arrête:

Art. 1er. — A dater de la publication du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté du 6 février 1947 sont, en ce qui concerne l'aérodrome public du Mans-Arnage (Sarthe), modifiées comme suit:

« Cet aérodrome, défini par la notice technique ci-annexée, est rayé de la liste n° 2 b de l'arrêté du 6 février 1947 et inscrit sur la liste n° 1 de cet arrêté comme étant ouvert à la circulation aérienne publique sans restriction. »

Art. 2. — Le secrétaire général à l'aviation civile et commerciale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 septembre 1950.

Pour le ministre et par autorisation:
Le directeur du cabinet,
ANTOINE PARTRAT.

Fonds de concours.

Par arrêté du 20 septembre 1950, il a été ouvert au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, sur le budget de l'exercice 1950, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit de 376.514.155 F, se décomposant comme suit:

TITRE 1er. — DÉPENSES ORDINAIRES

Chap. 1210. — Personnel des phares et balises. — Traitements et salaires:	
Art. 1er. — Traitements	2.200 F.
Chap. 1220. — Personnel de la navigation intérieure. — Traitements et salaires:	
Art. 1er. — Traitements	533
Chap. 3040. — Officiers de port du service maritime. — Remboursement de frais:	
Art. 1er. — Indemnités des officiers de port en service dans la métropole	800
Chap. 3070. — Personnel de la navigation intérieure. — Remboursement de frais:	
Art. 1er. — Indemnités permanentes	2.735
Chap. 3170. — Laboratoire central des ponts et chaussées. — Matériel	1.812.980
Chap. 3300. — Routes et ponts. — Entretien et réparations ordinaires:	
Art. 1er. — Entretien et réparations ordinaires du réseau routier (travaux et main-d'œuvre dans les conditions prévues par la loi du 18 juillet 1949, art. 4)	149.598.750
Chap. 3320. — Voies de navigation intérieure. — Entretien et réparations ordinaires:	
Art. 1er. — Entretien et réparations ordinaires (travaux et main-d'œuvre dans les conditions prévues par la loi du 18 juillet 1949, art. 4)	3.826.905
Chap. 3330. — Ports maritimes. — Entretien et réparations ordinaires:	
Art. 1er. — Entretien et réparations ordinaires (travaux et main-d'œuvre dans les conditions prévues par la loi du 18 juillet 1949, art. 4)	6.605.000
Total pour les dépenses ordinaires	161.849.903 F.

Dépenses de reconstruction et d'équipement.

Chap. 804. — Voies de navigation intérieure. — Travaux de déblaiement et de remise en état:	
Art. 1er. — Déblaiement et remise en état	2.317.252
Chap. 806. — Phares, balises et signaux divers. — Reconstruction et reconstitution du matériel	400.000
Chap. 904. — Voies de navigation intérieure. — Equipement	16.750.000
Chap. 909. — Ports maritimes. — Equipement	116.167.000
Chap. 910. — Ports de pêche. — Equipement	79.000.000
Total pour les dépenses de reconstruction et d'équipement	214.664.252 F.
Total général	376.514.155 F.

Par arrêté du 20 septembre 1950, il a été ouvert au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, sur le budget de l'exercice 1950, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit de 23.148.129 F, se décomposant comme suit:

Chap. 1060. — Ingénieurs des ponts et chaussées. — Traitements et indemnités:	
Art. 1er. — Traitements	2.922.700 F.
Chap. 1070. — Ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat. — Traitements et indemnités:	
Art. 1er. — Traitements	6.966.950
Chap. 1080. — Adjoints techniques des ponts et chaussées. — Traitements et indemnités:	
Art. 1er. — Traitements	1.126.700
Chap. 1190. — Officiers et surveillants de port du service maritime. — Traitements, salaires et indemnités:	
Art. 1er. — Officiers de port. — Traitements et indemnités	6.719.100
Chap. 1420. — Indemnités de résidence	1.868.681
Chap. 1430. — Supplément familial de traitement	192.028
Chap. 1440. — Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée et de disponibilité, expertises médicales et dépenses occasionnées par les comités médicaux et les visites de contrôle	285.300
Chap. 3020. — Personnel du service des ponts et chaussées. — Remboursement de frais:	
Art. 1er. —	60.300
Chap. 3040. — Officiers de port du service maritime. — Remboursement de frais:	
Art. 1er. — Indemnités des officiers de port en service dans la métropole	140.000
Chap. 3210. — Indemnités pour difficultés exceptionnelles d'existence	1.415.050
Chap. 4000. — Prestations familiales	1.351.320
Total	23.148.129 F.

Conditions suivant lesquelles la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à apporter une aide financière aux entreprises routières de zone longue acceptant d'effectuer des transports combinés par remorques rail-route en remplacement de leurs services de transports publics routiers de marchandises.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu le décret du 14 novembre 1949 relatif à la coordination et à l'harmonisation des transports ferroviaires et routiers, et notamment les articles 39 et 51;

Vu l'avis du conseil supérieur des transports en date du 27 juillet 1950,

Arrête:

Art. 1er. — Sont définies ci-après les conditions dans lesquelles la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à apporter une aide financière aux entreprises de transports publics routiers de marchandises qui acquièrent des remorques rail-route pour transformer leur activité et acheminer par ce moyen des trafics qu'elles sont autorisées à effectuer par route en application de la réglementation en vigueur. Les transformations dont il s'agit visent les activités routières en zone longue.

Art. 2. — L'aide financière revêtira la forme d'un versement en argent effectué entre les mains du constructeur, au lieu et place de l'entreprise bénéficiaire; le taux de la participation de la Société nationale des chemins de fer français sera fixé, pour chaque tranche de matériel autorisé, en pourcentage du prix d'achat, sur proposition de la Société nationale des chemins de fer français, par le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, après avis du conseil supérieur des transports.

La participation financière visée à l'alinéa précédent sera gagée par les recettes à provenir d'un trafic minimum garanti par l'entreprise dans les conditions fixées à l'article 3 et devra être amortie dans les comptes de la Société nationale des chemins de fer français dans un délai de quatre ans.

Au cas où le trafic effectivement transporté en remorques rail-route serait inférieur au minimum garanti, l'entreprise intéressée devra compléter par des versements en argent les insuffisances constatées.

Art. 3. — Une convention passée entre l'entreprise routière et la Société nationale des chemins de fer français, soumise à l'approbation du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme après avis du conseil supérieur des transports, définit, dans chaque cas particulier, les conditions de transformation d'une activité de transports publics routiers de marchandises de zone longue en transports combinés par remorques rail-route.

Cette convention fixe notamment:

La durée de la convention;

Le type, le tonnage utile et la spécialisation du matériel de transport routier faisant l'objet de la transformation;

Le type, le tonnage utile et la spécialisation des remorques rail-route appelées à le remplacer;

Le nombre de tracteurs non porteurs nécessaires pour le service des remorques rail-route sur les parcours terminaux;

Le quantum de l'aide financière de la Société nationale des chemins de fer français et le tonnage minimum annuel garanti par l'entreprise en contrepartie de cette aide.

Art. 4. — Le type et le tonnage utile des remorques rail-route sont déduits du type et du tonnage utile du matériel remplacé de façon à représenter le même potentiel de transport, compte tenu des sujétions propres à chaque technique, ce qui correspond en principe à un taux d'équivalence de 1 t. 2 de charge utile en remorques rail-route pour une tonne de charge utile en véhicule routier. La convention pourra exceptionnellement fixer un taux différent, lorsque les conditions particulières le justifieront.

Les remorques rail-route sont substituées au matériel routier remplacé au moment de l'entrée en vigueur de la convention.

Art. 5. — Les entreprises qui effectuent des transports combinés rail-route resteront inscrites au « Registre des transporteurs publics » pour le tonnage global de matériel routier, les spécialités et les zones qui leur ont été reconnues avant la transformation de leur exploitation.

Mention sera faite à ce registre de la substitution, pour la durée de la convention, de remorques rail-route à du matériel routier, avec références aux conventions approuvées par le ministre et indications des tonnages respectifs du matériel routier d'une part, des remorques rail-route d'autre part, intéressés par la transformation.

Les entreprises reçoivent, pour les remorques rail-route, dans la limite du tonnage global attribué, des certificats d'inscription correspondant à leur spécialité et à leurs zones d'action reconnues.

Art. 6. — Les tracteurs non porteurs nécessaires à la traction des remorques rail-route sur les parcours terminaux reçoivent des certificats d'inscription autorisant leur circulation dans un rayon moyen de 35 kilomètres autour de la gare desservant leur point d'attache; des dérogations peuvent être apportées à cette limite de 35 kilomètres, par la convention, compte tenu de la densité du réseau ferroviaire dans la région desservie.

Le nombre des tracteurs non porteurs auxquels sont attribués des certificats d'inscription pour le service des parcours terminaux est déterminé sur la base de 1 tracteur pour 5 remorques; lorsque des conditions particulières d'exploitation le justifient, ce nombre sera calculé dans la convention d'après un taux différent.

Les certificats d'inscription sont établis au nom de l'entreprise qui transforme son exploitation avec en plus, si cette entreprise le demande, la mention de l'entreprise qu'elle aurait chargée d'effectuer pour son compte les opérations terminales de traction routière.

Cette délégation reste, dans tous les cas, provisoire et peut être annulée sur simple demande écrite présentée par l'entreprise bénéficiaire des certificats d'inscription. Ladite entreprise peut, en outre, laisser à son organisme professionnel le soin de désigner l'entreprise chargée d'effectuer, à ses lieu et place et pour son compte, les opérations terminales de traction routière.

Art. 7. — A titre transitoire et jusqu'à la mise en application des dispositions de l'article 31 du décret du 14 novembre 1949, les conventions visées à l'article 3 du présent arrêté devront faire mention du libellé des cartes grande distance correspondant au tonnage routier pris en compte, pour déterminer le nombre des remorques rail-route à substituer au matériel routier remplacé.

Fait à Paris, le 26 septembre 1950

ANTOINE PINAY.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Nomination des membres du cabinet du secrétaire d'Etat à l'agriculture et délégation de signature.

Le secrétaire d'Etat à l'agriculture,

Vu le décret du 2 octobre 1950 portant nomination du secrétaire d'Etat à l'agriculture;

Vu le décret du 2 octobre 1950 portant délégation d'attributions,

Arrête:

Art. 1er. — Le cabinet du secrétaire d'Etat à l'agriculture est composé comme suit:

Directeur du cabinet.

M. Lucien Galimand.

Chef de cabinet.

M. Jean Monchecourt, chef de bureau au ministère de l'agriculture.

Chefs adjoints du cabinet.

M. Etienne-Eugène Berthé.

M. Marcel Delport, agent supérieur au ministère de l'intérieur.

Attaché de cabinet.

M. Armand Cavard.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française, et prendra effet à dater du 2 octobre 1950.

Fait à Paris, le 3 octobre 1950.

PAUL ANTIER.

Le secrétaire d'Etat à l'agriculture,

Vu le décret du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature;

Vu le décret n° 50-1219 du 2 octobre 1950 portant délégation d'attributions;

Vu l'arrêté du 3 octobre 1950 fixant la composition du cabinet du secrétaire d'Etat à l'agriculture,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation permanente est donnée à M. Lucien Galimand, directeur du cabinet, à l'effet de signer, au nom du secrétaire d'Etat à l'agriculture, tous arrêtés, actes et décisions, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 octobre 1950.

PAUL ANTIER.

Décret n° 50-1224 du 18 septembre 1950 modifiant le décret n° 50-444 du 20 avril 1950 relatif au financement des assurances sociales agricoles.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, du ministre du budget, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de la santé publique et de la population et du ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 48-1268 du 17 août 1948 tendant au redressement économique et financier, et notamment les articles 3, 6 et 7;

Vu le décret du 30 octobre 1935 modifié fixant le régime des assurances sociales applicable à l'agriculture;

Vu le décret n° 50-444 du 20 avril 1950 relatif au financement des assurances sociales agricoles;

Le conseil d'Etat entendu;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les articles 2, 4 (1er alinéa), 11, 13, 19 et 20 du décret susvisé du 20 avril 1950 sont modifiés ou complétés comme suit:

« *Art.* 2. — § 1er. — Les cotisations afférentes aux assurés sociaux obligatoires agricoles énumérés au paragraphe 2 (alinéas *a* à *o* inclus) de l'article 1er du décret du 30 octobre 1935 sont fixés en fonction de la rémunération moyenne annuelle attachée aux emplois exercés, conformément au tableau ci-dessous; cette rémunération sera arrêtée dans les conditions définies par décret rendu sur le rapport du ministre de l'agriculture, du ministre du budget et du ministre des finances et des affaires économiques, sur la base du salaire minimum fixé en application de l'ordonnance n° 45-1490 du 7 juillet 1945 relative à l'institution de commissions paritaires du travail en agriculture et sur celle des salaires fixés en exécution de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives de travail:

CATÉGORIES	COTISATION journalière.			COTISATION mensuelle.		
	Ass.	Emp.	Total.	Ass.	Emp.	Total.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
1re catégorie, comprenant les emplois auxquels correspond un salaire annuel moyen inférieur à 120.000 F.	18	26	44	450	650	1.100
2e catégorie, comprenant les emplois auxquels correspond un salaire annuel moyen de 120.001 à 144.000 F.	22	32	54	550	800	1.350
3e catégorie, comprenant les emplois auxquels correspond un salaire annuel moyen de 144.001 à 168.000 F.	26	38	64	650	950	1.600
4e catégorie, comprenant les emplois auxquels correspond un salaire annuel moyen de 168.001 à 192.000 F.	30	44	74	750	1.100	1.850
5e catégorie, comprenant les emplois auxquels correspond un salaire annuel moyen de 192.001 à 216.000 F.	34	50	84	850	1.250	2.100
6e catégorie, comprenant les emplois auxquels correspond un salaire annuel moyen supérieur à 216.000 F.	38	56	94	950	1.400	2.350

La cotisation trimestrielle est égale au triple de la cotisation mensuelle.

« Les cotisations dues pour les membres de la famille de l'exploitant assurés obligatoires (ascendants, descendants, frères, sœurs, alliés au même degré) sont celles correspondant aux emplois occupés. Elles incombent à l'exploitant pour la totalité, sauf le cas où l'assuré perçoit la rémunération en espèces normale des travailleurs de sa catégorie.

« § 2. — Les métayers assurés sociaux obligatoires visés au paragraphe 3 de l'article 1er du décret du 30 octobre 1935 sont en principe assimilés aux régisseurs, en vue de leur classement dans les catégories définies au paragraphe ci-dessus pour la détermination du montant total de la contribution patronale et ouvrière. Des arrêtés concertés du ministre de l'agriculture et des ministres chargés du budget et des affaires économiques pourront classer dans des catégories autres que celles résultant de cette assimilation, les métayers de certains départements ou de certaines régions.

« Les cotisations afférentes aux métayers et les contributions patronales dues au titre des ouvriers qu'ils rémunèrent ou du chef des membres de leur famille incombent au métayer et au propriétaire du corps de biens donné en métayage proportionnellement à leur part dans les produits de l'exploitation. Le métayer est, à l'exclusion du propriétaire, seul responsable à l'égard des caisses d'assurances sociales agricoles du versement de la contribution ouvrière due par lui et du versement des cotisations afférentes aux membres de sa famille et aux salariés qu'il emploie.

« Toutefois, lorsque le propriétaire avance les sommes nécessaires au payement des contributions patronales dues pour le métayer lui-même et avise la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles de ces avances, le métayer est également seul responsable du versement de ces contributions.

« § 3. — Les limites maximum et minimum de salaires définissant les catégories ci-dessus prévues et les montants des cotisations correspondants, pourront être modifiés, le cas échéant, par décret pris sur le rapport du ministre de l'agriculture, du ministre du budget et du ministre des finances et des affaires économiques, compte tenu de la variation générale des salaires des professions agricoles pour l'ensemble du territoire métropolitain.

« § 4. — Dans le cas où le salaire minimum afférent à l'emploi occupé ne serait pas fixé par arrêté préfectoral pris en exécution de l'ordonnance précitée du 7 juillet 1945 et où le salaire ne serait pas déterminé en application d'une convention collective de travail étendue en exécution de la loi précitée du 11 avril 1950, il sera fait à titre provisoire application de l'article 3 ci-dessous ».

« *Art.* 4 (1er alinéa). — Les cotisations dues pour les travailleurs âgés de moins de dix-huit ans et les stagiaires sont fixées respectivement à 70 p. 100 et 50 p. 100 des cotisations prévues pour la première catégorie à l'article 2, paragraphe 1er, ci-dessus. Celles dues pour les apprentis sont fixées à 35 p. 100. Toutefois, les cotisations dues pour les assurés sociaux agricoles qui accomplissent un stage dans les centres de perfectionnement technique désignés par arrêté du ministre de l'agriculture, et pour les apprentis des artisans ruraux peuvent être assises sur des salaires forfaitaires déterminés par arrêtés concertés du ministre de l'agriculture et des ministres chargés du budget et des affaires économiques, les taux respectifs de la contribution patronale et de la contribution ouvrière étant ceux indiqués à l'article 3 ci-dessus du présent décret. »

(Le reste sans changement.)

« *Art.* 11. — § 4. — En cas d'hospitalisation à la charge des organismes de mutualité sociale agricole, les indemnités journalières de maladie, l'allocation mensuelle de longue maladie et la pension d'invalidité sont servies intégralement lorsque l'assuré a deux enfants ou plus à sa charge.

« Elles sont réduites:

« Du cinquième si l'assuré a un seul enfant à charge ou s'il a un ou plusieurs ascendants à sa charge;

« Des 2/5 si l'assuré est marié sans enfants ni ascendant à sa charge;

« Des 3/5 dans tous les autres cas.

« Toutefois, cette réduction ne peut avoir pour effet d'abaisser le montant trimestriel de la pension d'invalidité au-dessous du quart du minimum fixé à l'article 9 ci-dessus. »

« *Art.* 13. — § 2. — Les personnes responsables du versement des cotisations qui n'ont pas effectué ce versement dans les délais fixés sont passibles d'une majoration de la cotisation par jour de retard, payable en même temps que les cotisations.

« Le taux de cette majoration est en principe de 1/1000; toutefois, il est de 1 pour 10.000 pour les métayers visés au 3e alinéa du paragraphe 2 de l'article 2 ci-dessus, et peut être réduit au cas de bonne foi ou de force majeure par décision du conseil d'administration de la caisse rendue sur proposition de la commission de recours gracieux prévue à l'article 2 de la loi du 24 octobre 1946.

« La décision du conseil doit être motivée. Elle doit être approuvée par l'autorité administrative sauf si elle est relative aux cotisations versées avant la fin du mois suivant l'expiration des délais dans lesquels les cotisations doivent être versées. Un arrêté du ministre de l'agriculture fixe les conditions suivant lesquelles l'approbation ci-dessus prévue est donnée soit par lui-même, soit par les contrôleurs des lois sociales ».

« *Art.* 19. — Un ou plusieurs décrets portant règlement d'administration publique, pris sur la proposition du ministre de l'agriculture, du ministre du budget et du ministre des finances et des affaires économiques, fixeront les conditions d'application du présent décret. Ils détermineront notamment comment les règles générales posées aux articles ci-dessus pourront être adaptées à la situation particulière des ouvriers saisonniers et forestiers et spécialement les modalités suivant lesquelles il sera fait application aux diverses catégories d'ouvriers saisonniers et forestiers des dispositions soit de l'article 2, soit de l'article 3.

« Les conditions d'ouverture du droit aux prestations des salariés qui, au cours des périodes de référence prévues à l'article 7 ci-dessus, ont exercé des activités agricoles et non agricoles seront fixées par règlement d'administration publique pris sur le rapport des ministres précités et du ministre du travail et de la sécurité sociale.

« Un règlement d'administration publique pris sur le rapport du ministre de l'agriculture, du ministre du budget, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de la santé publique et de la population, du ministre du travail et de la sécurité sociale fixera les conditions dans lesquelles seront employés les fonds affectés aux dépenses d'action sanitaire et sociale en application de l'article 6 du présent décret et en particulier les conditions dans lesquelles les caisses pourront créer et subventionner les œuvres d'intérêt commun visées à l'article 30, paragraphe 7 du décret précité du 28 octobre 1935. »

« *Art.* 20. — Le décret du 24 novembre 1948 relatif au financement des assurances sociales agricoles et toutes dispositions contraires au présent décret seront abrogés.

« Cesseront notamment d'être applicables en matière d'assurances sociales agricoles les dispositions de l'article 10, paragraphe 8, 3e alinéa, du décret précité du 28 octobre 1935, modifié par le décret du 14 juin 1938. »

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget, le ministre du travail et de la sécurité sociale et le ministre de la santé publique et de la population sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 septembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'agriculture,
PIERRE PFLIMLIN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
PAUL BACON.

Le ministre de la santé publique et de la population,
PIERRE SCHNEITER.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
ROBERT BURON.

Décret n° 50-1225 du 21 septembre 1950 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les assurances sociales agricoles et notamment l'application des décrets modifiés des 30 octobre 1935 et 20 avril 1950.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, du ministre du travail et de la sécurité sociale, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget, du ministre de la santé publique et de la population, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'intérieur, du ministre des postes, télégraphes et téléphones et du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,

Vu le décret du 28 octobre 1935 modifiant le régime des assurances sociales en ce qui concerne les assurés du commerce et de l'industrie;

Vu le décret du 30 octobre 1935 modifié fixant le régime des assurances sociales applicable à l'agriculture et notamment son article 13 et son article 17 d'après lequel un règlement d'administration publique détermine les mesures nécessaires à son application;

Vu le décret du 15 juin 1938 portant modification du décret du 30 octobre 1935 sur le régime des assurances sociales applicable à l'agriculture et notamment son article 2, aux termes duquel un règlement d'administration publique déterminera les mesures nécessaires à son application;

Vu les lois provisoirement applicables des 5 avril 1941 (art. 1er) relative au fonctionnement des lois sociales et familiales en agriculture;

17 mars 1942 portant modification du régime agricole des assurances sociales;

15 juillet 1942 relative au contrôle des lois sociales en agriculture;

1er février 1943 portant modification du régime agricole des assurances sociales;

4 janvier 1944 relative à la perception des cotisations d'assurances sociales agricoles;

Vu l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 modifiée organisant sur de nouvelles bases les allocations aux vieux travailleurs salariés et modifiant le régime des pensions de vieillesse et d'invalidité des assurances sociales;

Vu l'ordonnance n° 45-752 du 19 avril 1945 modifiée portant modification du régime agricole des assurances sociales;

Vu l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 modifiée portant organisation de la sécurité sociale;

Vu l'ordonnance n° 45-2440 du 19 octobre 1945 portant modification du régime agricole des assurances sociales;

Vu l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 modifiée fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés de professions non agricoles;

Vu l'ordonnance n° 45-2720 du 2 novembre 1945 relative à la protection maternelle et infantile;

Vu la loi du 24 octobre 1946 portant organisation du contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité agricole;

Vu la loi n° 49-752 du 8 juin 1949 tendant à rétablir et à organiser l'élection des conseils d'administration des organismes de mutualité sociale agricole;

Vu la loi n° 49-1650 du 31 décembre 1949 étendant le contrôle de la cour des comptes aux organismes de sécurité sociale;

Vu le décret n° 50-444 du 20 avril 1950 modifié par le décret n° 50-1224 du 18 septembre 1950 relatif au financement des assurances sociales agricoles et notamment les articles 4, 7, 8 et 19 d'où résulte qu'un ou plusieurs décrets, portant règlement d'administration publique fixeront les conditions d'application de ce décret en particulier en ce qui concerne les conditions auxquelles le bénéfice des réductions prévues à son article 4 pourra être subordonné, l'application de son article 19 relatif aux périodes de référence et aux périodes pendant lesquelles l'assuré est réputé exercer un emploi salarié, les conditions dans lesquelles les assurés sociaux agricoles bénéficieront des prestations de l'assurance de longue maladie;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

TITRE Ier

Immatriculations et cotisations.

CHAPITRE Ier. — IMMATRICULATIONS

Art. 1er. — § 1er. — L'employeur et le propriétaire d'un corps de bien donné à métayage sont tenus, dans le délai de huitaine qui suit l'embauchage de tout salarié ou assimilé remplissant les conditions prévues à l'article 1er modifié du décret susvisé du 30 octobre 1935 modifiant le régime des assurances sociales applicable à l'agriculture, et non encore immatriculé aux assurances sociales agricoles, d'adresser à la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles sur la circonscription de laquelle se trouve le lieu de travail de l'intéressé, la déclaration prévue à l'article 1er (§ 9) du décret du 28 octobre 1935 modifiant le régime des assurances sociales en ce qui concerne les assurés du commerce et de l'industrie. Le modèle de cette déclaration est fixé par arrêté du ministre de l'agriculture.

Les employeurs qui occupent des salariés dans plusieurs départements peuvent être autorisés, par décision du ministre de l'agriculture, à adresser leurs déclarations à la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles du lieu de leur principal établissement, sauf en ce qui concerne le personnel employé d'une manière permanente dans un même département.

§ 2. — La déclaration peut être établie, indépendamment de l'employeur, par le salarié ou assimilé, par les agents de contrôle assermentés des caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles et par les contrôleurs des lois sociales en agriculture.

§ 3. — A la déclaration doit être jointe une attestation du maire de la commune dans laquelle l'employeur a le siège de son exploitation ou de son principal établissement certifiant que ledit employeur fait habituellement exécuter des travaux agricoles ou assimilés.

Toutefois, les organismes professionnels agricoles visés à l'article 1er (§ 2, alinéa *d* à *j* inclus) du décret du 30 octobre 1935 et les employeurs adhérents à l'un desdits organismes, sous réserve du visa de la déclaration par l'organisme intéressé, sont dispensés de cette attestation. Lorsque la déclaration est faite par un agent des caisses ou par le contrôleur des lois sociales, l'attestation d'exécution de travaux agricoles peut être établie par eux au lieu et place du maire.

Art. 2. — La caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles accuse réception à l'intéressé de sa déclaration et transmet cette dernière à l'union nationale de réassurance mutuelle agricole dite « Caisse centrale de secours mutuels agricoles » dans le délai d'un mois à compter de sa réception.

Art. 3. — § 1er. — Le service de l'immatriculation et de la radiation des assurés sociaux agricoles et celui de l'affiliation desdits assurés aux caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles est assuré par la caisse centrale de secours mutuels agricoles dans les conditions fixées par le ministre de l'agriculture.

La caisse centrale délivre aux intéressés la carte individuelle d'immatriculation prévue à l'article 1er (§ 4) du décret du 26 octobre 1935.

§ 2. — Les décisions de la caisse, immédiatement exécutoires, prennent effet du jour où l'assuré a rempli les conditions qui devaient entraîner son immatriculation.

Le directeur régional de la sécurité sociale compétent en raison du lieu de travail de l'assuré peut demander audit organisme toutes justifications relatives à l'immatriculation d'assurés déterminés et ordonner, le cas échéant, après accord du contrôleur divisionnaire des lois sociales en agriculture, la radiation de l'intéressé de l'assurance sociale agricole. La décision du directeur prend effet du jour où elle intervient.

Chapitre II. — Cotisations

Section I. — *Dispositions générales.*

Art. 4. — Les cotisations afférentes au métayer, assuré social obligatoire, ne sont dues qu'à concurrence du nombre de journées de travail que le métayer doit fournir pour l'exploitation normale de la ou des propriétés prises en métayage, ce nombre est fixé d'accord entre les parties, sous réserve, s'il y a lieu, de la décision du contrôleur des lois sociales en agriculture, compte tenu des usages locaux.

Lorsque le propriétaire consent les avances nécessaires au payement de la part dont il doit supporter la charge et qu'il en a prévenu la caisse, les poursuites prévues à l'article 4 du décret du 28 octobre 1935 sont exercées à l'encontre du seul métayer, conformément à l'article 2 (§ 2) du décret du 20 avril 1950 modifié.

Art. 5. — Les métayers ne supportent pas la charge des contributions patronales afférentes à l'emploi des ouvriers qui travaillent avec eux et qui sont rémunérés par le propriétaire. Ces contributions sont à la charge de celui-ci.

Art. 6. — L'employeur est, dans les conditions précisées par le présent décret et sous réserve des dispositions de l'article 4 ci-dessus, responsable du versement des cotisations d'assurances sociales agricoles, y compris la part de la cotisation à la charge de l'assuré. Cette part est précomptée par lui sur le salaire de l'assuré lors de chaque paye et au moins une fois par mois.

Art. 7. — § 1er. — Lorsqu'un salarié agricole effectue des journées partielles de travail rémunérées à l'heure ou à la tâche, la contribution due est égale à une demi-cotisation journalière pour toute journée partielle de quatre heures ou de moins de quatre heures et à une cotisation journalière entière pour toute journée partielle de plus de quatre heures.

Lorsque le travail est accompli pour le compte de plusieurs employeurs, la contribution due par journée totale ou partielle de travail incombe à chaque employeur au prorata du salaire payé.

§ 2. — N'est pas considéré comme travail salarié celui qu'accomplissent les exploitants qui se prêtent entre eux une aide mutuelle, sauf s'ils sont immatriculés à l'assurance sociale obligatoire agricole et reçoivent une rémunération en espèces.

Art. 8. — Les cotisations d'assurances sociales agricoles, y compris la contribution ouvrière, doivent être versées dans les dix premiers jours du trimestre civil suivant celui au titre duquel elles sont dues. Toutefois,

Les cotisations dues pour les salariés qui quittent leur employeur en cours de trimestre doivent être versées dans les dix premiers jour du mois qui suit la date de départ des salariés, pour la partie du trimestre écoulée avant cette date;

Les cotisations dues pour le trimestre en cours sont immédiatement exigibles en cas de cession ou de cessation par l'employeur de son exploitation ou entreprise.

Art. 9. — § 1er. — Les cotisations sont versées à la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles sur la circonscription de laquelle travaille l'assuré. Le versement est effectué soit en espèces aux guichets de la caisse, soit par chèque, virement bancaire, mandat ou virement postal.

§ 2. — Les caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles sont tenues d'adresser à chaque assuré une attestation constatant le montant des cotisations versées pour son compte au titre de chaque trimestre civil par son ou ses employeurs.

§ 3. — Les caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles sont tenues de verser, le premier jour de chaque mois, à la caisse centrale de secours mutuels agricoles et à la caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles, des acomptes sur les cotisations encaissées au cours du mois précédent, ces acomptes seront calculés en appliquant auxdites cotisations les pourcentages fixés par l'arrêté de ventilation des cotisations afférent à l'exercice en cours ou à défaut à l'exercice précédent.

En cas d'inobservation et à la demande des caisses intéressées le contrôleur divisionnaire des lois sociales en agriculture peut ordonner l'exécution d'office des virements dans un délai de huit jours après mise en demeure.

Art. 10. — § 1er. — 1° En cas de maternité, en cas de maladie ou en cas d'accident non régis par la législation des accidents du travail, lorsque l'incapacité de travail a duré au moins quinze jours, les caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles prennent en charge le versement pour le compte de l'assuré des cotisations forfaitaires prévues à l'article 12 du décret du 20 avril 1950. Ces cotisations sont dues pour toute journée donnant lieu au versement des indemnités journalières prévues à l'article 11, paragraphe 1er du même décret;

2° En cas de longue maladie, les caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles prennent en charge le versement pour le compte de l'assuré, de cotisation forfaitaire mensuelles égales à trente fois le montant journalier des cotisations visées au 1° ci-dessus. Ces cotisations sont dues pour toute période donnant lieu à l'attribution des allocations mensuelles prévues à l'article 27 (2°) ci-dessous; lorsque l'interruption de travail est d'une durée inférieure à un mois, le montant de la cotisation forfaitaire due pour le compte de l'assuré est égal à autant de trentièmes de la cotisation forfaitaire mensuelle que l'intéressé justifie de jours, ouvrables ou non, de repos de maladie.

§ 2. — Les cotisations forfaitaires sont liquidées et passées en comptabilité par les caisses lors de chaque règlement de prestations à l'assuré. Elles sont ventilées entre les organismes intéressés dans les conditions prévues à l'article 6 du décret susvisé du 20 avril 1950.

Les caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles adressent à l'assuré une attestation de versement.

Art. 11. — § 1er. — La double contribution patronale et ouvrière, due pour le compte d'un salarié occupant un emploi permanent chez un seul employeur est au plus égale:

Par trimestre, au quart du montant maximum annuel des cotisations tel qu'il est ou sera fixé en application de l'article 5 du décret susvisé du 20 avril 1950;

Par mois, au douzième dudit montant;

Par jour, aux trois centièmes dudit montant.

§ 2. — Lorsque les cotisations d'assurances sociales, y compris toutes cotisations forfaitaires, versées au cours de la même année pour le compte de l'assuré dépassent le montant maximum annuel de cotisations fixé en application de l'article 5 du décret susvisé du 20 avril 1950, l'excédent de cotisations est remboursé aux parties versantes chacune pour sa part.

Un arrêté concerté du ministre de l'agriculture et du ministre du travail et de la sécurité sociale fixe les conditions dans lesquelles il est procédé au remboursement en cas de pluralité d'employeurs relevant de professions agricoles et non agricoles.

SECTION II. — *Dispositions spéciales aux apprentis et stagiaires.*

Art. 12. — Le bénéfice de réductions prévues en matière de cotisations d'assurances sociales agricoles par l'article 4 du décret susvisé du 20 avril 1950 est aquis aux apprentis et aux stagiaires assurés sociaux agricoles des professions visées aux alinéas *a*, *b*, *c* de l'article 1er (§ 2) du décret susvisé du 30 octobre 1935 dans les conditions précisées aux articles ci-dessous.

Art. 13. — § 1er. — L'apprentissage doit être justifié par la production à la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles soit d'une copie, certifiée conforme par le maire de la résidence de l'employeur, du contrat conclu entre l'employeur et le représentant du mineur, dans les conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires relatifs à l'organisation de l'apprentissage soit d'une copie certifiée conforme par l'autorité qui a reçu la déclaration ou par le maire, de la déclaration d'apprentissage souscrite dans les mêmes conditions.

§ 2. — L'apprenti doit être âgé de quatorze ans au moins et de dix-sept ans au plus. Toutefois, des dérogations pourront être apportées à cette règle par décision du directeur des services agricoles au cas ou, pour une raison de force majeure ou en raison de la nature de la profession, l'apprentissage commencé avant dix-sept ans n'aura pu être terminé avant cet âge

§ 3. — Il doit être justifié de l'assiduité de l'apprenti à un enseignement dispensé dans les cours d'enseignement postscolaire, les établissements ou cours de formation professionnelle agricole ou artisanale y compris, compte tenu des nécessités et des usages particuliers à l'agriculture, les cours par correspondance assurant les uns et les autres une formation générale ou professionnelle sérieuse. Le ministre de l'agriculture fixe, le cas échéant, les conditions d'application du présent alinéa.

A défaut de la justification prévue ci-dessus, il sera fait application au taux de cotisation correspondant à l'âge et à la qualité professionnelle de l'intéressé.

L'apprenti est tenu de se soumettre aux visites médicales organisées par les caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles et aux contrôles organisés par ces caisses et les services dont relève l'enseignement considéré.

Art. 14. — § 1er. — Peuvent seuls, le cas échéant, être considérés comme stagiaires pour l'application de l'article 4 du décret du 20 avril 1950:

1° Pendant la durée de deux ans après l'obtention du diplôme les anciens élèves des établissements d'enseignement agricole où est dispensé un enseignement correspondant au niveau jugé suffisant. Ces établissements sont désignés par arrêté concerté du ministre de l'agriculture et du ministre du budget.

2° Pendant une durée d'un an au maximum, les stagiaires étrangers occupant chez un tiers un emploi relevant d'une profession agricole ou assimilée et autorisés à exercer une activité professionnelle, en application de l'article 7 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers.

3° Pendant une durée de trois ans au maximum les agriculteurs ayant quitté leur région d'origine pour s'installer sur une autre partie du territoire et effectuant, avant leur installation en qualité d'exploitant un stage d'adaptation:

Soit chez les employeurs des régions d'accueil dans le cadre de la politique des migrations rurales;

Soit dans un centre d'implantation fonctionnant sous l'égide des organismes de migration et agréé par le ministre de l'agriculture.

Un arrêté du ministre de l'agriculture pourra, le cas échéant, fixer, compte tenu notamment de l'évolution des migrations rurales, les conditions auxquelles la réduction des cotisations prévue au titre de cette catégorie pourra être subordonnée.

4° Pendant une durée déterminée par arrêté du ministre de l'agriculture, les assurés sociaux agricoles qui accomplissent un stage dans les centres de perfectionnement technique désignés par le ministre de l'agriculture.

SECTION III. — *Dispositions spéciales aux travailleurs à capacité professionnelle réduite.*

Art. 15. — Ont droit à être classés comme travailleurs à capacité professionnelle réduite pour l'application de l'article 4 du décret susvisé du 20 avril 1950, sur leur demande ou sur celle de leur employeur contresignée par eux:

1° Les assurés sociaux agricoles bénéficiant soit comme infirmes ou incurables des dispositions de la loi du 14 juillet 1905, soit de celles de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 relative à l'aide apportée à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes;

2° Les assurés sociaux agricoles bénéficiaires:

Soit d'une pension d'invalidité perçue au titre d'une législation d'assurances sociales;

Soit d'une rente au titre de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, l'invalidité devant, dans ces deux derniers cas, être au moins égale à 50 p. 100;

3° Les assurés sociaux agricoles âgés de soixante-dix ans et plus;

4° Tous autres assurés sociaux agricoles présentant une incapacité de travail de 50 p. 100 et plus.

Art. 16. — La demande de classement en capacité professionnelle réduite est adressée à la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles sur la circonscription de laquelle travaille l'intéressé.

Elle est accompagnée:

Pour les assurés visés au 1° de l'article précédent, suivant le cas, soit d'un certificat du maire de la commune de leur résidence attestant que l'intéressé figure bien comme infirme ou incurable sur la liste des assistés au titre de la loi du 14 juillet 1905, soit d'une copie certifiée conforme par le maire de la carte d'invalidité instituée par la loi du 2 août 1949;

Pour les assurés visés au 2° de cet article, d'une copie de leur titre ou livret de pension, rente ou allocation, certifiée conforme par le maire de la commune de leur résidence. Sur cette copie, le maire doit, en outre, attester que l'assuré est en jouissance de ladite pension, rente ou allocation;

Pour les assurés visés au 3° de cet article, soit d'un bulletin de naissance sur papier libre, soit d'une copie conforme du livret de famille;

Pour les assurés visés au 4° de cet article, d'un certificat médical délivré par le médecin traitant.

Art. 17. — Il est statué sur les demandes, dans le délai de deux mois du jour de leur réception, par le conseil d'administration de la caisse ou par une commission ayant reçu délégation à cet effet et constituée dans les conditions prévues à l'article 2 de la loi du 24 octobre 1946 sur les contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité agricole.

Les décisions prises par le conseil sur ces demandes et fondées exclusivement sur les dispositions du 4° de l'article 16 ci-dessus sont prises sur le rapport du médecin conseil de la caisse et sont soumises à l'approbation du contrôleur des lois sociales en agriculture.

Les décisions de la caisse sont notifiées aux intéressés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'absence de notification dans le délai de deux mois ci-dessus prévu vaut décision de rejet et ouvre un droit de recours à l'assuré.

Art. 18. — La caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles intéressée peut, soit d'office, soit à la demande du contrôleur des lois sociales en agriculture, faire procéder à nouveau, postérieurement à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la reconnaissance de la capacité professionnelle réduite de l'assuré, à un examen médical par un médecin expert choisi sur la liste visée à l'article 100 ci-dessous et décider de la rayer de la liste des assurés classés comme travailleurs à capacité professionnelle réduite.

La décision du conseil d'administration et, le cas échéant, celle de la commission prévue à l'article précédent sont, en cas de radiation de l'assuré, notifiées à celui-ci par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Art. 19. — Les frais d'examen médical et les frais de déplacement des assurés sont à la charge de ces derniers. Toutefois, lorsque la demande en reconnaissance de la capacité professionnelle réduite a fait l'objet d'une décision favorable soit de la caisse intéressée, soit de l'autorité à laquelle la décision de la caisse peut être déférée, la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles dont relève l'assuré rembourse à celui-ci, d'une part, les frais d'examen médical réellement supportés par lui, d'autre part, les frais de déplacement dans les conditions prévues pour les assurés invalides.

Lorsque l'examen médical est pratiqué dans les conditions prévues à l'article 18 ci-dessus, les frais sont à la charge de la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles.

TITRE II

Prestations.

CHAPITRE Ier. — COUVERTURE DES RISQUES

Art. 20. — A titre provisoire et pour la période antérieure à l'entrée en vigueur d'un régime définitif de la mutualité sociale agricole, les règlements intérieurs des caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles fixent, sous réserve des dispositions du présent décret, les prestations dues par elles à leurs adhérents ou aux ayants droit de ces derniers au titre de l'assurance maladie ou longue maladie, en cas de maladie ou d'accident non régi par la législation des accidents du travail, au titre de l'assurance maternité et au titre des soins dus aux pensionnés de vieillesse ou d'invalidité et aux titulaires d'une rente d'accident du travail en exécution de l'article 8 du décret susvisé du 20 avril 1950.

Les règlements intérieurs de la caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles fixent, sous réserve des dispositions du présent décret, les prestations éventuellement dues par cette caisse aux assurés au titre des assurances invalidité, vieillesse et décès et celui de la caisse centrale de secours mutuels agricoles fixent dans les mêmes conditions les prestations éventuellement dues par cette caisse au titre de l'assurance invalidité.

Les règlements intérieurs des caisses sont approuvés par arrêtés du ministre de l'agriculture dans les conditions fixées aux articles 4 et 7 du décret du 30 octobre 1935 susvisé.

SECTION I. — *Assurance maladie.*

Art. 21, § 1er. — L'assurance maladie comporte:

1° La couverture des frais de médecine générale et spéciale, des frais de soins et de prothèse dentaire, des frais pharmaceutiques et d'appareils, des frais d'analyse et d'examen de laboratoire, des frais d'hospitalisation et de traitement dans un établissement de cure et des frais de transport, ainsi que des frais d'intervention chirurgicale nécessaire pour l'assuré, son conjoint et les enfants à la charge de l'un d'eux.

Toutefois, ne bénéficie pas des prestations prévues au présent article, le conjoint de l'assuré obligatoire lorsqu'il bénéficie d'un régime spécial de sécurité sociale.

Par enfant à charge, on entend les enfants de moins de seize ans non salariés à la charge de l'assuré qu'ils soient légitimes, naturels, reconnus, recueillis, adoptifs ou pupilles de la nation dont l'assuré est tuteur;

2° L'octroi à l'assuré qui se trouve dans l'incapacité physique constatée par le médecin traitant, de continuer et de reprendre le travail, des indemnités journalières prévues à l'article 11 du décret susvisé du 20 avril 1950 et déterminées compte tenu de l'article 70 ci-dessous.

Art. 22. — Les prestations de l'assurance maladie sont dues pour une même maladie à partir de la première constatation médicale et pendant une période totale de soins de six mois.

Lorsqu'il y a interruption de prestations pendant plus de deux mois, la période de soins antérieure à la date de l'interruption entre en compte pour le calcul du délai prévu à l'alinéa ci-dessus à moins que l'assuré n'établisse que la nouvelle affection est indépendante de celle qui a précédemment motivé l'attribution de prestations. L'assuré qui a fait constater au moment de la même interruption la guérison apparente ou la fin de la maladie et qui en a avisé la caisse dans les huit jours est considéré comme ayant apporté cette preuve.

Art. 23. — Sous réserve des dispositions de l'article 68 du présent décret l'indemnité journalière visée à l'article 21 ci-dessus est due pour chaque jour ouvrable ou non, à compter du quatrième jour qui suit le point de départ de l'incapacité de travail et au maximum jusqu'à l'expiration du délai de six mois prévu à l'article 23 ci-dessus.

Art. 24, § 1er. — Le montant des indemnités journalières est, sur sa demande, réglé directement à l'employeur lorsque celui-ci maintient à l'assuré, en cas de maladie ou de maternité, la totalité de son salaire soit en vertu d'un contrat individuel ou collectif de travail, soit en vertu des usages, soit de sa propre initiative.

L'employeur et l'assuré qui se sont mis d'accord pour le maintien d'avantages en nature en cas de maladie ou de maternité peuvent en informer la caisse et demander le versement par elle à l'employeur de la partie de l'indemnité journalière correspondant à la valeur des avantages maintenus.

§ 2. — L'indemnité journalière ne peut faire l'objet d'une saisie-arrêt ou d'une cession que dans les conditions et limites fixées par la législation concernant la saisie-arrêt des salaires.

Art. 25. — § 1er. — Les caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles doivent proposer à l'assuré et aux membres de sa famille un examen de santé gratuit à certaines périodes de leur vie, déterminées par arrêté du ministre de l'agriculture et du ministre de la santé publique et de la population.

En cas de carence de la caisse, l'assuré et ses ayants droit peuvent demander à subir cet examen.

§ 2. — L'arrêté prévu au paragraphe précédent fixe en particulier la nature de l'examen et les modalités selon lesquelles il est effectué, compte tenu des examens médicaux auxquels les intéressés sont tenus de se soumettre en application de dispositions légales ou réglementaires autres que celles relatives aux assurances sociales et des examens préventifs auxquels ils se soumettent volontairement.

Les caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles se mettront en rapport avec les commissions prévues à l'article 10 (3e alinéa) de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, en vue de prendre toutes mesures de coordination destinées à éviter que les intéressés ne subissent plusieurs fois un examen de santé identique, aux mêmes périodes de la vie.

SECTION II. — *Assurance de longue maladie.*

Art. 26. — Le bénéfice de l'assurance de longue maladie peut être accordé aux assurés, à leurs conjoints, aux enfants à la charge des uns ou des autres (enfants non salariés de moins de 16 ans) à condition que le malade soit âgé de moins de soixante ans à la date de la première constatation médicale de la maladie.

L'assuré doit justifier des conditions d'ouverture du droit aux prestations de l'assurance invalidité prévues à l'article 7 du décret susvisé du 20 avril 1950.

Art. 27. — L'assurance de longue maladie comporte:

1° La couverture des frais de toute nature nécessaires pour permettre au malade de guérir et de recouvrer sa capacité de gain;

2° En ce qui concerne l'assuré lui-même, l'attribution d'une allocation mensuelle égale à trente fois l'indemnité journalière prévue à l'article 11 du décret précité du 20 avril 1950 et calculée, compte tenu des dispositions de l'article 70 ci-dessous. Le montant de ladite allocation ne peut excéder la moitié ou, si l'assuré a trois enfants ou plus à sa charge, les deux tiers du salaire dont l'intéressé se trouve privé du fait de la maladie. L'allocation ainsi déterminée est modifiée, le cas échéant, compte tenu de la variation générale des salaires des professions agricoles pour l'ensemble du territoire métropolitain telle qu'elle sera définie en application de l'article 2 (§ 3) du décret du 20 avril 1950.

Lorsque l'interruption de travail est d'une durée inférieure à un mois, l'assuré a droit à une allocation égale à autant de trentièmes de l'allocation mensuelle qu'il justifie de jours, ouvrables ou non, de repos de maladie.

Art. 28. — L'assuré auquel est accordé le bénéfice de l'assurance de longue maladie ne supporte aucune participation aux frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation et de cure.

Art. 29. — § 1er. — L'attribution des prestations de l'assurance de longue maladie est subordonnée à l'acceptation par le malade de se soumettre aux traitements et mesures de toute nature prescrits dans les conditions prévues au paragraphe ci-dessous ou par les autorités sanitaires compétentes.

§ 2. — Les médecins conseils des caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles doivent, au plus tard au cours du troisième ou du quatrième mois de maladie de tout assuré ou ayant droit de l'assuré, se prononcer en accord avec le médecin traitant, sur le traitement dont l'intéressé doit faire l'objet, pour pouvoir continuer à bénéficier des prestations de l'assurance.

§ 3. — En cas de désaccord entre le médecin conseil et le médecin traitant, il est procédé à l'examen du malade par un expert désigné dans les conditions de l'article 100 ci-dessous.

Art. 30. — § 1er. — Les prestations de l'assurance de longue maladie sont accordées pour un délai de six mois renouvelables. La durée totale des soins ne peut excéder trois ans.

Toutefois, après l'expiration du délai de trois ans prévu à l'alinéa ci-dessus, les prestations en nature de l'assurance maladie peuvent être accordées, pour un délai de six mois renouvelable au titre de l'affection ayant ouvert droit au bénéfice de l'assurance de longue maladie, lorsque la continuation des soins est susceptible de permettre le maintien du sujet dans un état de santé compatible avec une activité professionnelle.

§ 2. — Lorsque le service des prestations est interrompu pendant plus d'un an, l'assuré et ses ayants droit visés à l'article 26 ci-dessus peuvent, sous réserve que soient remplies à nouveau les conditions d'ouverture du droit aux prestations

prévues au même article 26, bénéficier des prestations pendant un nouveau délai de trois ans, si l'assuré a fait constater au moment de ladite interruption la guérison apparente ou la fin de l'état de longue maladie et en a avisé la caisse dans les huit jours.

Art. 31. — § 1er. — Les prestations de l'assurance de longue maladie sont accordées à la demande de l'intéressé. La caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles peut également accorder les prestations en dehors de toute demande sur l'avis de son médecin conseil.

Les demandes doivent être adressées à la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles sur la circonscription de laquelle travaille l'intéressé. Celle-ci en accuse réception.

§ 2. — Dans le délai de deux mois de la réception de la demande, il est statué sur les prestations dont l'intéressé doit bénéficier, par le conseil d'administration de la caisse ou la commission déléguée par lui à cet effet. Cette commission est constituée dans les conditions prévues à l'article 2 de la loi susvisée du 24 octobre 1946. Les conditions de son fonctionnement sont fixées par le règlement intérieur de la caisse.

Les décisions sont prises sur le rapport du médecin conseil de la caisse et compte tenu de tous les renseignements recueillis sur la situation personnelle du malade.

Les décisions sont notifiées à l'assuré par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Copie de la décision est adressée au médecin traitant. L'absence de notification dans le délai de deux mois ci-dessus prévu vaut décision de rejet et ouvre un droit de recours à l'assuré.

Les malades conservent, le cas échéant, le bénéfice des prestations de l'assurance maladie jusqu'à l'attribution des prestations de l'assurance de longue maladie et au plus tard jusqu'à la fin du sixième mois de maladie.

Art. 32. — § 1er. — Les prestations peuvent être, à tout moment, suspendues, réduites ou supprimées par le conseil d'administration de la caisse ou la commission visée à l'article 31 (§ 2) ci-dessus si l'état du malade n'en justifie plus le maintien ou si le bénéficiaire refuse:

De se soumettre aux visites médicales et contrôles organisés par la caisse;

De s'abstenir de toute activité non autorisée;

D'accomplir les exercices ou travaux prescrits en vue de favoriser sa rééducation ou son reclassement professionnel.

Toute contestation sur l'état du malade est réglée dans les conditions prévues à l'article 29 (§ 3) ci-dessus.

§ 2. — Les décisions intervenues en application du paragraphe 1er ci-dessus sont notifiées à l'intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Copie de la décision est adressée au médecin traitant.

§ 3. — Le service des prestations peut être suspendu mais non supprimé tant que l'amélioration de l'état de santé de l'intéressé ne peut être, du point de vue médical, présumée stabilisée. Il est repris si l'assuré se trouve à nouveau atteint de la même affection dans le délai de trois ans prévu à l'article 30 (§ 3).

Art. 33. — En cas de reprise du travail, l'allocation mensuelle prévue à l'article 27 peut être maintenue en tout ou partie pendant un an au plus à compter de l'expiration du délai fixé en application de l'article 30 (§ 1er):

Soit si la reprise du travail et si le travail effectué sont reconnus de nature à favoriser l'amélioration de l'état de santé de l'assuré;

Soit si l'assuré doit faire l'objet d'une rééducation ou d'une réadaptation professionnelle pour recouvrer un emploi compatible avec son état de santé.

Sauf cas exceptionnels que la caisse appréciera, le montant de l'allocation maintenue ne peut porter le gain total de l'assuré à un chiffre excédant le salaire normal des travailleurs de la même catégorie professionnelle.

Art. 34. — L'assuré ou ses ayants droit qui, au cours de la période où ils bénéficient de l'assurance longue maladie, sont atteints d'une affection différente de celle au titre de laquelle les prestations de cette assurance sont attribuées ont droit, pour cette affection nouvelle, aux prestations de l'assurance maladie. La femme assurée ou la conjointe de l'assuré bénéficie au cours de la même période des prestations de l'assurance maternité.

Toutefois, l'assuré ou la femme assurée elle-même ne peuvent cumuler le bénéfice de l'allocation mensuelle prévue à l'article 27 et des indemnités journalières de maladie ou de maternité.

SECTION III. — *Assurance maternité.*

Art. 35. — L'assurance maternité couvre les frais médicaux, pharmaceutiques et, sous réserve de l'accord préalable de la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles, les frais d'appareils et d'hospitalisation relatifs à la grossesse, à l'accouchement et à ses suites en ce qui concerne l'assurée et la femme de l'assuré.

Les frais pharmaceutiques pourront, le cas échéant, faire l'objet d'un forfait fixé par le tarif de responsabilité de la caisse.

Les bénéficiaires ne supportent aucune participation dans les prestations prévues au présent article.

Art. 36. — Six semaines avant la date présumée de l'accouchement et huit semaines après celui-ci, l'assurée a droit à une indemnité journalière de maternité pour chaque jour ouvrable ou non, à condition de cesser tout travail salarié pendant la période d'indemnisation et au moins pendant six semaines; cette indemnité est calculée conformément aux dispositions de l'article 11 du décret susvisé du 20 avril 1950 et compte tenu des dispositions de l'article 70 ci-dessous.

L'indemnité journalière de maternité est due même si l'enfant n'est pas né vivant.

Art. 37. — § 1er. — Les femmes, bénéficiaires de l'assurance, qui allaitent leurs enfants, ont droit à des allocations mensuelles fixées par le règlement intérieur de la caisse dans les limites déterminées par le tarif établi par la caisse centrale de secours mutuels agricoles et visé à l'article 69 (§ 1er) ci-dessous.

Les femmes qui, par suite d'incapacité physique ou de maladie, sont dans l'impossibilité constatée par le médecin d'allaiter leurs enfants, peuvent, si l'enfant est élevé par elles à leur domicile, recevoir, pour la durée et pour les quantités indiquées par le médecin, des bons de lait dont la valeur n'excédera en aucun cas 60 p. 100 de la prime d'allaitement.

Lorsque l'enfant doit être séparé de sa mère pour des raisons médicales, les caisses peuvent accorder tout ou partie des bons de lait prévus à l'alinéa précédent. Il en est de même en cas de décès de la mère.

§ 2. — En cas de naissances multiples, les allocations prévues au paragraphe précédent sont accordées pour chacun des enfants.

Art. 38. — Le taux des indemnités journalières de maternité et des allocations prévues à l'article précédent ne peut, en aucun cas, être inférieur à celui des allocations journalières aux femmes en couches et des primes d'allaitement au sein instituées par l'ordonnance du 2 novembre 1945 sur la protection de la maternité et de l'enfance.

Art. 39. — Lorsque les femmes bénéficiaires de l'assurance n'ont pas justifié auprès de la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles de la première constatation de la grossesse par médecin ou sage-femme quatre mois au plus tard avant la date présumée de l'accouchement. La participation de la caisse dans les frais de l'accouchement doit être réduite à 80 p. 100 de sa participation normale à moins qu'il n'y ait eu empêchement qu'il appartient à la caisse d'apprécier.

Les indemnités journalières de maternité peuvent être supprimées pendant la période où la caisse a été dans l'impossibilité d'exercer son contrôle.

Art. 40. — § 1er. — La prime accordée aux assujetties qui se sont soumises aux examens prénataux et postnataux et dont le montant est inscrit dans le règlement intérieur de la caisse intéressée est supprimée à la bénéficiaire de l'assurance maternité qui n'aura pas subi avant la fin du quatrième mois de grossesse le premier examen prénatal prévu par l'article 11 de l'ordonnance du 2 novembre 1945.

La prime afférente au deuxième examen prénatal sera supprimée à la bénéficiaire qui n'aura pas subi cet examen avant la fin du sixième mois.

La prime afférente au troisième examen prénatal sera supprimée à la bénéficiaire qui n'aura pas subi cet examen avant la fin du huitième mois.

La prime afférente à l'examen postnatal sera supprimée si celui-ci n'est pas subi dans les huit semaines qui suivent l'accouchement.

§ 2. — Les indemnités journalières de repos de l'assurance maternité peuvent être supprimées à la demande du médecin conseil de la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles ou du directeur départemental de la santé, si la mère omet de se présenter à une consultation de nourrissons dans les huit semaines qui suivent l'accouchement.

§ 3. — Les primes d'allaitement et bons de lait peuvent également être supprimés à la demande du médecin conseil de la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles ou du directeur départemental de la santé en cas de non fréquen-

tation des consultations de nourrissons et de non soumission aux prescriptions du titre IV de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relatif à la surveillance des enfants.

Art. 41. — § 1er. — En cas de grossesse pathologique ou de suites de couches pathologiques, les prestations en nature et en espèces de l'assurance maladie et, éventuellement, de l'assurance de longue maladie sont servies à compter de la constatation médicale de l'état morbide, sous réserve qu'il soit justifié des conditions d'ouverture du droit aux prestations pour lesdites assurances et compte tenu des dispositions ci-après:

1° Si l'état morbide est constaté avant la période de six semaines précédant l'accouchement, il y a lieu d'appliquer le délai de carence visé à l'article 23 ci-dessus;

2° Si l'état morbide est constaté pendant la période de repos prévue à l'article 36 ci-dessus, il n'y a pas lieu de faire état du délai de carence;

3° Si l'état morbide consécutif à l'accouchement se déclare après la période de repos susvisée et si l'assurée n'a pas repris le travail, les indemnités journalières calculées sur la même base que les indemnités de maternité sont servies sans qu'il y ait lieu de faire état du délai de carence.

§ 2. — Dans tous les cas visés au présent article:

1° Les délais prévus pour le service des prestations des assurances maladie et longue maladie commencent à courir à compter de la date de l'accouchement;

2° Les prestations de l'assurance invalidité sont éventuellement accordées à la femme assurée.

Art. 42. — Pendant la période où l'intéressée reçoit les indemnités journalières de l'assurance maladie ou les allocations mensuelles de l'assurance de longue maladie, elle ne peut recevoir en même temps les indemnités journalières de maternité.

Si la guérison intervient avant l'expiration du délai fixé à l'article 36 ci-dessus, l'indemnité journalière de maternité est versée pour la période restant à courir.

Art. 43. — Les caisses doivent délivrer aux futures mères un carnet de maternité conforme au modèle établi par arrêté du ministre de la santé publique et de la population et du ministre de l'agriculture.

Section IV. — *Assurance invalidité.*

Art. 44. — § 1er. — L'assuré a droit à une pension d'invalidité lorsqu'il présente une invalidité réduisant au moins de deux tiers sa capacité de travail, c'est-à-dire le mettant hors d'état de se procurer, dans une profession quelconque, un salaire supérieur au tiers de la rémunération normale perçue dans la même région par des travailleurs de la même catégorie dans la profession qu'il exerçait avant la première constatation médicale de la maladie, de l'accident ou de l'état d'invalidité.

§ 2. — L'état d'invalidité est apprécié en fonction de la capacité de travail restante, compte tenu des indications d'un barème fixé par le ministre de l'agriculture, en application de l'article 10 (§ 2) du décret du 28 octobre 1935 et de l'état général, de l'âge des facultés physiques et mentales de l'assuré, ainsi que de ses aptitudes et de sa formation professionnelle:

Soit après consolidation de la blessure en cas d'accident non régi par la législation sur les accidents du travail;

Soit à l'expiration du sixième mois de soins en cas de maladie n'ayant pas donné lieu à l'attribution des prestations de longue maladie;

Soit à l'expiration des délais prévus pour le service des prestations de longue maladie ou à la date à laquelle les prestations de longue maladie ont cessé d'être attribuées;

Soit après stabilisation de l'état de l'assuré intervenue avant l'expiration de l'un des délais susvisés.

Art. 45. — La pension d'invalidité est attribuée et liquidée à la demande de l'intéressé.

Elle est toujours concédée à titre temporaire.

Art. 46. — § 1er. — Pour être valable, la demande doit être présentée à la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles dont relève l'assuré dans le délai de dix-huit mois qui suit soit la date de consolidation de la blessure ou de stabilisation de l'état de l'intéressé, soit l'expiration de l'un des délais visés à l'article 44 (§ 2) ci-dessus.

La pension d'invalidité a effet à compter soit de la date de consolidation de la blessure ou de stabilisation de l'état de l'intéressé, soit de la date d'expiration de l'un des délais visés à l'article 45 (§ 2) précité, si la demande de pension est présentée dans les trois mois qui suivent l'une de ces dates. Dans le cas où la demande est présentée ultérieurement, elle a effet à compter du premier jour du mois civil suivant celui au cours duquel cette demande a été présentée.

La date de présentation de la demande est celle de sa réception par la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles.

§ 2. — La caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles est tenue de donner avis à l'assuré, par lettre recommandée, aussitôt qu'elle se trouve à même d'apprécier son état, de la date à partir de laquelle il ne peut plus prétendre aux prestations des assurances maladie ou longue maladie en raison de la stabilisation de cet état ou de l'expiration des délais prévus pour le service des prestations maladie ou longue maladie.

Elle adresse à l'assuré, soit à la demande de celui-ci, soit d'office si elle estime qu'il remplit les conditions prévues pour l'obtention de la pension d'invalidité, les imprimés nécessaires à l'établissement de la demande. Elle accuse réception à l'assuré de sa demande.

Les modèles de la demande et des pièces à y annexer sont fixés par le ministre de l'agriculture, sur la proposition de la caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles.

§ 3. — Dans le délai d'un mois à compter de sa réception, la demande, accompagnée de l'avis de la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles, est transmise par cette dernière à la caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles.

Art. 47. — La caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles statue sur la demande de pension dans le délai de trois mois, à compter de la réception de ladite demande par la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles. Il lui appartient:

1° De vérifier si l'assuré remplit les conditions d'ouverture du droit aux prestations en application de l'article 7 du décret susvisé du 20 avril 1950;

2° D'apprécier, compte tenu des dispositions de l'article 44 ci-dessus et de l'avis motivé de son médecin-conseil qui peut procéder ou faire procéder à un contre-examen de l'assuré, si l'affection ou l'invalidité dont l'assuré est atteint réduit au moins des deux tiers sa capacité de travail et s'il est ou non dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie;

3° D'apprécier, lorsque l'intéressé est déjà titulaire d'une rente en vertu de la législation sur les accidents du travail, si l'aggravation est ou non imputable à la cause qui a ouvert le droit à la rente;

4° De déterminer le montant de la pension à attribuer à l'assuré dont la demande a été reconnue fondée et de notifier ledit montant à l'intéressé.

Elle notifie sa décision à la caisse centrale de secours mutuels agricoles et, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'intéressé et à la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles qui a transmis la demande. Le défaut de notification dans le délai de trois mois prévu au premier alinéa du présent article vaut décision de rejet et ouvre un droit de recours à l'assuré.

Art. 48. — § 1er. — La pension doit être suspendue en tout ou partie par la caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles lorsqu'il est constaté que l'intéressé a joui, sous forme de pension d'invalidité et de salaire ou gain cumulés, pendant deux trimestres consécutifs, de ressources supérieures au salaire normal d'un travailleur de la catégorie professionnelle à laquelle il appartenait.

Le montant des arrérages de chaque trimestre ultérieur est réduit à concurrence du département constaté au cours du trimestre précédent.

Si l'assuré était en apprentissage ou en stage lors de la survenance du risque ou était âgé de moins de 10 ans, ses ressources sont comparées à la rémunération habituelle d'un ouvrier du même âge et de la même région appartenant à la catégorie professionnelle à laquelle l'assuré aurait normalement accédé.

§ 2. — S'il est constaté que la capacité de travail de l'invalide pensionné, appréciée dans les conditions fixées à l'article 44 ci-dessus, est supérieure à 50 p. 100, la caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles suspend ou supprime la pension soit immédiatement soit à partir d'une date ultérieure qu'elle fixe dans sa décision.

§ 3. — L'assuré titulaire d'une pension d'invalidité a droit, sur sa demande, à la revision de sa pension sur les bases prévues au dernier alinéa de l'article 6 (§ 2) de l'ordonnance du 19 avril 1945 complétée et modifiée par la loi du 7 septembre 1948, et de la loi du 2 août 1949 susvisée lorsqu'il lui devient nécessaire d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie. Le montant des arrérages de la pension est modifié dans ce cas à compter de l'échéance trimestrielle suivant la date à laquelle la demande a été reçue par la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles dont relève l'intéressé.

Lorsqu'il devient possible à l'assuré titulaire d'une pension d'invalidité de n'avoir plus recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie, la caisse

autonome centrale de retraites mutuelles agricoles peut supprimer à l'assuré, en tout ou en partie, le bénéfice des dispositions du dernier alinéa de l'article 6 (§ 2), modifié de l'ordonnance précitée du 19 avril 1945 à compter de la première échéance suivant la date de sa décision.

Art. 49. — Dans les cas prévus à l'article précédent la caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles peut, si elle le juge utile, maintenir, pendant une durée ne pouvant excéder trois ans, à l'invalide qui a fait l'objet d'un traitement et suivi des cours en vue de son reclassement ou de sa rééducation professionnelle, une fraction de la pension d'invalidité qui peut atteindre 50 p. 100.

Art. 50. — § 1er. — Pour l'application des dispositions de l'article 48 ci-dessus, la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles dont relève l'assuré, la caisse centrale de secours mutuels agricoles et la caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles peuvent, à tout moment, provoquer un examen médical sur la capacité de travail qui reste à l'invalide pensionné.

L'invalide qui ne répond pas à la convocation par lettre recommandée du médecin désigné par la caisse ou s'oppose à la visite de celui-ci s'il s'agit d'un invalide ne pouvant se déplacer, est considéré comme refusant l'examen.

§ 2. — Les décisions prises en application de l'article 48 ci-dessus par la caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles sont notifiées par celles-ci à la caisse centrale de secours mutuels agricoles et par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à l'intéressé et à la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles dont il relève.

Art. 51. — En cas de rejet de la demande ou de suppression de la pension, l'assuré peut dans le délai de dix mois de la réception de la notification à lui faite en exécution des articles 47, dernier alinéa ou 50, § 2 ci-dessus, former à nouveau une demande de pension.

Dans ce cas, l'état d'invalidité est apprécié à la date de la demande. Les arrérages de la pension sont dus à compter du premier jour du mois civil suivant celui de la demande ou celui au cours duquel l'aggravation s'est produite postérieurement au rejet de la première demande de l'assuré ou à la suppression de sa pension à condition que l'assuré puisse établir la date de l'aggravation survenue.

Art. 52. — § 1er. — L'assuré titulaire d'une pension d'invalidité ou d'une pension de vieillesse substituée a droit pour lui-même sans participation aux frais, aux prestations en nature de l'assurance maladie pour les frais occasionnés par l'affection qui a provoqué l'invalidité. Ces prestations sont servies sans limitation de durée sauf suspension ou suppression de la pension d'invalidité. Elles peuvent être maintenues sur proposition de la caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles pendant une durée de douze mois au maximum à compter de la date de suspension ou de suppression de la pension.

§ 2. — L'assuré titulaire d'une pension d'invalidité ou d'une pension de vieillesse substituée a droit ou ouvre droit, sans autre condition, aux prestations en nature de l'assurance maladie pour les cas non visés au paragraphe ci-dessus et aux prestations en nature de l'assurance maternité. Pour l'application du présent alinéa, les allocations mensuelles d'allaitement et bons de lait attribués par les caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles au titre de l'assurance maternité sont assimilées à des prestations en nature.

§ 3. — Les prestations visées aux paragraphes précédents sont à la charge de la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles sur la circonscription de laquelle l'intéressé réside ou sur la circonscription de laquelle il travaille en cas de reprise du travail. L'hospitalisation ne peut, pour le service desdites prestations être assimilée à un changement de résidence.

Art. 53. — L'assuré titulaire d'une pension d'invalidité qui a recommencé à travailler et l'assuré dont la pension a été supprimée ou suspendue ont droit ou donnent droit aux prestations en espèces des assurances maladie, longue maladie, maternité et, le cas échéant, invalidité et décès, sous réserve de justifier des conditions d'ouverture du droit aux prestations prévues à l'article 7 du décret susvisé du 20 avril 1950.

En cas de suspension ou suppression de la pension, l'assuré est, pour le calcul des prestations en espèces, réputé avoir versé au cours de la période où il a touché les arrérages de sa pension, des cotisations égales au double des cotisations forfaitaires dont son compte individuel d'assurance vieillesse a été crédité en application de l'article 10 § 14 du décret du 28 octobre 1935.

Art. 54. — Les arrérages des pensions sont payés:

Par la caisse centrale de secours mutuels agricoles pendant cinq ans à compter de la date d'entrée en jouissance;

Par la caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles après expiration de ce délai.

Art. 55. — La pension d'invalidité prend fin à l'âge de soixante ans. Elle est remplacée à cet âge par la pension de vieillesse à laquelle l'assuré a droit.

En aucun cas, le montant de la pension de vieillesse substituée à la pension d'invalidité ne peut être inférieur au montant de cette dernière.

Section V. — *Assurance vieillesse.*

Art. 56. — L'assurance vieillesse garantit une pension de retraite à l'assuré qui a atteint l'âge de soixante ans.

Les demandes de liquidation de pension de vieillesse sont adressées, dans les formes et avec les justifications déterminées par le ministre de l'agriculture sur proposition de l'Union nationale de réassurance mutuelle agricole aux caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles qui en donnent récépissé à l'assuré et les transmettent à la caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles dans le mois de leur réception.

Art. 57. — § 1er. — La caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles vérifie les droits de l'assuré au minimum de pension garanti et procède à la liquidation de la pension. Elle procède à la revision de ladite pension à compter du soixante-cinquième anniversaire ou du soixantième anniversaire si l'intéressé est reconnu inapte au travail sur les bases fixées par l'article 13 de l'ordonnance du 2 février 1945 modifiée. Elle notifie à l'assuré le montant de sa pension.

§ 2. — L'inaptitude au travail est reconnue par la commission régionale agricole d'invalidité et d'inaptitude au travail. Les décisions de la commission sont susceptibles d'appel devant la commisson nationale agricole d'invalidité et d'inaptitude au travail.

Art. 58. — Les cotisations arriérées d'assurance vieillesse ne sont valables pour l'obtention de la pension que si elles ont été acquittées dans le délai de cinq ans suivant la date de leur exigibilité et avant que l'intéressé ait atteint l'âge auquel sa pension peut être liquidée.

Art. 59. — Les cotisations d'assurance vieillesse non acquittées dans le délai prévu à l'article précédent sont cependant valables nonobstant les dispositions dudit article lorsqu'elles ont, en temps utile, fait l'objet d'un précompte sur le salaire de l'intéressé, sans préjudice du recours de la caisse autonome centrale exercé dans les conditions de l'article 13 du décret susvisé du 20 avril 1950.

Art. 60. — L'assuré de l'un ou de l'autre sexe, qui a élevé trois enfants ou plus jusqu'à l'âge de seize ans au moins a droit à une majoration de dix pour cent de sa pension de vieillesse s'il remplit les conditions d'obtention du minimum de pension garanti. Lorsque le père et la mère ont droit en même temps à la majoration, il n'est attribué qu'une majoration portant sur la pension dont le montant est le plus élevé.

Art. 61. — L'assuré qui ne remplit pas les conditions d'obtention du minimum de pension garanti peut obtenir le remboursement sans intérêt des cotisations d'assurance vieillesse inscrites à son compte lorsque le montant de la pension ou rente à laquelle il a droit est inférieur au minimum fixé par le ministre de l'agriculture compte tenu des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Nulle demande de remboursement relative au versement de cotisations afférentes à une période postérieure à la date à laquelle a été arrêté le compte de l'assuré n'est recevable lorsqu'elle intervient soit après une demande de pension ou rente, soit après une première demande de remboursement formée dans les conditions de l'alinéa précédent.

Art. 62. — Les dispositions des articles 55 à 68 du décret du 19 mars 1936 relatives à l'assurance vieillesse restent provisoirement applicables.

Section VI. — *Assurance décès.*

Art. 63. — L'assurance décès garantit aux ayants droit de l'assuré le payement, dès son décès, du capital fixé par l'article 11, paragraphe 2, du décret susvisé du 20 avril 1950, déterminé compte tenu des dispositions de l'article 70 ci-dessous, et, le cas échéant, de l'article 14 du décret du 20 octobre 1935.

Art. 64. — Les titulaires d'une pension d'invalidité liquidée au titre des assurances sociales agricoles ouvrent droit sans autres conditions au capital décès même dans le cas où la pension est suspendue.

Les titulaires d'une pension de vieillesse liquidée au titre des assurances sociales agricoles ou d'une pension de vieillesse substituée à une pension d'invalidité n'ouvrent droit au capital décès que s'ils remplissent les conditions prévues pour l'ouverture du droit aux prestations de l'assurance décès.

Art. 65. — Le versement du capital décès est fait exclusivement au conjoint survivant non séparé de corps ou à défaut aux descendants. Néanmoins, si le *de cujus* ne laisse ni conjoint survivant, ni descendant, le capital revient aux ascendants qui étaient au jour du décès à la charge de l'assuré.

Art. 66. — Les demandes tendant au payement du capital sont adressées aux caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles. Celles-ci accusent réception des demandes dans les huit jours de leur réception. Dans le délai d'un mois du jour de la réception, elles avisent du décès de l'assuré la caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles et lui transmettent tous renseignements lui permettant de liquider les droits des intéressés. Le modèle des demandes et la nomenclature des pièces à y annexer sont fixés par le ministre de l'agriculture sur la proposition de la caisse centrale de secours mutuels agricoles.

La caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles notifie sa décision aux intéressés.

Lorsque le droit au payement du capital décès est ouvert au profit de descendants mineurs, la demande est formée par le représentant légal. En cas de carence du représentant légal, le juge de paix forme la demande et désigne la personne ou l'établissement qui doit recevoir en dépôt, pour le compte des mineurs, les sommes qui reviennent à ceux-ci.

Chapitre II. — Dispositions communes aux diverses assurances

Section I. — *Dispositions générales relatives aux soins.*

Art. 67. — § 1er. — La part garantie par les caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles pour la couverture des frais visés aux articles 21 (1°), 27 (1°) et 35 en matière d'assurance maladie, longue maladie et maternité, exception faite, le cas échéant, des frais pharmaceutiques, ainsi que pour la couverture des frais de même nature dans les cas visés à l'article 8 (premier alinéa) du décret du 20 avril 1950 est fixée pour chaque caisse dans son tarif de responsabilité dans les conditions prévues par le tarif établi par la caisse centrale de secours mutuels agricoles et approuvé par le ministre de l'agriculture.

Cette part est avancée ou remboursée par la caisse à l'assuré qui choisit librement son praticien. Toutefois, elle peut être versée directement à l'établissement dans lequel les soins sont donnés.

En aucun cas, elle ne peut excéder le montant des frais exposés par l'assuré.

§ 2. — La participation de l'assuré au tarif de responsabilité est fixée à 20 p. 100.

Toutefois, cette participation est supprimée en matière d'assurance de longue maladie et d'assurance maternité. Elle peut être réduite ou supprimée dans tous les autres cas par arrêté concerté du ministre de l'agriculture et du ministre du budget.

§ 3. — Les frais d'acquisition, de réparation ou de renouvellement des appareils orthopédiques ou de prothèse ne donnent lieu à remboursement qu'en cas de prise en charge par la caisse dans les conditions prévues par son règlement intérieur.

La caisse peut participer aux frais sur avis de son médecin conseil dès l'instant que l'assuré remplit les conditions d'ouverture du droit aux prestations de l'assurance maladie, alors même que l'appareillage aurait eu lieu ou aurait dû avoir lieu avant l'immatriculation de l'assuré.

Le renouvellement n'est accordé que si l'appareil est hors d'usage et reconnu irréparable ou si les modifications survenues dans l'état de l'intéressé le justifient.

Sauf les cas de force majeure, les appareils non présentés ne sont pas remplacés. L'assuré est responsable de la garde et de l'entretien de ces appareils. Les conséquences de la détérioration ou de la perte provoquée intentionnellement ou résultant d'une faute lourde demeurent à sa charge.

Art. 68. — L'assuré adresse à la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles en vue de la liquidation de ses droits:

Les feuilles de maladie prévues à l'article 11 du décret susvisé du 20 avril 1950. Ces feuilles sont valables quinze jours; toutefois, leur validité est portée à un mois en matière d'assurance de longue maladie;

Une lettre d'avis en cas d'arrêt de travail indiquant la date de la prescription médicale et la durée probable de l'incapacité de travail.

Cette lettre doit être adressée à la caisse dans les trois jours de la prescription médicale sous peine des sanctions fixées par le règlement intérieur de ladite caisse et qui pourront aller jusqu'à la déchéance du droit aux prestations de la période pendant laquelle l'absence de déclaration aura rendu le contrôle impossible.

Le modèle des feuilles de maladie et lettres d'avis est fixé par le ministre de l'agriculture, sur la proposition de la caisse centrale de secours mutuels agricoles.

Section II. — *Dispositions diverses.*

Payement des prestations des assurances maladie, longue maladie et maternité.

Art. 69. — § 1er. — Les prestations dues au titre des assurances maladie, longue maladie, maternité doivent être payées à l'assuré par la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles dont il relève dans les quinze jours qui suivent la réception des feuilles de maladie, sauf en cas de contestation.

Lesdites prestations sont valablement payées entres les mains du conjoint de l'assuré ou, si l'assuré est mineur, soit entre ses mains, soit entre les mains de toute personne justifiant en avoir la charge.

L'assuré peut déléguer un tiers pour l'encaissement desdites prestations. Cette délégation ne peut être donnée que pour une seule maladie. Elle ne fait pas obstacle au droit de la caisse de surseoir au payement pour procéder aux vérifications nécessaires et de payer les prestations par la poste.

§ 2. — L'action de l'assuré pour le payement des prestations des assurances maladie et maternité se prescrit dans les conditions fixées à l'article 25 (§ 1er) du décret du 28 octobre 1935, à compter de la date de la première constatation médicale.

Assurances maladie, longue maladie, maternité et décès.

Art. 70. — La cotisation mensuelle moyenne définie à l'article 11 du décret susvisé du 20 avril 1950 et retenue pour le calcul des indemnités journalières de maladie et de maternité, des allocations mensuelles de longue maladie et du capital décès ne peut, en aucun cas, excéder le douzième du montant maximum annuel des cotisations prévu à l'article 5 de ce décret.

Dans le cas où l'assuré justifie des conditions d'ouverture du droit aux prestations au cours des deux et au cours des quatre trimestres civils de référence prévus à l'article 7 (§ 1er) (1°) dudit décret, le calcul de la cotisation mensuelle moyenne est obligatoirement effectué par référence aux deux trimestres civils de référence.

Assurance invalidité et assurance vieillesse.

Art. 71. — § 1er. — Les assurés en instance de liquidation de pension d'invalidité ou de vieillesse peuvent demander le versement d'acomptes sur leurs arrérages.

§ 2. — Les arrérages des pensions d'invalidité ou de vieillesse sont payables trimestriellement et à terme échu, dans les conditions fixées par le décret fixant les règles de comptabilité des organismes d'assurances sociales agricoles.

Le même décret fixe:

Les conditions de tenue des registres sur lesquels sont inscrites les pensions liquidées;

Les conditions de délivrance des extraits d'inscription des pensions;

Les règles applicables en matière d'opposition;

Les conditions dans lesquelles est effectué le payement aux ayants droit de l'assuré des arrérages de pension afférents à la période antérieure à la date du décès du pensionné ainsi que le remboursement des cotisations vieillesse inscrites au compte individuel du *de cujus* antérieurement au 1er janvier 1941 avec stipulation de réserve.

§ 3. — Les pensions d'invalidité sont incessibles et insaisissables dans les limites et conditions fixées par l'article 12 du décret du 28 octobre 1935.

Assurance maladie, longue maladie, invalidité et décès.

Art. 72. — Ne donnent lieu à aucune prestation ou argent les maladies, blessures ou infirmités résultant de la faute intentionnelle de l'assuré.

Maladie des enfants.

Art. 73. — En cas de maladie ou de longue maladie de l'enfant d'assurés sociaux relevant de caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles différentes, les prestations sont dues par la caisse du père. Lorsque celui-ci n'ouvre pas droit au bénéfice de l'assurance, les prestations sont dues par la caisse de la mère, si celle-ci remplit les conditions d'attribution.

Les dispositions de l'alinéa précédent sont également applicables lorsque l'un des parents relève d'une caisse régie par la législation générale de la sécurité sociale ou par l'un des régimes spéciaux prévus par l'article 17 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945.

Hospitalisation de l'assuré.

Art. 74. — En cas d'hospitalisation de l'assuré, à la charge des organismes de mutualité sociale agricole, les indemnités journalières de maladie, l'allocation mensuelle de longue maladie et la pension d'invalidité sont servies intégralement lorsque l'assuré a deux enfants ou plus à sa charge.

Lesdites indemnités, allocations ou pensions sont réduites:

Du cinquième si l'assuré a un seul enfant à charge, ou s'il a un ou plusieurs ascendants à sa charge;

Des deux cinquièmes si l'assuré est marié sans enfants ni ascendants à sa charge;

Des trois cinquièmes dans tous les autres cas.

Toutefois, cette réduction ne peut avoir pour effet d'abaisser le montant trimestriel de la pension d'invalidité au-dessous du quart du minimum fixé à l'article 9 du décret susvisé du 20 avril 1950.

Service militaire.

Art. 75. — § 1er. — Pendant la période de service militaire ou en cas d'appel sous les drapeaux:

1° Les prestations des assurances maladie et longue maladie ne peuvent être attribuées en cas de maladie ou d'accident de l'assuré;

2° L'assuré confère aux membres de sa famille, sous réserve de justifier des conditions d'ouverture du droit aux prestations prévues par l'article 7 du décret susvisé du 20 avril 1950, le bénéfice des prestations prévues au titre des assurances maladie, longue maladie, maternité et décès.

§ 2. — A son retour dans ses foyers, l'assuré peut, sous réserve de justifier des conditions d'ouverture du droit aux prestations prévues par l'article 7 du décret susvisé du 20 avril 1950:

1° Recevoir, si son état l'exige, à compter de la date de retour, les prestations des assurances maladie et longue maladie;

2° Obtenir éventuellement le bénéfice de l'assurance invalidité si la réforme est prononcée pour maladie ou infirmité contractée en dehors du service et ne donnant pas lieu de ce fait à l'attribution d'une pension militaire. La date d'entrée en jouissance de la pension est celle du retour de l'assuré dans ses foyers si la demande de pension est présentée dans les trois mois de ce retour et, dans le cas contraire, le premier jour du mois civil suivant celui au cours duquel a été présentée la demande.

Victimes d'accidents causés par des tiers.

Art. 76. — Dans les cas visés à l'article 25 (§§ 3 à 5 du décret du 28 octobre 1935) le tiers reconnu responsable doit rembourser, outre les diverses prestations avancées, les cotisations forfaitaires versées pour le compte de l'assuré et visées à l'article 10 ci-dessus, ainsi que les frais exposés dont le montant sera fixé par le jugement intervenu dans la mesure de la responsabilité encourue par le tiers.

CHAPITRE III. — OUVERTURE DU DROIT AUX PRESTATIONS

Art. 77. — § 1er. — Est considéré comme ayant occupé un emploi salarié ou assimilé pendant les deux tiers au moins des périodes de référence prévues à l'article 7 du décret susvisé du 20 avril 1950, l'assuré qui justifie:

Si la période de référence est de quatre trimestres civils de 200 jours de travail au moins;

Si la période de référence est de deux trimestres civils de 100 jours de travail au moins.

Pour les maladies ou accidents survenant au cours du premier mois de chaque trimestre, les périodes de référence à considérer sont celles antérieures au trimestre civil précédant celui de la maladie ou de l'accident.

§ 2. — Pour l'application de l'article 7, paragraphe 2°, du décret susvisé du 20 avril 1950 en ce qui concerne les conditions d'ouverture du droit aux prestations de l'assurance maternité, l'assurée doit justifier avoir occupé au cours du premier des quatre trimestres civils de référence ou du trimestre précédent un emploi salarié ou assimilé pendant 50 jours au moins.

Art. 78. — § 1er. — L'assuré est réputé justifier d'autant de jours de travail:

1° Qu'il a été versé à son compte de cotisations journalières. Le versement d'une cotisation mensuelle équivaut à celui de 25 cotisations journalières et le versement d'une cotisation trimestrielle à celui de 75 cotisations journalières. Les cotisations forfaitaires journalières versées en cas de maladie, accident, maternité ou accident du travail sont décomptées pour leur nombre;

2° Qu'il y a de jours ouvrables dans les périodes pendant lesquelles,

Il s'est trouvé en état de chômage involontaire;

Il a perçu les indemnités journalières prévues par la législation des accidents du travail, dans le cas où les cotisations forfaitaires d'assurances sociales agricoles dues par l'employeur ou l'assureur substitué n'auraient pas été versées;

Il a perçu les arrérages d'une pension d'invalidité, lorsque ladite pension a été supprimée ou suspendue;

Il s'est trouvé soit présent sous les drapeaux en vertu de ses obligations militaires ou à titre d'engagé volontaire en temps de guerre, soit placé par fait de guerre dans une situation telle que son emploi n'a pu être exercé d'une façon normale.

Le nombre de jours ouvrables compris dans lesdites périodes est décompté à raison de 25 par mois et 6 par semaine ou fraction de semaine.

§ 2. — En aucun cas, il ne peut être décompté à l'assuré plus de 90 jours de travail par trimestre.

§ 3. — Les cotisations forfaitaires versées ou dues conformément aux dispositions de l'article 87 ci-dessous pour les titulaires d'une rente d'accidents du travail présentant une incapacité de travail au moins égale à 66,66 p. 100 n'entrent en compte pour l'ouverture du droit aux prestations et le calcul des indemnités en espèces qu'en cas de suspension de la rente d'accidents du travail ou de réduction du taux d'incapacité de travail au-dessous de 66,66 p. 100.

Art. 79. — § 1er. — Des arrêtés concertés du ministre de l'agriculture, du ministre du travail et de la sécurité sociale et du ministre du budget peuvent fixer pour la période postérieure au 1er septembre 1939:

a) Les trimestres qui seront assimilés à des trimestres d'assurances sociales pour les assurés qui ont été déportés, réfractaires, réfugiés, sinistrés, requis au titre d'un service de travail obligatoire ou placés du fait de la guerre dans des conditions telles que les cotisations versées pour eux n'ont pu être constatées ou ne peuvent être justifiées;

b) Le montant des cotisations qui seront censées avoir été versées au titre desdits trimestres en vue de la liquidation des droits des assurés;

c) Les justifications à produire par lesdits assurés pour bénéficier de cette assimilation.

Art. 80. — Les métayers assurés obligatoires n'ont droit ou n'ouvrent droit aux prestations de l'assurance que si le montant des cotisations dues par eux au titre des périodes de référence ont été versées.

Art. 81. — Est considérée comme période de chômage involontaire, toute période au cours de laquelle l'assuré justifie de son inscription en qualité de demandeur d'emploi auprès des services départementaux de la main-d'œuvre ou des organes locaux de ses services. Dans les localités où il n'existe aucun service de main-d'œuvre, les intéressés doivent justifier de leur inscription dans les mairies comme demandeur d'emploi et de la transmission de leur demande au bureau de la main-d'œuvre le plus proche de leur domicile.

L'assuré qui ne tire pas la totalité de ses moyens d'existence d'une activité salariée, exception faite de l'exploitation de jardins à usages domestiques d'une superficie totale inférieure à 15 ares, ne peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa précédent.

CHAPITRE IV. — DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX BÉNÉFICIAIRES DE DIVERSES LÉGISLATIONS DE PRÉVOYANCE ET D'ASSISTANCE

SECTION I. — *Bénéficiaires de lois d'assistance.*

Art. 82. — L'assuré titulaire d'une pension d'invalidité ou l'assuré bénéficiaire de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, en application des articles 2 et suivants du titre II de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 susvisée ou de l'article 13 de ladite ordonnance, ne peut prétendre au bénéfice de la loi du 14 juillet 1905 modifiée sur l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables que dans les conditions prévues aux articles 20 (§ 5) et 23 de ladite loi.

Art. 83. — L'assuré conserve le bénéfice des dispositions des lois sur l'assistance à la famille et sur l'assistance à l'enfance dans la limite des cumuls autorisés.

Art. 84. — Les assurés indigents et les membres de leur famille peuvent être inscrits sur les listes d'assistance dans les conditions de la loi du 15 juillet 1893 soit pour les soins médicaux et les frais pharmaceutiques, soit pour les frais d'hospitalisation, soit pour la totalité de ces avantages.

Les caisses d'assurances et les syndicats médicaux, ayant passé des conventions avec elle, pourront prendre connaissance

(Supplément.)

des inscriptions et présenter dans les formes et délais prévus par le décret du 30 octobre 1935, portant unification et simplification des barèmes d'assistance, des réclamations en inscription ou en radiation.

Art. 85. — Les prestations de l'assurance sociale agricole dues aux assurés sociaux indigents sont les mêmes et du même montant que celles dues aux autres assurés.

Elles sont versées à la collectivité d'assistance. Toutefois, les frais d'hospitalisation sont payés directement par les caisses aux établissements hospitaliers.

SECTION II. — *Dispositions spéciales aux bénéficiaires de la législation sur les accidents du travail.*

Art. 86, § 1er. — L'assuré victime d'un accident du travail a droit ou ouvre droit pour toute maladie ou décès, lorsqu'ils ne sont pas la conséquence de l'accident ainsi qu'en cas de grossesse, aux prestations en nature et en espèces des assurances maladie, longue maladie, maternité et décès sous réserve de justifier soit lors de l'accident, soit ultérieurement, des conditions d'ouverture du droit aux prestations en application de l'article 7 du décret susvisé du 20 avril 1950 et des articles 77 et 78 du présent décret. Toutefois:

1° L'intéressé ne peut cumuler l'indemnité journalière due en vertu de la législation sur les accidents du travail et l'indemnité journalière de maladie ou de maternité due au titre de la législation des assurances sociales agricoles. Celle-ci n'est due qu'à compter de la guérison ou de la consolidation de la blessure résultant de l'accident du travail;

2° Lorsque la rente d'accident du travail dont l'assuré bénéficie correspond à une incapacité de travail au moins égale à 66,66 p. 100 et sous réserve que l'accident soit survenu postérieurement au 31 décembre 1946, l'intéressé a droit ou ouvre droit, sans autre condition et sans participation de sa part, aux prestations en nature des assurances maladie, longue maladie et maternité. Il ne peut prétendre au bénéfice des prestations en espèces desdites assurances.

Art. 87, § 1er. — L'assuré victime d'un accident du travail donne lieu au versement pour son compte à la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles sur la circonscription de laquelle il travaillait au jour de l'accident dans les conditions prévues au titre Ier du présent décret, de cotisations forfaitaires journalières dues pour chaque jour ouvrable ou non:

1° A compter du 4e jour qui suit le point de départ de l'incapacité de travail et jusqu'à guérison ou consolidation de la blessure à condition que l'incapacité de travail ait duré plus de 15 jours;

2° A compter de la consolidation de la blessure et jusqu'au jour de son soixantième anniversaire à condition que la rente d'accident du travail dont il bénéficie corresponde à une incapacité de travail au moins égale à 66,66 p. 100 et que l'accident soit survenu postérieurement au 31 décembre 1946.

§ 2. — La cotisation forfaitaire journalière visée au § 1er ci-dessus est égale, jusqu'à guérison ou consolidation de la blessure, au montant journalier de la cotisation forfaitaire prévue en cas de maladie ou de maternité par l'article 12 du décret susvisé du 20 avril 1950 et, à compter de la consolidation de la blessure, au produit dudit montant par le taux d'incapacité de travail;

§ 3. — Cette cotisation est due par l'employeur ou par l'assureur substitué à l'employeur dans les conditions de l'article 19 de la loi du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail.

Art. 88. — § 1er. — Les dispositions de l'article 13, § 1er, du décret susvisé du 20 avril 1950 ne sont pas applicables dans le cas où les cotisations forfaitaires dues aux caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles pour le compte d'un assuré social agricole victime d'un accident du travail n'ont pas été versées ou ont été versées après ouverture du risque, à condition que l'employeur ou l'assureur substitué aient:

1° A la date de la guérison ou de la consolidation de la blessure, versé dans les délais réglementaires les cotisations forfaitaires dues par eux pour la période antérieure à cette date;

2° Postérieurement à la date de la consolidation de la blessure, avisé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la caisse intéressée du taux d'incapacité de travail reconnu à l'assuré par le jugement statuant en première instance sur la rente d'accident du travail lorsque ce taux est supérieur à 66,66 p. 100.

§ 2. — Dès réception de l'avis d'accident que lui transmet le maire, conformément aux textes législatifs et réglementaires, en matière d'accidents du travail, le contrôleur des lois sociales en agriculture en adresse copie à la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles.

Art. 89. — § 1er. — L'assuré victime d'un accident du travail dont le droit à réparation est contesté par l'employeur ou l'assureur substitué reçoit, à titre provisionnel, les prestations des assurances maladie ou longue maladie s'il justifie à la date de l'accident des conditions d'ouverture du droit aux prestations en application de l'article 7 du décret susvisé du 20 avril 1950 et s'il justifie, par la présentation soit de l'exploit introductif d'instance, soit d'une attestation délivrée par le greffier de la justice de paix, un avoué auprès du tribunal civil ou le secrétaire du bureau de l'assistance judiciaire avoir engagé à l'encontre de son employeur ou de l'assureur substitué une action judiciaire en vue de faire reconnaître son droit à réparation.

§ 2. — Les majorations de retard prévues par l'article 13, § 2, du décret susvisé du 20 avril 1950 ne sont pas applicables aux cotisations forfaitaires dues par l'employeur ou l'assureur substitué pour la période comprise entre la date de la consolidation de la blessure et celle du jugement intervenu.

Art. 90. — § 1er. — Dans le cas prévu à l'article précédent, la caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles peut intervenir dans l'instance. En cas d'échec de l'action entreprise, les prestations versées restent acquises à l'assuré.

§ 2. — Au cas où la responsabilité de l'employeur est reconnue en raison du caractère de l'accident, les prestations provisionnelles reçues par l'assuré entrant en compte dans le montant de celles qui lui sont dues par l'employeur ou l'assureur substitué sont remboursées directement à la caisse par celui-ci.

§ 3. — Dans les cas visés à l'article 25, § 3, du décret-loi du 28 octobre 1935, le tiers reconnu responsable doit rembourser à la caisse à laquelle est affiliée la victime, outre les diverses prestations avancées, les cotisations forfaitaires versées au compte de l'assuré en application de l'article 10 ci-dessus et les frais exposés dont le montant sera fixé par le jugement intervenu dans la mesure de la responsabilité encourue par le tiers.

Art. 91. — L'assuré titulaire d'une rente allouée en vertu de la législation sur les accidents du travail dont l'état d'invalidité subit à la suite de maladie ou d'accident une aggravation imputable à une cause autre que celle qui a ouvert le droit à la rente, peut prétendre au bénéfice de l'assurance invalidité si le degré total d'incapacité atteint au moins 66 p. 100 et si la rente accident est inférieure à la pension d'invalidité à laquelle l'assuré a droit. Dans ce cas, la pension d'assurance est liquidée pour un montant égal à la différence entre la rente accident et la pension calculée conformément à l'article 9 du décret susvisé du 30 octobre 1935, compte tenu des dispositions de l'article 9 du décret susvisé du 20 avril 1950.

TITRE III

Contrôle.

CHAPITRE Ier — CONTRÔLE DES ORGANISMES

Art. 92. — § Ier. — Les organismes d'assurances sociales agricoles fonctionnent sous le contrôle de la cour des comptes, du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget.

Art. 93. — Le contrôle du ministre de l'agriculture s'exerce notamment par les services d'administration centrale et par le service du contrôle des lois sociales en agriculture.

Art. 94. — Le contrôle du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget s'exerce notamment par l'intermédiaire de l'inspection générale des finances, des trésoriers-payeurs généraux, des receveurs particuliers des finances et, dans le département de la Seine, du receveur central des finances de la Seine.

CHAPITRE II. — CONTRÔLE DES ASSUJETTIS

a) *Contrôle administratif.*

Art. 95. — § 1er. — Les contrôleurs des lois sociales en agriculture ont qualité pour dresser, en exécution de l'article 4 du décret susvisé du 28 octobre 1935, des procès-verbaux faisant foi, jusqu'à preuve contraire, en cas d'infraction aux dispositions légales régissant l'immatriculation des salariés et assimilés et le versement des cotisations.

Les procès-verbaux dressés par les agents des caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles assermentés, dans les conditions prévues par la loi susvisée du 15 juillet 1942, ne font foi jusqu'à preuve contraire qu'à condition d'être contresignés par un contrôleur des lois sociales en agriculture.

§ 2. — Les procès-verbaux visés au paragraphe précédent sont communiqués à l'employeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'employeur est invité par ladite lettre à faire connaître ses observations dans le délai de huit jours à compter de sa réception.

(*Supplément.* — Fin.)

A l'expiration de ce délai, copie desdits procès-verbaux est transmise au contrôleur divisionnaire des lois sociales en agriculture.

Art. 96. — Les contrôleurs des lois sociales en agriculture et les agents de contrôle assermentés des caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles peuvent interroger les ouvriers et employés et toutes personnes soumises au régime des assurances sociales agricoles pour connaître leur nom, adresse, emploi, le montant de leur rémunération, y compris les avantages en nature et celui des retenues effectuées sur leur salaire pour les assurances sociales.

Les employeurs et assimilés sont tenus de recevoir à toute époque les contrôleurs des lois sociales en agriculture ainsi que les agents assermentés des caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles. Les oppositions ou obstacles à ces visites ou inspections sont sanctionnés dans les conditions prévues à l'article 4 (§ 2) du décret du 28 octobre 1935.

Art. 97. — Les caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles doivent disposer d'un ou plusieurs agents de contrôle assermentés en vue d'effectuer, en accord avec les services du contrôle des lois sociales en agriculture, les contrôles prévus aux articles 95 et 96 ci-dessus et de constater tout fait susceptible d'entraîner l'application d'une des peines prévues aux paragraphes 1er, 3, 4, 5 et 6 de l'article 27 du décret précité du 28 octobre 1935.

b) *Contrôle médical.*

Art. 98. — Les caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles sont tenues d'exercer un contrôle médical en vue de donner le maximum d'efficacité médicale au service des prestations et d'éviter des abus. Elles doivent s'assurer à cet effet les services d'un médecin conseil.

Le contrôle porte en particulier, lors du règlement des prestations à l'assuré, sur l'appréciation faite par le médecin traitant de l'état de santé de l'intéressé et de sa capacité de travail, sur l'observation, par le médecin traitant dans ses prescriptions, de la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement; le cas échéant, sur les possibilités de prévention de l'invalidité et de réadaptation professionnelle et, d'une manière générale, sur l'état sanitaire des assurés sociaux agricoles et les conditions dans lesquelles les soins nécessaires leurs sont dispensés.

Un arrêté du ministre de l'agriculture fixe les conditions d'application du présent article.

Art. 99. — Le médecin conseil ne peut s'immiscer dans les rapports du malade et du médecin traitant. Il doit s'abstenir de formuler devant le malade un pronostic ou une appréciation sur le traitement.

Toutes les fois qu'il le juge utile, dans l'intérêt du malade ou du contrôle, il rentre personnellement en rapport avec le médecin traitant, toutes précautions étant prises pour que le secret professionnel soit respecté.

Art. 100. — Le médecin conseil de la caisse ou, le cas échéant, si la caisse a recours au service d'un tel praticien, le dentiste conseil de la caisse, qui porte sur l'état du malade et, éventuellement, sur les prothèses à effectuer ou les soins à dispenser une appréciation différente de celle du praticien traitant doit en avertir ou en faire avertir celui-ci. Au cas où un accord ne peut être réalisé entre eux, le conflit est arbitré par un médecin expert. Ce dernier est désigné d'accord entre le conseil de la caisse et le praticien traitant ou, à défaut d'entente, par le directeur départemental de la santé, sur une liste établie par lui après avis du ou des syndicats professionnels intéressés et du conseil d'administration de la caisse.

Si l'assuré est atteint d'une affection tuberculeuse, l'expert est obligatoirement le médecin phtisiologue départemental ou un spécialiste désigné par lui.

L'avis technique de l'expert ne peut faire l'objet d'aucun recours.

Art. 101. — Les honoraires dus aux médecins traitants, aux médecins experts et aux médecins spécialistes à l'occasion des examens pratiqués en application de l'article précédent sont réglés d'après un tarif fixé par arrêté concerté du ministre de l'agriculture et du ministre de la santé publique et de la population.

Ils sont à la charge de la caisse intéressée.

Art. 102. — Les frais de déplacement de l'assuré ou de ses ayants droit qui doivent quitter la commune où ils résident pour répondre à la convocation du médecin contrôleur ou se soumettre soit à un contrôle, soit à un traitement prescrit dans les conditions de l'article 29 ci-dessus, sont à la charge de la caisse intéressée.

Le taux de ces frais et les modalités de remboursement sont déterminés par un arrêté concerté du ministre de l'agriculture et du ministre du travail et de la sécurité sociale.

TITRE IV

Dispositions diverses ou transitoires.

Art. 103. — Un arrêté concerté du ministre de l'agriculture et du ministre des finances et des affaires économiques fixe les conditions dans lesquelles les caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles peuvent, compte tenu des renseignements recueillis sur la situation personnelle des intéressés accorder à ceux-ci le bénéfice des prestations supplémentaires prévu par l'article 34, paragraphe 2, du décret précité du 28 octobre 1935 ou des prestations supplémentaires en vue de la prévention des maladies en application de l'article 30, paragraphe 7, dudit décret.

Art. 104. — Les assurés qui travaillent comme salariés par intermittence ou occasionnellement et au moins six mois par an, peuvent être admis par la maisse mutuelle d'assurances sociales agricoles dont ils relèvent comme salariés à effectuer des versements volontaires de cotisations en vue de sauvegarder leurs droits aux prestations. A cet effet, les assurés sont classés par la caisse dans les catégories de cotisations prévues à l'article 2 du décret susvisé du 20 avril 1950, compte tenu de leur âge et de leur emploi comme salarié. Un arrêté concerté du ministre de l'agriculture et du ministre du budget fixe les conditions d'application du présent article.

Le versement de la double contribution journalière patronale et ouvrière correspondant à l'emploi salarié des intéressés équivaut à une journée de travail pour l'ouverture du droit aux prestations.

Art. 105. — § 1er. — Les dispositions de l'article 7 du décret susvisé du 20 avril 1950 et celles des articles 77, 78 et 80 du présent décret ne sont pas applicables en cas de maladie, accidents ou grossesse lorsque la date de la première constatation médicale est antérieure au 1er juillet 1950.

§ 2. — Les dispositions de l'article 8 du décret susvisé du 20 avril 1950 ne sont pas applicables en ce qui concerne les assurés titulaires d'une pension d'invalidité, ou d'une pension de vieillesse substituée et les assurés titulaires du minimum garanti de pension en cas de maladie, accident ou grossesse lorsque la date de la première constatation médicale est antérieure au 1er juillet 1950.

Art. 106. — Les dispositions du décret susvisé du 20 avril 1950 et du présent décret relatives à l'assurance de longue maladie ne sont applicables aux maladies en cours à la date du 1er juillet 1950 qu'à condition:

Que la maladie n'ait pas à cette date donné lieu à l'attribution d'une pension d'invalidité des assurances sociales;

Que l'intéressé remplisse soit au 1er juillet 1950, soit à la date d'arrêt de son travail, pourvu que cette date ne soit pas antérieure au 1er juillet 1947, les conditions d'ouverture du droit aux prestations de l'assurance-invalidité prévues à l'article 7 du décret susvisé du 20 avril 1950.

L'allocation mensuelle prévue à l'article 27 (2°) ci-dessus est accordée à compter du 1er juillet 1950.

Art. 107. — Les indemnités journalières de maladie ou de maternité et les cotisations forfaitaires correspondantes sont pour toute maladie en cours au 1er juillet 1950, calculées à compter de cette date, conformément aux dispositions des articles 11 et 12 du décret susvisé du 20 avril 1950.

Art. 108. — Sont abrogées les dispositions du décret du 24 mars 1936 contraires au présent décret et notamment celles de ses articles 1, 2, 4 à 19, 40, 42 à 44 du décret du 24 mars 1936 portant règlement général d'administration publique pour l'application du décret susvisé du 30 octobre 1935.

Est abrogé le décret n° 48-1871 du 7 décembre 1948 fixant les sanctions à appliquer aux bénéficiaires des prestations d'assurances sociales qui ne se conformeraient pas aux mesures de protection maternelle et infantile.

Cessent d'être applicables au régime agricole des assurances sociales agricoles les articles 1er, 2, 13 à 38, 40 à 51, 70 à 79, 88, 89 et 107 du décret du 19 mars 1936 portant règlement général d'administration publique pour l'application du décret précité du 28 octobre 1935 rendu applicable au régime agricole par l'article 45 du décret du 24 mars 1936.

Art. 109. — Le ministre de l'agriculture, le ministre du travail et de la sécurité sociale, le ministre du budget, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la santé publique et de la population, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur et le ministre des postes, télégraphes

et téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 septembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'agriculture,
PIERRE PFLIMLIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RÉNÉ MAYER.

Le ministre de la santé publique et de la population, ministre des affaires étrangères par intérim,
PIERRE SCHNEITER.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
PAUL BACON.

Le ministre de la santé publique et de la population,
PIERRE SCHNEITER.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,
CHARLES BRUNE.

Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,
LOUIS JACQUINOT.

Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,
EUGÈNE THOMAS.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
ROBERT BURON.

Décret n° 50-1226 du 21 septembre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 18 du décret n° 50-444 du 20 avril 1950 relatif au financement des assurances sociales agricoles et instituant une commission consultative des assurances sociales agricoles.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, du ministre du budget, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu le décret n° 50-444 du 20 avril 1950 relatif au financement des assurances sociales agricoles, et spécialement son article 18;

Le conseil d'Etat entendu:

Décrète:

Art. 1er. — § 1er. — La commission consultative des assurances sociales agricoles, instituée à titre provisoire pour la période antérieure à l'entrée en vigueur d'un régime définitif de la mutualité sociale agricole par l'article 18 du décret susvisé du 20 avril 1950, comprend:

Quatre membres de l'Assemblée nationale;

Deux membres du Conseil de la République;

Un membre du Conseil économique;

Un membre du conseil d'Etat;

Un membre de la cour des comptes;

Deux représentants du conseil central d'administration de la mutualité sociale agricole appartenant l'un au deuxième collège et l'autre au troisième collège visés à l'article 3 de la loi n° 49-752 du 8 juin 1949 portant rétablissement et organisation de l'élection des conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole désignés par le conseil central;

Deux représentants des conseils d'administration des caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles appartenant l'un au deuxième collège et l'autre au troisième collège visés à l'article 3 de la loi précitée du 8 juin 1949, désignés sur proposition du conseil central d'administration de la mutualité sociale agricole;

Le directeur de la caisse centrale de secours mutuels agricoles;

Un directeur, un agent comptable, un médecin-conseil des caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles et un représentant des services sociaux ruraux de la mutualité agricole;

Le directeur général de l'union des caisses centrales de la mutualité agricole;

Cinq représentants des exploitants proposés par la fédération nationale des syndicats d'exploitants;

Cinq représentants des salariés proposés par les organisations professionnelles représentatives;

Un représentant des familles désigné par l'union nationale des associations familiales;

Un représentant du conseil supérieur de la sécurité sociale siégeant au ministère du travail et de la sécurité sociale;

Un représentant du ministre du travail et de la sécurité sociale;

Un représentant du ministre de la santé publique et de la population;

Deux représentants du ministre des finances et des affaires économiques (un pour les finances, un pour les affaires économiques);

Un représentant du ministre du budget;

Trois fonctionnaires du ministère de l'agriculture;

Trois personnes particulièrement qualifiées par leurs travaux en matière d'assurances et de législation sociale.

En outre, pour l'étude de toutes questions relatives au service des prestations en matière d'assurances sociales agricoles, la commission s'adjoint, avec voix délibérative, un représentant du ou des groupements professionnels intéressés de médecins, chirurgiens dentistes, sages-femmes ou pharmaciens.

§ 2. — La commission est présidée par le ministre de l'agriculture. Elle élit, parmi ses membres, deux vice-présidents qui exercent, en cas d'empêchement du ministre, la présidence effective des séances.

Art. 2. — Il est institué, au sein de la commission consultative des assurances sociales agricoles, un comité permanent qui comprend:

Un des deux vice-présidents de la commission consultative, président;

Le membre du conseil d'Etat;

Le membre de la cour des comptes;

Un des représentants du conseil central d'administration de la mutualité sociale agricole appartenant au 3e collège visé à l'article 3 de la loi précitée du 8 juin 1949;

Un représentant du conseil d'administration des caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles appartenant au 3e collège visé à l'article 3 de la loi précitée du 8 juin 1949;

Le directeur général de l'union des caisses centrales de la mutualité agricole;

Le directeur de la caisse centrale de secours mutuels agricoles;

Deux des représentants de la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, dont un n'occupant pas de main-d'œuvre;

Quatre représentants des salariés, dont un représentant du conseil central d'administration de la mutualité sociale agricole ou des conseils d'administration des caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles;

Le représentant du ministre du travail et de la sécurité sociale;

Le représentant du ministre de la santé publique et de la population;

Les deux représentants du ministre des finances et des affaires économiques (un pour les finances, un pour les affaires économiques);

Le représentant du ministre du budget;

Les trois fonctionnaires du ministère de l'agriculture.

Art. 3. — § 1er. — Les membres de la commission consultative des assurances sociales agricoles sont nommés par arrêté du ministre de l'agriculture, pour une durée maximum de deux ans. Les représentants du conseil supérieur de la sécurité sociale sont nommés sur la proposition du ministre du travail et de la sécurité sociale. Les représentants des divers ministères sont nommés sur la proposition des ministres intéressés.

Les membres du comité permanent sont nommés par arrêté du ministre de l'agriculture, sur la proposition de la commission, pour une durée d'un an au plus. Cessent de plein droit de faire partie du comité permanent les membres qui n'appartiennent plus à la commission consultative des assurances sociales agricoles.

§ 2. — Les suppléants devront être nommés pour remplacer, le cas échéant, les représentants des caisses d'assurances sociales agricoles (membre du conseil d'administration, directeur, agent comptable, médecin conseil, représentant des services sociaux ruraux) et les représentants des ministères intéressés.

Art. 4. — Des représentants des ministères non visés à l'article 1er ci-dessus et toute personnalité qualifiée pourront être appelés par le ministre de l'agriculture, soit sur l'initiative de ce dernier, soit à la demande de la commission ou des ministères intéressés, à prendre part, avec voix consultative, aux travaux de la commission consultative ou de son comité permanent.

Le contrôleur d'Etat près la caisse nationale de sécurité sociale peut assister, avec voix consultative, aux séances de la commission et de son comité permanent.

Art. 5. — Le règlement de travail de la commission consultative des assurances sociales agricoles et de son comité permanent est fixé par arrêté du ministre de l'agriculture, sur la proposition de la commission.

Un arrêté du ministre de l'agriculture fixe la composition et les règles de fonctionnement du secrétariat général de la commission.

Les rapports sur les questions à l'ordre du jour de la commission ou du comité permanent sont présentés, soit par les membres de la commission, soit par des membres des grands corps de l'Etat et des corps de contrôle, soit par des fonctionnaires des ministères représentés à la commission.

Art. 6. — Un arrêté concerté du ministre de l'agriculture et du ministre du budget fixe les conditions dans lesquelles sont remboursés éventuellement les frais de déplacement et de séjour des membres de la commission consultative des assurances sociales agricoles et de son comité permanent.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 septembre 1950.

R. PLEVEN

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'agriculture,
PIERRE PFLIMLIN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
ROBERT DURON.

Décret n° 50-1227 du 21 septembre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret du 20 avril 1950 relatif au financement des assurances sociales agricoles en ce qui concerne les ouvriers forestiers et betteraviers.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget,

Vu le décret du 30 octobre 1935 modifié fixant le régime des assurances sociales applicable à l'agriculture;

Vu le décret n° 50-444 du 20 avril 1950 relatif au financement des assurances sociales agricoles modifié par le décret n° 50-1224 du 18 septembre 1950, et notamment l'article 19 aux termes duquel « un ou plusieurs décrets portant règlement d'administration publique, pris sur la proposition du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget, fixeront les conditions d'application du présent décret. Ils détermineront notamment comment les règles générales posées aux articles ci-dessus pourront être adaptées à la situation particulière des ouvriers saisonniers et forestiers et spécialement les modalités suivant lesquelles il sera fait application aux diverses catégories d'ouvriers saisonniers et forestiers des dispositions soit de l'article 2, soit de l'article 3 »;

Vu le décret n° 50-1225 du 21 septembre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret modifié du 30 octobre 1935 fixant le régime des assurances sociales applicable à l'agriculture;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions législatives et réglementaires relatives au régime agricole des assurances sociales sont applicables aux ouvriers forestiers et betteraviers sous les réserves ci-après:

SECTION I. — *Forestiers.*

Art. 2. — Les cotisations d'assurances sociales agricoles dues pour les ouvriers forestiers sont calculées conformément aux dispositions de l'article 3 du décret susvisé du 20 avril 1950 sur la base de la rémunération réellement perçue, qu'il s'agisse ou non d'acomptes.

Pour avoir droit ou ouvrir droit aux prestations de l'assurance, l'assuré doit justifier avoir perçu au cours des périodes de référence prévues à l'article 7 du décret susvisé du 20 avril 1950 un salaire, quelles qu'en soient les modalités, au moins égal aux deux tiers de la moyenne des salaires limites prévus à l'article 2 dudit décret pour la quatrième catégorie.

Des arrêtés concertés du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget pourront adopter, suivant les régions, une catégorie de référence autre que la précédente.

L'assuré est admis, le cas échéant, pour l'ouverture du droit aux prestations et le calcul des prestations en espèces, à justifier que le montant de la rémunération à lui due pour le travail effectué au cours des périodes de référence est supérieur au montant des acomptes perçus.

SECTION II. — *Betteraviers.*

Art. 3. — Les cotisations d'assurances sociales agricoles dues pour les ouvriers betteraviers sont égales au produit de la cotisation journalière prévue à l'article 2 du décret susvisé du 20 avril 1950 pour la quatrième catégorie, par le nombre de jours de travail correspondant à la superficie binée ou sur laquelle l'arrachage a été effectué. Ce nombre de jours est décompté forfaitairement par hectare à raison de dix pour le binage, dix pour l'arrachage et, éventuellement, trois pour le chargement; il pourra être modifié suivant les régions par arrêté concerté du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget.

En vue de l'ouverture du droit aux prestations de l'assurance, dans les cas où les cotisations n'ont pas été versées ou ont été versées après ouverture du risque, l'assuré peut être admis à justifier de la superficie qu'il a binée ou sur laquelle il a effectué l'arrachage, le nombre de jours de travail correspondant étant calculé conformément aux dispositions de l'alinéa précédent

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 septembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'agriculture,
PIERRE PFLIMLIN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Tableau d'avancement pour 1950 du personnel des écoles régionales d'agriculture, des écoles spécialisées et des écoles d'agriculture.

Par arrêté du 26 septembre 1950, le tableau d'avancement pour 1950, du personnel des écoles régionales d'agriculture, des écoles spécialisées et des écoles d'agriculture a été fixé comme suit:

DIRECTEURS

1re classe (ancienneté).

A compter du 1er juillet 1950: M. Yvon.

INGÉNIEURS DES SERVICES AGRICOLES

Pour la 1re classe (choix).

a) Au 1er janvier 1950: MM. Dubuffet, Beausoleil.
b) Au 1er juillet 1950: MM. Négrerie, Louis.

Paour la 2e classe (choix).

a) Au 1er janvier 1950: MM. Dane, Paille, Lougarre.
b) Au 1er juillet 1950: MM. Granier, Monteil, Bertin, Khelifa, Raab, Thillou, Godiliot.

Pour la 3e classe (choix).

a) Au 1er janvier 1950: MM. Viot, Sermadieras, Regaudie, Idanov, Garban, Grangier.
b) Au 1er juillet 1950: MM. Douillet, Gerhardt, Tronchet, Jaffelin, Régnier.

Pour la 4e classe (choix).

Au 1er janvier 1950: MM. Mouchot, Cormier.

PROFESSEURS D'ÉCOLES RÉGIONALES D'AGRICULTURE

Pour la 1re classe (choix).

Au 1er janvier 1950: MM. Ferratges, Marion, Poirot, Rivault.

PROFESSEURS ADJOINTS

Pour la hors classe (choix).

Au 1er juillet 1950: M. Eloy.

Pour la 1re classe (choix).

Au 1er janvier 1950: MM. Lauzun, Duquerroy.

Pour la 3e classe (choix).

Au 1er janvier 1950: Mme Vallée.

Pour la 4e classe (choix).

Au 1er janvier 1950. Mlle Legras, MM. Coquibus, Figard.

Pour la 5e classe (choix).

Au 1er janvier 1950: M. Sabatier.

CHEFS DE PRATIQUE D'ÉCOLES RÉGIONALES D'AGRICULTURE

Pour la 1re classe (choix).

Au 1er juillet 1950: M. Hamon.

Pour la 2e classe (choix).

Au 1er janvier 1950: M. Fournajoux.

Pour la 3e classe (choix).

Au 1er janvier 1950: M. Dupuis.

CHEFS DE PRATIQUE D'ÉCOLES D'AGRICULTURE

Pour la 1re classe (choix).

Au 1er janvier 1950: MM. Prévost, Janin.

Pour la 2e classe (choix).

Au 1er juillet 1950: M. Lafforgue.

Pour la 3e classe (choix).

Au 1er janvier 1950: M. Berthet.

Pour la 4e classe (choix).

Au 1er janvier 1950: MM. Blachon, Deback, Laperousaz.
Au 1er juillet 1950: M. Letz.

Pour la 5e classe (choix).

Au 1er janvier 1950: MM. Avignon, Mathis.
Au 1er juillet 1950: M. Thieulin.

Pour la 6e classe (choix).

Au 1er janvier 1950: MM. Defais, Paris (avec report d'ancienneté de 1 an, 6 mois, 26 jours), Bridoux (sous réserve titularisation).
Au 1er juillet 1950: M. Bukiet.
Au 1er novembre 1950: M. Bertrand (sous réserve titularisation).

RÉPÉTITEURS

Pour la 4e classe (choix).

Au 1er janvier 1950: M. Rivière.

Pour la 5e classe (choix).

Au 1er janvier 1950: M. Hoerle.

Pour la 6e classe (choix).

Au 1er janvier 1950: M. Bardon (avec report d'ancienneté de 1 an, 5 mois).

SURVEILLANTS

Pour la 5e classe (choix).

Au 1er janvier 1950. M. Martin (avec report d'ancienneté pour services militaires de 1 an, 3 mois).

Pour la 6e classe (choix).

Au 1er janvier 1950: M. Gosset (avec report d'ancienneté de 10 mois, 25 jours).

Pour la 7e classe (choix).

Au 1er janvier 1950: MM. Richert, Josset.

Les avancements ci-dessus ne pourront être effectivement accordés que dans la limite permise par la situation des crédits budgétaires.

Admission complémentaire d'élèves réguliers en 1950 à l'institut national agronomique.

Par arrêté en date du 26 septembre 1950, MM. Lotode (Roger), Benoinus (Jean), Plateaux (Luc) et Sarrobert (Roger) ont été admis complémentairement en tant qu'élèves réguliers à l'institut national agronomique à la suite des résultats du concours d'admission de 1950.

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décret n° 50-1223 du 30 septembre 1950 modifiant l'article 15 du décret n° 46-2356 du 24 octobre 1946 déterminant les conditions dans lesquelles la caisse centrale de la France d'outre-mer effectue les opérations autorisées par la loi du 30 avril 1946.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget,

Vu l'ordonnance du 2 février 1944 transformant la caisse centrale de la France libre en caisse centrale de la France d'outre-mer et les statuts y annexés, modifiée par l'ordonnance du 20 juin 1945;

Vu la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer et notamment l'article 4, dernier alinéa, ainsi conçu:

« Les conditions auxquelles s'effectueront les diverses opérations précitées seront déterminées par décrets en forme de règlement d'administration publique rendus sur le rapport des ministres de la France d'outre-mer et des finances. Les mêmes décrets modifieront, si besoin est, les statuts de la caisse centrale de la France d'outre-mer. »;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 5 juillet 1946 fixant les attributions du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer;

Vu le décret n° 46-2356 du 24 octobre 1946 déterminant les conditions dans lesquelles la caisse centrale de la France d'outre-mer effectue les opérations autorisées par la loi du 30 avril 1946;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 15 du décret n° 46-2356 du 24 octobre 1946 susvisé est modifié ainsi qu'il suit:

« Les collectivités et établissements publics des territoires d'outre-mer peuvent emprunter valablement auprès de la caisse centrale de la France d'outre-mer, ou donner leur garantie à des emprunts émis par cet organisme, conformément aux dispositions du présent décret sans être assujettis aux approbations législatives ou réglementaires prévues par le décret du 30 décembre 1912. »

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 septembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la France d'outre-mer:
FRANÇOIS MITTERRAND.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Décret du 30 septembre 1950 portant dérogation temporaire aux règles de recrutement dans le cadre d'administration générale d'outre-mer.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,

Vu le décret du 13 mars 1946 portant organisation du cadre d'administration générale d'outre-mer et les textes modificatifs subséquents,

Décrète:

Art. 1er. — Par dérogation aux dispositions du décret susvisé du 13 mars 1946 relatives aux conditions de recrutement dans le cadre de l'administration générale d'outre-mer, les candidats au concours d'entrée de 1950 dans les sections administratives de l'école nationale de la France d'outre-mer déclarés admissibles aux épreuves

orales et qui ont obtenu en outre au moins la moyenne générale de 11 points pour l'ensemble des épreuves écrites et orales, pourront être intégrés directement au grade de rédacteur de 2e classe d'administration générale d'outre-mer.

Art. 2. — Les bénéficiaires des dispositions qui précèdent seront toutefois astreints à un stage probatoire dans les conditions générales fixées à l'article 11 du décret du 13 mars 1946 précité.

Art. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer et le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 septembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la France d'outre-mer,
FRANÇOIS MITTERRAND.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,
PIERRE MÉTAYER.

Décret du 30 septembre 1950 modifiant le décret du 31 décembre 1919, relatif aux emplois réservés à Madagascar aux militaires autochtones réformés ou libérés du service actif.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et du ministre de la défense nationale;

Vu la loi du 2 décembre 1917, tendant à attribuer certains emplois civils dépendant de l'administration des territoires d'outre-mer aux anciens militaires autochtones, blessés en campagne et libérés;

Vu le décret du 31 décembre 1919, relatif aux emplois réservés à Madagascar aux militaires autochtones réformés ou libérés du service,

Décrète:

Art. 1er. — La limite d'âge prévue à l'alinéa 1er du décret du 31 décembre 1919 susvisé (dernier alinéa), est reportée à quarante-cinq ans.

Cette mesure ne saurait porter effet au delà de la date de publication du règlement d'administration publique prévu à l'article 53 du décret no 47-1297 du 10 juillet 1947 pris pour l'application de la loi du 26 octobre 1946 sur les emplois réservés.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et le ministre de la défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* de Madagascar, et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 30 septembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la France d'outre-mer,
FRANÇOIS MITTERRAND.

Le ministre de la défense nationale,
JULES MOCH.

Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,
LOUIS JAQUINOT.

Décret du 29 septembre 1950 portant dégagement des cadres d'administrateurs des colonies et des services civils de l'Indochine.

Par décret en date du 29 septembre 1950, sont dégagés, en application des dispositions de la loi du 3 septembre 1947, les administrateurs et administrateurs adjoints des colonies et des services civils de l'Indochine dont les noms suivent:

Au titre de la 5e tranche.

MM.

Manceau (Georges-Henri), administrateur adjoint de 3e classe des colonies.
Ter Sarkissof (Georges), administrateur adjoint de 1re classe des colonies.
Kehrig (Jean-Stanislas-Marie-André), administrateur adjoint de 2e classe des colonies.
Chautard (Emile-Joseph), administrateur de 3e classe des colonies.
Margotteau (Guy-Jean-René), administrateur adjoint de 1re classe des colonies.
Bardet (Fernand-Georges), administrateur adjoint de 1re classe des colonies.
Capela (Guillaume), administrateur de 2e classe.
Boucher (Camille-Albert-Isidore), administrateur de 1re classe.
Cadet (Edmond-Alphonse-Léon-Auguste), administrateur de 2e classe.
Clément (Jean-Pierre-Marie), administrateur adjoint de 1re classe des services civils.
Bulle (Marcel-Léon-Louis), administrateur adjoint de 1re classe des colonies.
Sautour (Joseph-Jean-Baptiste), administrateur adjoint de 1re classe des colonies.
Corrot (Raymond-Valentin-Justin), administrateur de 2e classe des colonies.
Garcon (Lucien-Marie-François), administrateur de 2e classe des colonies.
Braillard (Louis-Pierre-Bernard), administrateur de 2e classe des colonies.
Fabre (Jean-Paul-Robert), administrateur adjoint de 1re classe des colonies.
Delort (Jean-Pierre-Paul), administrateur adjoint de 1re classe des colonies.
Briquet (Georges-Louis), administrateur de 2e classe des colonies.
Martin (Jean-François), administrateur de 2e classe des colonies.
Molle (Jean-Alexandre), administrateur adjoint de 1re classe des colonies.
De Boisboissel (Michel-Marie-Bernard-Jude), administrateur de 2e classe des services civils de l'Indochine.
Basson (Omer-Joseph), administrateur de 2e classe des colonies.
Juestz d'Ynglemare (Edouard-François-Pierre), administrateur adjoint de 2e classe des colonies.
Eboué (Robert-Max), administrateur adjoint de 2e classe des colonies.
Devic (Jean-Ernest-Eugène), administrateur de 2e classe des colonies.
Gérard (Joseph-René), administrateur de 2e classe des colonies.
Pelissier (René-Joseph), administrateur de 1re classe des services civils de l'Indochine.
Marchand (René-André), administrateur de 3e classe des colonies.
Morel (Albert-Alexandre), administrateur de 2e classe des services civils de l'Indochine en position hors cadres au Cameroun.
Lainé (Paul-Anthony-Louis), administrateur de 1re classe des colonies.
Pradel (Jean-Bernard-Benoit), administrateur adjoint de 3e classe des colonies.
Luquet (Jean-Louis), administrateur de 1re classe des colonies.
Dubois (Philippe-Albert), administrateur adjoint de 1re classe des colonies.
Mauguin (Henri-Adrien-Lucien), administrateur de 3e classe des colonies.
Boudineau (Henri-Louis-Charles), administrateur de 3e classe des colonies.
Layrisse (Marie-Joseph-Edouard-Emile-Charles), administrateur adjoint de 1re classe des colonies.
Leroux (Léopold-Antoine-François), administrateur de 3e classe des colonies.
Duvergé (Pierre-Georges-René), administrateur de 2e classe des colonies.
Dennons (François-Henri-Jean-André), administrateur adjoint de 1re classe des colonies.
Eckendorff (Jean-Julien), administrateur adjoint de 1re classe des colonies.
Malfettes (Roger), administrateur adjoint de 2e classe des colonies.
Dubois (Albert-Charles-André), administrateur de 1re classe des services civils de l'Indochine.
Vuillet (Charles-Paul), administrateur de 1re classe des colonies.
Fillaud (Raymond), administrateur adjoint de 3e classe des colonies.
Sorbe (Robert), administrateur de 2e classe des colonies.

Cette mesure de dégagement aura effet pour compter de l'expiration du congé de quatre mois accordé aux fonctionnaires en situation d'activité par application de l'article 6 de la loi susvisée du 3 septembre 1947 et dans les conditions prévues par ledit article.

En ce qui concerne M. Leroux, administrateur de 3e classe en congé de longue durée, ladite mesure prendra effet à l'expiration dudit congé.

Décret du 30 septembre 1950 portant nomination du secrétaire général par intérim de la Côte française des Somalis.

Par décret en date du 30 septembre 1950, M. Lemoyne (Robert-Ernest-Joseph), administrateur de 2e classe des colonies, est nommé secrétaire général par intérim du gouvernement de la Côte française des Somalis, pour compter de la date de départ en congé du titulaire de ce poste.

Décret du 30 septembre 1950 portant titularisation du secrétaire général du Moyen Congo.

Par décret en date du 30 septembre 1950, M. Cristiani (Aimé), administrateur de 2e classe des colonies, est titularisé dans ses fonctions de secrétaire général du Moyen Congo.

Décret du 30 septembre 1950 portant nomination d'administrateurs adjoints de 3e classe des colonies.

Par décret en date du 30 septembre 1950, sont nommés administrateurs adjoints de 3e classe des colonies à compter du 1er août 1950 au point de vue de la solde et de l'ancienneté les élèves administrateurs (2e échelon) dont les noms suivent.

MM.
Audibert (Jean-Marius-Victor).
Azemia (Guy).
Bas (Pierre-Jean-Marie-Simon).
Berengier (Lucien-Eugène-Pierre-Auguste).
Bical (Serge-Georges).
Blanchard (Christian-Jules-Louis-Albert).
Bosc (Alain).
Catala (René-Georges-Marcel).
Cheminault (Robert-Octave).
Chipaux (Roger-Gilbert-Felix).
Cogne (Gaston-Jean-Alfred).
Correge (Jean-Pierre-Jacques).
Damery (Jean-Léon-Gaston).
De Poinmier (Maurice-Marie-Léon).
Gousse (Jacques-Léon).
Guillot (Omer-Henri-Alain).
Honnorat (Jean-Emile).
Lacroix (Pierre-Henri).
Masson (Robert-René).
Micalet (René-Louis-Joseph).
Modeste (Robert-François).
Monteil (Maurice-Jacques).
Montmard (André-Gabriel-Lucien).
Moizet (Philippe-Edouard-Jules).
Pasquier (Serge-Alfred).
Poirier (André-Fernand).
Pont (Jules-Etienne-André).
Pourchel (Jean-Jacques-Noël).
Raimbault (Louis-Victor).
Regnier (Guy-Marcel-André).
Sablayrolles (Jean-Yves-Marcel).
Sallet de Sablet d'Estrières (Raymond).
Salvadori (Noël).
Sanquer (Noël-Jean-Marie).
Seguy (Robert-Joseph-Jean-Marie).
Sinegre (Robert-André-Georges).
Taravant (Jacques-Charles-Désiré).
Vergoz (Yves-Stephan-Jean-Emile).
Vigneron (Guy-Raymond-Yves).

Les administrateurs adjoints ci-dessus désignés ne pourront, en aucun cas, prétendre à des bonifications d'ancienneté pour le temps passé sous les drapeaux depuis leur entrée à l'école.

Décret du 30 septembre 1950 portant reclassement d'administrateurs des colonies.

Par décret en date du 30 septembre 1950:

Est reclassé au point de vue de la solde et de l'ancienneté, par dérogation expresse aux dispositions de l'article 6 du décret du 2 mars 1910:

M. Ratafika-Ramalanjaona (Prosper), administrateur adjoint de 2e classe à compter du 1er février 1948 au lieu du 1er juillet 1949.

Sont reclassés comme suit, au point de vue de l'ancienneté seulement, les administrateurs des colonies énumérés ci-après:

M. Berge (Philippe-Louis-Gabriel), administrateur de 3e classe, à compter du 1er janvier 1947 au lieu du 1er janvier 1948; administrateur de 2e classe à compter du 21 mars 1949 au lieu du 21 mars 1950.

M. Porri (Georges-Alban-Raphaël), administrateur de 2e classe à compter du 1er juillet 1947 au lieu du 1er juillet 1948.

M. Vial (Maurice-Jean-Eugène), administrateur de 2e classe à compter du 21 mars 1949 au lieu du 21 mars 1950.

M. Alain-Chatelain (Jacques-Georges), administrateur de 3e classe à compter du 30 juin 1949 au lieu du 1er juillet 1949.

M. Joambon (Jean-Vincent), administrateur de 3e classe à compter du 1er juillet 1947 au lieu du 1er janvier 1948.

M. Gabriau (Ambroise), administrateur adjoint de 2e classe à compter du 1er juillet 1940 au lieu du 1er juillet 1941; ce reclassement d'une année ne pouvant avoir d'effet sur les promotions obtenues postérieurement à celle d'administrateur adjoint de 2e classe.

M. Joriot (Pierre-Louis), administrateur adjoint de 2e classe à compter du 16 janvier 1949 au lieu du 1er juillet 1949.

M. Bordier (Paul), administrateur adjoint de 2e classe à compter du 1er août 1945 au lieu du 1er janvier 1946, et administrateur adjoint de 1re classe à compter du 1er août 1947 au lieu du 1er janvier 1948.

Décret du 30 septembre 1950 portant reclassement d'un administrateur adjoint des colonies.

Par décret en date du 30 septembre 1950, M. Husson (Gilles-François-Marie), administrateur adjoint de 3e classe des colonies, est reclassé comme suit:

Elève administrateur des colonies (1er échelon), le 1er août 1946.
Administrateur adjoint de 3e classe, le 1er août 1948.
Administrateur adjoint de 2e classe, le 1er août 1950.
Rappels d'ancienneté pour services militaires conservés: 6 mois, 13 jours.

Ce reclassement prend effet à compter des dates indiquées à l'article 1er ci-dessus en ce qui concerne l'ancienneté et du 1er août 1950 au point de vue de la solde.

Décret du 30 septembre 1950 portant dégagement des cadres d'un administrateur adjoint des colonies.

Par décret en date du 30 septembre 1950, M. Robert (Christian), administrateur adjoint de 2e classe des colonies, est admis, sur sa demande, à bénéficier des dispositions de la loi du 3 septembre 1947 relative au dégagement des cadres.

Cette mesure de dégagement prend effet pour compter de la date du présent décret.

M. Robert a droit à l'indemnité de licenciement prévue par l'article 10 de la loi susvisée.

Décret du 30 septembre 1950 admettant un administrateur des colonies à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté de services.

Par décret en date du 30 septembre 1950, M. Steinbach (Victor), administrateur de 2e classe des colonies, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté de services.

Décret du 30 septembre 1950 nommant des administrateurs honoraires des colonies.

Par décret en date du 30 septembre 1950, sont nommés:

Administrateurs de 1re classe honoraires des colonies.

MM. Maderon (Georges-Joseph-Jean).
Martineau (Georges-Clément).
Legrand de Belleroche (Anne-Emmanuel-Adolphe).
Peraldi (Séverin).

Administrateur de 2e classe honoraire des colonies.

M. Laniray (Fernand-Pierre-Jean-Amable).

Décret du 30 septembre 1950 modifiant le décret du 28 juillet 1950 plaçant un administrateur des colonies dans la position de disponibilité sans traitement.

Par décret en date du 30 septembre 1950, l'article 1er du décret du 28 juillet 1950 plaçant M. Chauleur, administrateur de 1re classe des colonies, dans la position de disponibilité sans traitement, est modifié comme suit:

« ...à compter du 21 août 1949 et jusqu'au 31 janvier 1950 ».

Décret du 30 septembre 1950 rapportant le décret du 24 juin 1950 portant réintégration et suspension de ses fonctions d'un administrateur des colonies.

Par décret en date du 30 septembre 1950, est rapporté le décret du 24 juin 1950 rapportant en ce qui concerne M. Thelliez (Paul-Henri-Joseph), administrateur de 2e classe des colonies, le décret du 21 mars 1950 portant dégagement des cadres des administrateurs des colonies et des services civils de l'Indochine, et suspendant ce fonctionnaire de ses fonctions.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Approbation des statuts d'une société mutualiste.

DÉPARTEMENT DE LA SEINE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 28 septembre 1950, ont été approuvés les statuts de la société mutualiste ci-après:

Union mutualiste des travailleurs de la métallurgie, n° 75-1581, à Paris, rue J.-P.-Timbaud, 94.

Fusion de sociétés mutualistes.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 28 septembre 1950, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Les Femmes prévoyantes, n° 65-151, à Tarbes, avec la société mutualiste dite Société de secours mutuels des ouvriers et ouvrières des forges et ateliers des Pyrénées, n° 65-185, à Tarbes.

DÉPARTEMENTS DE LA HAUTE-GARONNE ET DU TARN

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 28 septembre 1950, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Amicale de la société électricité Tarn et Agout, n° 81-336, à Gaillac (Tarn), avec la société mutualiste dite Caisse mutuelle complémentaire et d'action sociale des industries électrique et gazière (C. A. S.) du centre de Toulouse, n° 31-629, à Toulouse (Haute-Garonne).

DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 30 septembre 1950, a été approuvée la fusion des sociétés mutualistes dites L'Alliance du bâtiment, n° 33-935, à Bordeaux, et Société amicale et de secours mutuels des ouvriers des services réunis des ponts et chaussées, n° 33-938, à Bordeaux, avec la société mutualiste dite La Rose, n° 33-1034, à Bordeaux.

Approbation de la scission d'une société mutualiste en six sociétés mutualistes et leur fusion avec six autres sociétés mutualistes.

DÉPARTEMENTS DE MAINE-ET-LOIRE, DE LA LOIRE-INFÉRIEURE, DE LA SARTHE, DE LA MAYENNE ET DE L'INDRE-ET-LOIRE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 30 septembre 1950, a été approuvée la scission de la société mutualiste n° 49-476 dite Société de secours mutuels et d'entr'aide de la police de la région d'Angers, à Angers, en six sociétés mutualistes, puis la fusion de celles-ci avec les sociétés mutualistes dites:

Société mutualiste du personnel de la police du département de Maine-et-Loire, n° 49-491, à Angers;

Société mutualiste du personnel du district de police de Saint-Nazaire, n° 44-599, à Saint-Nazaire;

Société mutualiste du personnel de la police de Nantes, n° 44-595, à Nantes;

Société mutualiste de la police du département de la Mayenne, n° 53-238, à Laval;

Société mutualiste et d'entr'aide du personnel de la police du département de la Sarthe, n° 72-518, au Mans;

Société mutualiste complémentaire de la sécurité sociale de la police de Tours, n° 37-458, à Tours.

Nombre maximum des voitures de place parisiennes de 2e classe autorisées à circuler et à stationner à Paris et dans le département de la Seine.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu les lois des 18 juillet 1837 et 24 juillet 1867;

Vu les décrets des 10 octobre 1859 et 26 mai 1866;

Vu la loi du 13 mars 1937 ayant pour objet l'organisation de l'industrie du taxi;

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 1938 relatif à l'organisation de l'industrie du taxi à Paris;

Vu l'arrêté ministériel du 20 février 1946 relatif à la réglementation de l'industrie du taxi dans le département de la Seine;

Vu l'arrêté ministériel du 21 mars 1947 modifiant l'arrêté du 20 février 1946 réglementant l'industrie du taxi dans le département de la Seine;

Vu l'arrêté du 3 décembre 1949 portant limitation du nombre des autorisations de circuler des taxis;

Vu le procès-verbal de la délibération de la commission paritaire de l'industrie du taxi en date du 16 juin 1950;

Vu la délibération du conseil municipal de Paris en date du 6 juillet 1950;

Vu la lettre du préfet de la Seine en date du 3 août 1950,

Arrête:

Art. 1er. — L'arrêté ministériel en date du 3 décembre 1949 est abrogé.

Art. 2. — Le paragraphe 1° de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 décembre 1938 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Le nombre maximum des voitures de place parisiennes de 2e classe autorisées à circuler et à stationner à Paris et dans le département de la Seine est fixé à onze mille ».

Art. 3. — Toutefois, dans le cas où le nombre de voitures en circulation d'une catégorie dépasserait le nombre des voitures auquel cette catégorie pourrait prétendre dans le cadre de la limitation à onze mille, le nombre des voitures des autres catégories serait augmenté dans les mêmes proportions.

Art. 4. — Copie certifiée conforme du présent arrêté sera adressée pour exécution: 1° au préfet de la Seine; 2° au préfet de police.

Fait à Paris, le 30 septembre 1950.

Pour le ministre et par délégation:
Le chef de cabinet,
GUY HOUIST.

MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Décret du 21 septembre 1950 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 21 septembre 1950, pris en conseil des ministres, sur proposition du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 25 juillet 1950, portant que la promotion comprise au présent décret est faite en conformité des lois et décrets en vigueur, est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade d'officier.

M. Delmas (Marie-Joseph-Emile), président des anciens combattants de Dakar, président de la commission permanente du grand conseil de l'Afrique occidentale française. Chevalier de la Légion d'honneur du 27 avril 1947; 31 ans 2 mois de services civils et militaires. Titres exceptionnels.

Décret n° 50-1070 portant fixation pour l'application de la loi n° 50-956 du 8 août 1950 du nouveau taux des pensions allouées par les lois des 31 mars 1919 et 24 juin 1919 aux invalides, aux veuves non remariées, aux ascendants ainsi que celui des majorations et allocations pour enfants.

Rectificatif au *Journal officiel* du 1er septembre 1950:

Page 9443, tableau I, Pensions d'invalidité, Capitaine, Lieutenant de vaisseau, 3e échelon, taux 25 p. 100 au 1er juillet 1950, lire: « 22.240 », au lieu de: « 22.246 ».

Page 9459, tableau VII, Pensions de veuves, 2e colonne (lieutenant-colonel, capitaine de frégate, 2e échelon), taux au 1er janvier 1950, lire: « 52.232 », au lieu de: « 52.231 ».

Instruction relative à l'application de la loi n° 50-956 du 8 août 1950 et des décrets nos 50-1069 et 50-1070 du 30 août 1950 majorant les pensions des anciens combattants et victimes de la guerre à compter des 1er janvier, 1er juillet et 25 décembre 1950.

Rectificatif au *Journal officiel* du 5 septembre 1950: préambule, page 9587, section I, A, 1re colonne, 16e ligne, au lieu de « 1er janvier 1942 », lire: « 1er janvier 1949 »; section II, 1re colonne, 75e ligne, au lieu de: « ...et précisées dans la présente section II », lire: « ...et précisées à la section III ci-après ».

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.

Le Préfet, directeur des Journaux officiels,
PIERRE CASSAGNEAU.

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

Derniers cours cotés en Bourse	2 octobre — Cours relevés après Bourse	DEVISES	3 octobre 1950 — Cours relevés avant Bourse	3 octobre 1950 — Cours cotés en Bourse
349 90	349 90	Etats-Unis (1 dollar)...	.... ..	349 90 .....
696 ..	.... ..	Belgique (100 francs)..	.... ..	696 .. ..
1223 ..	.... ..	Portugal (100 escudos).	.... ..	1221 .. ..
8027 50	.... ..	Suisse (100 francs)....	.... ..	8022 50 .....
164 10	.... ..	Côte Fse des Somalis (100 f. Djib.).....	.... ..	....
.... ..	.... ..	Canada (1 dollar).....	.... ..	331 40 .....

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS

Compte chèque postal 1.014.00, Paris

ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

Société Immobilière et Financière de l'Aigle

PERRIN, DOUILLET ET Cᵉ

(Anciennement Société civile immobilière des usines de l'Aigle.)

CAPITAL: 9 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 1, RUE GUY-ALLARD, A GRENOBLE

Liste des 58 obligations 4 1/2 0/0 1945 de 5.000 F sorties au tirage au sort du 15 septembre 1950 et remboursables à partir du 1er novembre 1950.

26	60	70	83	86	90	115	441	450	451	454	459	470	476
119	130	133	135	160	209	222	484	488	508	525	530	540	541
231	259	260	277	279	280	283	545	552	558	570	575	587	592
284	303	341	343	347	365	367	599	600					
376	379	386	418	424	436	437							

Ces obligations sont remboursables à partir du 1er novembre 1950 aux guichets de la banque Nicolet et Lafanechère, à Grenoble, coupons nos 11 et 12 attachés au pair de 5.000 F.

Titres amortis à de précédents tirages et restant à amortir.

Année 1948.

10 20 381 382 384 385 485 491 495 501 571 579

Année 1949.

12 17 39 42 44 47 49 52 98 101 102 105 117 120 124 145 203
213 215 221 224 229 329 479 497 500 573 584

USINES A. PETOLAT

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 62.400.000 F

SIÈGE SOCIAL: 69, AVENUE DU DRAPEAU, DIJON (CÔTE-D'OR)

R. C.: Dijon 851.

Obligations 4 1/4 0/0 1945 de 5.000 F.

Cinquième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse la totalité des titres formant l'annuité à amortir au 15 décembre 1950.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements des années 1946 à 1949 ont été couverts par rachats en Bourse.

SUCRERIE CENTRALE D'ETREPAGNY

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 66 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: ETREPAGNY (EURE)

R. C.: les Andelys, nº 418 B.

Amortissement des obligations 4 0/0 1945.

Le quatrième amortissement prévu pour le 20 novembre 1950 a été réalisé entièrement par voie de rachats en Bourse, conformément à la faculté que la société s'est réservée lors de l'émission.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort en 1950.

Les amortissements antérieurs ont été également réalisés par voie de rachats en Bourse.

Société des Hauts Fourneaux, Forges et Aciéries de Pompey

61, RUE DE MONCEAU, PARIS

Il a été procédé le 15 septembre 1950, à dix heures, à l'annulation de 1.003 obligations, 4 0/0 1946, rachetées en Bourse, pour fournir le quatrième amortissement prévu au tableau.

Liste numérique des obligations, émission 4 0/0 1946, sorties au tirage du 4 août 1947, remboursables le 15 septembre 1947 (coupon nº 2 attaché) non présentées au remboursement à la date du 15 septembre 1950.

46.877	46.878	46.958	46.959	46.960	47.448	47.449	47.450	47.451	47.452
46.961	47.082	47.083	47.165	47.166	47.453	47.464	47.465	47.466	47.467
47.179	47.180	47.181	47.182	47.195	47.468	47.469	47.470	47.471	47.472
47.196	47.201	47.204	47.205	47.206	47.473	47.474	47.475	47.476	47.492
47.271	47.336	47.337	47.338	47.339	47.493	47.494	47.495	47.496	47.521
47.340	47.341	47.440	47.441	47.442	47.522	47.523	47.524	47.537	47.538
47.443	47.444	47.445	47.446	47.447	47.539	47.540			

Liste numérique des obligations, émission 4 0/0 1946, sorties au tirage du 10 août 1948, remboursables le 15 septembre 1948 (coupon nº 3 attaché), non présentées au remboursement à la date du 15 septembre 1950.

17.305	17.306	17.310	17.311	17.312	17.598	17.603	17.604	17.614	17.615
17.313	17.314	17.315	17.316	17.317	17.616	17.639	17.640	17.641	17.642
17.318	17.319	17.320	17.321	17.322	17.643	17.644	17.645	17.646	17.647
17.323	17.372	17.373	17.374	17.377	17.648	17.649	17.650	17.651	17.652
17.378	17.410	17.411	17.526	17.527	17.653	17.654	17.655	17.656	17.657
17.528	17.529	17.541	17.579	17.580	17.658	17.659	17.712	17.713	17.714
17.581	17.582	17.583	17.584	17.592	17.715	17.720	17.721	17.731	17.732
17.593	17.594	17.595	17.596	17.597	17.733	17.735	17.736		

Société de Construction Mécanique de Vierzon

(Anciens établissements Brouhot et Cᵉ, à Vierzon.)

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 44 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: VIERZON (CHER)

R. C.: Bourges nº 2272.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 130 obligations 4 1/2 0/0 1946.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué pour l'amortissement du 1er novembre 1950.

Les amortissements précédents ont été réalisés par voie de rachats en Bourse.

ETABLISSEMENTS Aurélien GRENOUILLEAU

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 40 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 4, 6, 8 ET 10, RUE JEAN-LOUIS-FAURE, SAINTE-FOY-LA-GRANDE (GIRONDE)

Registre du commerce: Libourne, nº 277S.

Obligations 6 0/0 1948 de 5.000 F.

Deuxième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse la totalité des titres formant l'annuité à amortir au 15 novembre 1950.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

L'amortissement de l'année 1949 a été couvert par rachat en Bourse.

CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

OBLIGATIONS 3,40 0/0 1896

Remboursement du 1er octobre 1950.

PREMIÈRE SÉRIE. — Nos 1 A 100.000

Numéros des 2.130 obligations sorties le 2 août 1950 au quarante-huitième tirage (amortissement 1950) et des obligations sorties aux tirages antérieurs et non remboursées.

(Cette liste comprend, en outre, les numéros des titres frappés d'opposition à la date du tirage. La mention cp. op. indique une opposition frappant un ou plusieurs coupons d'un titre libre d'opposition.)

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
1	**1950**	1.036	10-48	1.770	3-48	2.800	1949	3.481	8-48	**4.484**	**1950**
46	8-48	1.050	»	1.772	10-48	2.806	8-48	3.486	»	4.503	10-48
51	»	**1.063**	**1950**	**1.776**	**1950**	2.807	10-48	3.509	»	4.525	8-48
81	1949	**1.064**	»	1.796	8-48	2.811	8-48	3.513	cp. op.	4.526	8-48
84	3-48	**1.080**	»	1.809	»	2.845	3-48	3.515	8-48	4.533	»
88	8-48	**1.094**	»	**1.815**	**1950**	2.850	8-48	3.517	»	4.575	»
131	**1950**	**1.105**	»	**1.820**	»	2.862	10-48	3.547	»	**4.600**	**1950**
151	3-48	1.114	3-48	1.850	8-48	**2.863**	**1950**	**3.558**	**1950**	**4.604**	»
155	8-48	1.115	10-48	**1.858**	**1950**	2.864	8-48	3.575	8-48	**4.615**	»
162	1949	**1.122**	**1950**	1.867	8-48	**2.873**	**1950**	3.589	3-48	4.626	1949
165	8-48	1.130	8-48	1.869	»	2.897	8-48	**3.608**	**1950**	4.660	»
172	»	1.162	10-48	1.876	opp.	**2.904**	**1950**	**3.612**	»	**4.665**	**1950**
174	10-48	**1.173**	**1950**	1.881	8-48	2.909	8-48	3.634	1949	**4.761**	»
176	3-48	1.176	8-48	**1.883**	**1950**	**2.915**	**1950**	**3.657**	**1950**	4.777	3-48
181	1949	**1.178**	**1950**	1.898	8-48	2.920	8-48	**3.674**	»	**4.789**	**1950**
207	10-48	**1.195**	»	1.911	»	2.921	»	3.687	8-46	4.798	3-48
213	1949	1.248	8-48	1.920	1949	2.933	opp.	3.714	»	4.810	8-48
214	8-48	1.252	»	1.966	8-48	2.934	»	3.742	1949	4.813	3-48
216	**1950**	1.261	1949	**1.971**	**1950**	2.938	»	3.757	8-48	4.816	8-48
253	»	1.267	8-48	**1.983**	»	2.939	10-48	3.764	1949	**4.818**	**1950**
291	»	1.280	»	**1.986**	»	2.941	opp.	**3.769**	**1950**	4.819	3-48
352	8-48	1.282	1949	2.003	opp.	2.949	8-48	**3.785**	»	4.825	1949
354	»	1.290	10-48	2.043	8-48	2.958	»	**3.792**	»	4.846	8-48
356	1949	1.298	8-48	2.065	10-48	**2.969**	**1950**	**3.796**	»	4.870	1938
377	8-48	1.299	10-48	2.066	8-48	2.978	8-48	3.832	8-48	4.871	8-48
382	**1950**	1.303	1949	2.074	»	**2.986**	**1950**	3.836	10-48	4.873	1949
389	8-48	1.306	10-48	2.087	opp.	2.992	8-48	3.837	1949	**4.877**	**1950**
390	1938	**1.316**	**1950**	2.095	10-48	**2.996**	**1950**	3.864	8-48	**4.941**	»
427	8-48	**1.324**	»	2.102	8-48	**3.000**	»	3.877	»	4.968	10-48
430	1949	**1.332**	»	2.124	»	3.009	1949	3.878	»	4.996	3-48
461	**1950**	**1.363**	»	2.125	1949	3.014	8-48	**3.882**	**1950**	5.025	8-48
465	8-48	1.409	8-48	**2.136**	**1950**	3.036	»	3.884	10-48	**5.029**	10-48
482	**1950**	1.410	1939	2.139	8-48	3.066	1949	3.888	8-48	5.044	3-48
489	»	1.421	8-48	2.144	1949	3.085	8-48	3.901	»	**5.064**	**1950**
511	1949	1.434	»	2.146	8-48	3.090	»	3.910	cp. op.	**5.065**	»
514	**1950**	1.436	»	**2.164**	**1950**	**3.098**	**1950**	3.911	»	5.074	1949
521	1949	1.447	»	2.169	8-48	**3.102**	»	**3.957**	**1950**	5.082	8-48
525	8-48	1.451	»	2.170	3-48	**3.120**	»	3.963	3-48	**5.087**	**1950**
540	»	**1.453**	**1950**	2.184	10-48	3.137	8-48	3.964	10-48	5.172	8-48
548	»	1.473	8-48	2.199	8-48	3.145	»	**3.980**	**1950**	5.245	1949
564	10-48	**1.479**	**1950**	**2.286**	**1950**	3.158	1949	3.981	8-48	5.271	8-48
639	8-48	1.483	8-48	2.295	8-48	3.162	10-48	**3.992**	**1950**	5.298	»
640	»	1.484	»	2.297	Opp.	3.165	8-48	4.004	8-48	**5.300**	**1950**
651	**1950**	1.486	3-48	2.329	8-48	3.167	10-48	4.006	»	**5.326**	»
653	»	1.500	8-48	**2.338**	**1950**	3.170	3-48	4.015	»	5.333	8-48
663	8-48	**1.502**	**1950**	2.345	8-48	3.174	8-48	**4.025**	**1950**	**5.346**	**1950**
665	»	1.503	1949	2.382	»	3.183	opp.	4.028	3-48	5.348	8-48
672	»	1.535	8-48	2.390	1949	3.193	»	4.035	8-48	5.360	»
728	»	**1.573**	**1950**	**2.437**	**1950**	3.223	10-48	4.039	»	5.362	1949
742	1949	1.595	3-48	2.442	1938	3.228	8-48	**4.044**	**1950**	5.363	8-48
743	»	1.596	10-48	2.474	8-48	3.250	10-48	4.046	10-48	5.414	1949
749	8-48	1.603	1938	2.504	3-48	3.273	3-48	4.106	1949	5.421	»
751	**1950**	1.607	3-48	**2.524**	**1950**	3.283	8-48	**4.120**	**1950**	5.474	8-48
762	»	1.627	1949	2.533	8-48	3.288	»	4.128	3-48	**5.490**	**1950**
775	8-48	1.613	»	2.535	»	**3.294**	**1950**	4.130	10-48	5.502	8-48
792	»	**1.663**	8-48	2.538	»	**3.301**	»	4.177	»	5.524	1949
793	1949	1.664	»	2.542	»	3.304	8-48	**4.206**	**1950**	5.544	3-48
801	8-48	**1.670**	**1950**	**2.563**	**1950**	3.306	10-48	4.227	1949	**5.561**	**1950**
802	»	1.685	1949	2.564	8-48	3.320	1949	4.236	8-48	5.566	1949
803	10-48	1.692	8-48	2.565	10-48	**3.339**	**1950**	4.245	»	**5.627**	**1950**
805	**1950**	1.695	10-48	**2.580**	**1950**	**3.346**	»	**4.283**	**1950**	**5.644**	»
824	10-48	1.696	8-48	2.587	8-48	3.361	8-48	**4.296**	»	5.652	1949
881	**1950**	1.698	3-48	2.609	»	**3.364**	**1950**	4.311	10-48	5.657	8-48
882	8-48	**1.701**	**1950**	**2.663**	**1950**	3.372	3-48	4.320	1949	5.663	1949
891	»	1.703	8-48	2.680	8-48	3.377	8-48	**4.338**	**1950**	5.680	8-48
913	10-48	1.705	1949	2.693	10-48	3.384	10-48	**4.352**	»	5.691	1949
927	**1950**	1.721	8-48	2.704	1949	3.387	1949	**4.376**	»	**5.698**	**1950**
941	1949	**1.724**	**1950**	2.707	8-48	**3.419**	**1950**	4.404	8-48	**5.703**	»
952	»	**1.738**	»	2.708	»	3.422	8-48	4.405	»	5.718	3-48
954	8-48	1.745	1949	**2.719**	**1950**	**3.432**	**1950**	4.407	»	**5.730**	**1950**
955	»	**1.747**	**1950**	2.745	10-48	**3.462**	»	4.416	»	**5.731**	8-48
964	10-48	1.754	1939	2.746	8-48	**3.464**	»	**4.424**	**1950**	**5.770**	**1950**
980	8-48	1.755	8-48	2.767	1949	**3.467**	»	**4.436**	»	5.773	8-48
997	3-48	1.766	»	2.770	8-48	3.470	8-48	**4.472**	»	**5.784**	**1950**
1.021	**1950**										

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
5.788	8-48	**6.953**	**1950**	**8.086**	**1950**	9.188	8-48	10.129	8-48	10.784	1949
5.821	»	6.955	8-48	**8.089**	»	9.189	»	**10.131**	**1950**	10.792	8-48
5.822	»	**6.960**	**1950**	**8.100**	»	9.219	1949	10.132	1949	10.793	1949
5.824	»	**6.979**	»	8.119	8-48	9.222	1939	10.137	8-48	10.798	8-48
5.827	»	6.988	3-48	8.123	1949	**9.224**	**1950**	10.151	3-48	10.801	»
5.828	»	6.993	8-48	8.126	10-48	**9.249**	»	10.153	8-48	10.802	»
5.883	**1950**	**7.016**	**1950**	8.137	8-48	9.260	8-48	10.155	»	10.803	10-48
5.916	»	7.023	8-48	8.140	1949	9.265	»	10.156	»	**10.805**	**1950**
5.920	»	**7.024**	**1950**	8.149	»	9.278	»	10.161	»	10.809	10-48
5.927	8-48	**7.030**	»	8.204	10-48	9.293	1949	10.162	1949	10.810	8-48
5.933	»	7.033	8-48	**8.213**	**1950**	9.295	cp. op.	10.163	»	10.824	10-48
5.934	1949	**7.056**	**1950**	8.253	8-48	9.295	8-48	10.165	8-48	10.880	8-48
5.935	**1950**	7.113	10-48	8.256	1949	**9.296**	**1950**	10.169	10-48	**10.881**	**1950**
5.943	»	**7.133**	**1950**	8.262	10-48	9.304	8-48	10.172	8-48	10.882	8-48
5.955	10-48	7.149	8-48	8.271	3-48	**9.361**	**1950**	10.174	10-48	10.889	»
5.958	8-48	**7.150**	**1950**	8.290	1949	**9.367**	»	10.176	3-48	10.890	3-48
5.959	1949	7.156	Opp.	8.299	8-48	9.394	1939	10.181	1949	10.892	8-48
5.966	10-48	**7.194**	**1950**	8.347	»	**9.417**	**1950**	10.191	8-48	10.894	»
5.975	**1950**	7.205	1949	8.351	»	**9.447**	»	10.193	»	10.908	»
5.983	10-48	7.222	3-48	8.353	»	9.458	8-48	10.197	10-48	10.913	10-48
6.048	8-48	**7.223**	**1950**	8.354	10-48	9.473	3-48	10.199	»	10.916	8-48
6.053	10-48	**7.244**	»	**8.360**	**1950**	**9.500**	**1950**	10.200	»	**10.927**	**1950**
6.057	8-48	7.249	8-48	8.363	1949	9.526	8-48	10.201	8-48	10.933	8-48
6.081	1949	7.250	»	**8.388**	**1950**	9.547	»	10.207	10-48	10.940	»
6.084	8-48	7.297	»	**8.396**	»	9.550	»	10.210	1949	10.941	1949
6.087	1949	7.297	Opp.	8.418	10-48	9.559	»	10.211	8-48	10.942	8-48
6.091	10-48	7.299	8-48	8.420	8-48	9.573	»	10.213	1949	10.943	»
6.124	8-48	**7.309**	**1950**	8.424	»	9.575	1949	10.214	8-48	10.944	3-48
6.125	»	7.326	8-48	8.425	»	9.588	8-48	**10.216**	**1950**	10.954	8-48
6.132	»	7.328	»	**8.445**	**1950**	9.589	»	10.219	8-48	10.964	10-48
6.179	10-48	7.329	»	8.461	1949	9.596	»	10.228	»	10.969	»
6.180	3-48	7.335	»	8.464	8-48	**9.600**	**1950**	10.232	1949	10.979	1949
6.194	**1950**	**7.362**	**1950**	8.469	»	9.607	8-48	10.234	8-48	10.989	»
6.210	»	**7.366**	»	8.475	»	9.640	»	10.242	»	**11.021**	**1950**
6.212	1949	7.384	8-48	**8.490**	**1950**	9.650	»	10.245	1949	11.022	8-48
6.219	8-48	7.393	10-48	**8.505**	»	9.651	10-48	**10.253**	**1950**	11.029	3-48
6.233	**1950**	7.397	8-48	**8.525**	»	9.657	8-48	10.257	8-48	11.032	8-48
6.240	8-48	7.411	»	8.531	8-48	9.664	»	10.258	»	11.033	1949
6.252	»	7.429	10-48	8.535	3-48	9.666	10-48	10.263	»	11.036	10-48
6.280	**1950**	7.436	8-48	8.553	1938	9.667	3-48	10.264	»	11.045	8-48
6.297	»	7.437	»	**8.565**	**1950**	**9.677**	**1950**	10.268	»	11.050	10-48
6.360	8-48	7.445	»	**8.587**	»	9.679	3-48	10.271	»	**11.063**	**1950**
6.363	1949	**7.456**	**1950**	8.632	8-48	9.680	8-48	10.277	»	**11.064**	»
6.381	8-48	7.472	10-48	8.633	10-48	9.683	»	**10.291**	**1950**	**11.080**	»
6.391	**1950**	7.484	8-48	8.642	»	**9.698**	**1950**	10.301	8-48	**11.094**	»
6.403	1949	7.486	1949	**8.686**	**1950**	9.711	10-48	10.309	3-48	**11.105**	»
6.425	8-48	**7.488**	**1950**	8.723	3-48	9.716	8-48	10.317	8-48	11.115	10-48
6.426	1949	**7.509**	»	8.724	1949	9.720	»	10.320	»	**11.122**	**1950**
6.445	8-48	7.515	8-48	8.729	8-48	**9.721**	**1950**	10.321	»	11.127	8-48
6.457	1949	7.520	»	8.730	»	9.734	8-48	10.323	10-48	11.136	»
6.461	8-48	**7.537**	**1950**	8.732	»	9.741	1939	10.352	8-48	11.159	»
6.476	»	7.546	8-48	**8.734**	**1950**	9.745	8-48	10.354	»	11.160	3-48
6.487	**1950**	**7.547**	**1950**	8.737	8-48	9.760	»	10.356	1949	11.161	»
6.516	»	7.551	8-48	8.746	»	9.761	10-48	10.360	8-48	11.162	10-48
6.532	8-48	7.569	»	8.750	»	9.762	8-48	10.368	»	11.170	»
6.536	»	7.584	10-48	8.752	1949	9.769	»	10.370	»	**11.173**	**1950**
6.548	**1950**	7.630	8-48	8.816	8-48	9.790	10-48	10.377	»	**11.178**	»
6.563	»	7.631	10-48	8.820	opp.	9.793	1949	**10.382**	**1950**	11.192	1949
6.575	8-48	**7.635**	**1950**	8.821	1949	9.795	8-48	10.430	1949	**11.195**	**1950**
6.576	»	7.639	10-48	8.821	opp.	9.800	»	**10.461**	**1950**	11.227	10-48
6.620	»	7.649	cp. op.	8.822	»	9.810	»	**10.482**	»	11.242	8-48
6.635	1949	7.650	»	8.836	8-48	9.816	»	**10.489**	»	11.261	1949
6.636	10-48	**7.660**	**1950**	8.838	»	9.821	»	10.511	1949	11.281	8-48
6.645	8-48	7.675	8-48	8.851	10-48	**9.829**	**1950**	**10.514**	**1950**	11.282	1949
6.649	1949	7.689	»	8.858	8-48	9.848	8-48	10.519	1939	11.285	»
6.652	3-48	7.706	»	8.859	»	**9.862**	**1950**	10.521	1949	11.290	10-48
6.655	8-48	7.714	»	8.860	»	**9.875**	»	10.529	8-48	11.292	8-48
6.689	»	**7.746**	**1950**	**8.862**	**1950**	9.883	8-48	10.531	»	11.294	»
6.692	»	7.747	8-48	8.881	8-48	9.885	»	10.539	»	11.298	»
6.693	**1950**	7.762	»	8.887	»	**9.889**	**1950**	10.540	»	11.299	10-48
6.693	Opp.	7.783	»	**8.890**	**1950**	9.901	8-48	10.548	»	11.303	1949
6.695	8-48	7.787	»	8.892	8-48	9.904	»	10.556	1949	11.306	10-48
6.695	Opp.	**7.818**	**1950**	8.909	»	9.939	»	10.618	3-48	**11.316**	**1950**
6.696	»	7.855	1938	8.938	»	9.941	1949	10.639	8-48	11.317	1949
6.701	10-48	7.862	1949	8.973	»	9.942	8-48	10.640	»	11.322	10-48
6.704	8-48	7.875	»	8.989	»	9.946	3-48	10.645	»	**11.324**	**1950**
6.721	»	7.895	Opp.	**8.995**	**1950**	9.958	8-48	**10.651**	**1950**	11.328	1949
6.724	**1950**	7.903	8-48	**8.998**	»	9.960	1949	**10.653**	»	**11.332**	**1950**
6.726	8-48	7.905	1949	9.008	10-48	9.965	opp.	10.654	8-48	**11.363**	»
6.728	»	7.913	3-48	9.013	»	9.985	8-48	10.659	1938	11.414	8-48
6.731	»	7.921	8-48	9.022	8-48	9.987	3-48	10.663	8-48	11.417	»
6.754	»	7.924	1949	9.029	»	**10.001**	**1950**	10.693	»	11.421	»
6.791	»	7.935	3-48	9.050	»	10.023	8-48	10.702	»	11.434	»
6.799	10-48	7.943	1949	9.053	»	10.031	»	10.703	»	11.436	»
6.825	8-48	7.946	8-48	9.058	1949	10.032	»	10.707	»	11.447	»
6.836	**1950**	7.949	»	9.090	8-48	10.044	»	10.711	»	11.451	»
6.861	8-48	7.969	»	9.091	»	10.046	»	10.742	1949	**11.453**	**1950**
6.868	1949	8.013	10-48	**9.097**	**1950**	10.095	»	10.749	8-48	11.466	8-48
6.876	»	**8.015**	**1950**	9.106	8-48	10.096	»	**10.751**	**1950**	11.473	»
6.884	8-48	8.026	1949	**9.110**	**1950**	10.097	»	**10.762**	»	**11.479**	**1950**
6.885	1949	8.045	8-48	9.113	8-48	10.104	»	10.775	8-48	11.500	8-48
6.890	10-48	8.068	»	9.129	»	10.106	»	10.776	»	**11.502**	**1950**
6.906	8-48	**8.070**	**1950**	9.130	»	10.120	»	10.781	»		
6.927	**1950**	8.077	8-48	**9.142**	**1950**						

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
11.503	1949	12.687	8-48	13.691	8-48	**14.604**	**1950**	15.667	8-48	16.814	8-48
11.506	»	12.691	»	13.697	»	**14.615**	»	15.673	»	16.816	10-48
11.529	8-48	12.692	»	13.699	»	14.617	1949	15.680	»	**16.836**	**1950**
11.538	»	12.693	10-48	13.701	»	14.626	»	15.687	10-48	16.842	3-48
11.573	**1950**	12.704	1949	13.702	»	14.639	8-48	**15.698**	**1950**	16.861	8-48
11.595	3-48	12.715	8-48	13.703	»	14.643	1949	**15.703**	»	16.863	10-48
11.607	»	**12.719**	**1950**	13.717	»	14.660	»	**15.730**	»	16.885	1949
11.670	**1950**	12.745	10-48	13.738	»	**14.665**	**1950**	**15.770**	»	16.906	8-48
11.681	10-48	12.746	8-48	13.742	1949	14.666	1949	15.773	8-48	16.924	»
11.683	8-48	12.763	»	13.747	»	14.667	8-48	**15.784**	**1950**	**16.927**	**1950**
11.685	1949	12.767	1949	13.757	8-48	14.723	»	15.788	8-48	16.941	8-48
11.692	8-48	12.776	8-48	**13.769**	**1950**	14.752	3-48	15.821	»	16.944	»
11.695	10-48	12.793	»	13.779	1949	14.759	»	15.822	»	16.949	»
11.696	8-48	12.798	1949	**13.785**	**1950**	**14.761**	**1950**	15.823	»	**16.953**	**1950**
11.698	3-48	12.800	»	**13.792**	»	**14.789**	»	15.824	»	16.955	8-48
11.701	**1950**	**12.863**	**1950**	**13.796**	»	14.798	3-48	15.827	»	**16.960**	**1950**
11.703	8-48	**12.873**	»	13.813	10-48	14.807	8-48	15.828	»	**16.979**	»
11.705	1949	12.880	8-48	13.816	8-48	14.810	»	15.833	»	16.988	3-48
11.717	»	12.897	»	13.822	»	14.811	»	15.845	»	**17.016**	**1950**
11.724	**1950**	**12.904**	**1950**	13.823	3-48	14.813	3-48	15.848	»	**17.024**	»
11.737	8-48	**12.915**	»	13.836	10-48	**14.818**	**1950**	15.853	1949	**17.030**	»
11.738	**1950**	12.949	8-48	13.837	1949	14.842	8-48	**15.883**	**1950**	17.045	10-48
11.747	»	**12.969**	**1950**	13.840	»	14.873	1949	15.890	8-48	**17.056**	**1950**
11.751	8-48	12.978	8-48	13.842	8-48	**14.877**	**1950**	15.891	»	17.069	3-48
11.753	»	**12.986**	**1950**	13.877	»	14.883	opp.	15.895	1949	17.070	8-48
11.772	10-48	**12.996**	»	13.878	»	14.884	»	15.900	8-48	17.074	»
11.776	**1950**	12.997	10-48	**13.882**	**1950**	14.885	»	15.914	10-48	17.076	3-48
11.796	8-48	**13.000**	**1950**	13.899	1949	14.886	»	**15.916**	**1950**	17.081	8-48
11.797	»	13.009	1949	13.901	8-48	14.919	1949	**15.920**	»	17.082	»
11.806	»	13.018	8-48	13.909	»	14.926	8-48	15.934	1949	17.083	»
11.815	**1950**	13.019	»	13.920	»	**14.941**	**1950**	**15.935**	**1950**	17.088	»
11.820	»	13.030	»	13.951	»	14.968	10-48	15.937	3-48	**17.133**	**1950**
11.831	10-48	13.032	»	**13.957**	**1950**	14.970	8-48	**15.943**	**1950**	17.134	8-48
11.833	8-48	13.041	10-48	13.963	3-48	14.985	1949	15.955	10-48	**17.150**	**1950**
11.838	»	13.063	8-48	**13.980**	**1950**	14.990	8-48	15.958	8-48	17.151	8-48
11.858	**1950**	13.066	1949	**13.992**	»	14.993	»	15.959	1949	17.153	»
11.883	»	13.067	8-48	14.006	6-48	15.025	»	15.966	10-48	17.170	»
11.898	10-48	13.075	3-48	14.009	»	15.029	10-48	15.971	3-48	**17.194**	**1950**
11.903	1949	13.085	8-48	14.017	»	15.044	3-48	**15.975**	**1950**	**17.223**	»
11.907	8-48	13.090	»	**14.025**	**1950**	**15.064**	**1950**	15.976	8-48	17.237	1949
11.911	»	**13.098**	**1950**	14.035	8-48	**15.065**	»	15.978	»	**17.244**	**1950**
11.920	1949	**13.102**	»	**14.044**	**1950**	15.068	8-48	15.983	10-48	17.260	3-48
11.921	8-48	13.105	8-48	14.079	8-48	15.071	10-48	16.019	8-48	17.299	8-48
11.922	3-48	13.114	»	14.085	3-48	15.072	8-48	16.034	10-48	**17.309**	**1950**
11.929	1949	**13.120**	**1950**	14.104	8-48	15.082	»	16.038	»	17.329	8-48
11.934	8-48	13.122	8-48	14.106	1949	**15.087**	**1950**	16.081	1949	17.354	»
11.943	»	13.153	»	14.109	8-48	15.090	3-48	16.127	10-48	**17.362**	**1950**
11.971	**1950**	13.162	10-48	14.119	cp. op.	15.116	1949	16.156	opp.	**17.366**	»
11.983	»	13.165	8-48	**14.120**	**1950**	15.126	8-48	16.157	»	17.372	1949
11.986	»	13.170	3-48	14.185	10-48	15.148	10-48	16.180	3-48	17.373	»
12.007	8-48	13.179	Cp. op.	14.194	8-48	15.156	8-48	**16.194**	**1950**	17.378	»
12.018	1949	13.212	8-48	14.199	»	15.251	1949	16.204	8-48	17.386	1949
12.013	8-48	13.213	10-48	**14.206**	**1950**	15.268	10-48	**16.210**	**1950**	17.391	8-48
12.049	»	13.228	8-48	14.217	8-48	15.288	8-48	**16.233**	»	17.411	»
12.065	10-48	13.250	10-48	14.227	1949	15.296	»	16.240	8-48	17.424	»
12.088	3-48	13.273	3-48	14.249	8-48	**15.300**	**1950**	16.243	10-48	17.429	10-48
12.094	8-48	13.283	8-48	**14.283**	**1950**	15.302	8-48	**16.280**	**1950**	17.431	8-48
12.103	10-48	13.288	»	**14.296**	»	15.315	1949	16.296	8-48	17.436	»
12.105	8-48	**13.294**	**1950**	14.320	1949	**15.326**	**1950**	**16.297**	**1950**	17.446	»
12.118	1949	**13.301**	**1950**	**14.338**	**1950**	**15.346**	»	16.326	8-48	**17.456**	**1950**
12.124	8-48	13.306	10-48	14.340	3-48	15.355	8-48	16.334	»	17.458	8-48
12.136	**1950**	**13.339**	**1950**	**14.352**	**1950**	15.358	1949	16.338	»	17.459	1949
12.164	»	**13.346**	»	**14.376**	»	15.360	8-48	16.360	»	17.480	8-48
12.168	8-48	**13.364**	»	14.377	10-48	15.361	1949	16.363	1949	17.486	1949
12.169	»	**13.419**	»	14.405	8-48	15.362	1949	16.381	8-48	**17.488**	**1950**
12.180	»	13.422	8-48	14.407	»	15.363	8-48	**16.391**	**1950**	**17.509**	»
12.214	»	13.423	»	14.416	»	15.373	»	16.403	1949	17.515	8-48
12.215	1949	**13.432**	**1950**	**14.424**	**1950**	15.409	»	16.418	8-48	17.531	1949
12.261	8-48	13.448	8-48	14.431	8-48	15.414	1949	16.425	»	**17.537**	**1950**
12.262	10-48	**13.462**	**1950**	**14.436**	**1950**	15.421	»	16.435	»	**17.547**	»
12.265	»	**13.464**	»	14.447	8-48	15.431	6-48	16.461	»	17.584	10-48
12.271	8-48	**13.467**	»	14.448	»	15.447	10-48	**16.487**	**1950**	17.588	8-48
12.282	1949	13.509	8-48	14.449	3-48	15.477	8-48	16.507	8-48	**17.635**	**1950**
12.286	**1950**	13.515	»	14.450	8-48	15.485	10-48	16.515	»	**17.660**	»
12.321	1949	13.517	»	14.452	»	15.488	8-48	**16.516**	**1950**	17.674	1948
12.329	8-48	13.519	»	**14.472**	**1950**	**15.490**	**1950**	16.531	3-48	17.675	8-48
12.338	**1950**	13.531	»	**14.484**	»	15.496	10-48	16.532	8-48	17.676	»
12.402	8-48	13.535	»	14.496	8-48	15.497	8-48	**16.548**	**1950**	17.679	»
12.406	»	13.547	»	14.499	1949	15.499	»	16.555	10-48	17.739	1949
12.433	»	**13.558**	**1950**	14.503	10-48	15.500	»	**16.563**	**1950**	17.743	8-48
12.437	**1950**	13.572	8-48	14.505	8-48	15.502	»	16.625	8-48	**17.746**	**1950**
12.521	10-48	13.587	»	14.519	10-48	15.529	»	16.636	10-48	17.770	1949
12.524	**1950**	13.589	3-48	14.520	»	15.548	»	16.674	1949	17.771	8-48
12.527	10-48	13.594	8-48	14.522	3-48	**15.561**	**1950**	16.692	8-48	17.777	»
12.545	1949	13.599	»	14.523	8-48	15.566	1949	**16.693**	**1950**	17.781	»
12.563	**1950**	**13.608**	**1950**	14.525	»	15.575	3-48	16.714	8-48	17.783	»
12.564	8-48	**13.612**	»	14.526	»	15.605	8-48	16.721	»	17.793	»
12.576	3-48	**13.657**	»	14.533	»	15.615	1949	**16.724**	**1950**	17.794	»
12.580	**1950**	13.661	8-48	14.537	cp. op.	**15.627**	**1950**	16.726	8-48	**17.818**	**1950**
12.612	10-48	13.671	»	14.540	1949	15.612	10-48	16.728	»	17.836	1948
12.616	1949	13.674	**1950**	14.549	8-48	**15.644**	**1950**	16.729	»	17.840	8-48
12.663	**1950**	13.676	8-48	14.552	3-48	15.645	8-48	16.731	»	17.862	1949
12.680	8-48	13.680	3-48	**14.600**	**1950**	15.663	1949	16.791	»		
12.681	1949	13.682	8-48								

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
17.868	3-48	18.973	8-48	20.015	8-48	21.425	8-48	22.462	8-48	23.709	1949
17.875	1949	18.974	»	20.016	»	**21.453**	**1950**	22.474	»	23.711	8-48
17.883	8-48	18.989	»	20.032	»	21.466	8-48	22.510	»	23.738	»
17.884	»	**18.995**	**1950**	20.081	1949	21.469	»	22.518	»	23.761	1949
17.903	»	**18.993**	»	20.096	8-48	21.473	»	**22.524**	**1950**	**23.763**	**1950**
17.905	1949	19.014	10-48	20.104	»	**21.479**	**1950**	22.542	8-48	**23.785**	»
17.911	8-48	19.022	8-48	20.106	»	21.484	8-48	22.545	1949	**23.792**	»
17.916	1939	19.049	»	**20.131**	**1950**	**21.502**	**1950**	22.546	8-48	**23.796**	»
17.921	8-48	19.050	»	20.163	1949	21.503	1949	**22.563**	**1950**	23.822	8-48
17.922	»	19.051	»	20.172	8-48	21.517	8-48	**22.589**	»	23.823	3-48
17.924	1949	19.079	3-48	20.188	1939	21.529	»	22.592	8-48	23.842	8-48
17.943	»	**19.097**	**1950**	20.197	10-48	21.562	»	22.616	1949	**23.882**	**1950**
17.953	»	**19.110**	»	20.199	»	21.563	3-48	**22.663**	**1950**	**23.957**	»
18.013	10-48	19.113	8-48	20.200	»	**21.573**	**1950**	22.691	8-48	**23.980**	»
18.015	**1950**	**19.118**	»	20.201	8-48	21.591	8-48	22.700	1949	**23.982**	»
18.017	1939	19.136	1949	**20.216**	**1950**	21.608	1949	22.701	8-48	24.001	8-48
18.047	8-48	**19.142**	**1950**	20.228	8-48	21.630	10-48	**22.719**	**1950**	24.006	»
18.057	»	19.149	8-48	20.245	1949	**21.670**	**1950**	22.745	10-48	**24.025**	**1950**
18.058	»	19.158	1949	**20.253**	**1950**	21.692	8-48	22.752	1938	24.628	3-48
18.070	**1950**	19.160	8-48	20.268	8-48	**21.701**	**1950**	22.757	8-48	24.035	8-48
18.077	8-48	19.219	1949	20.271	opp.	21.705	1949	22.763	»	**24.044**	**1950**
18.086	**1950**	**19.224**	**1950**	20.277	8-48	**21.724**	**1950**	22.816	»	24.046	10-48
18.089	»	19.237	8-48	**20.291**	**1950**	21.732	opp.	22.862	10-48	24.054	8-48
18.100	»	19.243	»	20.301	8-48	**21.738**	**1950**	**22.863**	**1950**	24.070	»
18.112	cp. op.	19.244	»	20.360	»	21.745	1949	22.864	8-48	24.096	»
18.144	8-48	**19.249**	**1950**	20.377	»	**21.747**	**1950**	**22.873**	**1950**	24.099	»
18.149	1949	19.257	1949	**20.382**	**1950**	21.753	8-48	22.875	8-48	**24.110**	**1950**
18.169	»	19.260	8-48	20.397	3-48	21.770	3-48	22.880	»	24.130	10-48
18.204	10-48	19.278	»	**20.397**	opp.	21.772	10-48	22.888	»	24.142	8-48
18.213	**1950**	19.293	1949	20.435	1949	**21.776**	**1950**	**22.904**	**1950**	24.146	cp. op.
18.217	1949	19.295	8-48	20.447	3-48	21.797	8-48	22.909	8-48	**24.206**	**1950**
18.245	8-48	**19.296**	**1950**	20.451	8-48	**21.815**	**1950**	**22.915**	**1950**	24.209	cp. op.
18.247	»	19.297	3-48	**20.461**	**1950**	**21.820**	»	22.927	8-48	24.271	1949
18.248	10-48	19.304	8-48	**20.482**	»	21.831	10-48	22.939	10-48	**24.283**	**1950**
18.253	8-48	19.329	»	**20.489**	»	21.850	8-48	22.941	8-48	**24.296**	»
18.256	1949	19.336	»	20.499	8-48	**21.858**	**1950**	22.958	»	24.304	8-48
18.261	8-48	19.342	»	20.511	1949	21.867	8-48	**22.969**	**1950**	24.309	1939
18.262	10-48	19.356	10-48	**20.514**	**1950**	21.881	»	**22.986**	»	24.316	»
18.271	3-48	**19.361**	**1950**	20.525	8-48	**21.883**	**1950**	22.991	1949	24.320	1949
18.273	1949	**19.367**	»	20.548	»	21.890	1939	22.992	8-48	24.335	10-48
18.299	8-48	19.409	1949	20.556	1949	21.896	8-48	**22.996**	**1950**	**24.338**	**1950**
18.312	cp. op.	**19.417**	**1950**	20.618	3-48	21.903	1949	**23.000**	»	24.340	3-48
18.313	»	**19.447**	»	**20.651**	**1950**	21.966	8-48	23.001	8-48	**24.352**	**1950**
18.315	»	19.458	8-48	**20.653**	»	**21.971**	**1950**	23.003	»	**24.376**	»
18.316	10-48	**19.500**	**1950**	20.663	8-48	21.972	8-48	23.075	3-48	24.396	8-48
18.343	8-48	19.503	8-48	20.665	»	**21.983**	**1950**	23.077	1939	24.401	»
18.347	»	19.559	»	20.671	»	**21.986**	»	**23.098**	**1950**	**24.424**	**1950**
18.350	»	19.562	»	20.672	»	22.018	1949	**23.102**	»	**24.436**	»
18.351	»	19.581	»	20.675	»	22.020	1922	**23.120**	»	**24.472**	»
18.356	1949	19.589	»	20.702	»	22.049	8-48	23.212	8-48	**24.484**	»
18.357	3-48	19.591	»	20.703	»	22.051	»	23.213	10-48	24.499	1949
18.360	**1950**	19.596	»	20.719	»	22.066	»	23.221	1949	24.545	opp.
18.380	8-48	19.598	10-48	20.740	1936	22.067	1938	23.250	10-48	24.549	10-48
18.388	**1950**	19.599	1949	20.742	1949	22.095	10-48	23.266	8-48	24.520	»
18.391	10-48	**19.600**	**1950**	20.743	»	22.102	8-48	**23.294**	**1950**	24.522	3-48
18.396	**1950**	19.610	10-48	20.745	1938	22.103	10-48	23.295	cp. op.	24.523	8-48
18.399	10-48	19.620	»	**20.751**	**1950**	22.118	1949	23.299	8-48	24.525	»
18.445	**1950**	19.621	»	**20.762**	»	22.125	»	**23.301**	**1950**	24.526	»
18.449	8-48	19.631	1949	20.775	8-48	**22.136**	**1950**	23.304	8-48	24.533	»
18.450	»	19.635	8-48	20.781	»	**22.164**	»	23.320	1949	24.589	»
18.458	»	19.650	»	20.793	1949	22.168	8-48	**23.339**	**1950**	**24.600**	**1950**
18.490	**1950**	19.651	10-48	20.801	8-48	22.169	»	**23.346**	»	24.603	opp.
18.505	»	19.664	8-48	**20.805**	**1950**	22.171	10-48	**23.364**	»	**24.604**	**1950**
18.525	»	19.666	10-48	20.809	10-48	22.180	8-48	23.376	8-48	**24.615**	»
18.565	»	19.667	3-48	20.824	»	22.181	10-48	23.377	»	24.617	1949
18.587	»	19.671	»	20.877	8-48	22.187	8-48	23.381	»	24.626	»
18.596	8-48	19.673	8-48	**20.881**	**1950**	22.257	»	**23.419**	**1950**	24.655	opp.
18.612	10-48	**19.677**	**1950**	**20.927**	»	**22.286**	**1950**	**23.432**	»	**24.665**	**1950**
18.647	8-48	19.679	3-48	**21.021**	»	22.295	8-48	23.440	3-48	24.673	3-48
18.678	»	**19.698**	**1950**	**21.063**	»	22.296	3-48	23.448	8-48	24.678	8-48
18.686	**1950**	19.699	10-48	**21.064**	»	22.297	8-48	**23.462**	**1950**	24.697	»
18.710	8-48	19.711	»	**21.080**	»	22.306	3-48	**23.464**	»	24.699	3-48
18.723	3-48	19.720	8-48	**21.094**	»	22.329	8-48	**23.467**	»	24.731	»
18.729	8-48	**19.721**	**1950**	**21.105**	»	**22.338**	**1950**	23.484	8-48	**24.761**	**1950**
18.730	»	19.727	1949	**21.122**	»	22.339	8-48	23.489	10-48	24.777	3-48
18.734	**1950**	19.751	8-48	**21.173**	»	22.345	»	23.490	3-48	**24.789**	**1950**
18.744	8-48	19.758	»	**21.178**	»	22.347	»	23.494	8-48	24.807	8-48
18.746	»	19.810	opp.	**21.195**	»	22.348	»	23.497	»	24.810	»
18.752	1949	19.826	1949	21.251	8-48	22.350	10-48	23.506	»	24.813	3-48
18.759	»	**19.829**	**1950**	21.252	»	22.360	1949	23.509	»	24.816	8-48
18.761	10-48	19.833	8-48	21.255	»	22.370	8-48	23.547	»	**24.818**	**1950**
18.798	»	19.848	»	21.261	1949	22.382	»	**23.558**	**1950**	24.825	1949
18.821	1949	**19.862**	**1950**	21.292	8-48	22.385	»	23.604	8-48	24.838	»
18.836	8-48	**19.875**	»	21.294	»	22.386	»	23.605	»	24.848	8-48
18.860	»	**19.889**	»	21.303	1949	22.390	1949	**23.608**	**1950**	24.853	»
18.862	**1950**	19.896	8-48	**21.316**	**1950**	22.395	8-48	**23.612**	»	24.863	»
18.878	10-48	19.904	»	**21.324**	»	22.406	»	23.634	1949	24.868	»
18.887	8-48	19.910	»	**21.332**	»	22.433	»	**23.657**	**1950**	24.873	1949
18.890	**1950**	19.939	»	21.361	8-48	22.436	Opp.	23.662	8-48	24.875	8-48
18.919	8-48	19.941	1949	**21.363**	**1950**	**22.437**	**1950**	**23.674**	**1950**	**24.877**	**1950**
18.925	»	19.946	3-48	21.367	8-48	22.437	Opp.	23.680	3-48	24.891	8-48
18.928	»	19.960	1949	21.414	»	22.443	1949	23.687	3-48	24.896	10-48
18.938	»	19.962	8-48	21.415	»	22.446	8-48	23.699	»		
18.943	1939	**20.001**	**1950**					23.703	»		

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
24.899	8-48	**25.916**	**1950**	26.655	cp. op.	**27.488**	**1950**	28.385	10-48	29.366	opp.
24.934	3-48	**25.920**	»	26.656	»	27.489	8-48	**28.388**	**1950**	**29.367**	**1950**
24.941	**1950**	25.927	8-48	26.657	»	**27.509**	**1950**	**28.396**	»	29.371	3-48
24.958	1939	25.934	1949	26.658	»	27.517	8-48	28.399	10-48	29.386	8-48
24.965	10-48	**25.935**	**1950**	26.674	1949	27.520	»	28.399	cp. op.	29.391	»
24.966	8-48	25.940	8-48	26.682	8-48	27.531	1949	28.400	»	29.393	1949
24.968	10-48	**25.943**	**1950**	**26.693**	**1950**	**27.537**	**1950**	28.408	8-48	29.394	1939
24.974	1949	25.955	10-48	26.695	8-48	**27.547**	»	28.415	»	29.409	1949
24.980	8-48	25.959	1949	26.714	»	27.548	1949	28.426	»	29.415	8-48
24.996	3-48	25.964	1939	**26.724**	**1950**	27.584	10-48	28.427	»	**29.417**	**1950**
25.000	8-48	25.966	10-48	26.728	8-48	27.587	8-48	**28.445**	**1950**	29.425	8-48
25.010	»	**25.975**	**1950**	26.731	»	27.594	»	28.461	1949	29.434	»
25.064	**1950**	25.983	10-48	26.791	»	27.596	»	28.464	8-48	29.436	10-48
25.065	»	25.990	1939	26.799	10-48	27.599	»	28.478	opp.	**29.447**	**1950**
25.074	1949	26.019	8-48	**26.836**	**1950**	27.630	»	28.479	8-48	29.496	3-48
25.087	**1950**	26.034	10-48	26.838	8-48	27.631	10-48	28.479	opp.	**29.500**	**1950**
25.090	3-48	26.038	»	26.861	»	**27.635**	**1950**	28.482	»	29.503	8-48
25.091	8-48	26.048	8-48	26.863	10-48	27.652	8-48	28.483	»	29.510	»
25.092	»	26.053	10-48	26.868	1949	**27.660**	**1950**	28.488	8-48	29.526	»
25.093	»	26.057	8-48	26.876	»	27.685	8-48	**28.490**	**1950**	29.528	»
25.116	1949	26.081	1949	26.883	8-48	27.688	»	28.498	8-48	29.547	»
25.122	8-48	26.084	8-48	26.884	»	27.696	»	28.501	»	29.553	1949
25.131	»	26.087	1949	26.885	1949	27.711	»	**28.505**	**1950**	29.554	8-48
25.133	»	26.091	10-48	26.924	8-48	27.714	»	28.524	opp.	29.562	»
25.143	»	26.101	1949	**26.927**	**1950**	27.719	»	**28.525**	**1950**	29.591	»
25.146	3-48	26.102	8-48	**26.953**	»	27.727	»	28.531	8-48	29.596	»
25.208	8-48	26.109	1949	**26.960**	»	27.739	1949	**28.565**	**1950**	**29.600**	**1950**
25.300	**1950**	26.117	8-48	26.968	8-48	27.743	8-48	28.583	opp.	29.606	8-48
25.300	cp. op.	26.123	1949	**26.979**	**1950**	27.744	»	**28.587**	**1950**	29.614	»
25.315	1939	26.124	8-48	26.993	8-48	**27.746**	**1950**	28.653	8-48	29.615	3-48
25.326	**1950**	26.125	»	27.014	3-48	27.770	1949	28.659	»	29.616	8-48
25.328	8-48	26.127	10-48	**27.016**	**1950**	27.785	10-48	28.667	»	29.631	1949
25.333	»	26.132	8-48	**27.024**	»	27.793	8-48	28.668	»	29.635	8-48
25.346	**1950**	26.137	cp. op.	**27.030**	»	27.794	»	**28.686**	**1950**	29.640	»
25.358	1949	26.138	»	27.033	8-48	27.799	3-48	28.700	8-48	29.666	10-48
25.362	»	26.175	8-48	27.045	10-48	**27.818**	**1950**	28.724	1949	29.671	3-48
25.371	8-48	26.177	1939	**27.056**	**1950**	27.820	8-48	28.729	8-48	29.673	8-48
25.394	1949	26.179	10-48	27.060	8-48	27.829	»	28.730	»	**29.677**	**1950**
25.413	8-48	26.180	3-48	27.069	3-48	27.867	»	**28.734**	**1950**	**29.698**	»
25.414	1949	26.182	»	27.120	8-48	27.868	3-48	28.752	1949	29.699	10-48
25.417	8-48	26.190	8-48	27.124	»	27.869	10-48	28.753	8-48	29.711	»
25.421	1949	**26.194**	**1950**	27.125	»	27.875	1949	28.759	1949	**29.721**	**1950**
25.442	8-48	26.204	8-48	27.126	»	27.905	»	28.761	10-48	29.758	8-48
25.477	»	**26.210**	**1950**	27.130	»	27.924	»	28.764	8-48	29.761	10-48
25.488	»	26.212	1949	**27.133**	**1950**	27.935	3-48	28.807	»	29.769	8-48
25.490	**1950**	26.219	8-48	27.134	8-48	27.938	opp.	**28.862**	**1950**	29.790	10-48
25.499	8-48	**26.233**	**1950**	27.142	1949	27.939	»	28.878	10-48	29.790	cp. op.
25.500	»	26.243	10-48	27.144	8-48	27.942	8-48	28.881	8-48	29.793	1949
25.502	»	**26.280**	**1950**	**27.150**	**1950**	27.943	1949	**28.890**	**1950**	29.795	8-48
25.513	»	26.287	8-48	27.183	1949	27.946	8-48	28.932	3-48	29.800	»
25.532	»	26.289	»	**27.194**	**1950**	27.949	»	28.989	8-48	29.816	»
25.536	»	**26.297**	**1950**	27.198	opp.	27.984	»	**28.995**	**1950**	29.821	»
25.544	3-48	**26.391**	»	27.199	»	27.986	3-48	**28.998**	»	29.826	1949
25.561	**1950**	26.397	8-48	27.200	»	28.003	»	29.008	10-48	29.828	10-48
25.562	8-48	26.403	1949	27.201	»	28.013	10-48	29.013	»	**29.829**	**1950**
25.566	1949	26.435	8-48	27.202	»	**28.015**	**1950**	29.014	»	**29.862**	»
25.575	3-48	26.456	10-48	27.203	»	28.018	8-48	29.058	1949	29.863	8-48
25.598	10-48	26.457	1949	27.204	»	28.026	1949	29.079	3-48	29.864	»
25.602	3-48	**26.457**	**1950**	27.205	»	28.050	8-48	29.084	8-48	29.874	cp. op.
25.605	8-48	26.499	8-48	27.222	3-48	**28.070**	**1950**	**29.097**	**1950**	**29.875**	**1950**
25.610	»	26.500	»	**27.223**	**1950**	28.075	8-48	29.106	8-48	29.875	cp. op.
25.615	1949	26.515	»	27.226	8-48	28.077	»	**29.110**	**1950**	29.876	»
25.617	»	**26.516**	**1950**	27.231	1949	**28.086**	**1950**	29.113	8-48	29.877	1949
25.627	**1950**	26.531	3-48	27.233	10-48	**28.089**	»	29.118	»	29.887	opp.
25.644	»	26.536	8-48	27.237	1949	**28.100**	»	29.120	»	**29.889**	**1950**
25.645	8-48	26.547	»	**27.244**	**1950**	28.114	8-48	29.124	1949	29.892	1937
25.649	»	**26.548**	**1950**	27.267	10-48	28.119	»	29.129	8-48	29.893	8-48
25.652	1949	26.550	1949	27.285	8-48	28.123	1949	29.130	»	29.896	»
25.670	8-48	**26.563**	**1950**	27.295	»	28.126	10-48	29.136	1949	29.897	»
25.687	10-48	26.576	8-48	**27.309**	**1950**	28.140	1949	**29.142**	**1950**	29.920	»
25.694	1949	26.607	1949	27.319	8-48	28.144	8-48	29.146	8-48	29.941	1949
25.698	**1950**	26.620	opp.	27.326	»	28.149	1949	29.151	»	29.946	3-48
25.703	»	26.623	»	27.327	3-48	28.185	8-48	29.158	1949	29.958	8-48
25.727	8-48	26.624	»	27.328	8-48	28.191	»	29.160	8-48	29.962	»
25.730	**1950**	26.625	»	27.329	»	**28.213**	**1950**	29.162	»	30.000	»
25.731	8-48	26.626	»	27.335	»	28.217	1949	29.166	1949	**30.001**	**1950**
25.770	**1950**	26.627	»	27.338	»	28.222	8-48	29.171	8-48	30.015	8-48
25.773	8-48	26.628	»	27.354	»	28.230	10-48	29.174	»	30.016	»
25.781	1949	26.629	»	27.355	»	28.241	»	29.207	»	30.032	»
25.784	**1950**	26.631	»	**27.362**	**1950**	28.248	»	**29.224**	**1950**	30.088	»
25.821	8-48	26.632	»	**27.366**	»	28.253	8-48	29.237	8-48	30.095	»
25.822	»	26.634	»	27.368	3-48	28.256	1949	29.239	10-48	30.097	8-48
25.823	»	26.635	»	27.372	1949	28.261	8-48	**29.249**	**1950**	30.104	»
25.824	»	26.636	»	27.393	10-48	28.262	10-48	29.257	1949	**30.131**	**1950**
25.827	»	26.637	»	27.407	8-48	28.273	1949	29.286	8-48	30.137	8-48
25.828	»	26.639	»	27.413	3-48	28.290	»	29.295	»	30.151	3-48
25.848	»	26.640	»	27.429	10-48	28.299	8-48	**29.296**	**1950**	30.162	1949
25.853	1949	26.641	»	27.431	8-48	28.316	10-48	29.297	3-48	30.165	8-48
25.883	**1950**	26.642	»	**27.456**	**1950**	28.329	8-48	29.314	10-48	30.176	opp.
25.891	8-48	26.643	»	27.465	1938	28.351	»	29.346	8-48	30.177	»
25.895	1949	26.645	»	27.469	8-48	**28.360**	**1950**	**29.361**	**1950**	30.178	»
25.900	8-48	26.649	1949	27.472	10-48	28.373	8-48	29.362	opp.	30.191	8-48
25.914	10-48	26.652	cp. op.	27.486	1949	28.380	»	29.363	»		

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
30.193	8-48
30.197	10-48
30.199	»
30.200	»
30.201	8-48
30.207	10-48
30.210	1949
30.213	»
30.216	**1950**
30.222	1949
30.234	8-48
30.253	**1950**
30.257	8-48
30.258	»
30.268	»
30.271	»
30.277	»
30.291	**1950**
30.292	1937
30.301	8-48
30.320	»
30.321	»
30.323	10-48
30.352	8-48
30.360	»
30.368	»
30.377	»
30.382	**1950**
30.389	8-48
30.397	3-48
30.399	8-48
30.401	»
30.404	»
30.427	»
30.430	1949
30.445	8-48
30.447	3-48
30.451	8-48
30.461	**1950**
30.476	8-48
30.482	**1950**
30.489	»
30.511	1949
30.514	**1950**
30.529	8-48
30.531	»
30.539	»
30.540	»
30.556	1949
30.561	10-48
30.564	»
30.587	3-48
30.593	»
30.617	»
30.618	»
30.645	8-48
30.651	**1950**
30.653	»
30.663	8-48
30.665	»
30.693	»
30.701	»
30.702	»
30.703	»
30.749	»
30.751	**1950**
30.752	8-48
30.762	**1950**
30.776	8-48
30.781	»
30.784	1949
30.787	1939
30.793	1949
30.805	**1950**
30.807	1939
30.809	10-48
30.824	»
30.845	8-48
30.859	10-48
30.877	8-48
30.881	**1950**
30.889	8-48
30.890	3-48
30.927	**1950**
30.942	8-48
30.948	»
30.964	10-48
30.969	»
30.971	8-48
30.979	1949
30.980	8-48
30.983	»
30.989	1949

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
30.993	cp. op.
30.997	3-48
31.007	8-48
31.021	**1950**
31.022	8-48
31.029	3-48
31.033	1949
31.036	10-48
31.039	»
31.063	**1950**
31.064	»
31.080	»
31.094	»
31.105	»
31.122	»
31.130	8-48
31.149	10-48
31.162	»
31.173	**1950**
31.178	»
31.192	1949
31.195	**1950**
31.251	8-48
31.252	»
31.261	1949
31.267	8-48
31.281	»
31.282	1949
31.290	10-48
31.303	1949
31.311	1939
31.316	**1950**
31.317	1949
31.324	**1950**
31.328	1949
31.332	**1950**
31.345	10-48
31.361	8-48
31.363	**1950**
31.367	8-48
31.382	»
31.409	»
31.414	»
31.415	»
31.425	»
31.427	opp.
31.430	cp. op.
31.434	8-48
31.436	»
31.437	cp. op.
31.439	»
31.440	»
31.442	»
31.453	**1950**
31.473	8-48
31.479	**1950**
31.483	8-48
31.484	»
31.502	**1950**
31.503	1949
31.524	8-48
31.526	»
31.528	»
31.538	»
31.550	10-48
31.552	8-48
31.573	**1950**
31.596	10-48
31.615	8-48
31.627	1949
31.629	cp. op.
31.630	10-48
31.643	1949
31.666	8-48
31.668	opp.
31.670	**1950**
31.681	10-48
31.683	8-48
31.685	1949
31.695	10-48
31.698	3-48
31.701	**1950**
31.705	1949
31.724	**1950**
31.738	»
31.745	1949
31.747	**1950**
31.765	8-48
31.766	»
31.769	3-48
31.770	»
31.772	10-48
31.776	**1950**

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
31.794	10-48
31.796	8-48
31.806	»
31.815	**1950**
31.820	»
31.826	8-48
31.829	»
31.830	»
31.838	»
31.838	opp.
31.853	1949
31.856	8-48
31.858	**1950**
31.883	»
31.896	8-48
31.898	10-48
31.900	8-48
31.903	1949
31.920	»
31.943	8-48
31.947	1949
31.971	**1950**
31.972	8-48
31.983	**1950**
31.986	»
31.999	8-48
32.040	10-48
32.065	»
32.066	8-48
32.075	»
32.092	»
32.103	10-48
32.105	8-48
32.124	»
32.136	**1950**
32.146	8-48
32.164	**1950**
32.168	8-48
32.169	»
32.171	10-48
32.178	1939
32.180	8-48
32.248	3-48
32.261	8-48
32.262	10-48
32.265	»
32.274	8-48
32.286	**1950**
32.295	8-48
32.296	3-48
32.306	»
32.321	1949
32.329	8-48
32.338	**1950**
32.339	8-48
32.350	10-48
32.360	1949
32.385	8-48
32.386	»
32.406	»
32.437	**1950**
32.441	8-48
32.443	1949
32.453	opp.
32.521	10-48
32.524	**1950**
32.527	10-48
32.545	1949
32.563	**1950**
32.565	10-48
32.571	1939
32.572	»
32.576	3-48
32.580	**1950**
32.587	8-48
32.592	»
32.609	»
32.612	10-48
32.616	1949
32.663	**1950**
32.719	»
32.729	8-48
32.745	10-48
32.763	8-48
32.767	1949
32.776	8-48
32.804	3-48
32.806	8-48
32.807	10-48
32.822	8-48
32.834	»
32.863	**1950**
32.873	»

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
32.897	8-48
32.904	**1950**
32.915	»
32.939	10-48
32.941	8-48
32.949	»
32.951	»
32.954	1949
32.958	8-48
32.969	**1950**
32.978	8-48
32.986	**1950**
32.991	1949
32.992	8-48
32.996	**1950**
32.997	10-48
33.000	**1950**
33.014	8-48
33.018	»
33.019	»
33.032	»
33.066	1949
33.067	8-48
33.090	»
33.098	**1950**
33.102	»
33.114	8-48
33.120	**1950**
33.126	3-48
33.137	8-48
33.144	»
33.145	»
33.288	»
33.294	**1950**
33.301	»
33.306	10-48
33.339	**1950**
33.345	8-48
33.346	**1950**
33.355	8-48
33.361	»
33.364	**1950**
33.372	3-48
33.376	8-48
33.419	**1950**
33.432	»
33.440	3-48
33.462	**1950**
33.464	»
33.467	»
33.490	3-48
33.494	8-48
33.509	»
33.510	»
33.518	»
33.558	**1950**
33.608	»
33.612	»
33.634	1949
33.657	**1950**
33.674	»
33.687	8-48
33.699	»
33.701	»
33.702	»
33.703	»
33.709	1949
33.717	8-48
33.742	1949
33.769	**1950**
33.765	»
33.792	»
33.796	»
33.813	10-48
33.819	8-48
33.832	»
33.847	»
33.882	**1950**
33.957	»
33.980	»
33.992	»
33.994	8-48
34.025	**1950**
34.044	»
34.070	8-48
34.079	»
34.083	»
34.096	»
34.104	»
34.106	1949
34.109	8-48
34.111	»
34.120	**1950**

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
34.128	3-48
34.130	10-48
34.160	»
34.165	8-48
34.199	»
34.201	1939
34.206	**1950**
34.217	8-48
34.245	»
34.256	1937
34.271	1949
34.283	**1950**
34.292	8-48
34.296	**1950**
34.323	8-48
34.335	10-48
34.338	**1950**
34.352	»
34.376	»
34.396	8-48
34.424	**1950**
34.436	»
34.463	8-48
34.472	**1950**
34.484	»
34.499	1949
34.540	»
34.600	**1950**
34.604	»
34.615	»
34.626	1949
34.634	10-48
34.635	1949
34.640	10-48
34.643	1949
34.646	10-48
34.660	1949
34.665	**1950**
34.666	1949
34.761	**1950**
34.773	1949
34.789	**1950**
34.818	»
34.820	10-48
34.825	1949
34.828	»
34.873	»
34.877	**1950**
34.884	10-48
34.896	»
34.923	8-48
34.941	**1950**
34.960	1938
35.010	8-48
35.064	**1950**
35.065	»
35.074	1949
35.077	8-48
35.082	»
35.084	»
35.087	**1950**
35.090	3-48
35.091	8-48
35.092	»
35.093	»
35.098	1949
35.251	»
35.300	**1950**
35.326	»
35.346	»
35.348	8-48
35.354	1939
35.355	8-48
35.363	opp.
35.394	1949
35.456	8-48
35.488	»
35.490	**1950**
35.496	10-48
35.497	8-48
35.500	»
35.513	»
35.524	1949
35.526	8-48
35.529	»
35.536	»
35.561	**1950**
35.562	8-48
35.602	3-48
35.605	8-48
35.607	»
35.610	»
35.615	1949

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
35.617	1949
35.627	**1950**
35.642	10-48
35.644	**1950**
35.649	8-48
35.652	1949
35.657	8-48
35.663	1949
35.673	8-48
35.680	»
35.683	»
35.687	10-48
35.693	1938
35.694	1949
35.698	**1950**
35.703	»
35.711	8-48
35.715	»
35.718	3-48
35.726	8-48
35.727	»
35.730	**1950**
35.731	8-48
35.744	»
35.764	»
35.770	**1950**
35.773	8-48
35.784	**1950**
35.797	8-48
35.798	10-48
35.805	8-48
35.813	»
35.821	»
35.822	»
35.823	»
35.833	»
35.848	»
35.853	1949
35.883	**1950**
35.916	»
35.920	»
35.934	1949
35.935	**1950**
35.937	3-48
35.940	8-48
35.943	**1950**
35.955	10-48
35.971	3-48
35.975	**1950**
35.983	10-48
36.000	cp. op.
36.034	10-48
36.053	»
36.081	1949
36.084	8-48
36.087	1949
36.094	10-48
36.101	1949
36.102	8-48
36.109	1949
36.124	8-48
36.175	»
36.182	3-48
36.194	**1950**
36.210	»
36.219	8-48
36.221	1939
36.222	1938
36.233	**1950**
36.243	10-48
36.269	8-48
36.280	**1950**
36.280	cp. op.
36.281	»
36.282	»
36.283	»
36.284	»
36.285	»
36.286	»
36.287	»
36.288	»
36.289	»
36.291	»
36.292	»
36.293	»
36.294	»
36.297	**1950**
36.343	cp. op.
36.350	»
36.360	8-48
36.363	1949
36.370	3-48

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
36.375	1939	37.299	8-48	38.262	10-48	39.270	cp. op.	40.210	1949	**41.064**	**1950**
36.391	**1950**	**37.309**	**1950**	38.273	1949	39.271	»	40.211	8-48	41.077	3-48
36.397	8-48	37.319	8-48	38.280	8-48	39.293	1949	40.213	1949	41.079	8-48
36.426	1949	37.320	»	38.329	»	**39.296**	**1950**	40.214	8-48	**41.080**	**1950**
36.435	8-48	**37.362**	**1950**	38.347	»	39.297	3-48	**40.216**	**1950**	41.084	8-48
36.445	»	**37.366**	»	38.354	10-48	39.300	8-48	40.245	1949	**41.094**	**1950**
36.457	**1950**	37.372	1949	38.356	1949	39.314	10-48	40.248	1939	**41.105**	»
36.490	8-48	37.373	»	38.357	3-48	39.317	8-48	**40.253**	**1950**	41.108	8-48
36.500	»	37.378	»	**38.360**	**1950**	39.346	»	40.257	8-48	41.114	3-48
36.510	»	37.411	8-48	**38.388**	»	39.352	»	40.268	»	41.115	10-48
36.516	**1950**	37.414	cp. op.	**38.396**	»	39.354	3-48	**40.291**	**1950**	**41.122**	**1950**
36.536	8-48	37.433	»	38.407	10-48	39.356	10-48	40.320	8-48	41.149	10-48
36.540	1939	37.435	»	38.408	8-48	**39.361**	**1950**	40.323	10-48	**41.173**	**1950**
36.548	**1950**	37.436	»	38.415	»	**39.367**	»	40.352	8-48	**41.178**	»
36.557	cp. op.	37.437	»	38.418	10-48	39.371	3-48	40.377	»	41.192	1949
36.558	»	37.438	»	38.425	8-48	39.379	8-48	**40.382**	**1950**	**41.195**	**1950**
36.563	**1950**	**37.456**	**1950**	38.426	»	39.385	opp.	40.399	8-48	41.208	8-48
36.567	3-48	37.458	8-48	38.427	»	39.409	1949	40.418	opp.	41.282	1949
36.582	8-48	37.469	»	38.436	»	**39.417**	**1950**	40.430	1949	41.285	»
36.584	»	37.486	1949	**38.445**	**1950**	39.442	1949	40.435	»	41.290	10-48
36.595	»	**37.488**	**1950**	38.458	8-48	**39.447**	**1950**	40.451	8-48	41.294	8-48
36.670	»	37.495	8-48	38.461	1949	39.458	8-48	**40.461**	**1950**	41.298	»
36.674	1949	**37.509**	**1950**	38.468	8-48	39.479	10-48	40.476	8-48	41.299	10-48
36.679	8-48	37.531	1949	**38.490**	**1950**	39.490	8-48	**40.482**	**1950**	41.303	1949
36.682	»	**37.537**	**1950**	**38.505**	»	39.496	3-48	40.483	10-48	41.306	10-48
36.693	**1950**	37.543	8-48	**38.525**	»	**39.500**	**1950**	**40.489**	**1950**	**41.316**	**1950**
36.695	8-48	**37.547**	**1950**	38.544	8-48	39.526	8-48	40.496	1949	41.322	10-48
36.701	10-48	37.555	8-48	**38.565**	**1950**	39.553	1949	40.511	»	**41.324**	**1950**
36.724	**1950**	37.573	3-48	**38.587**	»	39.573	8-48	**40.514**	**1950**	41.328	1949
36.728	8-48	37.594	8-48	38.633	10-48	39.575	1949	40.521	1949	**41.332**	**1950**
36.729	»	37.596	»	38.647	8-48	39.581	8-48	40.525	8-48	41.345	10-48
36.731	»	37.630	»	38.653	»	39.589	»	40.529	»	**41.363**	**1950**
36.799	10-48	37.631	10-48	38.670	»	39.591	»	40.544	1938	41.367	8-48
36.812	8-48	**37.635**	**1950**	38.674	»	39.598	10-48	40.556	1949	41.382	»
36.813	»	**37.660**	»	38.680	opp.	**39.600**	**1950**	40.561	10-48	41.396	3-48
36.814	»	37.675	8-48	**38.686**	**1950**	39.608	1949	40.574	3-48	41.409	8-48
36.836	**1950**	37.679	»	38.693	8-48	39.610	10-48	40.628	1939	41.419	»
36.876	1949	37.685	»	38.722	3-48	39.614	8-48	**40.651**	**1950**	41.421	»
36.885	»	37.690	»	38.723	»	39.615	3-48	**40.653**	»	41.425	»
36.890	10-48	37.706	»	38.724	1949	39.616	8-48	40.654	8-48	**41.453**	**1950**
36.906	8-48	37.709	»	38.727	8-48	39.620	10-48	40.665	»	41.469	8-48
36.924	»	37.719	»	38.728	3-48	39.621	»	40.693	»	**41.479**	**1950**
36.927	**1950**	37.724	10-48	38.729	8-48	39.635	8-48	40.701	»	41.483	8-48
36.929	8-48	37.727	8-48	38.730	»	39.640	»	40.703	»	41.486	3-48
36.941	»	37.729	»	38.732	»	39.666	10-48	40.707	»	**41.502**	**1950**
36.944	»	37.743	»	**38.734**	**1950**	39.673	8-48	40.711	»	41.503	1949
36.949	»	37.744	»	38.746	8-48	**39.677**	**1950**	40.719	»	41.506	»
36.953	**1950**	**37.746**	**1950**	38.750	»	39.683	8-48	40.721	»	41.513	8-48
36.955	8-48	37.781	8-48	38.752	1949	**39.698**	**1950**	40.742	1949	41.528	»
36.960	**1950**	37.787	»	38.753	8-48	39.699	10-48	40.743	»	41.535	»
36.975	8-48	37.793	»	38.798	10-48	39.711	»	40.749	8-48	41.538	»
36.979	**1950**	37.794	»	38.838	8-48	39.716	8-48	**40.751**	**1950**	41.550	10-48
36.981	8-48	37.804	»	38.851	10-48	**39.721**	**1950**	40.752	8-48	41.557	8-48
36.988	3-48	37.813	1937	**38.862**	**1950**	39.727	1949	40.756	»	41.562	»
37.014	»	**37.818**	**1950**	38.881	8-48	39.734	8-48	**40.762**	**1950**	**41.573**	**1950**
37.016	**1950**	37.820	8-48	38.887	»	39.748	3-48	40.784	1949	41.582	1939
37.024	»	37.829	»	**38.890**	**1950**	39.754	8-48	40.792	8-48	41.589	8-48
37.030	»	37.843	1949	38.938	8-48	39.790	10-48	40.793	1949	41.591	»
37.056	»	37.845	cp. op.	38.955	»	39.793	1949	40.803	10-48	41.595	3-48
37.058	8-48	37.862	1949	38.976	opp.	39.810	8-48	**40.805**	**1950**	41.596	10-48
37.060	»	37.869	10-48	38.989	8-48	39.816	»	40.809	10-48	41.607	3-48
37.069	3-48	37.903	8-48	**38.995**	**1950**	**39.829**	**1950**	40.810	8-48	41.608	1949
37.070	8-48	37.905	1949	**38.998**	»	39.848	8-48	40.824	10-48	41.630	10-48
37.076	3-48	37.913	3-48	39.000	8-48	**39.862**	**1950**	40.859	»	41.631	8-48
37.081	8-48	37.921	8-48	39.008	10-48	39.863	8-48	40.874	8-48	41.646	»
37.082	»	37.924	1949	39.053	8-48	39.864	»	40.877	»	**41.670**	**1950**
37.088	»	37.936	»	39.058	1949	**39.875**	**1950**	**40.881**	**1950**	41.685	1949
37.113	10-48	37.946	8-48	39.068	3-48	39.877	1949	40.882	8-48	41.692	8-48
37.120	8-48	37.953	1949	39.095	8-48	**39.889**	**1950**	40.908	»	41.695	10-48
37.133	**1950**	37.984	8-48	**39.097**	**1950**	39.941	1949	40.916	»	41.696	8-48
37.134	8-48	37.986	3-48	**39.110**	»	39.942	8-48	**40.927**	**1950**	41.698	3-48
37.142	1949	37.989	10-48	39.120	8-48	39.946	3-48	40.933	8-48	**41.701**	**1950**
37.144	8-48	**38.015**	**1950**	39.124	1949	39.974	»	40.940	»	41.717	1949
37.150	**1950**	38.068	8-48	**39.142**	**1950**	39.985	8-48	40.941	1949	41.721	8-48
37.161	8-48	**38.070**	**1950**	39.149	8-48	39.987	3-48	40.942	8-48	**41.724**	**1950**
37.181	cp. op.	**38.086**	»	39.162	»	40.000	8-48	40.948	»	41.733	cp. op.
37.182	»	**38.089**	»	39.166	1949	**40.001**	**1950**	40.950	»	41.736	»
37.183	1949	**38.100**	»	39.171	8-48	40.023	8-48	40.952	1949	41.737	8-48
37.183	cp. op.	38.104	8-48	39.203	cp. op.	40.032	»	40.954	8-48	41.737	cp. op.
37.184	»	38.119	»	39.204	»	40.044	»	40.964	10-48	**41.738**	**1950**
37.185	»	38.123	1949	39.206	»	40.046	»	40.969	»	41.738	cp. op.
37.187	»	38.126	10-48	39.207	»	40.084	3-48	40.979	1949	41.739	»
37.188	»	38.140	1949	39.208	»	**40.131**	**1950**	40.983	8-48	41.745	1949
37.190	»	38.144	8-48	39.209	»	40.132	1949	41.007	»	41.745	opp.
37.191	»	38.149	1949	39.210	»	40.162	»	**41.021**	**1950**	**41.747**	**1950**
37.192	»	38.161	3-48	39.211	»	40.163	»	41.022	8-48	41.753	8-48
37.194	**1950**	38.162	8-48	39.219	1949	40.165	8-48	41.029	3-48	41.772	10-48
37.194	cp. op.	38.169	1949	**39.224**	**1950**	40.169	10-48	41.032	opp.	**41.776**	**1950**
37.205	1949	**38.213**	**1950**	39.239	10-48	40.181	1949	41.033	»	41.783	opp.
37.223	**1950**	38.217	1949	**39.249**	**1950**	40.191	8-48	41.035	»	41.784	»
37.244	»	38.247	8-48	39.251	8-48	40.193	»	41.050	10-48	41.791	8-48
37.295	8-48	38.248	10-48	39.257	1949	40.197	10-48	41.058	»	41.797	»
37.297	»			39.265	8-48	40.199	»	**41.063**	**1950**		

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
41.806	8-48
41.815	**1950**
41.820	»
41.826	8-48
41.850	»
41.852	3-48
41.853	1949
41.858	**1950**
41.869	8-48
41.881	»
41.883	**1950**
41.892	10-48
41.898	»
41.903	1949
41.907	8-48
41.920	1949
41.921	8-48
41.922	3-48
41.929	1949
41.934	8-48
41.947	1949
41.971	**1950**
41.972	8-48
41.983	**1950**
41.986	»
41.988	1939
41.999	8-48
42.018	1949
42.019	8-48
42.050	3-48
42.074	8-48
42.094	»
42.095	10-48
42.103	»
42.136	**1950**
42.144	1949
42.146	8-48
42.164	**1950**
42.168	8-48
42.170	3-48
42.171	10-48
42.181	»
42.238	8-48
42.278	»
42.286	**1950**
42.338	»
42.339	8-48
42.348	»
42.350	10-48
42.360	1949
42.390	»
42.402	8-48
42.406	»
42.437	**1950**
42.468	8-48
42.499	»
42.504	3-48
42.521	10-48
42.524	**1950**
42.545	1949
42.546	cp. op.
42.547	»
42.548	»
42.549	»
42.554	8-48
42.555	cp. op.
42.556	»
42.563	**1950**
42.564	8-48
42.565	10-48
42.576	3-48
42.580	**1950**
42.584	3-48
42.585	8-48
42.609	»
42.612	10-48
42.616	1949
42.621	8-48
42.657	10-48
42.663	**1950**
42.670	10-48
42.684	1949
42.692	8-48
42.693	10-48
42.700	1949
42.708	8-48
42.717	»
42.719	**1950**
42.729	8-48
42.745	10-48
42.746	8-48
42.767	1949
42.793	8-48

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
42.798	1949
42.807	10-48
42.816	8-48
42.834	»
42.845	3-48
42.850	8-48
42.854	»
42.856	»
42.859	»
42.863	**1950**
42.864	8-48
42.873	**1950**
42.904	»
42.909	8-48
42.915	**1950**
42.942	1939
42.949	8-48
42.958	»
42.958	cp. op.
42.959	»
42.969	**1950**
42.978	8-48
42.986	**1950**
42.992	8-48
42.996	**1950**
42.997	10-48
42.998	1939
43.000	**1950**
43.001	8-48
43.030	»
43.036	»
43.038	»
43.041	10-48
43.045	opp.
43.066	1949
43.075	3-48
43.085	8-48
43.098	**1950**
43.102	»
43.120	»
43.144	8-48
43.145	»
43.153	»
43.155	»
43.158	1949
43.162	10-48
43.171	8-48
43.174	»
43.185	10-48
43.213	»
43.221	1949
43.250	10-48
43.257	8-48
43.294	**1950**
43.296	opp.
43.301	**1950**
43.339	»
43.345	8-48
43.346	**1950**
43.364	»
43.394	8-48
43.419	**1950**
43.422	8-48
43.423	»
43.425	»
43.432	**1950**
43.448	8-48
43.462	**1950**
43.464	»
43.467	»
43.484	8-48
43.498	opp.
43.509	8-48
43.510	»
43.515	»
43.517	»
43.518	»
43.519	»
43.535	»
43.547	»
43.558	**1950**
43.572	8-48
43.575	»
43.576	»
43.605	»
43.608	**1950**
43.610	8-48
43.612	**1950**
43.616	8-48
43.634	1949
43.657	**1950**
43.661	8-48

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
43.662	8-48
43.664	»
43.674	**1950**
43.714	8-48
43.717	»
43.725	»
43.763	10-48
43.764	1949
43.769	**1950**
43.785	»
43.792	»
43.796	»
43.813	10-48
43.819	8-48
43.831	»
43.836	10-48
43.837	1949
43.840	»
43.842	8-48
43.847	»
43.859	3-48
43.875	1939
43.878	8-48
43.882	**1950**
43.894	8-48
43.899	1949
43.951	8-48
43.957	**1950**
43.964	10-48
43.969	»
43.980	**1950**
43.992	»
43.997	8-48
44.001	»
44.004	»
44.006	»
44.009	»
44.015	»
44.017	»
44.025	**1950**
44.044	»
44.046	10-48
44.070	8-48
44.106	1949
44.120	**1950**
44.128	3-48
44.134	10-48
44.142	8-48
44.199	»
44.206	**1950**
44.236	8-48
44.237	»
44.271	1949
44.283	**1950**
44.292	8-48
44.296	**1950**
44.335	10-48
44.338	**1950**
44.340	3-48
44.352	**1950**
44.376	»
44.377	10-48
44.386	8-48
44.416	»
44.424	**1950**
44.436	»
44.441	10-48
44.449	3-48
44.450	8-48
44.463	»
44.466	»
44.472	**1950**
44.484	»
44.499	1949
44.505	8-48
44.514	»
44.519	10-48
44.520	»
44.523	8-48
44.552	3-48
44.559	8-48
44.575	»
44.585	10-48
44.600	**1950**
44.604	»
44.615	»
44.617	1949
44.634	10-48
44.639	8-48
44.665	**1950**
44.666	1949
44.670	opp.
44.672	»

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
44.673	opp.
44.674	8-48
44.674	opp.
44.699	3-48
44.718	8-48
44.719	»
44.752	3-48
44.761	**1950**
44.773	1949
44.777	3-48
44.789	**1950**
44.807	8-48
44.810	»
44.818	**1950**
44.819	3-48
44.820	10-48
44.823	8-48
44.838	1949
44.842	8-48
44.846	»
44.853	»
44.871	»
44.873	1949
44.877	**1950**
44.884	10-48
44.885	8-48
44.886	»
44.891	»
44.906	»
44.909	»
44.911	»
44.923	»
44.934	3-48
44.941	**1950**
44.947	8-48
44.966	»
44.968	10-48
44.980	opp.
44.985	1949
45.057	cp. op.
45.064	**1950**
45.065	»
45.068	8-48
45.071	10-48
45.072	8-48
45.074	1949
45.082	8-48
45.087	**1950**
45.092	8-48
45.093	»
45.098	1949
45.156	8-48
45.227	»
45.243	opp.
45.251	1949
45.265	8-48
45.279	opp.
45.281	»
45.282	»
45.288	8-48
45.294	»
45.300	**1950**
45.326	»
45.328	8-48
45.333	»
45.346	**1950**
45.348	8-48
45.349	»
45.355	»
45.358	1949
45.360	8-48
45.363	»
45.421	1949
45.434	8-48
45.435	»
45.474	»
45.485	10-48
45.490	**1950**
45.496	10-48
45.499	8-48
45.502	»
45.524	1949
45.561	**1950**
45.566	1949
45.582	8-48
45.583	»
45.589	1938
45.615	1949
45.617	»
45.627	**1950**
45.642	10-48
45.644	**1950**
45.645	8-48

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
45.649	8-48
45.663	1949
45.667	8-48
45.687	10-48
45.698	**1950**
45.703	»
45.711	8-48
45.718	3-48
45.730	**1950**
45.739	8-48
45.764	»
45.770	**1950**
45.775	opp.
45.784	**1950**
45.788	8-48
45.793	1949
45.797	8-48
45.798	10-48
45.813	8-48
45.821	»
45.822	»
45.823	»
45.824	»
45.853	1949
45.882	8-48
45.883	**1950**
45.890	8-48
45.891	»
45.895	1949
45.916	**1950**
45.919	8-48
45.920	**1950**
45.935	»
45.943	»
45.958	8-48
45.959	1949
45.975	**1950**
46.019	8-48
46.081	1949
46.101	»
46.109	»
46.127	10-48
46.152	cp. op.
46.179	10-48
46.194	**1950**
46.210	»
46.233	»
46.252	8-48
46.257	»
46.269	»
46.280	**1950**
46.287	8-48
46.297	**1950**
46.326	8-48
46.337	»
46.338	»
46.347	10-48
46.363	1949
46.391	**1950**
46.403	1949
46.426	»
46.457	»
46.461	8-48
46.476	»
46.487	**1950**
46.507	8-48
46.516	**1950**
46.532	8-48
46.548	**1950**
46.563	»
46.574	8-48
46.575	»
46.576	»
46.582	»
46.584	»
46.594	»
46.595	»
46.600	3-48
46.604	8-48
46.607	1949
46.609	1939
46.613	1949
46.615	»
46.639	8-48
46.645	»
46.649	1949
46.655	8-48
46.659	1939
46.672	8-48
46.674	1949
46.682	8-48
46.693	**1950**
46.695	8-48

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
46.701	10-48
46.704	8-48
46.724	**1950**
46.731	8-48
46.812	»
46.816	10-48
46.829	8-48
46.836	**1950**
46.817	8-48
46.876	1949
46.883	8-48
46.884	»
46.885	1949
46.885	cp. op.
46.896	8-48
46.924	»
46.927	**1950**
46.929	8-48
46.941	»
46.944	»
46.953	**1950**
46.955	8-48
46.960	**1950**
46.968	8-48
46.975	»
46.979	**1950**
46.988	3-48
46.993	8-48
47.014	3-48
47.016	**1950**
47.024	»
47.030	»
47.045	10-48
47.056	**1950**
47.060	8-48
47.064	»
47.070	»
47.076	3-48
47.113	10-48
47.120	8-48
47.125	»
47.126	»
47.133	**1950**
47.150	»
47.152	1937
47.161	8-48
47.169	»
47.170	»
47.172	»
47.183	1949
47.185	3-48
47.194	**1950**
47.213	10-48
47.223	**1950**
47.244	»
47.285	8-48
47.295	»
47.297	»
47.309	**1950**
47.362	»
47.363	8-48
47.366	**1950**
47.373	1949
47.378	»
47.384	8-48
47.391	»
47.396	»
47.407	»
47.411	»
47.413	3-48
47.424	8-48
47.429	10-48
47.436	opp.
47.456	**1950**
47.480	8-48
47.488	**1950**
47.495	8-48
47.509	**1950**
47.531	1949
47.537	**1950**
47.543	8-48
47.543	cp. op.
47.546	8-48
47.547	**1950**
47.548	1949
47.554	8-48
47.555	»
47.635	**1950**
47.660	»
47.675	8-48
47.676	»

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
47.706	8-48	48.707	8-48	49.666	10-48	50.539	8-48	51.627	1949	**52.524**	**1950**
47.711	»	48.710	»	49.667	3-48	50.540	»	51.630	10-48	52.538	8-48
47.714	»	**48.734**	**1950**	49.671	»	50.556	1949	51.631	8-48	52.545	1949
47.719	»	48.761	10-48	**49.677**	**1950**	50.559	8-48	51.643	1949	52.549	8-48
47.744	»	48.764	8-48	49.679	3-48	50.561	10-48	51.646	8-48	**52.563**	**1950**
47.746	**1950**	48.773	»	49.680	8-48	50.564	»	**51.670**	**1950**	52.571	1949
47.747	8-48	48.816	»	**49.698**	**1950**	50.574	3-48	51.681	10-48	**52.580**	**1950**
47.777	»	**48.862**	**1950**	49.699	10-48	50.607	8-48	51.685	1949	52.584	3-48
47.781	»	48.880	1938	49.716	8-48	**50.651**	**1950**	51.695	10-48	52.584	opp.
47.783	»	**48.890**	**1950**	**49.721**	**1950**	**50.653**	»	**51.701**	**1950**	52.585	8-48
47.785	10-48	48.904	1938	49.727	1949	50.675	8-48	51.703	8-48	52.587	»
47.799	3-48	48.909	8-48	49.741	1939	50.693	»	51.705	1949	52.609	»
47.818	**1950**	48.916	»	49.754	8-48	50.742	1949	51.715	3-48	52.612	10-48
47.843	1949	48.955	»	49.758	»	50.743	»	51.717	1949	52.621	8-48
47.853	opp.	48.989	»	49.760	»	**50.751**	**1950**	51.721	8-48	52.648	»
47.854	»	**48.995**	**1950**	49.761	10-48	**50.762**	»	**51.724**	**1950**	52.657	10-48
47.873	8-48	**48.998**	»	49.762	8-48	50.798	8-48	51.737	8-48	**52.663**	**1950**
47.875	1949	49.000	8-48	49.769	»	**50.805**	**1950**	**51.738**	**1950**	52.670	10-48
47.903	8-48	49.004	»	49.813	»	50.860	10-48	**51.747**	»	52.693	»
47.905	1949	49.058	1949	49.821	»	**50.881**	**1950**	**51.776**	»	52.707	8-48
47.909	8-48	49.084	8-48	49.826	1949	50.889	8-48	51.783	8-48	52.708	»
47.984	»	49.090	»	49.828	10-48	50.890	3-48	51.794	10-48	52.710	1949
48.001	opp.	**49.097**	**1950**	**49.829**	**1950**	50.913	10-48	51.804	8-48	52.711	8-48
48.002	»	49.106	8-48	49.833	8-48	**50.927**	**1950**	**51.815**	**1950**	52.715	»
48.013	10-48	**49.110**	**1950**	**49.862**	**1950**	50.940	8-48	**51.820**	**1950**	**52.719**	**1950**
48.015	**1950**	49.118	8-48	49.863	8-48	50.941	1949	51.833	8-48	52.729	8-48
48.026	1949	49.124	1949	49.864	»	50.942	8-48	51.850	»	52.746	»
48.070	**1950**	**49.142**	**1950**	**49.875**	**1950**	50.952	1949	51.853	1949	52.757	»
48.086	»	49.151	8-48	49.877	1949	50.979	»	51.856	8-48	52.767	1949
48.089	»	49.158	1949	**49.889**	**1950**	**50.980**	8-48	51.857	3-48	52.776	8-48
48.091	opp.	49.160	8-48	49.896	8-48	50.983	»	**51.858**	**1950**	52.787	cp. op.
48.100	**1950**	49.174	»	49.897	»	50.989	1949	51.869	8-48	52.789	»
48.104	8-48	49.194	»	49.901	»	**51.021**	**1950**	51.881	»	52.798	1949
48.114	»	49.207	»	49.904	»	51.022	8-48	**51.883**	**1950**	52.804	3-48
48.130	»	**49.224**	**1950**	49.920	»	51.039	10-48	51.891	opp.	52.806	8-48
48.140	1949	49.239	10-48	49.939	»	51.042	8-48	51.892	10-48	52.807	10-48
48.149	»	**49.249**	**1950**	49.941	1949	51.049	1939	51.898	»	52.820	8-48
48.185	8-48	49.251	8-48	49.960	»	**51.053**	**1950**	51.900	8-48	52.822	»
48.191	»	49.257	1949	49.962	8-48	**51.064**	»	51.921	»	52.834	»
48.204	10-48	49.260	8-48	49.974	3-48	51.079	8-48	51.922	3-48	52.845	3-48
48.212	1939	49.262	»	49.985	8-48	**51.080**	**1950**	51.929	1949	52.850	8-48
48.213	**1950**	49.265	»	49.987	3-48	51.082	8-48	51.934	8-48	52.853	10-48
48.217	1949	49.278	»	**50.001**	**1950**	**51.094**	**1950**	**51.971**	**1950**	52.854	8-48
48.245	8-48	49.286	»	50.021	8-48	**51.105**	»	51.978	1938	52.859	»
48.279	»	**49.296**	**1950**	50.023	»	**51.122**	»	**51.983**	**1950**	52.862	10-48
48.280	»	49.300	8-48	50.032	»	51.136	8-48	**51.986**	»	**52.863**	**1950**
48.290	1949	49.317	»	50.044	»	51.151	1949	51.999	8-48	52.864	8-48
48.316	10-48	49.352	»	50.046	»	**51.173**	**1950**	52.024	»	**52.873**	**1950**
48.354	»	49.354	3-48	50.051	»	**51.178**	»	52.040	10-48	52.880	8-48
48.356	1949	49.356	10-48	50.070	10-48	51.180	8-48	52.049	8-48	**52.904**	**1950**
48.360	**1950**	**49.361**	**1950**	50.072	cp. op.	51.192	1949	52.050	3-48	**52.915**	»
48.363	1949	**49.367**	»	50.106	8-48	**51.195**	**1950**	52.065	10-48	52.918	8-48
48.369	8-48	49.371	3-48	**50.131**	**1950**	51.251	8-48	52.074	8-48	52.920	»
48.385	10-48	49.386	8-48	50.153	8-48	51.255	»	52.095	10-48	52.928	»
48.387	8-48	49.393	1949	50.181	1949	51.282	1949	52.102	8-48	52.931	»
48.388	**1950**	49.407	8-48	50.191	8-48	51.285	»	52.103	10-48	52.939	10-48
48.396	»	49.409	1949	50.193	»	51.290	10-48	52.118	1949	52.954	1949
48.405	8-48	49.415	8-48	50.197	10-48	51.292	8-48	52.125	»	**52.969**	**1950**
48.407	10-48	**49.417**	**1950**	50.200	»	51.294	»	52.128	8-48	**52.986**	»
48.408	8-48	49.442	1949	50.201	8-48	51.298	»	**52.136**	**1950**	52.991	1949
48.418	10-48	49.443	3-48	50.207	10-48	51.303	1949	52.139	8-48	52.992	8-48
48.427	8-48	**49.447**	**1950**	50.210	1949	**51.316**	**1950**	52.144	1949	**52.996**	**1950**
48.436	»	49.458	8-48	50.213	»	51.317	1949	52.146	8-48	**53.000**	»
48.443	3-48	49.479	10-48	**50.216**	**1950**	51.322	10-48	**52.164**	**1950**	53.003	8-48
48.445	**1950**	**49.500**	**1950**	50.249	8-48	**51.324**	**1950**	52.170	3-48	53.009	1949
48.457	8-48	49.503	8-48	50.245	1949	51.328	1949	52.171	10-48	53.030	8-48
48.458	»	49.526	»	**50.253**	**1950**	**51.332**	**1950**	52.187	8-48	53.032	»
48.461	1949	49.528	»	50.268	8-48	**51.363**	»	52.257	»	53.038	»
48.475	8-48	49.550	»	50.277	»	51.412	3-48	52.262	10-48	53.041	10-48
48.476	»	49.565	1939	**50.291**	**1950**	51.415	8-48	52.278	8-48	53.066	1949
48.488	»	49.573	8-48	50.317	8-48	51.419	»	**52.286**	**1950**	53.067	8-48
48.490	**1950**	49.575	1949	50.320	»	51.421	»	52.295	8-48	53.069	»
48.505	»	49.581	8-48	50.321	»	51.425	»	52.297	»	53.085	»
48.525	»	49.588	»	50.356	1949	51.451	»	52.321	1949	**53.098**	**1950**
48.531	8-48	49.589	»	50.368	8-48	**51.453**	**1950**	52.329	8-48	53.100	1937
48.535	3-48	49.591	»	50.369	cp. op.	51.466	8-48	**52.338**	**1950**	**53.102**	**1950**
48.561	8-48	49.596	»	50.370	8-48	51.469	»	52.339	8-48	53.105	8-48
48.565	**1950**	49.598	10-48	**50.382**	**1950**	**51.479**	**1950**	52.345	»	**53.120**	**1950**
48.587	»	49.599	1949	50.397	3-48	51.483	8-48	52.347	»	53.122	8-48
48.596	8-48	**49.600**	**1950**	50.404	8-48	51.484	»	52.348	»	**53.137**	»
48.602	10-48	49.606	8-48	50.430	1949	51.486	3-48	52.350	10-48	53.238	»
48.633	»	49.607	»	50.432	8-48	**51.502**	**1950**	52.390	1949	**53.246**	3-48
48.647	8-48	49.608	1949	50.433	»	51.503	1949	**52.437**	**1950**	53.250	10-48
48.653	»	49.610	10-48	**50.461**	**1950**	51.506	»	52.441	8-48	53.266	8-48
48.659	»	49.614	8-48	50.476	8-48	51.550	10-48	52.443	1949	53.266	opp.
48.667	»	49.615	3-48	**50.482**	**1950**	51.562	8-48	52.445	3-48	53.283	8-48
48.668	»	49.616	8-48	50.483	10-48	51.570	»	52.446	8-48	**53.294**	**1950**
48.670	»	49.620	10-48	**50.489**	**1950**	**51.573**	**1950**	52.450	»	53.299	8-48
48.678	»	49.621	»	50.496	1949	51.589	8-48	52.462	»	**53.301**	**1950**
48.686	**1950**	49.631	1949	50.511	»	51.591	»	52.468	»	53.304	8-48
48.696	8-48	49.640	8-48	**50.514**	**1950**	51.608	1949	52.499	»	53.311	»
48.700	»	49.651	10-48	50.521	1949	51.613	8-48	52.504	3-48	**53.339**	**1950**
48.701	»	49.661	8-48	50.529	8-48	51.615	»	52.521	10-48		

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
53.342	8-48	54.142	8-48	55.091	8-48	56.540	1939	57.547	1950	58.724	1949
53.345	»	54.160	10-48	55.092	»	56.547	8-48	57.548	1949	58.730	8-48
53.346	1950	54.165	8-48	55.156	»	56.548	1950	57.551	8-48	58.734	1950
53.359	opp.	54.168	»	55.181	»	56.550	1949	57.555	»	58.764	8-48
53.360	»	54.171	»	55.212	»	56.563	1950	57.587	»	58.806	»
53.361	»	54.194	»	55.251	1949	56.576	8-48	57.588	»	58.807	»
53.362	»	54.206	1950	55.276	8-48	56.582	»	57.599	»	58.816	»
53.364	1950	54.227	1949	55.294	»	56.600	3-48	57.635	1950	58.827	1939
53.366	opp.	54.237	8-48	55.300	1950	56.604	8-48	57.660	»	58.838	8-48
53.367	»	54.271	1949	55.302	8-48	56.607	1949	57.675	8-48	58.851	10-48
53.368	»	54.283	1950	55.326	1950	56.609	1939	57.679	»	58.862	1950
53.369	»	54.296	»	55.346	»	56.613	1949	57.739	1949	58.890	»
53.374	8-48	54.297	1949	55.348	8-48	56.633	1939	57.744	8-48	58.916	8-48
53.384	10-48	54.304	8-48	55.349	»	56.635	1949	57.746	1950	58.932	3-48
53.394	8-48	54.311	10-48	55.358	1949	56.636	10-48	57.777	8-48	58.958	8-48
53.419	1950	54.320	1949	55.362	»	56.639	8-48	57.781	»	58.995	1950
53.422	8-48	54.335	10-48	55.373	8-48	56.645	»	57.804	»	58.997	8-48
53.432	1950	54.338	1950	55.405	1939	56.682	»	57.818	1950	58.998	1950
53.440	3-48	54.340	3-48	55.414	1949	56.692	»	57.843	1949	59.004	8-48
53.448	8-48	54.352	1950	55.442	8-48	56.693	1950	57.875	»	59.008	10-48
53.462	1950	54.368	8-48	55.456	»	56.695	8-48	57.905	»	59.029	8-48
53.464	»	54.376	1950	55.490	1950	56.701	10-48	57.911	8-48	59.049	»
53.467	»	54.377	10-48	55.499	8-48	56.714	8-48	57.913	3-48	59.058	1949
53.470	8-48	54.388	8-48	55.500	»	56.724	1950	57.921	8-48	59.068	3-48
53.484	»	54.404	»	55.504	»	56.766	8-48	57.922	»	59.079	»
53.486	»	54.405	»	55.524	1949	56.825	»	57.924	1949	59.084	8-48
53.497	»	54.416	»	55.544	3-48	56.828	»	57.936	»	59.097	1950
53.506	»	54.424	1950	55.561	1950	56.836	1950	57.989	10-48	59.110	»
53.519	»	54.436	»	55.610	8-48	56.847	8-48	58.003	3-48	59.130	8-48
53.522	3-48	54.444	10-48	55.615	1949	56.885	1949	58.015	1950	59.142	1950
53.558	1950	54.447	8-48	55.627	1950	56.927	1950	58.017	1939	59.166	1949
53.569	8-48	54.448	»	55.636	10-48	56.941	8-48	58.031	3-48	59.171	8-48
53.587	»	54.449	3-48	55.642	»	56.953	1950	58.070	1950	59.174	»
53.589	3-48	54.450	8-48	55.644	1950	56.960	»	58.086	»	59.189	»
53.604	8-48	54.452	»	55.645	8-48	56.975	8-48	58.089	»	59.222	1939
53.605	»	54.466	»	55.693	1938	56.988	3-48	58.100	»	59.224	1950
53.608	1950	54.472	1950	55.694	1949	57.016	1950	58.101	8-48	59.244	8-48
53.612	»	54.484	»	55.698	1950	57.023	8-48	58.123	1949	59.244	opp.
53.634	1949	54.496	8-48	55.703	»	57.024	1950	58.130	8-48	59.249	1950
53.640	8-48	54.499	1949	55.714	8-48	57.030	»	58.136	»	59.296	»
53.657	1950	54.503	10-48	55.730	1950	57.056	»	58.137	»	59.300	8-48
53.671	8-48	54.514	8-48	55.770	»	57.069	3-48	58.140	1949	59.314	10-48
53.674	1950	54.520	10-48	55.781	1949	57.076	»	58.161	3-48	59.317	8-48
53.676	8-48	54.522	3-48	55.784	1950	57.083	8-48	58.169	1949	59.329	»
53.680	3-48	54.523	8-48	55.797	8-48	57.088	»	58.213	1950	59.346	»
53.714	8-48	54.533	»	55.798	10-48	57.099	Opp.	58.217	1949	59.352	»
53.725	»	54.549	»	55.805	8-48	57.100	»	58.230	10-48	59.356	10-48
53.757	»	54.552	3-48	55.808	3-48	57.120	8-48	58.247	8-48	59.361	1950
53.761	»	54.589	8-48	55.813	8-48	57.124	»	58.248	10-48	59.367	»
53.764	1949	54.600	1950	55.883	1950	57.125	»	58.261	8-48	59.379	8-48
53.769	1950	54.604	»	55.890	8-48	57.126	»	58.262	10-48	59.393	1949
53.785	»	54.615	»	55.891	»	57.133	1950	58.285	1939	59.407	8-48
53.786	8-48	54.634	10-48	55.900	»	57.142	1949	58.290	1949	59.409	1949
53.792	1950	54.635	1949	55.916	1950	57.144	8-48	58.299	8-48	59.415	8-48
53.796	»	54.665	1950	55.920	1950	57.150	1950	58.316	10-48	59.417	1950
53.822	8-48	54.723	8-48	55.934	1949	57.169	8-48	58.341	8-48	59.436	10-48
53.831	»	54.744	»	55.935	1950	57.172	»	58.351	»	59.442	1949
53.859	3-48	54.748	»	55.940	8-48	57.183	1949	58.354	10-48	59.447	1950
53.864	8-48	54.749	»	55.943	1950	57.194	1950	58.356	1949	59.479	10-48
53.877	»	54.758	»	55.959	1949	57.205	1949	58.360	1950	59.490	8-48
53.878	»	54.759	3-48	55.964	1939	57.223	1950	58.363	1949	59.496	3-48
53.882	1950	54.760	1939	55.971	3-48	57.229	8-48	58.369	8-48	59.500	1950
53.909	8-48	54.761	1950	55.975	1950	57.231	1949	58.370	opp.	59.510	8-48
53.957	1950	54.781	8-48	55.978	8-48	57.237	»	58.388	1950	59.526	»
53.964	10-48	54.789	1950	56.019	»	57.244	1950	58.391	10-48	59.528	»
53.980	1950	54.798	3-48	56.048	»	57.285	8-48	58.396	1950	59.575	1949
53.992	»	54.807	8-48	56.050	Opp.	57.295	»	58.399	10-48	59.596	8-48
54.009	8-48	54.816	»	56.081	1949	57.300	1950	58.418	»	59.600	1950
54.012	»	54.818	1950	56.087	»	57.335	8-48	58.420	8-48	59.606	8-48
54.025	1950	54.820	10-48	56.101	»	57.348	Opp.	58.424	»	59.607	»
54.043	8-48	54.848	8-48	56.109	»	57.362	1950	58.425	»	59.608	1949
54.044	1950	54.863	»	56.117	8-48	57.366	»	58.429	1938	59.615	3-48
54.058	8-48	54.873	1949	56.132	»	57.396	8-48	58.443	3-48	59.616	8-48
54.070	»	54.877	1950	56.175	»	57.397	»	58.445	1950	59.621	10-48
54.074	»	54.899	8-48	56.190	»	57.413	3-48	58.461	1949	59.631	1949
54.079	»	54.941	1950	56.194	1950	57.429	10-48	58.468	8-48	59.657	8-48
54.083	»	54.944	8-48	56.210	»	57.441	»	58.469	»	59.664	»
54.084	»	54.947	»	56.229	1939	57.456	1950	58.475	»	59.666	10-48
54.085	3-48	54.958	1939	56.233	1950	57.457	10-48	58.488	»	59.667	3-48
54.096	8-48	54.965	10-48	56.243	10-48	57.458	8-48	58.493	8-48	59.671	»
54.099	»	54.966	8-48	56.251	8-48	57.459	1949	58.501	»	59.673	8-48
54.102	»	55.013	3-48	56.280	1950	57.469	8-48	58.502	»	59.677	1950
54.104	»	55.025	8-48	56.287	8-48	57.472	10-48	58.505	1950	59.679	3-48
54.106	1949	55.029	10-48	56.297	1950	57.486	1949	58.508	8-48	59.680	8-48
54.109	8-48	55.044	3-48	56.363	1949	57.488	1950	58.525	1950	59.683	»
54.111	»	55.064	1950	56.391	1950	57.495	8-48	58.535	3-48	59.693	1950
54.117	»	55.065	»	56.487	»	57.503	1950	58.565	1950	59.711	10-48
54.119	»	55.068	8-48	56.499	8-48	57.515	8-48	58.587	»	59.721	1950
54.120	1950	55.074	1949	56.500	»	57.520	»	58.595	8-48	59.727	1949
54.128	3-48	55.084	8-48	56.507	»	57.531	1949	58.686	1950	59.734	8-48
54.130	10-48	55.087	1950	56.516	1950	57.565	8-48	58.690	8-48	59.735	1949
54.134	»	55.090	3-48	56.532	8-48	57.567	1950	58.701	»	59.745	8-48
54.136	8-48			56.536	»	57.513	8-48	58.708	»		

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
59.748	3-48	**61.021**	**1950**	**62.136**	**1950**	63.372	3-48	64.340	3-48	**65.644**	**1950**
59.761	10-48	61.033	1949	62.144	1949	63.374	8-48	**64.352**	**1950**	65.652	1949
59.762	8-48	61.039	10-48	**62.164**	**1950**	63.384	10-48	**64.376**	»	65.667	8-48
59.826	1949	61.050	»	62.171	10-48	63.387	1949	64.419	cp op.	65.670	»
59.829	**1950**	**61.063**	**1950**	62.176	1949	63.404	8-48	**64.424**	**1950**	65.683	»
59.862	»	**61.064**	»	62.181	10-48	**63.419**	**1950**	**64.436**	»	65.694	1949
59.875	»	**61.080**	»	62.248	3-48	63.422	8-48	64.450	8-48	**65.698**	**1950**
59.877	1949	61.084	8-48	62.261	8-48	63.423	»	64.463	»	**65.703**	»
59.889	**1950**	**61.094**	**1950**	62.265	10-48	**63.432**	**1950**	64.466	»	65.717	1934
59.939	8-48	**61.105**	»	**62.286**	**1950**	**63.462**	»	**64.472**	**1950**	65.718	3-48
59.941	1949	61.114	3-48	62.296	3-48	**63.464**	»	64.474	8-48	**65.730**	**1950**
59.942	8-48	**61.122**	**1950**	62.297	8-48	**63.467**	»	**64.484**	**1950**	65.744	8-48
59.958	»	61.128	10-48	62.321	1949	63.484	8-48	64.496	8-48	**65.770**	**1950**
59.962	»	61.140	8-48	**62.338**	**1950**	63.489	10-48	64.503	10-48	65.773	8-48
59.979	1938	61.151	1949	62.345	8-48	63.490	3-48	64.504	1939	**65.784**	**1950**
59.985	8-48	**61.173**	**1950**	62.347	»	63.494	8-48	64.505	8-48	65.797	8-48
60.001	**1950**	**61.178**	»	62.348	»	63.506	»	64.519	10-48	65.798	10-48
60.006	8-48	**61.195**	»	62.350	10-48	63.509	»	64 540	1949	65.822	8-48
60.021	»	61.261	1949	62.360	1949	63.540	»	64.552	3-48	65.853	1949
60.046	»	61.285	»	62.382	8-48	63.534	»	64.575	8-48	65.882	8-48
60.054	»	61.309	opp.	62.390	1949	63.535	»	64.585	10-48	**65.883**	**1950**
60.070	10.48	61.310	»	62.395	8-48	**63.558**	**1950**	**64.600**	**1950**	**65.916**	»
60.081	1949	**61.316**	**1950**	**62.437**	**1950**	63.572	8-48	**64.604**	»	**65.920**	»
60.095	8-48	61.317	1949	62.441	8-48	63.575	»	64.605	8-48	65.925	1921
60.097	»	**61.324**	**1950**	**62.524**	**1950**	63.587	»	**64.615**	**1950**	**65.935**	**1950**
60.104	»	61.328	1949	62.529	8-48	63.605	»	64.617	1949	**65.943**	»
60.129	»	**61.332**	**1950**	62.538	»	**63.608**	**1950**	64.640	10-48	65.959	1949
60.131	**1950**	**61.363**	»	62.545	1949	63.610	8-48	64.643	1949	65.966	10-48
60.132	1949	61.367	8-48	**62.563**	**1950**	**63.612**	**1950**	64.646	10-48	65.966	opp.
60.153	8-48	61.393	1939	62.564	8-48	63.616	8-48	64.660	1949	65.971	3-48
60.161	»	61.409	8-48	62.565	10-48	63.621	»	**64.665**	**1950**	**65.975**	**1950**
60.162	1949	61.412	3-48	**62.580**	**1950**	63.634	1949	64.673	3-48	65.976	8-48
60.163	»	61.414	8-48	62.587	8-48	**63.657**	**1950**	64.748	8-48	65.990	1939
60.165	8-48	61.415	»	62.592	»	63.662	8-48	64.749	»	66.034	10-48
60.174	10-48	61.417	»	62.648	»	**63.674**	**1950**	64.759	3-48	66.084	8-48
60.176	3-48	61.425	»	**62.663**	**1950**	63.694	8-48	**64.761**	**1950**	66.101	1919
60.181	1949	61.434	»	62.670	10-48	63.725	»	64.773	1949	66.132	8-48
60.191	8-48	61.436	»	62.680	8-48	63.738	»	**64.789**	**1950**	66.164	»
60.193	»	61.451	»	62.684	1949	63.740	10-48	64.816	8-48	66.168	1937
60.197	10-48	**61.453**	**1950**	62.691	8-48	63.742	1949	**64.818**	**1950**	66.175	8-48
60.199	»	61.466	8-48	62.704	1949	63.747	»	64.819	3-48	66.180	3-48
60.211	8-48	61.473	»	62.707	8-48	63.763	10-48	64.820	10-48	66.182	»
60.216	**1950**	**61.479**	**1950**	62.708	»	63.764	1949	64.823	8-48	66.190	8-48
60.219	8-48	**61.502**	»	62.710	1949	**63.769**	**1950**	64.838	1949	66.192	1939
60.228	»	61.503	1949	62.711	8-48	**63.785**	»	64.842	8-48	**66.194**	**1950**
60.232	1949	61.528	8-48	62.715	»	63.786	8-48	64.846	»	**66.210**	»
60.245	»	61.535	»	62.717	»	**63.792**	**1950**	64.848	»	**66.233**	»
60.252	1920	61.538	»	**62.719**	**1950**	**63.796**	»	64.853	»	**66.280**	»
60.253	**1950**	61.550	10-48	62.729	8-48	63.831	8-48	64.868	»	**66.297**	»
60.254	1929	61.562	8-48	62.745	10-48	63.840	1949	64.873	1949	66.308	8-48
60.257	8-48	61.563	3-48	62.746	8-48	63.859	3-48	**64.877**	**1950**	66.320	»
60.258	»	**61.573**	**1950**	62.793	»	63.877	8-48	64.883	8-48	66.334	»
60.268	»	61.627	1949	62.800	1949	63.878	»	64.884	10-48	66.360	»
60.291	**1950**	61.631	8-48	62.822	8-48	**63.882**	**1950**	64.926	8-48	66.363	1949
60.309	3-48	61.663	»	62.834	»	63.884	10-48	64.927	»	**66.391**	**1950**
60.320	8-48	61.664	»	62.842	»	63.888	8-48	**64.941**	**1950**	66.418	8-48
60.352	»	**61.670**	**1950**	62.845	3-48	63.894	»	64.944	8-48	66.425	»
60.354	»	61.681	10-48	62.847	8-48	63.899	1949	65.036	»	66.426	1949
60.377	»	61.683	8-48	62.850	»	63.901	8-48	65.044	3-48	66.445	8-48
60.382	**1950**	61.685	1949	62.853	10-48	63.920	»	**65.064**	**1950**	66.457	1949
60.389	8-48	**61.701**	**1950**	62.856	8-48	63.951	»	**65.065**	»	**66.487**	**1950**
60.404	»	61.705	1949	62.859	»	**63.957**	**1950**	65.079	cp. op.	66.490	8-48
60.461	**1950**	61.715	3-48	62.862	10-48	63.969	10-48	**65.087**	**1950**	66.499	»
60.482	»	61.717	1949	**62.863**	**1950**	**63.980**	**1950**	65.098	1949	**66.516**	**1950**
60.489	»	61.721	8-48	**62.873**	»	**63.992**	»	65.116	»	**66.548**	»
60.511	1949	**61.724**	**1950**	62.888	8-48	64.004	8-48	65.148	10-48	**66.563**	»
60.514	**1950**	**61.738**	»	**62.904**	**1950**	**64.025**	**1950**	65.156	8-48	66.594	8-48
60.521	1949	61.745	1949	62.909	8-48	64.035	8-48	65.172	»	66.600	3-48
60.529	8-48	**61.747**	**1950**	**62.915**	**1950**	**64.044**	**1950**	65.298	»	66.604	8-48
60.539	»	61.765	8-48	62.927	8-48	64.046	10-48	**65.300**	**1950**	66.620	»
60.556	1949	61.766	»	62.928	»	64.074	8-48	65.302	8-48	66.625	»
60.564	10-48	**61.776**	**1950**	62.931	»	64.079	»	**65.326**	**1950**	66.639	»
60.651	**1950**	61.783	8-48	62.949	»	64.083	»	**65.346**	»	66.645	»
60.653	»	61.794	10-48	62.954	1949	64.099	»	65.358	1949	66.652	3-48
60.663	8-48	61.797	8-48	**62.969**	**1950**	64.102	»	65.362	»	66.655	8-48
60.719	»	61.809	»	**62.986**	»	64.106	1949	65.413	8-48	66.659	1939
60.721	»	**61.815**	**1950**	**62.996**	»	64.109	8-48	65.414	1949	66.682	8-48
60.751	**1950**	**61.820**	»	**63.000**	»	64.111	»	65.421	»	66.689	»
60.756	8-48	**61.858**	»	63.006	8-48	**64.120**	**1950**	**65.490**	**1950**	**66.693**	**1950**
60.762	**1950**	61.869	8-48	63.055	»	64.130	10-48	65.497	8-48	66.695	8-48
60.781	8-48	**61.883**	**1950**	63.085	»	64.134	»	65.499	»	**66.724**	**1950**
60.793	1949	61.888	10-48	**63.098**	**1950**	64.160	»	65.500	»	66.728	8-48
60.798	8-48	61.896	8-48	**63.102**	»	64.161	8-48	65.513	»	66.731	»
60.801	»	61.903	1949	**63.120**	»	64.168	»	65.526	»	66.799	10-48
60.802	»	61.947	»	63.120	opp.	64.171	»	65.536	»	66.812	8-48
60.805	**1950**	**61.971**	**1950**	63.209	10-48	64.174	10-48	65.548	»	66.813	»
60.831	»	**61.983**	»	63.212	8-48	64.177	»	**65.561**	**1950**	66.814	»
60.890	3-48	**61.986**	»	63.229	3-48	64.196	cp. op.	65.575	3-48	66.828	»
60.908	8-48	62.007	8-48	**63.294**	**1950**	**64.206**	**1950**	65.582	8-48	**66.836**	**1950**
60.927	**1950**	62.018	1949	**63.301**	»	64.271	1949	65.583	»	66.842	3-48
60.952	1949	62.051	8-48	63.333	8-48	**64.283**	**1950**	65.588	1939	66.847	8-48
60.961	1939	62.074	»	**63.339**	**1950**	**64.296**	»	65.615	1949	66.876	1949
60.979	1949	62.075	»	**63.346**	»	64.297	1949	**65.627**	**1950**		
61.007	8-48			**63.364**	»	**64.338**	**1950**				

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
66.883	8-48	67.924	1949	68.916	8-48	69.862	1950	71.095	3-48	72.278	8-48
66.884	»	67.936	»	68.918	1937	69.875	»	71.105	1950	72.286	1950
66.885	1949	67.953	»	68.919	8-48	69.877	1949	71.117	1939	72.295	8-48
66.927	1950	67.964	8-48	68.928	»	69.889	1950	71.118	8-48	72.314	cp. op.
66.929	8-48	67.970	»	68.932	3-48	69.896	8-48	71.119	1935	72.321	1949
66.944	»	67.984	»	68.954	Cp. op.	69.897	»	71.121	1938	72.338	1950
66.953	1950	67.989	10-48	68.955	8-48	69.901	»	71.122	1950	72.345	8-48
66.960	»	68.001	1949	68.974	»	69.924	»	71.127	8-48	72.347	»
66.968	8-48	68.015	1950	68.995	1950	69.926	»	71.128	10-48	72.350	10-48
66.979	1950	68.018	8-48	68.997	8-48	69.946	3-48	71.130	8-48	72.360	1949
66.988	3-48	68.045	»	68.998	1950	69.960	1949	71.136	»	72.382	8-48
66.999	Opp.	68.047	»	69.000	8-48	69.962	8-48	71.149	10-48	72.385	»
67.016	1950	68.058	»	69.008	10-48	69.985	»	71.151	1949	72.386	»
67.023	8-48	68.068	»	69.058	1949	69.987	3-48	71.162	10-48	72.395	»
67.024	1950	68.070	1950	69.067	8-48	70.001	1950	71.170	»	72.406	»
67.030	»	68.077	8-48	69.068	3-48	70.044	1937	71.173	1950	72.433	»
67.045	10-48	68.086	1950	69.079	»	70.015	8-48	71.178	»	72.437	1950
67.056	1950	68.089	»	69.084	8-48	70.096	»	71.180	8-48	72.441	8-48
67.064	8-48	68.100	»	69.091	»	70.097	»	71.185	1939	72.499	»
67.069	3-48	68.123	1949	69.095	»	70.131	1950	71.195	1950	72.521	10-48
67.113	10-48	68.204	10-48	69.097	1950	70.132	1949	71.208	8-48	72.524	1950
67.133	1950	68.207	8-48	69.106	8-48	70.141	1938	71.294	»	72.529	8-48
67.150	»	68.213	1950	69.110	1950	70.151	3-48	71.306	10-48	72.535	»
67.183	1949	68.222	8-48	69.110	Cp. op.	70.153	8-48	71.316	1950	72.538	»
67.185	3-48	68.230	10-48	69.113	8-48	70.172	»	71.324	»	72.563	1950
67.194	1950	68.248	»	69.136	1949	70.174	10-48	71.328	1949	72.580	»
67.205	1949	68.253	8-48	69.142	1950	70.181	1949	71.332	1950	72.657	10-48
67.222	3-48	68.256	1949	69.149	8-48	70.188	1939	71.361	8-48	72.663	1950
67.223	1950	68.261	8-48	69.151	»	70.199	10-48	71.363	1950	72.700	1949
67.229	8-48	68.271	3-48	69.158	1949	70.200	»	71.382	8-48	72.701	8-48
67.230	»	68.290	1949	69.189	8-48	70.207	»	71.396	3-48	72.704	1949
67.231	1949	68.316	10-48	69.222	1939	70.214	8-48	71.409	8-48	72.710	»
67.237	»	68.329	8-48	69.224	1950	70.216	1950	71.431	1937	72.717	8-48
67.244	1950	68.347	»	69.239	10-48	70.219	8-48	71.434	8-48	72.719	1950
67.285	8-48	68.350	»	69.243	8-48	70.232	1949	71.436	»	72.729	8-48
67.295	»	68.356	1949	69.244	»	70.234	8-48	71.453	1950	72.757	»
67.297	»	68.357	3-48	69.249	1950	70.242	»	71.469	8-48	72.763	»
67.301	»	68.360	1950	69.278	8-48	70.248	1939	71.473	»	72.767	1949
67.309	1950	68.373	8-48	69.295	»	70.248	Opp.	71.479	1950	72.800	»
67.354	8-48	68.380	»	69.296	1950	70.253	1950	71.500	8-48	72.806	8-48
67.355	»	68.388	1950	69.300	8-48	70.268	8-48	71.502	1950	72.807	10-48
67.362	1950	68.396	1950	69.352	»	70.271	»	71.573	»	72.811	8-48
67.366	»	68.403	8-48	69.354	3-48	70.291	1950	71.627	1949	72.820	»
67.372	1949	68.405	»	69.356	10-48	70.382	»	71.670	1950	72.822	»
67.378	»	68.407	10-48	69.361	1950	70.445	8-48	71.673	8-48	72.850	»
67.429	10-48	68.415	8-48	69.367	»	70.461	1950	71.695	10-48	72.853	10-48
67.441	»	68.418	10-48	69.391	8-48	70.465	8-48	71.696	8-48	72.862	»
67.456	1950	68.420	8-48	69.393	1949	70.476	»	71.701	1950	72.863	1950
67.457	10-48	68.424	»	69.394	1939	70.482	1950	71.705	1949	72.873	»
67.458	8-48	68.426	»	69.407	8-48	70.489	»	71.717	»	72.875	8-48
67.480	»	68.445	1950	69.409	1949	70.514	»	71.724	1950	72.888	»
67.486	1949	68.449	8-48	69.417	1950	70.540	8-48	71.738	»	72.904	1950
67.488	1950	68.457	»	69.442	1949	70.542	3-48	71.745	1949	72.909	8-48
67.489	Cp. op.	68.461	1949	69.447	1950	70.547	8-48	71.747	1950	72.915	1950
67.509	1950	68.490	1950	69.458	8-48	70.548	»	71.772	10-48	72.918	8-48
67.515	8-48	68.493	8-48	69.500	1950	70.556	1949	71.776	1950	72.920	»
67.531	1949	68.498	»	69.503	8-48	70.559	8-48	71.791	8-48	72.927	»
67.535	8-48	68.501	»	69.510	»	70.593	3-48	71.804	»	72.932	»
67.537	1950	68.503	opp.	69.528	»	70.651	1950	71.806	»	72.951	1949
67.543	8-48	68.505	1950	69.547	»	70.653	»	71.815	1950	72.969	1950
67.547	1950	68.505	opp.	69.562	»	70.654	8-48	71.820	»	72.978	8-48
67.548	1949	68.507	»	69.573	»	70.663	»	71.833	8-48	72.986	1950
67.555	8-48	68.508	»	69.575	1949	70.671	»	71.857	3-48	72.991	1949
67.573	3-48	68.510	»	69.588	8-48	70.712	1949	71.858	1950	72.996	1950
67.584	10-48	68.511	»	69.589	»	70.751	1950	71.869	8-48	72.997	10-48
67.599	8-48	68.512	»	69.591	»	70.756	8-48	71.883	1950	73.000	1950
67.635	1950	68.525	1950	69.600	1950	70.762	1950	71.896	8-48	73.009	1949
67.660	»	68.544	8-48	69.607	Cp. op.	70.775	8-48	71.922	3-48	73.019	8-48
67.678	8-48	68.555	1950	69.610	10-48	70.776	»	71.929	1949	73.036	»
67.679	»	68.587	»	69.615	3-48	70.784	1949	71.947	»	73.085	»
67.686	»	68.596	8-48	69.640	8-48	70.792	8-48	71.971	1950	73.097	1938
67.690	»	68.602	10-48	69.650	»	70.803	10-48	71.983	»	73.098	1950
67.696	»	68.623	8-48	69.651	10-48	70.805	1950	71.986	»	73.102	»
67.706	»	68.659	»	69.666	»	70.810	8-48	72.021	8-48	73.120	»
67.714	»	68.667	»	69.667	3-48	70.860	10-48	72.032	»	73.165	8-48
67.724	10-48	68.678	»	69.673	8-48	70.881	1950	72.040	10-48	73.167	10-48
67.727	8-48	68.686	1950	69.677	1950	70.882	8-48	72.043	8-48	73.170	3-48
67.729	»	68.690	8-48	69.679	3-48	70.892	»	72.065	10-48	73.171	8-48
67.739	1949	68.698	»	69.693	1950	70.894	»	72.066	8-48	73.174	»
67.746	1950	68.700	»	69.720	8-48	70.908	»	72.102	»	73.213	10-48
67.747	8-48	68.710	»	69.721	1950	70.916	»	72.118	1949	73.250	»
67.762	»	68.734	1950	69.745	8-48	70.927	1950	72.125	»	73.266	8-48
67.770	1949	68.737	8-48	69.748	3-48	70.940	8-48	72.136	1950	73.283	»
67.785	10-48	68.746	»	69.762	8-48	70.941	1949	72.139	8-48	73.294	1950
67.799	3-48	68.759	1949	69.769	»	70.950	8-48	72.144	1949	73.299	8-48
67.818	1950	68.761	10-48	69.793	1949	70.989	1949	72.146	8-48	73.301	1950
67.862	1949	68.773	8-48	69.795	8-48	71.021	1950	72.164	1950	73.320	1949
67.875	»	68.798	10-48	69.800	»	71.029	3-48	72.169	8-48	73.339	1950
67.883	8-48	68.821	1949	69.810	»	71.050	10-48	72.171	10-48	73.346	»
67.884	»	68.862	1950	69.813	»	71.063	1950	72.216	8-48	73.364	»
67.903	»	68.890	»	69.816	»	71.063	Opp.	72.257	»	73.368	opp.
67.905	1949	68.899	1937	69.826	1949	71.064	1950	72.261	»	73.371	8-48
67.911	8-48	68.909	8-48	69.829	1950	71.080	»	72.265	10-48		
						71.094	»				

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
73.376	8-48
73.377	»
73.384	10-48
73.387	1949
73.394	8-48
73.408	10-48
73.419	**1950**
73.432	»
73.462	»
73.464	»
73.467	»
73.486	8-48
73.489	10-48
73.490	3-48
73.494	8-48
73.515	»
73.517	»
73.518	»
73.519	»
73.558	**1950**
73.569	8-48
73.575	»
73.576	»
73.586	»
73.608	**1950**
73.610	8-48
73.612	**1950**
73.657	»
73.674	»
73.699	8-48
73.699	Opp.
73.703	8-48
73.738	»
73.757	»
73.769	**1950**
73.785	»
73.792	»
73.796	»
73.829	8-48
73.836	10-48
73.837	1949
73.878	8-48
73.882	**1950**
73.884	10-48
73.894	8-48
73.899	1949
73.901	8-48
73.910	cp. op.
73.957	**1950**
73.980	»
73.981	8-48
73.992	**1950**
73.997	8-48
74.004	»
74.017	»
74.022	»
74.025	**1950**
74.044	»
74.046	10-48
74.058	8-48
74.059	»
74.070	»
74.074	»
74.083	»
74.120	**1950**
74.142	8-48
74.157	Opp.
74.160	10-48
74.160	Opp.
74.161	»
74.161	8-48
74.162	Opp.
74.164	»
74.165	8-48
74.165	Opp.
74.166	»
74.167	»
74.206	**1950**
74.217	8-48
74.227	1949
74.236	8-48
74.237	»
74.249	»
74.283	**1950**
74.292	8-48
74.296	**1950**
74.304	8-48
74.311	10-48
74.335	»
74.338	**1950**
74.352	»
74.362	Opp.
74.368	8-48

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
74.371	1939
74.376	**1950**
74.377	10-48
74.424	**1950**
74.436	»
74.444	10-48
74.449	3-48
74.450	8-48
74.452	»
74.472	**1950**
74.478	8-48
74.484	**1950**
74.538	8-48
74.540	1949
74.549	8-48
74.559	»
74.600	**1950**
74.604	»
74.615	»
74.617	1949
74.626	»
74.634	10-48
74.635	1949
74.649	Opp.
74.665	**1950**
74.678	8-48
74.680	»
74.748	»
74.760	1939
74.761	**1950**
74.781	8-48
74.789	**1950**
74.807	8-48
74.810	»
74.813	3-48
74.818	**1950**
74.825	1949
74.838	»
74.873	»
74.877	**1950**
74.885	8-48
74.886	»
74.896	10-48
74.934	3-48
74.941	**1950**
74.948	1931
74.948	Opp.
74.966	8-48
74.970	»
74.980	»
74.985	1949
74.990	8-48
74.996	3-48
75.049	8-48
75.064	**1950**
75.065	»
75.082	8-48
75.084	»
75.087	**1950**
75.090	3-48
75.098	1949
75.131	8-48
75.135	1938
75.148	10-48
75.156	8-48
75.172	»
75.181	»
75.212	»
75.288	»
75.294	»
75.298	»
75.300	**1950**
75.302	8-48
75.326	**1950**
75.340	Opp.
75.342	»
75.346	**1950**
75.363	8-48
75.409	»
75.421	1949
75.428	1938
75.435	8-48
75.456	»
75.488	»
75.490	**1950**
75.496	10-48
75.497	8-48
75.499	»
75.502	»
75.504	»
75.513	»
75.524	1949
75.525	8-48

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
75.526	8-48
75.548	»
75.561	**1950**
75.575	3-48
75.602	»
75.605	8-48
75.607	»
75.610	»
75.615	1949
75.627	**1950**
75.644	»
75.670	8-48
75.673	»
75.698	**1950**
75.703	»
75.718	3-48
75.727	8-48
75.730	**1950**
75.764	8-48
75.770	**1950**
75.784	»
75.797	8-48
75.798	10-48
75.845	8-48
75.883	**1950**
75.895	1949
75.914	10-48
75.916	**1950**
75.920	»
75.933	8-48
75.934	1949
75.935	**1950**
75.943	»
75.958	8-48
75.959	1949
75.975	**1950**
75.990	1939
76.017	cp. op.
76.019	8-48
76.038	10-48
76.046	Opp.
76.081	1949
76.087	»
76.117	8-48
76.132	»
76.164	»
76.179	10-48
76.194	**1950**
76.210	»
76.212	1949
76.213	3-48
76.233	**1950**
76.243	10-48
76.252	8-48
76.253	»
76.269	»
76.280	**1950**
76.297	»
76.326	8-48
76.360	»
76.363	1949
76.370	3-48
76.381	8-48
76.391	**1950**
76.403	1949
76.418	8-48
76.425	»
76.426	1949
76.457	»
76.487	**1950**
76.490	8-48
76.507	»
76.513	1939
76.516	**1950**
76.531	3-48
76.532	8-48
76.536	»
76.547	»
76.548	**1950**
76.550	1949
76.563	**1950**
76.576	8-48
76.607	1949
76.615	»
76.635	»
76.674	»
76.693	**1950**
76.714	8-48
76.724	**1950**
76.728	8-48
76.731	»
76.766	»
76.767	»

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
76.799	10-48
76.836	**1950**
76.863	10-48
76.868	1949
76.883	8-48
76.884	»
76.885	1949
76.906	8-48
76.927	**1950**
76.929	8-48
76.944	»
76.953	**1950**
76.960	»
76.967	8-48
76.968	»
76.979	**1950**
76.988	3-48
77.016	**1950**
77.024	»
77.030	»
77.056	»
77.070	8-48
77.088	»
77.091	»
77.125	»
77.133	**1950**
77.142	1949
77.145	8-48
77.150	**1950**
77.153	8-48
77.170	»
77.172	»
77.183	1949
77.185	3-48
77.194	**1950**
77.222	3-48
77.223	**1950**
77.226	8-48
77.231	1949
77.237	»
77.240	Opp.
77.242	»
77.244	**1950**
77.244	Opp.
77.309	**1950**
77.319	8-48
77.320	»
77.324	»
77.326	»
77.327	3-48
77.328	8-48
77.329	»
77.362	**1950**
77.363	8-48
77.366	**1950**
77.368	3-48
77.372	1949
77.373	»
77.378	»
77.391	8-48
77.411	»
77.413	3-48
77.441	10-48
77.456	**1950**
77.459	1949
77.469	8-48
77.483	»
77.488	**1950**
77.509	»
77.517	8-48
77.531	1949
77.535	8-48
77.537	**1950**
77.547	»
77.587	8-48
77.588	»
77.594	»
77.596	»
77.599	»
77.628	cp. op.
77.630	8-48
77.631	10-48
77.635	**1950**
77.660	»
77.675	8-48
77.676	»
77.686	»
77.688	»
77.689	»
77.690	»
77.693	opp.
77.696	8-48
77.739	1949

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
77.746	**1950**
77.770	1949
77.818	**1950**
77.821	8-48
77.829	»
77.840	»
77.843	1949
77.867	8-48
77.868	3-48
77.869	10-48
77.884	8-48
77.903	»
77.911	»
77.913	3-48
77.921	8-48
77.935	3-48
77.936	1949
77.949	8-48
77.964	»
77.984	»
78.001	1949
78.015	**1950**
78.018	8-48
78.070	**1950**
78.075	8-48
78.086	**1950**
78.089	»
78.100	»
78.123	1949
78.149	»
78.162	8-48
78.204	10-48
78.213	**1950**
78.280	8-48
78.329	»
78.360	**1950**
78.363	1949
78.387	8-48
78.388	**1950**
78.396	»
78.408	8-48
78.445	**1950**
78.461	1949
78.490	**1950**
78.493	8-48
78.505	**1950**
78.508	8-48
78.525	**1950**
78.535	3-48
78.544	8-48
78.565	**1950**
78.587	»
78.622	8-48
78.623	»
78.632	»
78.633	10-48
78.642	»
78.678	cp. op.
78.686	**1950**
78.690	8-48
78.732	»
78.734	**1950**
78.750	8-48
78.752	1949
78.753	8-48
78.759	1949
78.761	10-48
78.764	8-48
78.798	10-48
78.807	8-48
78.836	»
78.851	10-48
78.858	8-48
78.859	»
78.860	»
78.862	**1950**
78.890	»
78.916	8-48
78.919	»
78.938	»
78.953	»
78.989	»
78.995	**1950**
78.997	8-48
78.998	**1950**
79.000	8-48
79.013	10-48
79.058	1949
79.067	8-48
79.068	3-48
79.097	**1950**
79.106	8-48
79.110	**1950**

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
79.124	1949
79.129	8-48
79.130	»
79.136	1949
79.142	**1950**
79.149	8-48
79.151	»
79.158	1949
79.171	8-48
79.224	**1950**
79.249	»
79.278	8-48
79.296	**1950**
79.353	1939
79.361	**1950**
79.367	»
79.379	8-48
79.415	»
79.417	**1950**
79.434	8-48
79.436	10-48
79.447	**1950**
79.473	3-48
79.479	10-48
79.480	8-48
79.500	**1950**
79.599	1949
79.600	**1950**
79.615	3-48
79.616	8-48
79.671	3-48
79.677	**1950**
79.679	3-48
79.698	**1950**
79.699	10-48
79.711	»
79.714	opp.
79.721	**1950**
79.745	8-48
79.748	3-48
79.754	8-48
79.758	»
79.760	»
79.761	10-48
79.762	8-48
79.769	»
79.828	10-48
79.829	**1950**
79.848	8-48
79.860	1939
79.862	**1950**
79.863	8-48
79.864	»
79.875	**1950**
79.877	1949
79.880	**1950**
79.926	8-48
79.958	»
79.960	1949
79.974	3-48
79.985	8-48
79.987	3-48
80.000	8-48
80.001	**1950**
80.007	opp.
80.015	8-48
80.016	»
80.021	»
80.099	opp.
80.104	8-48
80.129	»
80.131	**1950**
80.191	8-48
80.193	»
80.199	10-48
80.200	»
80.207	»
80.216	**1950**
80.219	8-48
80.245	1949
80.253	**1950**
80.291	»
80.309	3-48
80.317	8-48
80.338	cp. op.
80.382	**1950**
80.389	8-48
80.427	»
80.433	»
80.435	1949
80.451	8-48
80.461	**1950**

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
80.482	1950	81.749	1939	82.915	1950	84.111	8-48	85.431	8-48	86.724	1950
80.483	10-48	81.751	8-48	82.939	10-48	84.115	opp.	85.459	»	86.767	8-48
80.489	1950	81.765	»	82.968	1950	84.120	1950	85.490	1950	86.825	»
80.496	1949	81.766	»	82.996	»	84.128	3-48	85.536	8-48	86.825	opp.
80.499	8-48	81.770	3-48	82.993	»	84.452	8-48	85.544	3-48	86.828	8-48
80.511	1949	81.772	10-48	82.997	10-48	84.474	10-48	85.548	8-48	86.828	opp.
80.514	1950	81.776	1950	83.000	1950	84.499	8-48	85.557	opp.	86.829	8-48
80.521	1949	81.778	Opp.	83.003	8-48	84.296	1950	35.561	1950	86.829	opp.
80.525	8-48	81.791	8-48	83.006	»	84.217	8-48	85.566	1949	86.836	1950
80.542	3-48	81.794	10-48	83.009	1949	84.283	1950	85.575	3-48	86.838	8-48
80.556	1949	81.796	8-48	83.014	8-48	84.296	»	85.598	10-48	86.842	3-48
80.561	10-48	81.809	»	83.018	»	84.320	1949	85.607	8-48	86.861	8-48
80.564	»	81.815	1950	83.019	»	84.335	10-48	85.627	1950	86.883	»
80.591	8-48	81.820	»	83.032	»	84.338	1950	85.644	»	86.885	1949
80.593	3-48	81.838	8-48	83.098	1950	84.340	3-48	85.658	opp.	86.890	10-48
80.639	8-48	81.850	»	83.102	»	84.349	8-48	85.673	8-48	86.905	opp.
80.640	»	81.852	3-48	83.105	8-48	84.352	1950	85.694	1949	86.906	»
80.651	1950	81.853	1949	83.120	1950	84.368	opp.	85.698	1950	86.907	»
80.653	»	81.856	8-48	83.165	8-48	84.376	1950	85.703	»	86.927	1950
80.663	8-48	81.857	3-48	83.170	3-48	84.407	8-48	85.730	»	86.949	8-48
80.665	»	81.858	1950	83.174	8-48	84.409	1949	85.744	8-48	86.953	1950
80.671	»	81.861	3-48	83.196	1949	84.424	1950	85.763	opp.	86.960	»
80.672	»	81.867	8-48	83.209	10-48	84.436	»	85.770	1950	86.975	8-48
80.751	1950	81.883	1950	83.294	1950	84.450	8-48	85.773	8-48	86.979	1950
80.752	8-48	81.896	8-48	83.301	»	84.463	»	85.784	1950	86.981	8-48
80.756	»	81.898	10-48	83.320	1949	84.466	»	85.813	8-48	87.016	1950
80.762	1950	81.900	8-48	83.339	1950	84.472	1950	85.833	»	87.024	»
80.805	»	81.903	1949	83.346	»	84.484	»	85.883	1950	87.030	»
80.860	10-48	81.911	8-48	83.361	8-48	84.540	1949	85.895	1949	87.045	10-48
80.874	8-48	81.920	1949	83.364	1950	84.545	opp.	85.903	8-48	87.056	1950
80.880	»	81.921	8-48	83.388	1949	84.589	8-48	85.904	1929	87.058	8-48
80.881	1950	81.971	1950	83.419	1950	84.600	1950	85.916	1950	87.060	»
80.882	8-48	81.972	8-48	83.423	8-48	84.604	»	85.919	8-48	87.064	»
80.908	»	81.983	1950	83.425	»	84.615	»	85.920	1950	87.074	»
80.913	10-48	81.986	»	83.432	1950	84.634	10-48	85.933	8-48	87.081	»
80.927	1950	82.032	8-48	83.462	»	84.635	1949	85.934	1949	87.091	»
80.954	8-48	82.040	10-48	83.464	»	84.639	8-48	85.935	1950	87.113	10-48
80.955	»	82.049	8-48	83.467	»	84.646	10-48	85.937	3-48	87.133	1950
80.964	10-48	82.050	3-48	83.484	8-48	84.660	1949	85.940	8-48	87.142	1949
80.969	»	82.066	8-48	83.489	10-48	84.664	1939	85.943	1950	87.150	1950
80.971	8-48	82.089	cp. op.	83.509	8-48	84.665	1950	85.966	10-48	87.169	8-48
80.979	1949	82.095	10-48	83.515	»	84.666	1949	85.975	1950	87.194	1950
80.989	»	82.128	8-48	83.535	»	84.697	8-48	85.978	8-48	87.213	10-48
80.997	3-48	82.128	cp. op.	83.558	1950	84.699	3-48	86.038	10-48	87.222	3-48
81.021	1950	82.136	1950	83.608	»	84.744	8-48	86.053	»	87.223	1950
81.022	8-48	82.138	10-48	83.612	»	84.761	1950	86.101	1949	87.226	8-48
81.033	1949	82.144	1949	83.634	1949	84.773	1949	86.102	8-48	87.229	»
81.036	10-48	82.164	1950	83.657	1950	84.781	8-48	86.117	»	87.244	1950
81.039	»	82.168	8-48	83.671	8-48	84.789	1950	86.123	1949	87.267	10-48
81.042	8-48	82.169	»	83.674	1950	84.807	8-48	86.164	8-48	87.309	1950
81.063	1950	82.187	»	83.676	8-48	84.818	1950	86.194	1950	87.326	8-48
81.064	»	82.216	»	83.687	»	84.823	8-48	86.210	»	87.327	3-48
81.080	»	82.286	1950	83.701	»	84.825	1949	86.212	1949	87.328	8-48
81.094	»	82.338	»	83.714	»	84.838	»	86.233	1950	87.338	»
81.095	3-48	82.345	8-48	83.717	»	84.845	1939	86.243	10-48	87.339	»
81.105	1950	82.385	»	83.725	»	84.846	8-48	86.280	1950	87.356	»
81.122	»	82.386	»	83.740	10-48	84.877	1950	86.297	»	87.362	1950
81.170	10-48	82.395	»	83.747	1949	84.879	1937	86.355	opp.	87.366	»
81.173	1950	82.437	1950	83.769	1950	84.885	8-48	86.360	8-48	87.372	1949
81.178	»	82.467	Opp.	83.785	»	84.886	»	86.363	1949	87.378	»
81.195	»	82.504	3-48	83.792	»	84.896	10-48	86.370	3-48	87.393	10-48
81.227	10-48	82.524	1950	83.796	»	84.899	8-48	86.391	1950	87.397	8-48
81.306	»	82.527	10-48	83.823	3-48	84.909	»	86.426	1949	87.411	»
81.316	1950	82.529	8-48	83.829	8-48	84.911	»	86.445	8-48	87.438	3-48
81.324	»	82.535	»	83.831	»	84.926	»	86.487	1950	87.441	10-48
81.332	»	82.545	1949	83.840	1949	84.941	1950	86.510	8-48	87.456	1950
81.361	8-48	82.546	8-48	83.842	8-48	84.944	8-48	86.515	»	87.483	8-48
81.363	1950	82.563	1950	83.847	»	84.947	»	86.516	1950	87.484	»
81.382	8-48	82.564	8-48	83.853	»	84.965	10-48	86.536	8-48	87.488	1950
81.412	3-48	82.565	10-48	83.864	»	84.968	»	86.548	1950	87.489	8-48
81.425	8-48	82.580	1950	83.878	»	84.970	8-48	86.550	1949	87.495	»
81.453	1950	82.592	8-48	83.882	1950	84.990	»	86.555	10-48	87.509	1950
81.479	»	82.616	1949	83.888	8-48	85.010	»	86.560	3-48	87.520	8-48
81.486	3-48	82.663	1950	83.894	»	85.013	3-48	86.563	1950	87.531	1949
81.502	1950	82.670	10-48	83.899	1949	85.064	1950	86.567	3-48	87.535	8-48
81.526	8-48	82.684	1949	83.901	8-48	85.065	»	86.582	8-48	87.537	1950
81.557	»	82.692	8-48	83.957	1950	85.087	»	86.584	»	87.547	»
81.563	3-48	82.700	1949	83.980	»	85.156	8-48	86.595	»	87.613	8-48
81.573	1950	82.710	»	83.992	»	85.172	»	86.613	1949	87.635	1950
81.613	8-48	82.717	8-48	83.994	8-48	85.181	»	86.617	cp. op.	87.652	8-48
81.615	»	82.719	1950	83.997	»	85.243	»	86.629	3-48	87.655	»
81.627	1949	82.745	10-48	84.001	»	85.251	1949	86.635	1949	87.660	1950
81.630	10-48	82.776	8-48	84.009	»	85.265	8-48	86.636	10-48	87.688	8-48
81.670	1950	82.791	1937	84.012	»	85.300	1950	86.652	3-48	87.719	»
81.681	10-48	82.793	8-48	84.025	1950	85.326	»	86.655	8-48	87.729	»
81.701	1950	82.800	1949	84.028	3-48	85.346	»	86.666	»	87.739	1949
81.705	1949	82.804	3-48	84.044	1950	85.355	8-48	86.670	»	87.746	1950
81.717	»	82.820	8-48	84.046	10-48	85.362	1949	86.672	»	87.762	8-48
81.724	1950	82.853	10-48	84.054	8-48	85.371	8-48	86.693	1950	87.770	1949
81.737	8-48	82.854	8-48	84.074	»	85.394	1949	86.701	10-48	87.771	8-48
81.738	1950	82.863	1950	84.085	3-48	85.413	8-48	86.701	cp. op.	87.783	»
81.745	1949	82.873	»	84.106	1949	85.414	1949	86.704	8-48	87.785	10-48
81.747	1950	82.904	»	84.109	8-48	85.430	8-48	86.721	»		

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
87.799	3-48	88.859	8-48	89.901	8-48	90.955	8-48	**91.820**	**1950**	92.862	10-48
87.801	8-48	88.860	»	89.904	»	90.964	10-48	91.826	8-48	**92.863**	**1950**
87.818	**1950**	**88.862**	**1950**	89.910	»	90.979	1949	**91.858**	**1950**	92.864	8-48
87.832	opp.	**88.890**	»	89.924	»	90.980	8-48	91.861	3-48	**92.873**	**1950**
87.840	8-48	88.916	8-48	89.926	»	90.983	»	**91.883**	**1950**	92.875	8-48
87.875	1949	88.919	»	89.939	»	90.989	1949	91.911	8-48	92.880	»
87.884	8-48	88.974	»	89.946	3-48	90.997	3-48	91.921	»	92.888	»
87.921	»	88.981	opp.	89.962	8-48	**91.021**	**1950**	91.955	»	92.897	»
87.922	»	**88.995**	**1950**	89.985	»	91.029	3-48	**91.971**	**1950**	**92.904**	**1950**
87.924	1949	88.997	8-48	89.987	3-48	91.033	1949	**91.983**	»	**92.915**	»
87.931	3-48	**88.993**	**1950**	90.000	8-48	**91.063**	**1950**	**91.986**	»	92.939	10-48
87.936	1949	89.033	8-48	**90.001**	**1950**	**91.064**	**1950**	91.994	1938	92.949	8-48
87.964	8-48	89.053	»	90.032	8-48	91.077	3-48	91.995	»	92.951	»
87.969	»	89.056	1949	90.046	»	91.079	8-48	91.999	8-48	**92.969**	**1950**
87.970	8-48	89.091	8-48	90.054	»	**91.080**	**1950**	92.007	»	**92.986**	»
88.015	**1950**	**89.097**	**1950**	90.070	10-48	91.082	8-48	92.018	1949	92.992	8-48
88.026	1949	**89.110**	»	90.081	1949	91.084	»	92.019	8-48	**92.996**	**1950**
88.031	3-48	89.118	8-48	90.084	3-48	**91.094**	**1950**	92.021	»	92.998	1939
88.050	8-48	89.121	1949	90.088	8-48	91.095	3-48	92.021	»	**93.000**	**1950**
88.057	»	**89.142**	**1950**	90.095	»	**91.105**	**1950**	92.065	10-48	93.020	cp. op.
88.058	»	89.149	8-48	90.120	»	91.108	8-48	92.074	8-48	93.030	8-48
88.068	»	89.158	1949	**90.131**	**1950**	91.110	»	92.075	»	93.032	»
88.070	**1950**	89.166	»	90.132	1949	91.114	3-48	92.088	3-48	93.041	10-48
88.085	8-48	89.171	8-48	90.151	3-48	91.115	10-48	92.102	8-48	93.063	8-48
88.086	**1950**	89.174	»	90.191	8-48	91.117	1939	92.103	10-48	93.066	1949
88.089	»	**89.224**	**1950**	90.193	»	**91.122**	**1950**	92.118	1949	93.077	1939
88.100	»	89.237	8-48	90.197	10-48	91.136	8-48	92.121	8-48	**93.098**	**1950**
88.114	8-48	89.239	10-48	90.210	1949	91.149	10-48	92.125	1949	**93.102**	»
88.119	»	89.241	1949	90.213	»	91.151	1949	**92.136**	**1950**	**93.120**	»
88.123	1949	**89.249**	**1950**	90.214	8-48	91.159	8-48	92.146	8-48	93.122	8-48
88.126	10-48	89.251	8-48	**90.216**	**1950**	**91.173**	**1950**	**92.164**	**1950**	93.137	»
88.149	1949	89.257	1949	90.232	1949	**91.178**	»	92.170	3-48	93.221	1949
88.161	3-48	89.260	8-48	90.234	8-48	91.192	1949	92.171	10-48	93.223	10-48
88.169	1949	89.265	»	90.235	1949	**91.195**	**1950**	92.176	1949	93.228	8-48
88.204	10-48	89.268	1937	**90.253**	**1950**	91.208	8-48	92.248	3-48	93.229	3-48
88.213	**1950**	89.286	8-48	90.257	8-48	91.215	1939	92.257	8-48	93.238	8-48
88.217	1949	**89.296**	**1950**	90.258	»	91.227	10-48	92.261	»	93.246	3-48
88.222	8-48	89.297	3-48	90.268	»	91.258	1938	92.262	10-48	93.266	8-48
88.230	10-48	89.328	8-48	**90.291**	**1950**	91.261	1949	92.265	»	93.273	3-48
88.248	»	89.329	»	90.352	8-48	91.285	»	**92.286**	**1950**	93.279	1938
88.253	8-48	89.336	»	90.354	»	91.293	opp.	92.321	1949	**93.294**	**1950**
88.261	»	**89.361**	**1950**	90.356	1949	91.294	8-48	92.329	8-48	93.299	8-48
88.262	10-48	**89.367**	»	90.360	8-48	91.303	1949	**92.338**	**1950**	**93.301**	**1950**
88.271	3-48	89.371	3-48	90.368	»	91.306	10-48	92.339	8-48	93.304	8-48
88.273	1949	89.407	8-48	90.370	»	**91.316**	**1950**	92.350	10-48	93.311	»
88.290	»	**89.417**	**1950**	90.377	»	**91.324**	»	92.409	1939	93.320	1949
88.297	opp.	89.425	8-48	**90.382**	**1950**	**91.332**	»	92.433	8-48	**93.339**	**1950**
88.316	10-48	**89.447**	**1950**	90.389	8-48	91.361	8-48	**92.437**	**1950**	**93.346**	»
88.351	»	89.473	3-48	90.401	»	**91.363**	**1950**	92.441	8-48	93.355	8-48
88.356	1949	89.479	10-48	90.445	»	91.367	8-48	92.462	»	93.362	opp.
88.360	**1950**	**89.500**	**1950**	90.451	»	91.412	3-48	92.468	»	**93.364**	**1950**
88.363	1949	89.510	8-48	**90.461**	**1950**	91.425	8-48	92.518	»	93.393	8-48
88.384	cp. op.	89.553	1949	90.465	8-48	91.447	»	**92.524**	**1950**	93.394	»
88.385	10-48	89.559	8-48	**90.482**	**1950**	**91.453**	**1950**	92.527	10-48	**93.419**	**1950**
88.385	cp. op.	89.565	1939	**90.489**	»	91.473	8-48	92.538	8-48	93.423	8-48
88.388	**1950**	89.575	1949	90.496	1949	**91.479**	**1950**	92.542	»	**93.432**	**1950**
88.391	10-48	89.598	10-48	90.511	»	91.500	8-48	92.545	1949	**93.462**	»
88.396	**1950**	89.599	1949	**90.514**	**1950**	**91.502**	**1950**	92.546	8-48	**93.464**	»
88.418	10-48	**89.600**	**1950**	90.531	8-48	91.503	1949	92.549	»	**93.467**	»
88.445	**1950**	89.608	1949	90.540	»	91.506	»	92.554	»	93.470	8-48
88.457	8-48	89.610	10-48	90.547	»	91.524	8-48	**92.563**	**1950**	93.510	»
88.458	»	89.620	»	90.587	3-48	91.526	»	92.564	8-48	93.515	»
88.461	1949	89.627	1937	90.591	8-48	91.528	»	92.565	10-48	93.534	»
88.464	8-48	89.628	»	90.593	cp. op.	91.529	»	**92.580**	**1950**	**93.558**	**1950**
88.468	»	89.631	1949	90.617	3-48	91.550	10-48	92.612	10-48	93.604	8-48
88.469	»	89.635	8-48	90.618	»	91.552	3-48	92.612	opp.	93.605	»
88.490	**1950**	**89.677**	**1950**	**90.651**	**1950**	91.557	»	92.657	10-48	**93.608**	**1950**
88.493	8-48	89.679	3-48	**90.653**	»	**91.573**	**1950**	**92.663**	**1950**	**93.612**	»
88.505	**1950**	89.680	8-48	90.665	8-48	91.607	3-48	92.693	10-48	93.616	8-48
88.525	»	89.683	»	90.675	»	91.613	8-48	92.700	1949	93.621	»
88.531	8-48	**89.698**	**1950**	90.742	1949	91.615	»	**92.719**	**1950**	**93.657**	**1950**
88.534	opp.	**89.721**	»	90.743	»	91.630	10-48	92.729	8-48	**93.674**	»
88.565	**1950**	89.727	1949	**90.751**	**1950**	91.631	8-48	92.745	10-48	93.682	8-48
88.587	»	89.734	8-48	90.756	8-48	**91.670**	**1950**	92.746	8-48	93.699	»
88.667	8-48	89.760	»	**90.762**	**1950**	91.681	10-48	92.793	»	93.701	»
88.698	»	89.761	10-48	90.776	8-48	91.692	8-48	92.798	1949	93.702	»
88.686	**1950**	89.762	8-48	90.781	»	91.695	10-48	92.800	»	93.703	»
88.708	8-48	89.769	»	90.788	1939	91.696	8-48	92.804	3-48	93.714	»
88.710	»	89.790	10-48	90.792	8-48	91.698	3-48	92.811	cp. op.	**93.769**	**1950**
88.724	1949	89.793	1949	90.793	1949	**91.701**	**1950**	92.812	»	**93.785**	»
88.728	3-48	89.800	8-48	90.801	8-48	91.703	8-48	92.813	»	93.787	opp.
88.730	8-48	89.810	»	90.802	»	91.705	1949	92.814	»	**93.792**	**1950**
88.732	»	89.813	»	90.803	10-48	91.717	»	92.820	8-48	**93.796**	»
88.734	**1950**	89.821	»	**90.805**	**1950**	**91.724**	**1950**	92.822	»	93.823	3-48
88.744	8-48	**89.829**	**1950**	90.809	10-48	**91.738**	»	92.842	»	93.831	8-48
88.746	»	**89.862**	»	**90.881**	**1950**	91.745	1949	92.847	»	93.832	»
88.753	»	**89.875**	»	90.892	8-48	**91.747**	**1950**	92.850	»	93.836	10-48
88.759	1949	89.877	1949	90.894	»	**91.776**	»	92.853	10-48	93.840	1949
88.836	8-48	**89.889**	**1950**	**90.927**	**1950**	91.783	8-48	92.854	8-48	93.842	8-48
88.844	1939	89.893	8-48	90.941	1949	91.796	»	92.856	»	93.853	»
88.858	8-48	89.896	»	90.952	»	**91.815**	**1950**	92.859	»		

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
93.859	3-48	**94.941**	**1950**	95.983	10-48	97.205	1949	98.077	8-48	99.136	1949
93.864	8-48	94.974	1949	96.019	8-48	97.213	10-48	**98.086**	**1950**	**99.142**	**1950**
93.882	**1950**	95.000	8-48	96.027	3-48	97.222	3-48	**98.089**	»	99.146	8-48
93.894	8-48	95.013	3-48	96.034	10-48	**97.223**	**1950**	**98.100**	»	99.158	1949
93.899	1949	95.019	8-48	96.038	»	97.229	8-48	98.137	8-48	99.160	8-48
93.901	8-48	**95.054**	**1950**	96.048	8-48	97.237	1949	98.140	1949	99.177	cp. op.
93.951	»	**95.065**	»	96.053	10-48	**97.244**	**1950**	98.201	10-48	99.219	1949
93.957	**1950**	95.068	8-48	96.164	8-48	97.285	8-48	**98.213**	**1950**	**99.224**	**1950**
93.969	10-48	**95.087**	**1950**	96.179	10-48	97.299	»	98.217	1949	99.239	10-48
93.980	**1950**	95.098	1949	96.180	3-48	**97.309**	**1950**	98.241	10-48	99.241	1939
93.992	»	95.116	»	**96.194**	**1950**	97.326	8-48	98.253	8-48	99.243	8-48
93.997	8-48	95.121	8-48	**96.210**	»	97.327	3-48	98.256	1949	**99.249**	**1950**
94.001	»	95.122	»	96.221	1939	97.338	8-48	98.261	8-48	99.262	8-48
94.004	»	95.126	»	**96.233**	**1950**	97.339	»	98.262	10-48	99.265	»
94.006	»	95.133	»	96.240	8-48	97.355	»	98.279	8-48	99.293	1949
94.009	»	95.148	10-48	96.257	»	**97.362**	**1950**	98.280	»	**99.296**	**1950**
94.025	**1950**	95.150	1936	**96.280**	**1950**	**97.366**	»	98.316	10-48	99.314	10-48
94.035	8-48	95.150	opp.	**96.297**	»	97.372	1949	98.356	1949	99.351	opp.
94.039	»	95.156	8-48	96.320	8-48	97.373	»	98.357	3-48	99.353	1939
94.044	**1950**	95.172	»	96.326	»	97.378	»	**98.360**	**1950**	**99.361**	**1950**
94.079	8-48	95.206	opp.	96.337	»	97.397	8-48	98.369	8-48	**99.367**	»
94.099	»	95.208	8-48	96.363	1949	97.413	3-48	**98.383**	**1950**	99.368	1939
94.102	»	95.245	1949	96.370	3-48	**97.456**	**1950**	**98.396**	»	99.379	8-48
94.106	1949	95.251	»	**96.391**	**1950**	97.458	8-48	98.407	10-48	99.386	»
94.117	8-48	95.265	8-48	96.403	1949	97.459	1949	98.415	8-48	99.393	1949
94.120	**1950**	95.268	10-48	96.450	opp.	97.469	8-48	98.421	»	99.407	8-48
94.134	10-48	95.271	8-48	96.457	1949	97.472	10-48	98.436	»	99.409	1949
94.152	8-48	95.276	»	**96.487**	**1950**	97.479	1938	**98.445**	**1950**	**99.417**	**1950**
94.165	»	95.281	»	96.515	8-48	97.480	8-48	98.488	8-48	**99.447**	»
94.185	10-48	95.288	»	**96.516**	**1950**	97.483	»	**98.490**	**1950**	99.479	10-48
94.206	**1950**	**95.300**	**1950**	96.531	3-48	**97.488**	**1950**	98.493	8-48	99.480	8-48
94.227	1949	**95.326**	»	96.532	8-48	**97.509**	»	**98.505**	**1950**	99.491	1938
94.229	8-48	**95.346**	»	96.536	»	97.515	8-48	98.508	8-48	99.496	3-48
94.283	**1950**	95.369	opp.	96.547	»	97.517	»	**98.525**	**1950**	**99.500**	**1950**
94.296	»	95.370	»	**96.548**	**1950**	97.520	»	**98.565**	»	99.510	3-48
94.311	10-48	95.421	1949	96.550	1949	97.531	1949	**98.587**	»	99.550	»
94.320	1949	95.447	10-48	96.555	10-48	97.535	cp. op.	98.623	8-48	99.553	1949
94.323	8-48	95.474	8-48	**96.563**	**1950**	**97.537**	**1950**	98.642	10-48	99.563	opp.
94.338	**1950**	95.477	»	96.582	8-48	**97.547**	»	98.653	8-48	99.573	8-48
94.352	»	**95.490**	**1950**	96.594	»	97.555	8-48	98.668	»	99.575	1949
94.376	»	95.526	8-48	96.607	1949	97.573	3-48	98.671	»	99.581	8-48
94.424	»	95.548	»	96.625	8-48	97.594	8-48	**98.686**	**1950**	99.589	»
94.436	»	**95.561**	**1950**	96.629	3-48	97.596	»	98.732	8-48	99.599	1949
94.466	8-48	95.562	8-48	96.635	1949	97.630	»	**98.734**	**1950**	**99.600**	**1950**
94.472	**1950**	95.566	1949	96.636	10-48	97.631	10-48	98.737	8-48	99.635	8-48
94.474	8-48	95.598	10-48	96.639	8-48	**97.635**	**1950**	98.746	»	99.650	»
94.484	**1950**	95.610	8-48	96.652	3-48	97.639	10-48	98.752	1949	99.660	cp. op.
94.499	1949	95.615	1949	96.689	8-48	97.652	8-48	98.759	»	99.673	8-48
94.533	8-48	95.617	»	96.692	»	**97.660**	**1950**	98.764	8-48	**99.677**	**1950**
94.540	1949	**95.627**	**1950**	**96.693**	**1950**	97.678	8-48	98.806	»	**99.698**	»
94.600	**1950**	**95.644**	»	**96.724**	»	97.743	»	98.807	»	99.699	10-48
94.604	»	95.667	8-48	96.799	10-48	**97.746**	**1950**	98.851	10-48	99.711	»
94.615	»	95.670	»	96.816	»	97.762	8-48	98.858	8-48	99.716	8-48
94.665	»	95.673	»	**96.836**	**1950**	97.770	1949	98.859	»	**99.721**	**1950**
94.673	3-48	95.694	1949	96.842	3-48	97.771	8-48	98.860	»	99.748	3-48
94.674	8-48	**95.698**	**1950**	96.883	8-48	97.777	»	**98.862**	**1950**	99.758	8-48
94.705	1939	**95.703**	»	96.885	1949	97.781	»	**98.890**	»	99.760	»
94.734	8-48	95.711	8-48	96.890	10-48	97.785	10-48	98.916	8-48	99.761	10-48
94.744	»	95.714	»	96.896	8-48	97.787	8-48	98.919	»	99.762	8-48
94.748	»	95.715	»	**96.927**	**1950**	97.799	3-48	98.925	»	99.799	10-48
94.752	3-48	**95.730**	**1950**	96.941	8-48	**97.818**	**1950**	98.928	»	99.793	1949
94.761	**1950**	**95.770**	»	**96.953**	**1950**	97.836	1938	**98.995**	**1950**	99.800	8-48
94.773	1949	**95.784**	»	96.955	8-48	97.843	1949	**98.998**	»	99.813	»
94.789	**1950**	95.813	8-48	**96.960**	**1950**	97.862	»	99.000	8-48	99.826	1949
94.807	8-48	95.882	»	96.975	8-48	97.867	8-48	99.008	10-48	99.828	10-48
94.810	»	**95.883**	**1950**	**96.979**	**1950**	97.868	3-48	99.013	»	**99.829**	**1950**
94.811	»	95.900	8-48	96.981	8-48	97.869	10-48	99.014	»	99.833	8-48
94.813	3-48	95.903	»	**97.016**	**1950**	97.873	8-48	99.051	8-48	99.848	»
94.818	**1950**	95.914	10-48	**97.024**	»	97.921	»	99.053	»	**99.862**	**1950**
94.820	10-48	**95 916**	**1950**	**97.030**	»	97.946	»	99.058	1949	**99.875**	»
94.853	8-48	95.919	8-48	**97.056**	»	97.969	»	99.067	8-48	**99.889**	»
94.862	»	**95.920**	**1950**	97.064	8-48	97.970	»	99.068	3-48	99.893	8-48
94.877	**1950**	95.927	8-48	97.088	»	97.984	»	99.094	8-48	99.920	»
94.883	8-48	95.933	»	97.091	»	98.013	10-48	99.095	»	99.926	»
94.884	10-48	95.934	1949	**97.133**	**1950**	**98.015**	**1950**	**99.097**	**1950**	99.939	»
94.885	8-48	**95.935**	**1950**	97.144	8-48	98.026	1949	**99.110**	»	99.942	»
94.896	10-48	95.940	8-48	97.145	»	98.050	8-48	99.113	8-48	99.985	»
94.899	8-48	**95.943**	**1950**	**97.150**	**1950**	98.068	»	99.118	»	99.987	3-48
94.909	»	95.955	10-48	97.185	3-48	**98.070**	**1950**	99.120	»		
94.926	»	**95.975**	**1950**	**97.194**	**1950**	98.075	8-48				
94.927	»	95.978	8-48								

DEUXIÈME SÉRIE. — Nos 100.001 ET SUIVANTS

Numéros des 892 obligations sorties le 2 août 1950 au trente-huitième tirage (amortissement 1950) et des obligations sorties aux tirages antérieurs et non remboursées.

(Cette liste comprend en outre les numéros des titres frappés d'opposition à la date du tirage. La mention cp. op. indique une opposition frappant un ou plusieurs coupons d'un titre libre d'opposition).

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
100.012	**1950**	**101.140**	**1950**	101.929	8-48	**103.006**	**1950**	**104.031**	**1950**	104.999	8-48
100.017	1949	101.173	3-48	101.946	1949	103.029	8-48	**104.053**	»	**105.006**	**1950**
100.019	8-48	**101.210**	**1950**	101.947	8-48	**103.037**	**1950**	104.054	1949	**105.017**	»
100.034	**1950**	101.250	8-48	101.948	»	103.047	8-48	104.066	8-48	**105.052**	»
100.052	8-48	**101.253**	**1950**	101.973	»	103.050	10-48	**104.088**	**1950**	105.054	8-48
100.071	»	101.253	opp.	102.017	10-48	103.052	8-48	**104.101**	»	105.056	»
100.104	1949	101.257	3-48	102.038	cp. op.	**103.070**	**1950**	104.105	8-48	**105.075**	**1950**
100.120	8-48	101.260	8-48	**102.043**	**1950**	103.079	8-48	104.134	»	**105.082**	»
100.131	**1950**	**101.269**	**1950**	102.067	1949	103.080	1949	**104.151**	**1950**	**105.094**	»
100.144	»	101.278	8-48	102.131	8-48	103.082	»	**104.163**	»	105.105	8-48
100.156	1949	**101.292**	**1950**	102.171	3-48	103.086	8-48	**104.169**	»	**105.107**	**1950**
100.161	8-48	101.294	8-48	102.172	1949	103.092	»	104.184	10-48	105.122	8-48
100.179	10-48	101.297	»	**102.174**	**1950**	103.108	»	104.192	8-48	105.141	»
100.205	8-48	101.311	cp. op.	102.184	8-48	**103.110**	**1950**	104.199	»	105.144	»
100.237	opp.	101.314	8-48	102.196	»	**103.115**	»	104.204	3-48	105.164	»
100.265	8-48	**101.315**	**1950**	102.197	»	103.138	8-48	104.205	1949	**105.169**	**1950**
100.304	»	101.326	8-48	**102.207**	**1950**	103.142	3-48	**104.213**	**1950**	105.189	1949
100.308	10-48	101.342	»	102.217	10-48	103.197	8-48	**104.242**	»	105.206	8-48
100.309	8-48	101.356	»	102.254	1933	103.198	10-48	104.247	8-48	105.208	»
100.316	**1950**	101.360	3-48	102.256	8-48	103.247	8-48	104.252	»	105.218	3-48
100.327	8-48	101.371	8-48	102.261	»	**103.262**	**1950**	104.254	»	105.223	8-48
100.328	»	101.383	»	102.271	»	**103.265**	»	**104.257**	**1950**	105.225	1939
100.329	1949	101.385	3-48	**102.276**	**1950**	103.276	1949	104.258	1949	105.231	1949
100.341	8-48	101.398	1949	102.309	3-48	103.290	»	104.265	8-48	105.232	»
100.360	»	101.400	8-48	102.326	8-48	103.309	10-48	104.273	1949	105.252	»
100.368	»	101.404	»	102.341	»	**103.316**	**1950**	**104.276**	**1950**	105.255	8-48
100.390	**1950**	101.407	»	102.354	»	**103.328**	»	104.292	1949	105.265	»
100.404	10-48	**101.419**	**1950**	102.356	»	103.341	8-48	104.330	8-48	105.284	10-48
100.408	8-48	**101.448**	»	102.378	1949	103.351	»	104.350	»	**105.297**	**1950**
100.412	**1950**	**101.465**	»	**102.383**	**1950**	103.354	opp.	**104.357**	**1950**	105.308	10-48
100.413	»	**101.484**	»	102.390	1939	**103.364**	**1950**	104.361	8-48	105.309	»
100.483	8-48	101.494	1949	102.411	8-48	103.366	8-48	104.373	»	105.310	8-48
100.484	opp.	101.495	8-48	102.419	10-48	103.374	»	104.374	»	105.322	»
100.489	10-48	101.499	1939	**102.451**	**1950**	103.376	»	**104.398**	**1950**	105.365	»
100.490	8-48	101.500	1949	102.458	8-48	**103.386**	**1950**	**104.404**	»	105.396	10-48
100.546	**1950**	101.500	cp. op.	102.459	1949	103.389	8-48	104.430	8-48	105.402	8-48
100.574	8-48	101.502	10-48	102.485	8-48	**103.390**	**1950**	104.436	1949	105.432	»
100.614	**1950**	101.503	»	102.505	»	103.408	8-48	104.443	8-48	105.435	»
100.665	10-48	101.507	8-48	102.537	»	103.425	»	104.457	»	105.450	1949
100.686	**1950**	101.508	»	102.556	»	103.426	»	104.480	»	105.472	10-48
100.687	»	**101.514**	**1950**	102.557	»	103.428	3-48	104.504	»	105.483	8-48
100.707	1939	**101.515**	»	102.559	»	103.429	8-48	104.505	»	105.495	»
100.719	8-48	101.525	10-48	**102.569**	**1950**	103.450	3-48	104.514	»	**105.496**	**1950**
100.724	**1950**	101.527	8-48	102.597	10-48	**103.455**	**1950**	104.516	»	105.518	3-48
100.749	»	**101.529**	**1950**	102.607	8-48	103.459	3-48	**104.519**	**1950**	105.524	1949
100.761	cp. op.	101.535	8-48	102.608	»	**103.463**	**1950**	104.521	8-48	105.525	10-48
100.775	**1950**	**101.550**	**1950**	102.614	»	103.469	cp. op.	104.523	»	105.552	8-48
100.783	8-48	**101.553**	»	**102.628**	**1950**	103.498	10-48	**104.533**	**1950**	105.556	»
100.802	»	101.554	1949	102.637	10-48	103.500	8-48	104.547	8-48	105.561	»
100.829	**1950**	101.560	8-48	102.638	8-48	**103.536**	**1950**	104.547	opp.	105.571	»
100.841	8-48	101.576	»	102.644	»	103.542	8-48	**104.549**	**1950**	105.575	»
100.854	»	101.583	»	**102.647**	**1950**	103.565	»	104.558	1949	105.577	»
100.868	»	**101.584**	**1950**	102.648	1949	103.566	10-48	**104.578**	**1950**	**105.594**	**1950**
100.869	**1950**	**101.587**	»	102.651	3-48	103.588	8-48	104.595	1949	105.599	8-48
100.879	»	**101.588**	»	102.652	»	103.612	»	104.606	8-48	105.611	1949
100.883	8-48	101.612	8-48	**102.665**	**1950**	**103.653**	**1950**	104.617	1949	**105.615**	**1950**
100.887	3-48	101.617	»	102.742	1949	103.663	8-48	104.618	»	105.638	10-48
100.890	opp.	101.625	»	102.746	10-48	103.672	»	104.624	10-48	**105.653**	**1950**
100.891	»	101.627	10-48	102.749	1949	103.678	»	**104.646**	**1950**	105.676	3-48
100.893	»	101.631	1949	102.767	8-48	103.680	»	104.712	10-48	105.688	1949
100.894	»	101.632	8-48	102.773	»	103.681	»	104.713	1949	105.691	10-48
100.895	»	**101.661**	**1950**	102.776	»	103.729	»	104.719	»	105.692	8-48
100.896	»	101.682	1949	102.782	»	103.750	»	104.726	10-48	105.694	»
100.898	»	**101.707**	**1950**	102.813	»	**103.769**	**1950**	**104.745**	**1950**	105.701	10-48
100.899	»	101.716	8-48	102.833	1938	**103.779**	»	104.784	1949	**105.729**	**1950**
100.936	1939	**101.741**	**1950**	102.861	1949	**103.802**	»	**104.785**	**1950**	105.733	8-48
100.950	**1950**	101.751	8-48	**102.867**	**1950**	**103.818**	»	104.790	1949	**105.748**	**1950**
100.969	8-48	101.755	»	102.870	8-48	103.851	8-48	104.795	»	105.753	1949
100.980	**1950**	101.765	»	102.883	1949	103.874	»	104.797	8-48	105.762	8-48
100.984	»	101.766	1949	**102.899**	**1950**	**103.876**	**1950**	104.799	»	105.763	»
100.990	»	101.768	3-48	**102.902**	»	103.877	3-48	104.821	»	105.766	»
100.993	**1950**	101.776	1949	102.906	8-48	103.879	8-48	104.828	»	105.786	»
101.006	»	101.789	»	102.907	»	103.883	»	104.845	»	105.801	»
101.020	1949	101.789	cp. op.	102.908	**1950**	103.890	»	104.877	»	105.804	»
101.023	»	101.795	8-48	102.943	8-48	103.895	»	104.884	»	**105.807**	**1950**
101.026	**1950**	101.856	»	**102.917**	**1950**	103.896	3-48	**104.916**	**1950**	105.808	8-48
101.044	8-48	101.857	»	102.931	8-48	**103.922**	**1950**	**104.942**	»	105.812	»
101.061	»	**101.860**	**1950**	**102.952**	**1950**	103.985	8-48	104.943	10-48	105.819	»
101.062	»	101.868	8-48	102.966	8-48	103.995	»	**104.979**	**1950**	105.816	10-48
101.068	1938	**101.874**	**1950**	102.977	»	103.996	»	**104.983**	»	105.865	3-48
101.078	10-48	**101.896**	»	**102.981**	**1950**	104.010	»	104.987	8-48	105.869	8-48
101.092	1949	**101.905**	»	102.982	8-48	104.019	1949	**104.997**	»	**105.875**	»
101.096	»	101.924	8-48	**103.001**	**1950**	**104.024**	**1950**				

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
105.878	8-48	107.139	8-48	108.411	8-48	109.725	8-48	110.802	8-48	111.856	8-48
105.895	1949	**107.142**	**1950**	**108.413**	**1950**	109.727	10-48	**110.829**	**1950**	**111.860**	**1950**
105.908	8-48	107.161	8-48	108.416	1949	109.737	8-48	110.837	1949	**111.874**	»
105.913	10-48	107.162	»	108.417	8-48	**109.748**	**1950**	110.841	8-48	**111.896**	»
105.927	8-48	107.165	1949	108.426	»	109.785	3-48	110.854	»	111.903	10-48
105.928	**1950**	**107.181**	**1950**	108.476	»	109.787	8-48	110.856	»	**111.905**	**1950**
105.931	8-48	107.182	10-48	108.479	1937	109.788	»	**110.869**	**1950**	111.916	1949
105.936	»	107.195	8-48	**108.575**	**1950**	109.789	1949	**110.879**	»	111.973	8-48
105.940	10-48	**107.197**	**1950**	**108.587**	»	109.795	8-48	110.903	10-48	111.986	10-48
105.951	**1950**	107.208	10-48	108.625	1949	**109.830**	**1950**	**110.950**	**1950**	111.996	3-48
105.957	1949	107.213	8-48	108.638	8-48	109.831	8-48	**110.980**	»	112.007	8-48
105.990	8-48	107.272	1949	**108.689**	**1950**	**109.834**	**1950**	**110.984**	»	112.011	10-48
106.002	**1950**	**107.274**	**1950**	108.692	3-48	109.836	8-48	**110.990**	»	112.014	8-48
106.008	8-48	107.300	8-48	108.698	8-48	109.838	»	**110.993**	»	**112.043**	**1950**
106.011	**1950**	107.321	»	108.726	3-48	**109.847**	**1950**	110.998	8-48	112.067	1949
106.032	»	**107.324**	**1950**	108.771	8-48	109.852	1938	111.000	opp.	112.082	10-48
106.038	10-48	107.329	8-48	108.776	1949	109.858	1949	111.001	»	112.087	8-48
106.082	1949	**107.350**	**1950**	**108.788**	**1950**	109.867	8-48	111.002	»	112.088	»
106.090	3-48	107.352	8-48	108.801	10-48	109.871	3-48	111.003	»	112.101	1949
106.109	**1950**	107.364	1949	**108.808**	**1950**	109.874	8-48	111.004	»	112.150	8-48
106.120	»	**107.388**	**1950**	108.814	8-48	109.877	»	111.005	»	112.171	3-48
106.125	10-48	107.408	8-48	108.816	»	109.881	1939	**111.006**	**1950**	112.173	1949
106.160	3-48	107.410	»	108.850	»	109.892	8-48	111.009	8-48	**112.174**	**1950**
106.161	8-48	107.422	»	108.851	3-48	109.894	»	111.020	1949	112.196	8-48
106.192	»	**107.460**	**1950**	108.854	8-48	109.913	»	111.023	»	112.197	»
106.225	**1950**	107.464	10-48	108.870	1949	109.936	3-48	**111.026**	**1950**	**112.207**	**1950**
106.242	1949	107.465	1949	**108.806**	**1950**	109.948	1949	111.081	8-48	112.217	10-48
106.245	opp.	107.476	10-48	108.904	8-48	109.951	1938	111.084	»	112.219	8-48
106.257	**1950**	107.477	8-48	**108.912**	**1950**	109.957	8-48	111.092	1949	112.240	»
106.316	8-48	**107.498**	**1950**	**108.933**	»	109.962	»	111.115	»	112.242	»
106.322	»	107.529	8-48	108.937	opp.	**109.966**	**1950**	**111.140**	**1950**	112.243	3-48
106.324	»	107.533	3-48	108.943	10-48	**110.012**	»	111.165	10-48	112.246	10-48
106.339	1949	107.574	8-48	**108.946**	**1950**	110.017	1949	111.173	3-48	112.256	8-48
106.340	8-48	107.586	opp.	108.948	10-48	110.019	8-48	**111.210**	**1950**	112.259	»
106.380	**1950**	107.590	8-48	108.948	cp. op.	110.028	»	111.216	8-48	112.261	»
106.403	»	107.638	»	108.952	10-48	**110.034**	**1950**	111.245	1949	112.266	»
106.431	10-48	107.651	1949	**108.957**	**1950**	110.048	8-48	111.246	»	112.268	10-48
106.445	8-48	107.659	8-48	108.992	3-48	110.072	1939	**111.253**	**1950**	112.271	8-48
106.448	»	107.660	»	108.994	8-48	110.078	1949	111.257	3-48	112.273	»
106.449	**1950**	107.670	»	109.003	10-48	110.081	opp.	111.259	8-48	**112.276**	**1950**
106.465	10-48	107.672	»	109.004	8-48	**110.131**	**1950**	**111.269**	**1950**	112.289	8-48
106.471	**1950**	**107.695**	**1950**	**109.008**	**1950**	**110.144**	»	**111.292**	»	112.328	»
106.491	8-48	**107.725**	»	109.009	10-48	110.173	8-48	111.314	8-48	112.350	10-48
106.494	**1950**	107.730	8-48	109.014	1949	110.179	10-48	**111.315**	**1950**	112.382	»
106.507	»	**107.732**	**1950**	109.025	»	110.192	8-48	111.345	8-48	**112.383**	**1950**
106.510	»	107.748	8-48	**109.043**	**1950**	110.251	»	111.346	10-48	112.411	8-48
106.542	8-48	**107.749**	**1950**	**109.127**	»	110.252	3-48	111.356	8-48	112.445	1949
106.541	**1950**	**107.775**	»	**109.135**	»	110.254	8-48	111.357	»	112.442	»
106.560	8-48	107.777	8-48	109.146	8-48	110.259	1939	111.360	3-48	**112.451**	**1950**
106.564	10-48	107.778	»	109.175	1949	110.265	8-48	111.371	8-48	112.459	1949
106.565	8-48	107.783	»	109.185	8-48	110.273	1949	111.383	»	112.485	8-48
106.578	»	107.803	10-48	**109.186**	**1950**	110.276	8-48	111.395	1939	112.507	»
106.591	»	**107.823**	**1950**	**109.225**	»	110.280	»	111.398	1949	112.559	»
106.601	»	107.824	8-48	**109.248**	»	110.303	»	111.404	8-48	112.560	1939
106.613	»	**107.839**	**1950**	**109.254**	»	**110.304**	»	111.410	»	**112.569**	**1950**
106.629	»	107.858	1939	109.266	8-48	110.308	10-48	111.417	»	112.597	10-48
106.632	1939	107.867	8-48	109.270	10-48	**110.316**	**1950**	**111.419**	**1950**	**112.628**	**1950**
106.643	**1950**	107.891	»	109.281	8-48	110.351	10-48	111.436	10-48	112.642	1949
106.703	»	107.895	1949	109.296	»	110.354	8-48	111.439	1949	112.644	8-48
106.714	8-48	107.899	8-48	109.299	10-48	110.355	»	111.443	8-48	**112.647**	**1950**
106.715	**1950**	**107.905**	**1950**	109.300	8-48	110.360	»	**111.448**	**1950**	**112.665**	»
106.719	8-48	107.915	1949	109.303	»	110.368	»	**111.455**	»	112.758	8-48
106.722	1949	107.917	8-48	109.304	3-48	110.370	3-48	**111.484**	»	112.760	»
106.727	10-48	107.918	»	109.308	1949	110.375	8-48	**111.514**	»	112.767	»
106.728	8-48	**107.931**	**1950**	109.309	10-48	110.378	»	**111.515**	»	112.773	»
106.768	**1950**	107.935	8-48	**109.326**	**1950**	**110.390**	**1950**	**111.529**	»	112.776	»
106.769	»	107.943	»	109.331	8-48	110.396	8-48	**111.550**	»	112.782	»
106.775	»	107.951	10-48	**109.343**	**1950**	**110.412**	**1950**	111.551	8-48	112.786	3-48
106.789	8-48	**107.954**	**1950**	109.373	opp.	**110.413**	»	**111.553**	**1950**	112.807	8-48
106.792	»	**107.971**	»	109.374	»	110.458	8-48	111.554	1949	112.825	1949
106.804	**1950**	107.972	8-48	109.375	»	110.480	1949	111.564	10-48	112.844	10-48
106.810	8-48	107.973	10-48	109.376	8-48	110.505	8-48	111.576	8-48	112.861	1949
106.819	**1950**	107.976	8-48	109.376	opp.	110.511	»	111.579	1923	**112.867**	**1950**
106.835	»	107.979	»	109.387	10-48	110.543	»	111.583	8-48	112.887	8-48
106.844	8-48	**108.030**	**1950**	109.407	1949	**110.546**	**1950**	**111.584**	**1950**	**112.899**	**1950**
106.847	»	**108.045**	»	109.424	3-48	110.576	8-48	**111.587**	»	**112.902**	»
106.848	»	108.084	1949	109.442	8-48	**110.614**	**1950**	**111.588**	»	112.906	8-48
106.880	»	108.096	»	109.481	»	110.653	cp. op.	**111.661**	»	**112.908**	**1950**
106.881	»	108.098	8-48	109.488	1949	110.679	8-48	111.699	1949	**112.917**	»
106.956	**1950**	**108.127**	**1950**	**109.509**	**1950**	**110.686**	**1950**	**111.707**	**1950**	**112.952**	»
106.979	8-48	108.138	1949	109.520	8-48	**110.687**	»	111.712	8-48	112.961	10-48
106.996	**1950**	108.142	10-48	109.577	»	110.699	8-48	111.716	»	112.966	8-48
106.997	»	108.163	1949	109.587	»	110.717	10-48	111.736	»	**112.981**	**1950**
107.011	»	**108.197**	**1950**	109.604	cp. op.	110.718	8-48	**111.741**	**1950**	112.985	3-48
107.035	»	108.231	10-48	109.606	10-48	110.719	»	111.766	1949	112.986	8-48
107.068	8-48	**108.251**	**1950**	109.608	8-48	**110.724**	**1950**	111.776	»	112.988	»
107.078	»	108.253	8-48	109.611	»	110.728	3-48	111.781	»	112.991	»
107.079	»	**108.271**	**1950**	109.654	10-48	110.736	8-48	111.812	8-48	**113.001**	**1950**
107.086	»	**108.321**	»	109.656	8-48	110.741	10-48	111.821	»	**113.006**	»
107.096	**1950**	108.329	3-48	109.659	»	**110.749**	**1950**	111.826	10-48	113.008	10-48
107.121	8-48	108.360	1949	**109.702**	**1950**	110.751	8-48	111.837	»	113.029	8-48
107.123	**1950**	**108.378**	**1950**	**109.709**	»	110.768	10-48	111.845	1949	113.033	»
107.134	8-48	**108.379**	»			**110.775**	**1950**				

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
113.037	**1950**	**114.163**	**1950**	115.128	8-48	116.340	8-48	117.670	8-48	118.570	3-48
113.043	8-48	**114.169**	»	115.163	»	**116.380**	**1950**	117.672	»	118.572	8-48
113.047	»	114.205	1949	115.164	»	**116.403**	»	117.673	»	**113.575**	**1950**
113.050	10-48	114.207	8-48	**115.169**	**1950**	116.445	8-48	117.691	1949	**118.587**	»
113.052	8-48	**114.213**	**1950**	115.204	8-48	**116.449**	**1950**	**117.695**	**1950**	118.625	1949
113.070	**1950**	114.230	8-48	115.206	»	116.468	8-48	117.700	8-48	118.651	8-48
113.079	8-48	114.231	»	115.233	»	**116.471**	**1950**	117.708	»	118.653	1938
113.080	1949	114.234	3-48	115.235	»	**116.494**	»	**117.725**	**1950**	118.665	8-48
113.092	8-48	114.235	8-48	115.252	1949	**116.507**	»	117.730	8-48	118.669	10-48
113.099	»	**114.242**	**1950**	115.265	8-48	116.509	10-48	**117.732**	**1950**	**118.689**	**1950**
113.110	**1950**	114.247	8-48	115.270	»	**116.510**	**1950**	**117.749**	»	118.696	8-48
113.115	»	114.250	1939	115.280	»	116.511	10-48	117.750	10-48	118.698	»
113.138	8-48	114.252	8-48	**115.297**	**1950**	**116.541**	**1950**	**117.775**	**1950**	118.707	»
113.164	1949	114.254	»	115.308	10-48	116.625	8-48	117.780	8-48	118.708	»
113.166	8-48	**114.257**	**1950**	115.309	»	**116.643**	**1950**	117.811	3-48	118.738	»
113.197	»	114.258	1949	115.310	8-48	116.656	1949	117.816	8-48	118.776	1949
113.201	»	114.265	8-48	115.333	1949	116.664	»	**117.823**	**1950**	118.778	3-48
113.215	1949	114.273	1949	115.334	8-48	**116.708**	**1950**	117.824	8-48	**118.788**	**1950**
113.225	8-48	**114.276**	**1950**	115.365	»	**116.715**	»	**117.839**	**1950**	118.806	8-48
113.238	»	114.292	1949	115.413	»	116.722	1949	117.872	8-48	**118.808**	**1950**
113.240	1949	114.337	»	115.418	1949	**116.768**	**1950**	117.873	»	118.810	8-48
113.242	8-48	114.339	10-48	115.435	8-48	**116.769**	»	117.878	»	118.827	1937
113.243	10-48	114.349	8-48	115.447	10-48	116.773	1938	117.882	10-48	118.830	8-48
113.256	8-48	114.350	»	**115.496**	**1950**	**116.775**	**1950**	117.895	1949	118.860	»
113.262	**1950**	114.353	»	115.501	1949	116.778	8-48	117.899	8-48	118.878	1949
113.263	8-48	**114.357**	**1950**	115.525	10-48	116.798	»	**117.905**	**1950**	118.884	»
113.264	»	114.371	3-48	115.543	8-48	**116.804**	**1950**	117.906	10-48	118.892	»
113.265	**1950**	114.382	10-48	115.556	»	116.808	8-48	117.907	»	**118.896**	**1950**
113.276	1949	114.384	8-48	115.561	»	116.810	»	117.909	1939	**118.912**	»
113.299	1938	**114.398**	**1950**	115.581	10-48	**116.819**	**1950**	117.915	1949	118.923	8-48
113.303	8-48	**114.404**	»	115.583	8-48	**116.835**	»	117.917	8-48	118.930	»
113.316	**1950**	114.430	8-48	115.586	10-48	116.842	10-48	**117.931**	**1950**	**118.933**	**1950**
113.323	8-48	114.443	»	115.591	8-48	116.844	8-48	**117.954**	»	**118.946**	»
113.328	**1950**	114.452	»	**115.594**	**1950**	116.860	»	**117.971**	»	**118.957**	»
113.364	»	**114.519**	**1950**	**115.615**	»	116.875	»	117.974	1949	118.963	10-48
113.386	»	114.523	8-48	115.638	10-48	116.912	»	117.976	8-48	118.981	3-48
113.390	»	**114.533**	**1950**	**115.653**	**1950**	116.921	»	117.978	»	118.990	8-48
113.392	3-48	**114.549**	»	115.665	8-48	116.930	»	117.979	»	119.003	10-48
113.394	8-48	114.554	8-48	115.688	1949	**116.956**	**1950**	117.982	»	**119.008**	**1950**
113.397	1939	114.558	1949	115.701	10-48	**116.996**	»	118.002	»	119.011	10-48
113.455	**1950**	**114.578**	**1950**	115.723	8-48	**116.997**	»	118.005	»	119.014	1949
113.459	3-48	114.595	1949	**115.729**	**1950**	117.002	8-48	118.007	»	119.018	8-48
113.460	cp. op.	114.624	10-48	115.733	8-48	117.004	3-48	118.014	»	119.025	1949
113.461	»	114.631	8-48	115.734	»	117.009	1949	118.026	3-48	**119.043**	**1950**
113.463	**1950**	**114.646**	**1950**	115.743	»	117.010	8-48	**118.030**	**1950**	119.053	10-48
113.516	8-48	114.656	10-48	**115.748**	**1950**	**117.011**	**1950**	118.040	8-48	119.075	8-48
113.517	»	114.660	8-48	115.751	8-48	117.019	3-48	**118.045**	**1950**	119.095	»
113.525	10-48	114.663	1949	115.763	»	**117.035**	**1950**	118.048	8-48	119.097	»
113.536	**1950**	114.671	10-48	115.764	»	117.049	8-48	118.091	10-48	**119.127**	**1950**
113.555	8-48	114.684	8-48	115.766	»	117.054	»	118.093	3-48	**119.135**	»
113.565	»	114.685	»	115.775	»	117.072	»	118.096	1949	119.175	1949
113.585	3-48	114.689	»	115.801	»	117.075	»	118.097	8-48	**119.186**	**1950**
113.607	8-48	114.719	1949	115.803	Opp.	117.078	»	118.098	»	119.206	1939
113.609	»	**114.745**	**1950**	**115.807**	**1950**	117.079	»	118.101	»	119.207	8-48
113.652	»	114.784	1949	115.855	8-48	117.083	1949	118.123	»	119.214	»
113.653	**1950**	**114.785**	**1950**	115.901	»	117.086	8-48	**118.127**	**1950**	**119.225**	**1950**
113.656	8-48	114.790	1949	115.908	»	**117.096**	**1950**	118.145	3-48	119.244	1949
113.663	»	114.791	8-48	115.911	»	117.121	8-48	118.160	8-48	**119.248**	**1950**
113.672	»	114.804	10-48	115.913	10-48	117.122	»	**118.197**	**1950**	**119.254**	»
113.694	1949	114.806	8-48	**115.928**	**1950**	**117.123**	**1950**	118.231	10-48	119.270	10-48
113.701	8-48	114.821	»	115.929	1949	117.129	8-48	118.241	8-48	119.272	8-48
113.708	»	114.828	»	115.949	10-48	117.133	»	118.242	»	**119.326**	**1950**
113.713	1938	114.842	»	**115.951**	**1950**	**117.142**	**1950**	**118.251**	**1950**	119.337	1949
113.716	8-48	114.845	»	115.953	3-48	117.152	8-48	118.253	8-48	**119.343**	**1950**
113.741	10-48	114.876	1949	115.957	1949	**117.181**	**1950**	118.267	1949	119.348	1949
113.743	8-48	114.885	10-48	115.982	Opp.	**117.197**	»	**118.271**	**1950**	119.352	8-48
113.769	**1950**	114.899	»	115.985	»	117.211	1939	118.276	1949	119.430	10-48
113.776	8-48	114.913	8-48	**116.002**	**1950**	117.218	8-48	118.285	8-48	119.432	8-48
113.779	**1950**	**114.916**	**1950**	116.006	8-48	117.226	1949	118.303	1949	119.434	»
113.780	8-48	114.921	8-48	116.008	»	117.263	10-48	118.317	8-48	119.435	3-48
113.794	»	**114.942**	**1950**	**116.011**	**1950**	**117.274**	**1950**	118.319	10-48	119.436	8-48
113.802	**1950**	114.943	10-48	**116.032**	»	117.313	8-48	**118.321**	**1950**	119.444	10-48
113.813	»	**114.979**	**1950**	116.038	10-48	117.316	»	118.359	10-48	119.446	8-48
113.876	»	**114.983**	»	116.082	1949	**117.324**	**1950**	118.368	8-48	119.469	1949
113.895	8-48	114.987	8-48	**116.169**	**1950**	**117.350**	»	**118.378**	**1950**	119.478	1939
113.899	»	114.992	»	**116.120**	»	**117.388**	»	**118.379**	»	119.488	1949
113.921	3-48	**115.006**	**1950**	116.131	8-48	117.410	8-48	118.380	8-48	119.505	8-48
113.922	**1950**	**115.017**	»	116.149	3-48	117.453	»	118.383	»	**119.509**	**1950**
113.936	8-48	115.026	8-48	116.161	8-48	**117.460**	**1950**	118.384	»	119.520	8-48
113.964	»	115.037	10-48	116.189	»	117.474	8-48	118.390	10-48	119.552	3-48
113.985	»	115.040	8-48	116.192	»	**117.498**	**1950**	118.397	8-48	119.564	8-48
113.990	»	**115.052**	**1950**	116.204	1949	117.513	8-48	**118.413**	**1950**	119.572	»
114.019	1949	115.056	8-48	116.220	10-48	117.513	Opp.	118.416	1949	119.577	»
114.024	**1950**	**115.075**	**1950**	**116.225**	**1950**	117.584	8-48	118.460	»	119.587	»
114.031	»	115.079	1949	116.240	8-48	117.588	1949	118.468	8-48	119.596	»
114.053	»	**115.082**	**1950**	116.242	1949	117.638	8-48	118.476	»	119.597	1949
114.054	1949	115.089	8-48	116.255	8-48	117.654	1949	118.479	1937	119.598	8-48
114.078	»	115.093	1949	**116.267**	**1950**	117.657	10-48	118.488	8-48	119.606	10-48
114.085	8-48	**115.094**	**1950**	116.304	3-48	117.659	8-48	118.504	10-48	119.608	8-48
114.088	**1950**	115.105	8-48	116.322	8-48	117.664	»	118.514	1949	119.611	»
114.104	»	**115.107**	**1950**	116.328	»	117.667	1949	118.524	8-48	119.663	»
114.151	»	115.109	8-48	116.339	1949	117.669	8-48	118.527	»	119.669	»
		115.122	»								

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
119.670	8-48	120.903	10-48	**121.874**	**1950**	123.092	8-48	**124.169**	**1950**	125.283	8-48
119.695	1949	120.940	8-48	121.884	1949	123.096	1935	124.199	8-48	125.284	10-48
119.699	1939	120.947	»	121.886	»	**123.110**	**1950**	124.205	1949	125.285	»
119.702	**1950**	120.949	»	**121.896**	**1950**	**123.115**	»	**124.213**	**1950**	**125.297**	**1950**
119.703	3-48	**120.950**	**1950**	**121.905**	»	123.128	8-48	124.218	8-48	125.396	10-48
119.709	**1950**	120.956	1949	121.910	8-48	123.138	»	124.224	»	125.398	1949
119.748	»	120.964	Opp.	121.927	»	123.183	3-48	124.234	3-48	125.402	8-48
119.757	3-48	**120.980**	**1950**	121.938	»	123.193	8-48	**124.242**	**1950**	125.413	»
119.763	8-48	**120.984**	»	121.946	1949	123.197	»	**124.257**	»	125.415	»
119.785	3-48	**120.990**	»	121.963	8-48	123.198	10-48	**124.276**	»	125.418	1949
119.802	**1950**	**120.993**	»	121.985	»	123.200	1937	124.292	1949	125.472	10-48
119.810	8-48	120.998	8-48	122.005	1949	123.209	8-48	124.330	8-48	**125.496**	**1950**
119.812	»	**121.006**	**1950**	122.017	10-48	**123.262**	**1950**	124.337	1949	125.500	8-48
119.834	**1950**	121.020	1949	**122.043**	**1950**	123.263	8-48	124.349	8-48	125.571	»
119.836	8-48	121.023	»	122.044	8-48	123.264	»	124.350	»	125.575	»
119.847	**1950**	**121.026**	**1950**	122.057	»	**123.265**	**1950**	**124.357**	**1950**	125.577	»
119.858	1949	121.033	1949	122.082	10-48	123.301	Opp.	124.373	8-48	125.586	10-48
119.862	»	121.136	8-48	122.131	8-48	123.302	»	124.374	»	125.587	8-48
119.871	3-48	**121.140**	**1950**	122.154	10-48	123.303	»	124.382	10-48	125.591	»
119.892	8-48	121.150	8-48	122.172	1949	123.304	»	124.383	1949	**125.594**	**1950**
119.928	»	**121.151**	»	**122.174**	**1950**	123.305	»	124.384	8-48	125.611	1949
119.932	»	121.165	10-48	122.180	8-48	123.306	»	124.396	»	**125.615**	**1950**
119.939	»	121.176	3-48	122.196	»	**123.316**	**1950**	**124.398**	**1950**	125.642	1939
119.942	1949	121.177	1949	**122.207**	**1950**	**123.328**	»	**124.404**	»	**125.653**	**1950**
119.948	»	121.184	8-48	122.219	8-48	123.338	8-48	124.417	10-48	125.665	8-48
119.955	8-48	**121.210**	**1950**	122.231	»	123.341	opp.	124.436	1949	125.688	1949
119.957	»	121.216	8-48	122.239	10-48	123.343	»	124.480	8-48	125.701	10-48
119.962	»	121.237	»	122.243	3-48	123.344	»	124.489	10-48	**125.729**	**1950**
119.965	**1950**	121.245	1949	122.266	8-48	123.345	»	124.499	8-48	**125.748**	»
119.966	3-48	121.250	8-48	122.268	10-48	123.346	»	124.504	»	125.760	10-48
119.981	8-48	**121.253**	**1950**	**122.276**	**1950**	123.347	»	124.505	»	**125.807**	**1950**
120.012	**1950**	**121.269**	»	122.289	8-48	123.353	8-48	**124.510**	**1950**	125.819	8-48
120.019	8-48	121.278	8-48	122.309	3-48	123.355	»	**124.533**	»	125.842	1939
120.034	**1950**	**121.292**	**1950**	122.309	opp.	**123.364**	**1950**	**124.549**	»	125.855	8-48
120.040	8-48	121.294	8-48	**122.383**	**1950**	123.374	8-48	**124.573**	»	125.856	1949
120.043	»	121.297	»	122.411	8-48	**123.386**	**1950**	124.582	8-48	125.865	3-48
120.047	1949	121.314	»	122.415	1949	**123.390**	»	124.595	1949	125.875	8-48
120.048	8-48	**121.315**	**1950**	122.442	»	123.394	8-48	124.606	8-48	125.878	»
120.131	**1950**	121.342	8-48	**122.451**	**1950**	123.403	»	124.624	10-48	**125.923**	**1950**
120.144	»	121.343	1949	122.465	8-48	123.407	10-48	124.641	8-48	125.949	10-48
120.156	1949	121.345	8-48	122.514	10-48	123.408	8-48	**124.646**	**1950**	**125.951**	**1950**
120.179	10-48	121.346	10-48	122.519	3-48	123.425	»	124.656	10-48	125.969	8-48
120.188	3-48	121.360	3-48	122.522	»	123.426	»	124.660	8-48	125.973	1949
120.197	1949	121.362	8-48	122.530	1949	123.428	3-48	124.663	1949	**126.002**	**1950**
120.242	8-48	121.371	»	122.537	8-48	123.429	8-48	124.671	10-48	**126.011**	»
120.246	»	121.383	»	122.556	»	123.450	3-48	124.685	8-48	126.014	10-48
120.273	1949	121.387	»	**122.560**	**1950**	**123.455**	**1950**	124.706	»	**126.032**	**1950**
120.276	8-48	121.389	»	122.599	8-48	123.459	3-48	124.710	»	126.075	10-48
120.308	10-48	121.395	1939	122.607	»	123.461	»	124.712	10-48	126.082	1949
120.309	8-48	121.397	1938	122.614	»	**123.463**	**1950**	124.713	1949	126.088	8-48
120.310	»	**121.419**	**1950**	**122.628**	**1950**	123.487	10-48	**124.745**	**1950**	126.105	»
120.316	**1950**	121.430	8-48	122.631	10-48	**123.536**	**1950**	124.757	8-48	**126.109**	**1950**
120.318	8-48	121.436	10-48	122.636	8-48	123.543	8-48	124.775	1949	126.110	8-48
120.351	10-48	121.437	8-48	122.637	10-48	123.565	»	124.784	»	126.111	»
120.360	8-48	121.439	1949	122.638	8-48	123.566	10-48	**124.785**	**1950**	**126.120**	**1950**
120.390	**1950**	**121.448**	**1950**	**122.647**	**1950**	123.616	8-48	124.795	1949	126.131	8-48
120.398	3-48	**121.465**	»	122.664	8-48	123.621	10-48	124.799	8-48	126.136	3-48
120.412	**1950**	121.470	8-48	**122.665**	**1950**	123.624	1949	124.808	»	126.170	10-48
120.413	»	**121.484**	**1950**	122.699	10-48	123.625	3-48	124.849	»	126.204	1949
120.489	10-48	121.496	10-48	122.699	opp.	123.652	8-48	124.866	»	126.206	8-48
120.490	8-48	121.502	»	122.704	8-48	**123.653**	**1950**	124.867	3-48	126.207	»
120.546	**1950**	121.503	»	122.711	»	123.663	8-48	124.876	1949	126.208	1949
120.574	8-48	121.505	8-48	122.712	»	123.676	1949	124.877	8-48	126.214	8-48
120.588	10-48	**121.514**	**1950**	122.742	1949	123.680	8-48	124.880	3-48	126.220	10-48
120.614	**1950**	**121.515**	»	122.844	10-48	123.708	»	124.899	10-48	**126.225**	**1950**
120.625	8-48	121.527	8-48	122.864	»	**123.769**	**1950**	124.913	8-48	126.238	8-48
120.644	»	**121.529**	**1950**	**122.867**	**1950**	**123.779**	»	**124.916**	**1950**	126.240	»
120.659	»	**121.550**	»	122.876	8-48	123.780	8-48	124.921	8-48	126.242	1949
120.665	10-48	**121.553**	»	122.877	10-48	**123.802**	**1950**	124.931	10-48	**126.267**	**1950**
120.686	**1950**	**121.584**	»	122.878	8-48	**123.818**	»	**124.942**	**1950**	126.324	8-48
120.687	»	**121.587**	»	**122.899**	**1950**	123.851	8-48	124.943	10-48	126.367	»
120.717	10-48	**121.588**	»	**122.902**	»	**123.876**	**1950**	**124.979**	**1950**	126.375	1949
120.719	8-48	121.610	8-48	122.906	8-48	123.890	8-48	**124.983**	»	**126.380**	**1950**
120.724	**1950**	121.612	»	**122.908**	**1950**	123.894	»	**125.006**	»	126.388	8-48
120.728	3-48	121.613	1939	**122.917**	»	123.895	»	**125.017**	»	**126.403**	**1950**
120.736	8-48	121.620	8-48	122.922	8-48	**123.922**	**1950**	**125.052**	»	126.404	8-48
120.736	Opp.	**121.661**	**1950**	122.948	10-48	123.936	8-48	**125.075**	»	126.413	»
120.741	10-48	**121.707**	»	**122.952**	**1950**	123.962	»	125.079	1949	126.431	10-48
120.749	**1950**	121.721	8-48	122.959	8-48	123.978	»	**125.082**	**1950**	126.445	8-48
120.768	10-48	121.728	3-48	122.961	10-48	123.985	»	125.093	1949	**126.449**	**1950**
120.775	**1950**	121.739	1949	122.966	8-48	124.010	»	**125.094**	**1950**	126.468	8-48
120.783	8-48	**121.741**	**1950**	122.977	»	124.019	1949	**125.107**	»	**126.471**	**1950**
120.807	»	121.776	1949	**122.981**	**1950**	**124.024**	**1950**	125.128	8-48	126.479	10-48
120.823	»	121.781	»	**123.001**	»	**124.031**	»	125.144	»	126.491	8-48
120.829	**1950**	121.816	8-48	**123.006**	»	**124.053**	»	125.154	3-48	**126.494**	**1950**
120.844	8-48	121.826	10-48	123.033	8-48	124.054	1949	125.166	»	**126.507**	»
120.854	»	121.833	8-48	123.034	»	**124.088**	**1950**	125.167	10-48	126.509	10-48
120.856	»	121.836	1949	**123.037**	**1950**	**124.104**	»	**125.169**	**1950**	**126.510**	**1950**
120.858	3-48	121.845	»	123.043	8-48	124.105	8-48	125.219	8-48	126.538	8-48
120.869	**1950**	121.856	8-48	123.052	»	124.110	»	125.231	1949	**126.541**	**1950**
120.879	»	**121.860**	**1950**	**123.070**	**1950**	**124.151**	**1950**	125.235	8-48	126.613	8-48
120.883	8-48	121.868	8-48	123.070	1949	**124.163**	»	125.280	»	126.626	»

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
126.643	**1950**
126.664	1949
126.708	**1950**
126.715	»
126.735	8-48
126.750	»
126.760	»
126.766	»
126.768	**1950**
126.769	»
126.775	»
126.789	8-48
126.798	»
126.798	Opp.
126.799	»
126.801	1949
126.801	Opp.
126.802	»
126.804	**1950**
126.808	8-48
126.819	**1950**
126.835	»
126.847	8-48
126.848	»
126.849	»
126.868	1949
126.897	8-48
126.898	»
126.951	»
126.956	**1950**
126.986	8-48
126.996	**1950**
126.997	»
126.998	8-48
127.009	1949
127.010	8-48
127.0[illegible]	**1950**
127.0[illegible]	3-48
127.036	**1950**
127.049	8-48
127.054	»
127.068	»
127.096	**1950**
127.098	8-48
127.108	1949
127.109	8-48
127.121	»
127.123	**1950**
127.129	8-48
127.133	»
127.134	»
127.142	**1950**
127.160	1939
127.161	8-48
127.165	1949
127.181	**1950**
127.195	8-48
127.197	**1950**
127.205	1949
127.210	8-48
127.211	1939
127.226	1949
127.244	8-48
127.274	**1950**
127.313	8-48
127.324	**1950**
127.344	8-48
127.350	**1950**
127.384	8-48
127.388	**1950**
127.391	8-48
127.410	»
127.422	»
127.426	»
127.460	**1950**
127.476	10-48
127.478	8-48
127.498	**1950**
127.584	8-48
127.588	1949
127.590	8-48
127.591	»
127.592	»
127.640	»
127.691	1949
127.695	**1950**
127.700	8-48
127.722	1949
127.725	**1950**
127.732	»
127.746	8-48
127.749	**1950**
127.775	»
127.803	10-48

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
127.811	3-48
127.822	10-48
127.823	**1950**
127.839	»
127.865	3-48
127.891	8-48
127.905	**1950**
127.915	1949
127.931	**1950**
127.943	8-48
127.946	»
127.949	10-48
127.951	»
127.954	**1950**
127.970	8-48
127.971	**1950**
127.995	1949
128.013	8-48
128.026	3-48
128.030	**1950**
128.042	10-48
128.045	**1950**
128.080	1939
128.093	3-48
128.096	1949
128.097	8-48
128.101	»
128.127	**1950**
128.194	10-48
128.197	**1950**
128.241	8-48
128.242	»
128.251	**1950**
128.271	»
128.276	1949
128.321	**1950**
128.332	3-48
128.356	8-48
128.359	10-48
128.359	Cp. op.
128.360	1949
128.373	8-48
128.378	**1950**
128.379	»
128.380	8-48
128.383	»
128.386	1939
128.413	**1950**
128.418	1949
128.426	8-48
128.444	»
128.468	»
128.471	»
128.520	1949
128.524	8-48
128.570	3-48
128.575	**1950**
128.587	»
128.625	1949
128.651	8-48
128.664	»
128.665	»
128.669	10-48
128.680	8-48
128.689	**1950**
128.691	8-48
128.707	»
128.710	»
128.714	»
128.726	3-48
128.734	1949
128.738	8-48
128.751	»
128.758	»
128.766	10-48
128.767	8-48
128.771	»
128.776	1949
128.788	**1950**
128.808	»
128.878	1949
128.892	»
128.896	**1950**
128.912	»
128.933	»
128.946	»
128.957	»
128.990	8-48
129.008	**1950**
129.014	1949
129.018	8-48
129.019	10-48
129.039	8-48
129.043	**1950**

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
129.048	8-48
129.095	»
129.097	»
129.127	**1950**
129.135	»
129.145	8-48
129.150	»
129.152	»
129.186	**1950**
129.195	8-48
129.207	»
129.214	»
129.225	**1950**
129.239	8-48
129.248	**1950**
129.254	»
129.272	8-48
129.273	3-48
129.293	8-48
129.299	10-48
129.300	8-48
129.303	»
129.308	1949
129.309	10-48
129.326	**1950**
129.328	8-48
129.330	3-48
129.343	**1950**
129.348	1949
129.385	8-48
129.450	»
129.456	1949
129.488	»
129.496	8-48
129.504	»
129.505	»
129.509	**1950**
129.525	8-48
129.529	»
129.546	10-48
129.548	8-48
129.590	»
129.597	1949
129.598	8-48
129.606	10-48
129.685	»
129.702	**1950**
129.708	8-48
129.709	**1950**
129.720	8-48
129.745	1949
129.748	**1950**
129.753	8-48
129.756	»
129.757	3-48
129.787	8-48
129.788	»
129.789	1949
129.790	8-48
129.802	**1950**
129.811	3-48
129.812	8-48
129.816	3-48
129.818	8-48
129.819	»
129.821	»
129.825	3-48
129.834	**1950**
129.847	»
129.862	1949
129.863	8-48
129.867	»
129.870	»
129.877	»
129.902	»
129.903	1949
129.907	8-48
129.909	»
129.962	»
129.965	**1950**
129.966	3-48
129.967	10-48
129.971	1939
129.998	8-48
130.012	**1950**
130.025	8-48
130.034	**1950**
130.040	8-48
130.124	»
130.131	**1950**
130.144	»
130.184	8-48
130.188	3-48
130.197	1949

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
130.218	8-48
130.251	»
130.252	3-48
130.254	8-48
130.273	1949
130.308	10-48
130.316	**1950**
130.329	1949
130.360	8-48
130.388	3-48
130.390	**1950**
130.404	10-48
130.412	**1950**
130.413	»
130.437	8-48
130.490	»
130.546	**1950**
130.561	8-48
130.566	»
130.574	»
130.614	**1950**
130.625	8-48
130.665	10-48
130.668	8-48
130.685	»
130.686	**1950**
130.687	»
130.693	1949
130.699	8-48
130.705	»
130.724	**1950**
130.728	3-48
130.749	**1950**
130.769	8-48
130.775	**1950**
130.829	»
130.841	8-48
130.869	**1950**
130.879	»
130.887	3-48
130.890	8-48
130.950	**1950**
130.980	»
130.984	»
130.985	opp.
130.990	**1950**
130.993	»
131.006	»
131.026	»
131.033	1949
131.136	8-48
131.140	**1950**
131.152	8-48
131.177	1949
131.178	8-48
131.184	»
131.196	»
131.209	1949
131.210	**1950**
131.212	3-48
131.250	8-48
131.253	**1950**
131.269	»
131.292	»
131.294	8-48
131.297	»
131.314	»
131.315	**1950**
131.342	8-48
131.343	1949
131.345	8-48
131.346	10-48
131.419	**1950**
131.425	3-48
131.448	**1950**
131.465	»
131.484	»
131.487	1949
131.494	»
131.496	10-48
131.500	»
131.507	8-48
131.514	**1950**
131.515	»
131.529	»
131.533	1949
131.550	**1950**
131.553	»
131.584	»
131.586	10-48
131.587	**1950**
131.588	»
131.661	»
131.682	1949

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
131.688	3-48
131.699	1949
131.707	**1950**
131.721	8-48
131.723	»
131.724	»
131.728	3-48
131.729	8-48
131.741	**1950**
131.755	8-48
131.789	1949
131.800	opp.
131.837	10-48
131.856	8-48
131.857	»
131.860	**1950**
131.867	8-48
131.874	**1950**
131.893	»
131.905	»
132.005	1949
132.043	**1950**
132.101	1949
132.117	1939
132.121	8-48
132.150	»
132.172	1949
132.173	»
132.174	**1950**
132.196	8-48
132.202	1949
132.205	8-48
132.207	**1950**
132.225	8-48
132.228	»
132.266	»
132.271	»
132.273	»
132.276	**1950**
132.315	10-48
132.326	8-48
132.350	10-48
132.354	8-48
132.383	**1950**
132.392	8-48
132.394	»
132.411	»
132.428	»
132.432	10-48
132.434	»
132.436	8-48
132.451	**1950**
132.459	1949
132.483	»
132.488	8-48
132.514	10-48
132.534	8-48
132.549	3-48
132.569	**1950**
132.626	1949
132.627	8-48
132.628	**1950**
132.636	8-48
132.642	1949
132.647	**1950**
132.651	3-48
132.652	»
132.655	8-48
132.665	**1950**
132.714	8-48
132.718	10-48
132.738	1949
132.740	1939
132.742	1949
132.746	10-48
132.762	8-48
132.765	»
132.767	»
132.773	»
132.807	»
132.813	»
132.821	3-48
132.824	8-48
132.825	1949
132.844	10-48
132.864	»
132.867	**1950**
132.878	8-48
132.882	»
132.899	**1950**
132.902	»
132.906	8-48
132.907	»
132.908	**1950**

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
132.917	**1950**
132.925	8-48
132.952	**1950**
132.954	3-48
132.961	10-48
132.966	8-48
132.981	**1950**
133.001	»
133.006	»
133.037	»
133.062	8-48
133.070	**1950**
133.086	8-48
133.096	1939
133.097	»
133.098	»
133.099	8-48
133.110	**1950**
133.115	»
133.166	8-48
133.197	»
133.198	10-48
133.201	8-48
133.202	»
133.215	1949
133.240	»
133.242	8-48
133.262	**1950**
133.265	»
133.276	1949
133.309	10-48
133.315	8-48
133.316	**1950**
133.317	8-48
133.318	»
133.323	»
133.326	»
133.328	**1950**
133.341	8-48
133.347	»
133.352	1938
133.364	**1950**
133.386	»
133.390	»
133.450	3-48
133.455	**1950**
133.463	»
133.478	3-48
133.481	8-48
133.487	10-48
133.510	8-48
133.536	**1950**
133.543	8-48
133.566	10-48
133.590	»
133.653	**1950**
133.663	8-48
133.716	»
133.732	»
133.737	»
133.743	»
133.750	»
133.751	1949
133.769	**1950**
133.772	10-48
133.779	**1950**
133.785	8-48
133.802	**1950**
133.818	»
133.876	»
133.913	1949
133.922	**1950**
133.964	8-48
133.967	Opp.
133.973	8-48
134.023	10-48
134.024	**1950**
134.031	»
134.053	»
134.051	1949
134.088	**1950**
134.104	»
134.151	»
134.163	»
134.169	»
134.187	8-48
134.188	1949
134.199	8-48
134.213	**1950**
134.234	3-48
134.242	**1950**
134.257	»
134.273	1949

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
134.276	**1950**	134.671	10-48	**134.916**	**1950**	**136.032**	**1950**	**137.142**	**1950**	**138.413**	**1950**
134.280	1949	134.684	8-48	134.931	10-48	**136.109**	»	**137.181**	»	**138.575**	»
134.315	3-48	134.685	»	**134.942**	**1950**	**136.120**	»	**137.197**	»	**138.587**	»
134.357	**1950**	134.706	»	134.943	10-48	**136.225**	»	**137.274**	»	**138.689**	»
134.358	8-48	134.710	»	134.944	8-48	**136.267**	»	**137.324**	»	**138.788**	»
134.374	»	134.726	10-48	**134.979**	**1950**	**136.380**	»	**137.350**	»	**138.808**	»
134.382	10-48	134.730	8-48	**134.983**	»	**136.403**	»	**137.388**	»	**138.896**	»
134.383	1949	134.738	1939	134.997	8-48	**136.449**	»	**137.460**	»	**138.912**	»
134.384	8-48	134.740	3-48	134.999	»	**136.471**	»	**137.498**	»	**138.933**	»
134.396	»	**134.745**	**1950**	**135.006**	**1950**	**136.494**	»	**137.695**	»	**138.936**	»
134.398	**1950**	134.751	8-48	**135.017**	»	**136.507**	»	**137.725**	»	**138.957**	»
134.404	»	134.775	1949	**135.052**	»	**136.510**	»	**137.732**	»	**139.068**	»
134.417	10-48	**134.785**	**1950**	**135.075**	»	**136.541**	»	**137.749**	»	**139.013**	»
134.430	8-48	134.795	1949	**135.052**	»	**136.643**	»	**137.775**	»	**139.127**	»
134.480	»	134.812	8-48	**135.084**	»	**136.708**	»	**137.823**	»	**139.135**	»
134.489	10-48	134.821	»	**135.107**	»	**136.715**	»	**137.839**	»	**139.136**	»
134.519	**1950**	134.827	»	**135.169**	»	**136.768**	»	**137.905**	»	**139.225**	»
134.521	8-48	134.828	»	**135.297**	»	**136.769**	»	**137.931**	»	**139.248**	»
134.533	**1950**	134.845	»	**135.496**	»	**136.775**	»	**137.954**	»	**139.254**	»
134.547	8-48	134.867	3-48	**135.594**	»	**136.804**	»	**137.971**	»	**139.326**	»
134.549	**1950**	134.875	8-48	**135.615**	»	**136.819**	»	**138.030**	»	**139.343**	»
134.554	8-48	134.877	»	**135.653**	»	**136.835**	»	**138.045**	»	**139.509**	»
134.558	1949	134.886	10-48	**135.729**	»	**136.956**	»	**138.127**	»	**139.702**	»
134.578	**1950**	134.899	»	**135.748**	»	**136.996**	»	**138.197**	»	**139.709**	»
134.617	1949	134.899	Opp.	**135.807**	»	**136.997**	»	**138.251**	»	**139.748**	»
134.618	»	134.901	1931	**135.928**	»	**137.011**	»	**138.271**	»	**139.802**	»
134.631	8-48	134.901	Opp.	**135.951**	»	**137.035**	»	**138.321**	»	**139.834**	»
134.641	»	134.902	»	**136.002**	»	**137.096**	»	**138.378**	»	**139.847**	»
134.646	**1950**	134.903	1923	**136.011**	»	**137.123**	»	**138.379**	»	**139.965**	»
134.656	10-48	134.903	Opp.								

Numéros des coupons devant être attachés aux titres.

Remboursement 1920 (24e et 14e tirages), coupon 49, avril 1921.
— 1921 (25e et 15e tirages), — 51, — 1922.
— 1922 (26e et 16e tirages), — 53, — 1923.
— 1923 (27e et 17e tirages), — 55, — 1924.
— 1924 (28e et 18e tirages), — 57, — 1925.
— 1925 (29e et 19e tirages), — 59, — 1926.
— 1926 (30e et 20e tirages), — 61, — 1927.
— 1927 (31e et 21e tirages), — 63, — 1928.
— 1928 (32e et 22e tirages), — 65, — 1929.
— 1929 (33e et 23e tirages), — 67, — 1930.
— 1930 (34e et 24e tirages), — 69, — 1931.
— 1931 (35e et 25e tirages), — 71, — 1932.
— 1932 (36e et 26e tirages), — 73, — 1933.
Remboursement 1933 (37e et 27e tirages), coupon 75, avril 1934.
— 1934 (38e et 28e tirages), — 77, — 1935.
— 1935 (39e et 29e tirages), — 79, — 1936.
— 1936 (40e et 30e tirages), — 81, — 1937.
— 1937 (41e et 31e tirages), — 83, — 1938.
— 1938 (42e et 32e tirages), — 85, — 1939.
— 1939 (43e et 33e tirages), — 87, — 1940.
Remboursement mars 1948 (44e et 34e tirages), coupon 103, avril 1948.
— août 1948 (45e et 35e tirages), — 104, oct. 1948.
— oct. 1948 (46e et 36e tirages), — 105, avril 1949.
— 1949 (47e et 37e tirages), — 107, — 1950.
— 1950 (48e et 38e tirages), — 109, — 1951.

Verreries et Manufacture de Glaces d'Aniche

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 300 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 230, BOULEVARD DRIOS, A ANICHE (NORD)
Registre du commerce: Douai n° 415.

Obligations 4 0/0 1945.

Liste des 58 obligations sorties au cinquième tirage du 25 septembre 1950 remboursables à 5.000 F à partir du 1er décembre 1950 et des obligations restant à rembourser sur tirages antérieurs.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
333	1947	1.996 à 2.005	1949	2.809 à 2.812	1948
344	»	2.008 à 2.017	»	2.819 et 2.820	»
346	»	2.803	1948	2.829 à 2.831	»
1.487 à 1.544	1950	2.805	»	2.840	»
1.968 à 1.992	1949	2.807	»	2.847	»
				2.849 et 2.850	»

Les remboursements seront effectués à:
Banque L. Dupont et Ce, 26, avenue Franklin-D.-Roosevelt, à Paris;
Crédit du Nord, 59, boulevard Haussmann, Paris;
Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 16, boulevard des Italiens, Paris;
Sté Gle de crédit industriel et commercial, 66, rue de la Victoire, Paris;
Banque Scalbert, 40, rue de Clichy, Paris,
et à leurs succursales et agences.

Société des Ardoisières de la Montagne-Noire

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 7.500.000 F,
SIÈGE SOCIAL: GOURIN (MORBIHAN).
R. C.: Lorient-Pontivy n° 2940.

Obligations 4 1/4 0/0 1946 de 5.000 F.

Quatrième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse la totalité des titres formant l'annuité à amortir au 1er décembre 1950.
En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.
Les amortissements des années 1947 à 1949 ont été couverts par rachats en Bourse.

ETABLISSEMENTS LABINAL

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 72 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 28, RUE ARAGO, SAINT-OUEN (SEINE)
R. C.: Seine n° 147276.

Obligations 4 1/2 0/0 1946 de 5.000 F.

Quatrième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse la totalité des titres formant l'annuité à amortir au 1er novembre 1950.
En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.
Les amortissements des années 1947 à 1949 ont été couverts par rachats en Bourse.

Compagnie des Chemins de Fer du Maroc Oriental

SOCIÉTÉ ANONYME MAROCAINE AU CAPITAL DE 5 MILLIONS DE FRANCS
280, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

Avis aux porteurs d'obligations 4 1/4 0/0

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses obligations 4 1/4 0/0 de 1.000 F la Compagnie des chemins de fer du Maroc Oriental a racheté en Bourse le nombre d'obligations dont l'amortissement était prévu pour 1950.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort pour cet amortissement.

PUBLICITÉ

CONCERNANT

les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

Signification publique.

Mme Catherine Meriaux, née Schmitt, demeurant à Hettange-Grande, 42, rue de Soetrich, représentée par Me Cauyette, avocat à Thionville, actionne son époux, M. Auguste Meriaux, manœuvre, actuellement sans domicile ni résidence connus, pour excès, sévices et injures graves et requiert de prononcer le divorce et de le condamner aux dépens.

Mme Meriaux (Catherine) assigne M. Meriaux (Auguste) aux débats oraux qui auront lieu le 27 novembre 1950, à quatorze heures, devant le tribunal de première instance de Thionville avec sommation de constituer avocat admis près ledit tribunal.

La présente publication vaut signification publique.

Greffe du tribunal de première instance.

Thionville, le 18 septembre 1950.

Le greffier du tribunal de première instance.

DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Jacques-Arthur-Gustave Levy, né à Paris (18e) le 11 octobre 1919, demeurant 55, avenue de Neuilly, à Neuilly-sur-Seine, dépose une requête auprès du garde des sceaux afin de substituer à son nom patronymique celui de Louvet, ou subsidiairement celui de Loubeyre.

AVIS DIVERS

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Avis de tirage de 80 obligations de l'emprunt Guadeloupe 5 1/2 0/0 1933, à effectuer au siège social du Comptoir national d'escompte le 25 octobre 1950 à partir de neuf heures trente.

DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

30 août 1950. Déclaration à la préfecture de l'Hérault. L'Union sportive de la Compagnie industrielle des pétroles change son titre et devient **Socony, Vacuum Sports.** Siège social: raffinerie des pétroles, Frontignan.

4 septembre 1950. Déclaration à la préfecture d'Auch. **Saint-Hubert roquefortoise.** But: conservation du gibier. Siège social: chez M. Carter (Maurice), président, à Roquefort.

4 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Narbonne. **Union des chasseurs et propriétaires de Boutenac.** But: défense des intérêts agricoles et cynégétiques de ses membres; amélioration de la chasse et protection des récoltes. Siège social: mairie de Boutenac.

5 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture d'Argentan. La Société civile de tir de la Ferté-Fresnel change son titre qui devient **La Patriote fertoise,** société de tir et de préparation militaire de la Ferté-Fresnel. Siège social: mairie de la Ferté-Fresnel.

5 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de Seine-et-Marne. **La Cité fraternelle de Ponthierry.** But: faire passer dans toutes les classes de la société un puissant et actif courant d'amour mutuel; lancer ou encourager toutes initiatives tendant à réaliser le bien moral, intellectuel ou physique des habitants de Ponthierry, Moulignon et environs. Siège social: presbytère de Ponthierry.

6 septembre 1950. Déclaration à la préfecture des Côtes-du-Nord. **La Boule pléneuvienne.** But: propager l'exercice du jeu de boules et du jeu de palets. Siège social: mairie de Pléneuf.

6 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de l'Eure. **Union des maires et des élus du canton de Conches.** But: établissement entre ses membres de relations amicales; collaboration et aide dans leurs tâches administratives et avec l'association des maires de France. Siège social: hôtel de ville de Conches.

9 septembre 1950. Déclaration à la préfecture du Gers. **Saint-Hubert-Club de Vic-Fezensac.** But: exploitation rationnelle de la chasse et défense des intérêts des propriétaires et chasseurs. Siège social: café Divan, Vic-Fezensac.

11 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Millau. **Association de propriétaires et chasseurs de la commune de Brusque.** But: faire respecter la propriété, destruction des nuisibles, protection du gibier, repeuplement. Siège social: café Salvagnac, Brusque.

13 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture du Havre. **Groupement des loisirs et des œuvres sociales des municipaux et hospitaliers organisés du Havre.** But: développer et encourager parmi ses membres les arts, la musique et le tourisme par l'organisation de leurs loisirs. Siège social: ancien hôpital Pasteur, salle Georges-Buisson, rue de Tourneville, le Havre.

15 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Valenciennes. **Club nautique de Chabaud-Latour.** But: organisation de compétitions ou manifestations sportives intéressant l'aviron et la voile. Siège social: 25, rue de la Liberté, Anzin.

16 septembre 1950. Déclaration à la préfecture des Côtes-du-Nord. **Comité départemental de la jeunesse au plein air des Côtes-du-Nord.** But: coordonner et faciliter, dans le cadre du département, l'action des œuvres laïques de vacances déjà existantes; favoriser la création d'œuvres nouvelles. Siège social: inspection académique, 3, place Saint-Pierre, Saint-Brieuc.

16 septembre 1950. Déclaration à la préfecture du Morbihan. **Amicale communale de chasse de Séné.** Modifications aux statuts. Siège social: chez M. Le Gallic (Félix), président, à Kerarden en Séné.

18 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de l'Yonne. **Union des chasseurs de Thuraud-de-Bard.** But: chasse dans la forêt domaniale de Thuraud-de-Bard. Siège social: au domicile du président, M. Guinard (Henri), à Monéteau.

18 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de la Seine-Inférieure. **Ring darnétalais.** But: développement de la boxe et de la culture physique. Siège social: 53, rue Sadi-Carnot, Darnétal.

18 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de Rennes. **Association des chasseurs de la commune de Treffendel.** But: repeuplement, répression du braconnage. Siège social: chez M. Duault, Treffendel.

19 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de Pau. **Section cycliste assonnaise.** But: pratique du cyclisme. Siège social: mairie d'Asson.

19 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Blaye. **Cantine scolaire de Pugnac.** But: fournir des repas aux élèves des écoles publiques aux conditions les plus avantageuses. Siège social: mairie de Pugnac.

20 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Union sportive A. Delor et Cie.** But: pratique des exercices physiques et, notamment, du football association. Siège social: 21, rue de Macau, Bordeaux.

20 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Senlis. **La Harde.** But: pratique du basket-ball. Siège social: salle Brochet, à Chamant.

21 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture d'Aix. **Vélo-Club marignanais.** But: cyclisme. Siège social: bar-tabac Viotti, avenue Jean-Jaurès, Marignane.

23 septembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Lure. **Association des aides familiales rurales de Courchaton.** But: aider la mère de famille rurale dans sa tâche au foyer en lui procurant le concours d'aides familiales; prendre en charge les aides familiales et leur assurer un travail familial et social. Siège social: Maison des œuvres, à Courchaton.

26 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de la Seine-Inférieure. **Amicale de la bonne humeur.** But: développer, au cours de sorties mixtes, la bonne entente et la camaraderie entre jeunes gens et jeunes filles. Siège social: chez M. Caillot, rue Henri-Barbusse, Sotteville-lès-Rouen.

28 septembre 1950. Déclaration à la préfecture de l'Orne. **Comice agricole du canton de Sées.** But: développement de l'agriculture et de l'élevage dans le canton. Siège social: hôtel de ville de Sées.

Paris — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.